

Y. CAZENAVE DE LA ROCHE

LA VÉNERIE ROYALE
ET LE
RÉGIME DES CAPITAINERIES

AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES



NIMES

Imprimerie J. COURROUY, 2, Plan de l'Aspic

1926

Y. CAZENAVE DE LA ROCHE

LA VÉNERIE ROYALE
ET LE
RÉGIME DES CAPITAINERIES

AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES



NIMES

Imprimerie J. COURROUY, 2, Plan de l'Aspic

1926



Vu: le 27 Avril 1925

Le Doyen de la Faculté des Lettres

de l'Université de Paris:

(Signé) FERDINAND BRUNOT.

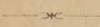
Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris:

(Signé) P. APPELL.

Tous droits de reproduction et de traduction réservés.

INTRODUCTION



Parmi les pages bien connues que Taine a consacrées à la description de l'ancienne Maison du Roi, dans ses *Origines de la France contemporaine*, certains passages indiquent la place considérable que le service des chasses avait prise dans la vie quotidienne de la Cour.

Le recul des âges, la différence des mœurs, tant de révolutions et de changements économiques et sociaux, l'absence de faste et la simplicité de nos modernes chefs d'Etat, donnent à la peinture de ces magnificences abolies, l'apparence d'un conte de fées. L'éloignement progressif des siècles qui s'effacent peu à peu dans les horizons de l'histoire, rend de plus en plus malaisé l'effort qu'il faut faire pour reconstituer par la pensée la vie sociale de ces époques disparues, et bien rares sont les auteurs qui ont réussi à en donner une idée complète.

Encore que réduite à des proportions fort limitées, l'évocation des chasses royales, dans l'œuvre de Taine, constitue, dans l'ensemble de la littérature historique des deux derniers siècles, un point de vue à peu près exceptionnel.

Les grands traités d'histoire ignorent la chasse.

Les mémorialistes n'y songent point. Des propos de salon d'antan et des vieilles intrigues de cour, aucun détail ne nous a été épargné; en fait de considérations et d'avis exprimés sur la politique ancienne, aucuns ne nous ont été cachés, et, comme l'a observé Taine, l'ancienne France « a tout dit sur son propre compte, sauf sur ce qu'elle supposait banal et familier aux contemporains ». (1)

(1) Taine, *Origines de la France Contemporaine*. Tome I. Introduction p. 4.

Telle est sans doute la raison pour laquelle nul chroniqueur n'a cru devoir nous dire le détail de l'organisation et du fonctionnement des services des châteaux royaux, mais il y a longtemps que ces choses abandonnées ont acquis à nos yeux la valeur d'antiquités rares et mal connues.

Cependant, quand on songe que la Maison du Roi comptait environ quinze mille personnes; que son entretien absorbait près d'un douzième des revenus de l'État; que, sous Louis XVI, époque de restriction des dépenses, elle comprenait environ trois mille cinq cents charges, dont un certain nombre figuraient parmi les plus enviées du royaume; quand, au seul point de vue des chasses, on constate qu'il existait à la fin de l'Ancien Régime onze capitaineries royales, pourvues chacune d'un personnel nombreux, dont faisaient partie les plus grands seigneurs de France, à commencer par les princes du sang; quand on s'aperçoit qu'en 1725, année cynégétique moyenne du temps de sa jeunesse, Louis XV parcourait en chassant trois mille deux cent cinquante lieues, qui, exactement dénombrées par un statisticien scrupuleux de l'époque, représentent trois ou quatre mois passés à la chasse (1); quand on songe que pendant deux siècles, Paris fut le centre d'une immense chasse gardée, d'une superficie d'environ quatre cents lieues carrées, on est bien obligé de conclure que le sujet méritait mieux que les brèves éphémérides de Dangeau, et les courtes remarques éparses dans les œuvres des ducs de Luynes et de Saint-Simon, et qu'en présence d'institutions qui avaient tenu tant de place dans le temps et dans l'espace, le silence des historiens ne se justifiait guère.

De prime abord, on s'explique mal les raisons pour lesquelles la chasse en général et les chasses royales en particulier avaient acquis un développement si considérable.

Pour juger sainement de la question, il convient de replacer la chasse d'autrefois dans le cadre complet d'institutions, de mœurs et de coutumes qui était le sien sous l'Ancien Régime, et de faire abstraction des notions ordinaires de la chasse moderne, le plus souvent réduite aux proportions d'un simple sport, alimentée par un gibier de plus en plus rare, et pratiquée

(1) Mouret, Chasses du Roi et la quantité de lieues que le Roi a fait tant à cheval qu'en carrosse pendant l'année 1725. Pièce in-42. Paris 1725.

avec les restrictions de la loi de 1811. Seule, cette double et préliminaire considération permet de se faire une opinion à peu près exacte de la place jadis occupée par la chasse dans la vie de l'ancienne société française, et de comprendre la mentalité des vieux auteurs cynégétiques, dont certains sont aujourd'hui presque ignorés, après avoir joui autrefois d'une célébrité européenne.

Une idée principale paraît se dégager tout d'abord de la lecture de ces ouvrages, signés de Gaston de Foix, vicomte de Béarn, jadis illustre sous le nom de Gaston Phœbus, de du Fouilloux, de de Salnove, d'Olivier de Serres, l'agronome bien connu, de d'Arcussia, d'Espée de Selincourt, de d'Yauville et de Le Verrier de La Conterrie. C'est la valeur éducative que, depuis les temps féodaux, on attribuait à la chasse. On la considérait comme faisant partie intégrante de l'éducation d'un gentilhomme et *a fortiori* d'un roi, et, dans ces temps lointains, où les sociétés suivaient le plus souvent les exemples et les directives qui partaient du trône, c'étaient les souverains eux-mêmes qui prenaient la plume pour écrire sur la chasse.

L'un des plus anciens traités de fauconnerie que nous possédions, est l'œuvre personnelle de l'Empereur d'Allemagne Frédéric II. Il fut rédigé, à la fin de son règne, vers 1247, à l'usage de son fils Mainfroi ou Manfred, roi des Deux-Siciles, qui y ajouta de nombreuses annotations de sa main.

Captif en Angleterre, le Roi de France Jean le Bon fit rédiger par son chapelain, Gacé de La Vigne, un traité de chasse pour son fils le duc de Bourgogne, Philippe, qui fut la tige de la seconde Maison de ce nom. C'est également pour l'éducation cynégétique de ce prince, que Gaston Phœbus composa, vers la même époque, son célèbre traité de théreutique et de vénerie, ouvrage qui a servi de guide à la plupart des auteurs postérieurs, et notamment à Du Fouilloux, qui en a non seulement plagié, mais copié des passages entiers. Le Roi Charles IX a écrit également un ouvrage de chasse, dont une partie seulement nous est parvenue, et dans laquelle il donne d'intéressants détails sur les origines des chiens de la meute royale.

Comme s'ils s'étaient crus de trop mince importance pour traiter avec autorité un sujet qui avait occupé les loisirs studieux de personnages aussi considérables, certains auteurs

du Moyen Age écrivirent sur la chasse, en dissimulant leurs noms derrière ceux de monarques fictifs. C'est ainsi que l'ouvrage attribué au roi Modus se présente sous la forme d'une sorte de catéchisme, où le débutant dans l'art de la vénerie pose des questions auxquelles répond ce souverain imaginaire, tandis que la reine Ratio y joint des dissertations morales.

Ce traité présente un caractère pédagogique nettement accusé, qu'on retrouve dans le livre du Roi Dancus, sur la fauconnerie.

Tous ces auteurs sont d'accord avec Olivier de Serres, qui, dans son « Théâtre l'Agriculture », recommande la chasse comme « le moyen de la santé, venant de lever matin, de l'exercice, de la sobriété, aussi de façonner l'esprit, rendant l'homme patient, discret, continent, modeste, magnanime, hardi ingénieux ». Ecrivant à sa fille Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, l'Empereur Maximilien disait, à propos de son petit-fils, le futur Charles-Quint : « Nous fûmes bien joyeux que notre fils Charles prenne tant de plaisir à la chasse, autrement on pourrait penser qu'il fût bâtard. »

Gaston Phœbus, méridional enthousiaste, n'hésitait pas à attribuer à la chasse des vertus encore plus exceptionnelles : « Puisque veneur n'est oiseux, écrivait-il, il ne peut faire males œuvres, il faut qu'il s'en aille tout droit en Paradis. » (1)

Défalcation faite de ces exagérations, traditionnellement permises aux chasseurs, les qualités éducatives de l'ancienne vénerie, au point de vue de la formation physique et morale de l'homme de guerre, n'en étaient pas moins considérées comme certaines.

Ordonner une chasse à courre, en fixer le jour et l'itinéraire probable, en désigner les participants, leur fixer un point de rassemblement, écouter, savoir écouter, puis comparer les rapports des gardes, discerner, d'après leurs dires, le meilleur parti à prendre, adopter une décision quant à l'attaque du fauve, c'était déjà tout un enseignement de psychologie militaire. Apprendre à reconnaître, au seul aspect de ses « voies » ou de ses « fumées », la nature, le sexe et l'âge d'un animal de chasse, apprendre à détourner le fauve que l'on pressent, mais

(1) *La Chasse de Gaston Phœbus*, Comte de Foix. Prologue p. 9

que l'on n'a point vu « par corps », quelle meilleure école d'observation, de patience, de prudence et de ruse ? Imposer sa volonté à toute une meute indocile et turbulente, dangereuse parfois, quand elle comprenait de ces énormes et féroces mâlins que l'on dressait à la chasse au sanglier, quel meilleur apprentissage de discipline et de commandement ? Disposer en temps voulu et au lieu propice les relais de chiens destinés à poursuivre successivement le fauve, diriger ces relais dispersés dans les bois et conserver la liaison avec la chasse, quel meilleur exercice pour un futur combattant appelé à en pratiquer de tout pareils au cours d'une campagne ?

L'opinion des contemporains de Louis XVI ne différerait point à cet égard de celle des hommes du Moyen Age et elle a été heureusement résumée en ces quelques mots par Le Verrier de La Conterrie, auteur cynégétique estimé : « savoir manier les chevaux et les armes sont des talents communs aux chasseurs et aux militaires ; l'habitude au mouvement, à la fatigue si nécessaires pour soutenir et seconder le courage se prennent à la chasse et se portent à la guerre. C'est encore le seul amusement qui fasse diversion entière aux peines, aux chagrins et aux affaires, le seul délassement sans mollesse, le seul qui donne un plaisir vif sans langueur et sans mélange ». (1)

L'influence espagnole, qui fut l'une des caractéristiques de la première moitié du dix-septième siècle, eut, comme on sait, pour résultat, de modifier profondément les anciennes habitudes patriarcales de la Cour de France, en y introduisant un protocole aussi sévère que compliqué, destiné à durer autant que l'Ancien Régime.

Grand et petit lever du Roi, coucher, repas messes, réceptions, théâtre, promenades, présentations, réunions de magistrats, assemblées, de Chapitres d'Ordres, lits de justice, signatures à donner, récompenses à conférer, exercices militaires et revues, tout fut soumis à l'étiquette, jusqu'aux paroles qu'il convenait que le Roi prononçât et à celles qu'il était obligatoire de lui répondre à l'ordinaire de ses conversations privées, dans telle ou telle circonstance et comme entrée en matière. Madame Campan nous a conservé le souvenir des protestations de Marie-

[1] Le Verrier de la Conterrie, *Vénerie normande*, p. 3

Antoinette, dauphine, contre les exigences insupportables d'un cérémonial auquel les habitudes plus patriarcales de la Cour de Vienne ne l'avaient pas préparée. « Pour soutenir ce fardeau et travailler d'ailleurs, il a fallu le tempérament de Louis XIV, la vigueur de son corps, la résistance extraordinaire de ses nerfs, la puissance de son estomac, la régularité de ses habitudes ; après lui, sous la même charge, ses successeurs défontent. » (1)

C'est ici qu'à titre de dérivatif intervenait la chasse, qui, pour être soumise, elle aussi, à un protocole, n'en laissait pas moins au Roi la possibilité de s'isoler et de s'affranchir pour un moment de la contrainte perpétuelle et obligatoire de la vie de représentation. « Sous un pareil régime, l'air manque, il faut trouver une échappée; Louis XV avait ses petits soupers et la chasse; Louis XVI a la chasse et la serrurerie. » (2)

Ajoutons que pour Louis XVI, la chasse était, à titre d'exercice, devenue une impérieuse nécessité physique. Et nous aurons défini l'une des raisons les plus certaines du développement qu'elle prit à la Cour de France, parallèlement à celui du protocole.

Quelque naturel que les raisons indiquées précédemment puissent le faire paraître, elles ne suffiraient pas à expliquer le prodigieux développement de la vénerie royale à la fin de l'Ancien Régime.

D'autres circonstances étaient intervenues au cours du dix-huitième siècle, complètement étrangères à l'avantage personnel du Roi, et lui avaient donné le caractère d'une vaste entreprise de spéculation, qui, sous la désignation officielle d'un service de Cour, se pratiquait au bénéfice d'un personnel de fonctionnaires subalternes sans scrupules.

Tant que devaient se maintenir les fortes disciplines sociales du dix-septième siècle, l'idée de trafiquer du gibier du roi avait dû être écartée, par crainte de la fêrule de Louis XIV et de Colbert.

C'est à partir de la Régence, où la mise en application du système de Law donna l'impulsion que l'on sait aux spéculations financières, que les chasses royales acquirent peu à peu le fâcheux caractère d'entreprises commerciales ayant pour

(1) Taine, *Les Origines de la France Contemporaine*, T. I, L. 2, p. 462.

(2) *Ibid*, p. 469.

but d'approvisionner en gibier la région de Paris, au bénéfice des officiers des capitaineries royales.

Dès cette époque, les ordonnances protectrices de l'agriculture cessent d'être appliquées, et celles qui étaient destinées à la conservation du gibier, déjà dures, deviennent oppressives, grâce à la manière dont on les applique.

Des réglementations extra-légales interviennent, où l'on sent percer la griffe rapace des marchands et des spéculateurs. A ces lapins qui pullulent, malgré les termes impératifs de l'Ordonnance de 1669, qui en prescrit la destruction aux officiers des chasses, à peine de suspension de leurs charges, et de cinq cents livres d'amende, il faut des terrains de plus en plus considérables. A ces lièvres, dont une seule paroisse contenait, paraît-il, en 1789, jusqu'à quatre mille têtes, il faut de nouvelles remises et de nouvelles récoltes à dévorer. C'est pourquoi, grâce à l'apathie de Louis XV, grâce au manque de décision de Louis XVI, grâce, surtout, au besoin général de lucre, que le spectacle de fortunes trop rapidement édifiées entretenait alors, l'étendue de l'énorme chasse gardée s'accroît constamment, et bien au delà des nécessités de la vénerie royale.

Sous Louis XVI, les plaintes des propriétaires et des cultivateurs parviennent jusqu'au trône et le Roi tente, par l'Edit de 1776, d'y porter remède. Mais, là comme ailleurs, sa bonne volonté impuissante se heurte à la coalition des intérêts menacés, elle échoue en raison des formalités qu'une administration complice exige pour l'accomplissement des intentions exprimées par le souverain.

La spéculation continuera donc de s'exercer jusqu'au commencement de l'année 1789, où la seule annonce de la convocation des Etats Généraux suffira pour provoquer dans tous les environs de Paris la fin du régime des capitaineries, avant même que l'Assemblée ait pris une décision à cet égard, et la destruction complète de ce gibier dévastateur, objet de tant de soins de la part des spéculateurs et de tant de plaintes de la part des exploités.

Si le nombre est considérable des auteurs de tous les temps qui ont écrit sur la chasse en général et sur les chasses royales en particulier, et si cette abondance de documents imprimés.

où sont généralement consignés les résultats de l'expérience personnelle des écrivains, révèle la vogue extraordinaire et millénaire dont la vénerie a autrefois joui en France, l'histoire ne peut guère que mentionner cette pérennité d'usages auxquels les mœurs des animaux de chasse, toujours semblables à elles-mêmes, ont en partie communiqué leur immortalité, à la différence près des armes, des costumes, des mœurs des veneurs, du luxe plus ou moins grand dont la chasse a été l'occasion, et dont la description peut trouver place au cours d'études sociales et historiques d'un objet moins spécial. Louis XVI ne courait pas le cerf autrement que François Ier ou Gaston Phœbus.

Si l'on veut suivre les transformations de détail qui ont pu s'opérer au cours des âges dans la technique de la chasse, mieux vaut d'ailleurs se référer directement aux vieux auteurs, dont le langage archaïque et les expressions pittoresques acquièrent une saveur incomparable, dans la description d'un art dont ils étaient les praticiens consommés et les propagandistes enthousiastes.

Nous ne leur avons donc emprunté que le minimum indispensable à la description des chasses royales sous l'Ancien Régime. En l'absence de cet aperçu, le lecteur ne se rendrait compte ni des motifs pour lesquels elles purent donner lieu à des dépenses considérables, ni des raisons du développement progressif du régime des capitaineries.

Les archives manuscrites provenant des fonds de l'ancienne Maison du Roi, où nous avons puisé la majeure partie de notre documentation, contiennent, sous la désignation de « Papiers du Grand Veneur », et dans quelques séries différentes, deux catégories d'indications.

Les premières sont d'ordre purement administratif. Ce sont ceux des actes de l'autorité qui ont réglementé la matière des chasses dans les domaines de la couronne; les provisions des titulaires d'offices; les décisions qui en ont modifié l'état et le nombre, ou qui en ont accru ou diminué les privilèges; les registres d'audience et d'érou des capitaineries et de leurs prisons; les minutes et les dossiers des procédures engagées; les comptes et les pièces relatives à l'administration de la vénerie.

Ici, nous avons rencontré un terrain déjà beaucoup moins battu. Très rares sont les auteurs contemporains qui ont étudié le détail de l'ancienne jurisprudence relative aux chasses royales, car, contrairement à la plupart des institutions abolies par la Révolution, qui se sont reproduites depuis sous des formes nouvelles, appropriées à notre état social, celles-ci ont pris fin brusquement et définitivement en 1789. Dans la course à l'abîme où les événements entraînèrent l'ancienne monarchie, sur la pente rapide des transformations révolutionnaires, un certain nombre d'accessoires de la vie politique et sociale de nos ancêtres ont disparu sans retour, et qui refait dans l'histoire le chemin parcouru par nos institutions ne les rencontre pas ; les chasses royales sont de ce nombre.

Ainsi, le long de nos routes modernes, le voyageur rencontre parfois des vestiges de routes anciennes, aujourd'hui abandonnées ; il s'agit là de voies perdues dans la campagne, où depuis longtemps personne ne passe plus, car les villes où elles conduisaient ont été détruites.

Enfin, dans une autre catégorie de documents, nous avons rencontré des lettres émanant de personnalités, qui, à des titres différents, se sont occupées du service des chasses royales au temps de Louis XVI.

Ces lettres sont relatives aux inconvénients et aux abus auxquels donnaient lieu le régime des capitaineries ; aux réclamations et aux plaintes de tout genre que celui-ci faisait naître à la fin du dix-huitième siècle. Elles présentent l'intérêt de documents inédits, provenant de personnages peu connus, bien que souvent porteurs de noms illustres. Au moyen de leur correspondance, nous avons pu reconstituer quelques incidents relatifs à l'application de la législation des chasses, sinon d'une manière absolument complète, du moins avec assez de détails pour les faire rentrer dans le cadre général des institutions et des événements où la critique peut s'exercer avec quelque sécurité.

En ce qui concerne les débuts de la période révolutionnaire, les cahiers de doléances des paroisses de la région de Paris nous ont fourni de précieuses indications. (1)

(1) Nous avons adopté l'orthographe moderne dans la transcription de tous les documents anciens cités dans cet ouvrage.

Ce qu'était la Vénérerie à la Cour de France, sous les règnes des derniers princes de la Maison de Bourbon; comment fonctionnait cet important service; en quoi consistait le régime des capitaineries; comment, à une époque où la propriété foncière était considérée comme la source principale de la richesse publique, les résultats de l'administration des chasses royales ont pu, dans une certaine mesure, favoriser le mouvement révolutionnaire; telles sont les idées principales autour desquelles nous avons essayé de grouper les éléments de cette modeste étude. (1)

(1) L'indication bibliographique A. N. correspond à *Archives Nationales*.

CHAPITRE PREMIER

LES CHASSES ROYALES

I. La chasse et luxe des Cours. — II. Les traditions de la vénerie. Un souvenir de Châteaubriant. La tenue des équipages. — III. Les Rois de France à la chasse. — IV. Les accidents. — V. La curée et le protocole. — VI. Le vautrait et la chasse aux toiles. — VII. Les déplacements de chasse de la Cour et les étapes des équipages. — VIII. La chasse à tir. — IX. La chasse au vol. — X. Les meutes royales. Le vautrait de la Reine Marie-Antoinette et du Comte d'Artois. — XI. Les races de chiens de meute et les chevaux. — XII. Les dépenses des chasses.

C'est au temps de la Renaissance que remontent les premières ordonnances concernant le régime qui devait être celui des chasses royales jusqu'à la Révolution.

Les mœurs fastueuses introduites en France par l'exemple des Cours Italiennes à cette époque, furent la cause immédiate du développement que prit alors la vénerie royale.

L'influence des Grecs, qui s'étaient réfugiés en Italie après la chute de l'Empire de Constantinople, et avaient marqué d'une si forte empreinte la Renaissance latine, n'était pas étrangère à ce résultat.

Entre celle-ci, alors au temps de sa splendide aurore, et le crépuscule ensanglanté de la vieille Asie, qui périssait sous le cimeterre des Turcs, ils servirent de trait d'union.

Au seul point de vue des chasses, on en trouve une preuve irrécusable dans le fait qu'au quinzième siècle, les Visconti et les Sforza possédaient déjà dans leurs équipages des guépards (*felis jubata*), dressés à l'arrêt.

Ces guépards, plus connus dans l'Europe de la Renaissance sous le nom de *léopards*, n'existaient pas plus autrefois qu'ils n'existent aujourd'hui en Italie. Ils provenaient d'Asie, où les souverains les faisaient servir à leurs chasses.

Louis XII, emmena en France, après la conquête du Milanais, les léopards de Ludovic Sforza. Ces dangereux animaux montaient en croupe derrière les cavaliers auxquels ils étaient habitués. Ils rattrapaient en quelques bonds les cerfs les plus agiles et les étranglaient. Pour ressaisir les léopards, il fallait alors leur présenter de la viande fraîche, en ayant soin de marcher à reculons, faute de quoi le piqueur risquait d'avoir le même sort que le gibier. (1)

I

Depuis les guerres d'Italie, les chasses devinrent, pour les souverains, une occasion de mettre en valeur le luxe des équipages, des armes et des chevaux, en même temps que l'adresse des veneurs.

Les dames y prenaient part, et au temps où se faisait, dit-on, la guerre en dentelles, les réunions cynégétiques qui avaient pour décor le prestigieux tableau des forêts séculaires de l'Ile-de-France présentaient l'aspect de somptueuses réceptions en plein air.

On conçoit facilement, dès lors, que parallèlement au développement progressif de ce luxe où triomphaient les raffinements les plus délicats de la vie de salon, en même temps que les productions les plus gracieuses de l'art, de la mode et de l'industrie, la vénerie ait pris, à la Maison du Roi, l'exceptionnelle importance où elle était parvenue à la fin de l'Ancien Régime.

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*, I. II, p. 401. Au musée des Estampes à la Bibliothèque Nationale on trouve à la référence K. 23 une gravure représentant une chasse à courre au léopard de Charles Aubry.

II

Antérieurement à François I^{er}, il existait deux saisons de chasse; la première, de mai à septembre, était consacrée à la chasse à courre; la seconde était celle de la chasse au vol.

Cette distinction s'accordait avec les mœurs des animaux de chasse.

Mais, plus tard, les rois prirent l'habitude de chasser indistinctement au vol et à courre en toute saison.

La veille du jour choisi pour la chasse, le Roi faisait connaître ses intentions au Grand Veneur, si cet officier était présent à la Cour, et, en son absence, au premier veneur, quand cette charge fut créée sous Louis XV, pour M. d'Yauville, ou à l'officier chargé du service intéressé, s'il s'agissait de chasser au vol, aux toiles ou avec le vautrait.

S'il s'agissait d'une chasse à courre, le lieutenant de la vénerie prévenait le personnel subalterne. Le sous-lieutenant, les gentilhommes par quartier, les valets de limier, le maître valet de chiens se rendaient auprès du lieutenant et lui présentaient l'état des hommes et des animaux disponibles. Le lieutenant faisait entre le sous-lieutenant et les autres veneurs la répartition des *quêtes*, c'est-à-dire des itinéraires, nombreux, mais tous connus et classés, qu'ils devaient parcourir avec les limiers pour découvrir le cerf. (1)

Ces recherches avaient lieu le matin de la chasse, dès les premières heures du jour. C'est au cours des *quêtes* ainsi pratiquées que se révélaient les qualités d'observation des bons veneurs. A la seule inspection des traces et des fumées de l'animal, ils devaient le reconnaître pour mâle ou femelle, pour daquet, hère, dix cors jeuneement, dix cors, grand vieux cerf. Si l'animal avait déjà été chassé, le veneur devait pouvoir s'en apercevoir à la forme de la sole dont la terre avait conservé l'empreinte. Enfin, si le veneur était assez heureux pour voir l'animal par corps, « faisant son viandis », ou « à son ressuy », c'est-à-dire en train de paître ou couché sur le ventre, il devait noter avec soin ses « connaissances », le nombre de ses cors, les taches de sa robe, la couleur et la forme de son « corsage »

(1) de Salnove. *La Vénerie Royale*, pp. 61, 62 et suivantes.

et tous les signes qui devaient permettre de le distinguer de ses congénères, au cas où, une fois lancé, il donnerait « le change » (1).

À l'endroit où le cerf avait été vu ou pressenti, le veneur faisait ses « brisées », puis se rendait à l'assemblée à l'heure et au lieu fixés par le Lieutenant de vénerie, en conformité des instructions du Roi.

Là se trouvaient, groupés autour du souverain, les dames et les gentilshommes invités, et venus au rendez-vous à sa suite en carrosse. Le Grand Veneur, le Commandant de l'équipage, le Capitaine des chasses, le Lieutenant et le Sous-Lieutenant de vénerie et les officiers par quartiers s'y trouvaient obligatoirement avec les valets de limiers, tenant leurs animaux en laisse et avec eux les gardes de la forêt, en ligne, l'arquebuse à l'épaule, prêts à répondre au rapport en même temps que les veneurs ayant « fait le bois » ; les palfreniers en livrée, tenant les chevaux en main, leurs riches harnais cachés sous les couvertures ; enfin, la meute de soixante dix chiens et parfois deux fois plus nombreuse, avec ses magnifiques animaux, soigneusement sélectionnés, au large poitrail, au nez développé, à l'œil profond et intelligent, maintenus par leurs valets en habits de chasse, galonnés d'argent, la trompe en sautoir.

Une étiquette méticuleuse prévoyait tous les détails de la tenue des équipages.

Le Roi lui-même s'y était soumis. Henri IV chassait en casaque rouge avec grosses bottes à genouillères. Louis XIII portait une sorte de jupe tombant au genou, le chapeau à large bords, les gants de peau de cerf. Louis XIV avait adopté le fameux justaucorps rouge, le chapeau gris et les grosses bottes dont il était, paraît-il, revêtu quand, en 1655, il parut au Parlement, le fouet de chasse à la main, pour ordonner l'enregistrement des Edits. Sous son règne, nul ne fût admis à suivre la chasse, s'il n'avait reçu l'autorisation de porter l'habit du Roi. Cet habit, dont le port demeura obligatoire pour les titulaires jusqu'à la Révolution était bleu turquoise doublé de rouge, avec trois galons, un d'argent entre deux d'or. Il était fort envié. Sous Louis XV, le duc de Penthhièvre, Grand Veneur, ayant informé

(1) Charles IX, *La Chasse Royale*, pp. 81 et suivantes.

M. de Cheverny, que le Roi le lui accordait « Il m'aurait donné un gouvernement, dit le bénéficiaire, qu'il ne m'aurait pas fait plus de plaisir. » (1)

Louis XV portait ordinairement un costume bleu de roi galonné d'argent.

Le personnel subalterne de la vénerie se reconnaissait à un galon d'or entre deux galons d'argent; les valets de chiens portaient ces galons rouges et blancs. Tous avaient la culotte et la veste rouges, les bottes à chaudron et le chapeau galonné. Sous Louis XV, les valets de chiens à pied suivaient la meute en veste bleue ou rouge, suivant la saison. Sous Louis XVI, les invités qui n'avaient pas encore pris part aux chasses royales étaient qualifiés *débutants*, et ils portaient sur la veste et la culottes rouges un habit gris. C'est dans cette tenue, que se présenta le jeune vicomte de Chateaubriand à une chasse de Louis XVI, qu'il raconta ainsi plus tard dans ses mémoires d'Outre-Tombe.

« Le duc de Coigny me fit prévenir que je chasserais avec le Roi dans la forêt de St-Germain. Je m'acheminai de grand matin vers mon supplice en uniforme de débutant, habit gris, veste et culotte rouge, manchettes de bottes à l'écuylère, couteau de chasse au côté, petit chapeau français à galon d'or, nous nous trouvâmes quatre débutants au château de Versailles, moi, les deux messieurs de St-Marsault et le comte d'Hautefeuille.

Le duc de Coigny nous donna nos instructions, il nous avisa de ne pas couper la chasse, le Roi s'emportant lorsqu'on passait entre lui et la bête. »

« On bat aux champs; mouvement d'armes: voix de commandement; on crie: le Roi! Le Roi sort, monte dans son carrosse; nous roulons dans les carrosses à la suite... »

« Nous arrivons au point de ralliement où de nombreux chevaux de selle, tenus en main sous les arbres, témoignent leur impatience. Les carrosses arrivent dans la forêt avec les gardes; les groupes d'hommes et de femmes, les meutes, à peine contenues par le fouet des piqueurs, les aboiements des chiens, le bruit des cors formaient une scène très animée.

« Les chasses de nos rois rappelaient à la fois les anciennes et les nouvelles mœurs de la monarchie, les rudes passe temps de Clodion, de Chil-déric, de Dagobert, la galanterie de François I^{er} de Henri IV et de Louis XIV. »

(1) Extrait d'une Conférence inédite faite par Mme la Duchesse d'Uzès en Avril 1912.
(Communiquée par l'auteur).

« Au descendu des carrosses, je présentai mon billet aux piqueurs. On m'avait donné une jument appelée l'Heureuse, bête légère, mais sans bouche, ombrageuse et pleine de caprices, assez vive image de ma fortune qui chavirait sans cesse des oreilles. »

« Le Roi mis en selle partit, la chasse le suivit, prenant diverses routes. Je restai derrière à me débattre avec l'Heureuse qui ne voulait pas se laisser enfourcher par son nouveau maître; je finis cependant par m'élan- cer sur son dos, la chasse était déjà loin... »

Je chevauchais dans une longue percée.., un coup de fusil part; l'Heu- reuse tourne court, brosse tête baissée dans le fourré et me porte juste à l'endroit où le chevreuil venait d'être abattu; le Roi paraît.

Je me souviens alors, mais trop tard, des injonctions du duc de Coigny La maudite Heureuse avait tout fait. Je saute à terre poussant en arrière ma cavale, l'autre tenant mon chapeau bas. Le Roi regarde et ne voit qu'un débutant arrivé avant lui aux fins de la bête. Il avait besoin de parler, au lieu de s'emporter, il me dit d'un ton de bonhomie et un gros rire: « Il n'a pas tenu longtemps. ».

On vint de toutes parts; on fut étonné de me trouver causant avec le Roi. (1)

La permission de suivre les chasses royales faisait partie de ce qu'on appelait « les honneurs de la cour », et elle était ac- cordée par le Roi lui-même, en même temps que celle de monter dans ses carrosses.

Encore, les invités n'étaient-ils pas admis à suivre indistinc- tement toutes les chasses.

Les personnes que le Roi connaissait peu, (comme c'était le cas pour le vicomte de Châteaubriand), étaient invitées à la chas- se du chevreuil.

Les invitations à la chasse au cerf étaient réservées aux ha- bitués de la Cour, et à ceux dont le Roi connaissait les familles.

Il fallait, pour prétendre aux honneurs de la cour présenter une généalogie remontant à l'an 1400. Le Roi lui-même ne pou- vait dispenser de cette condition.

Le Roi acceptait ou refusait la demande en l'apostillant des mots « Bon » ou « Non ». Il ne faisait pas connaître ses motifs, et l'acceptation ou le refus ne présumaient rien à l'égard des preuves de noblesse. En ce qui concernait les militaires, le gra- de de sous-lieutenant ne suffisait pas pour permettre d'assister aux chasses de plein droit.

(1) Châteaubriand. *Mémoires d'Outre-Tombe* T. I, p. 340.

Les refus devaient être notifiés aux candidats malheureux avec tout le tact nécessaire pour adoucir, la mortification qui devait en résulter.

Le généalogiste Chérin, qui était chargé de cette correspondance possédait tout un répertoire de formules appropriées pour cet usage. (1)

Les couleurs de la tenue des équipages variaient avec le genre de chasse auquel ils étaient destinés, comme ils variaient aussi avec les propriétaires.

L'équipage du loup, appartenant au Grand Dauphin, portait en 1686 une tenue de drap vert avec un galon d'argent, entre deux lames d'or. C'était le « galon du loup ».

La Maison d'Orléans donnait à son équipage de chasse les couleurs de sa livrée ordinaire, bleu, blanc et rouge.

Les princes de Condé habillaient le leur en drap « ventre de biche » et les princes de Conti en drap chamois clair, dit « chamois Conti ».

L'équipage du Comte de Toulouse était en livrée rouge et or. (2)

Les coupes d'habits à la française furent abandonnées pour la première fois par l'équipage d'Orléans, qui, après le voyage du duc Louis Philippe Joseph (*Egalité*) en Angleterre, en 1783, adopta le frac et les « *riding-coats* » sans galons.

C'était la première fois que les modes anglaises triomphaient en France en matière de chasse, car jusqu'alors, la réputation universelle des veneurs français avait toujours fait école, en deçà comme au delà de la Manche, et dans tous les détails leur art.

III

Il était d'usage de consommer un repas sur le lieu du rendez-vous et le Roi y prenait part avec ses invités. (3)

A l'issue de ce déjeûner traditionnel, il prenait connaissance des rapports des veneurs qui avaient « fait le bois » et décidait de la bête qui serait attaquée.

(1) A.-N. *Papiers du GrandEcuyer de France*. 01976, n° 59-59. Juge d'armes et généalogiste Honneurs de la Cour.

(2) Baron de Noirmont. *Histoire de la Chasse*. T. I. p. 380.

(3) Comte de Chabot. *La Chasse à travers les âges*. p. 139.

Il donnait ensuite l'ordre de faire partir les chiens, puis les veneurs se mettaient en marche dans un ordre invariable pour gagner le point où se trouvaient les « brisées ».

En tête, marchait la vieille meute, avec ses valets de chiens et le veneur qui devait laisser courre, accompagné du maître valet de chiens à cheval.

Venaient ensuite les valets de chiens à pied, avec le reste des chiens suivis des pages de la vénerie, puis un autre groupe formé du Lieutenant et du Sous-Lieutenant de vénerie et des gentils hommes ordinaires du service. Enfin, le Capitaine des Chasses, le Grand Veneur et le Roi.

Les écuyers, les capitaines des gardes, les invités à cheval et les dames en carrosse fermaient la marche. (1)

Au départ, les gentilshommes par quartiers, chacun d'eux accompagné d'un valet de chiens, conduisaient les relais à leurs postes. (2).

On appelait relais, en termes de chasse, des groupes de chiens disposés à l'avance le long du parcours probable que devait suivre l'animal lancé par la meute. Tandis que le Lieutenant, le Sous-Lieutenant et les gentilshommes ordinaires restaient constamment « à la queue des chiens », c'est-à-dire sur les voies de la bête, les relais étaient découplés quand la chasse passait à leur portée, et ces renforts venaient ainsi remplacer et renforcer la fraction de la meute qui suivait l'animal depuis son départ. C'était aux gentilshommes par quartiers qui conduisaient les relais, de lancer leurs chiens en temps utile. (3)

Parvenu aux brisées, le Roi prenait la décision d'attaquer ou non. S'il commandait de « frapper aux brisées », le Grand Veneur transmettait cet ordre à celui qui devait laisser courre. L'instant était décisif, car c'était une lourde responsabilité à prendre pour le veneur, que de formuler des indications assez précises pour déterminer le choix du Roi.

Seule, une habitude consommée de la chasse aux fauves, et une connaissance parfaite des voies de la bête, pouvait permettre au veneur qui conduisait la chasse, d'affirmer que l'animal tout proche était bien celui qu'il avait reconnu.

(1) de Salnove, *La Vénerie Royale*, pp. 64 et suivantes.

(2) La plupart des termes de l'ancienne Vénerie ont été conservés dans le langage des chasses à courre modernes.

(3) de Salnove, *La Vénerie Royale*, pp. 74 et suivantes.

Louis XV, veneur hors de pair, faisait parfois le bois lui-même. Un célèbre tableau d'Oudry le représente tenant son limier en laisse, et se dirigeant vers une partie du bois où l'on aperçoit d'autres personnages occupés à la même besogne. (1)

Quand le cerf paraissait, les trompes sonnaient « le gresle » ou « la vue ». Alors, commençaient à travers plaines et coteaux, d'immenses randonnées, qui n'avaient d'autre limite que celle des forces de l'animal de chasse.

Coupant sa course éperdue de hourvaris suivis de refuites, puis de rembûchements inattendus, donnant parfois le change, circonstance naturelle dans une contrée giboyeuse entre toutes, entraînant derrière lui, dans la clameur formidable de la meute, les veneurs, les chevaux et les voitures lancés à toute allure, le cerf parcourait souvent d'énormes distances et les trompes sonnaient le « volcelet » et le « velcyaller » à tout moment pendant des heures entières.

Le droit de suite, qui n'appartenait pas seulement au Roi, mais à tout chasseur venu d'une distance supérieure à trois lieues, permettait de poursuivre un cerf ou un sanglier sur n'importe quel terrain. (2)

Sous le règne de Louis XVI, un cerf se fit prendre à Paris sur les boulevards.

Sous Louis XIV, un gentilhomme normand, M. de Popipou s'en vint forcer dans la cour du château de Versailles à dix heures du soir, un cerf qu'il avait attaqué à sept heures du matin près d'Evreux. Le Roi loin de se formaliser de cette invasion nocturne et inattendue de sa demeure par un équipage de chasse inconnu, témoigna de son estime pour la magnifique endurance des veneurs. (3)

(1) Cette toile se trouve au Château de Fontainebleau, dans les anciens appartements du Dauphin, fils de Louis XV, ainsi que d'autres œuvres du même genre, toutes fort remarquables, dues à Oudry ou à Desportes.

(2) Le Verrier de la Conteric. *Vénerie normande*. Introduction pp. 9 et suivantes.

(3) Ces exploits n'étaient pas exceptionnels. Sous Henri IV, l'équipage du Roi ayant laissé courre un cerf à Herbault près la forêt de Blois, le força à Pontlevoy après avoir passé la Loire non loin d'Orléans. Nombre de chevaux en restèrent fourbus et quatre ou cinq veneurs seuls purent assister à l'hallali.

On citait un seigneur de Lamballe, qui, ayant attaqué un cerf non loin de la ville de ce nom, vint le porter bas dans la banlieue de Paris.

Sous Louis XIV, le duc d'Angoulême chassa pendant trois jours consécutifs un cerf qui couvrit soixante lieues.

Henri IV avait commencé de chasser dans les Pyrénées dès son enfance. Il continua

Louis XV aimait la chasse, d'abord pour elle-même, et aussi pour l'équitation et l'activité physique dont elle était l'occasion, et qui était, pour son tempérament, une nécessité. D'après les Mémoires du duc de Croy, quand il restait enfermé dans ses appartements pendant plusieurs jours, il était sujet à des jaunisses et à des rhumatismes. Aussi, quelque temps qu'il fit, Louis XV sortait et montait à cheval. A Saint Germain, il avait fait tracer dans la forêt une route de huit pieds de large qui en parcourait les plus beaux endroits, et pendant ses séjours d'hiver, il montait successivement trois chevaux qui faisaient trois tours de piste chacun. (1)

toute sa vie, pendant la paix comme pendant la guerre, chassant la veille et combattant le lendemain.

En 1576, c'est au cours d'une partie de chasse qu'il surprend la ville d'Eauze. La veille de la bataille d'Arques, c'est en poursuivant un cerf qu'il fait la reconnaissance du terrain où il va combattre l'armée de Mayenne et qu'il organise son plan d'attaque. Le lendemain de la bataille d'Ivry, on le rencontre chassant près de Mantes. Au siège de Rouen, il est accompagné de son vaurait que commande M. de Vitry.

En juillet 1594, chassant aux environs de Laon, il découvre dans les bois voisins un parti de neuf cent soldats espagnols qui se disposaient à surprendre la ville et auxquels il fait mettre bas les armes.

L'année même de sa mort, comme il poursuivait de ses assiduités la jeune princesse de Condé, la chasse fût le prétexte dont il se servit pour la rencontrer.

Déguisé en veneur, il se rendit à une réunion cynégétique où la princesse devait se trouver, mais il fût reconnu et accablé d'injures par la princesse douairière qui accompagnait sa belle-fille, et il dût se retirer.

A Fontainebleau, dans la même journée, le Béarnais prenait deux cerfs "bout-à-bout", chassait au vol, poursuivait un loup pendant plusieurs heures, prenait un troisième cerf et faisait à la nuit tombée une retraite de six lieues, rentrant seul au château, après avoir successivement laissé sur la route chevaux, chiens et veneurs recrus de fatigue et hors d'état de suivre.

Les équipages de Louis XIV, supérieurement commandés et entraînés, prenaient fréquemment deux cerfs dans la même journée. On les vit forcer ces animaux en trois quart d'heure. C'était Mazarin, lui-même, capitaine des chasses de Fontainebleau, qui avait fait faire au jeune Roi sa première chasse à courre dans les jardins du Palais Cardinal. Louis XIV avait onze ans.

On avait d'abord lâché un lièvre puis une biche et son faon, enfin un sanglier qui s'était mis à l'eau dans le bassin. Quelques années plus tard, Louis XIV couvrait cent cinquante kilomètres dans une seule journée entre Versailles et Fontainebleau, chassant à l'aller et au retour. Jusq'en 1683, époque à laquelle il se cassa le bras à la chasse, il courait le cerf ou le sanglier deux fois par semaine, consacrant les autres jours, deux ou trois heures à la chasse à tir dans le Petit Parc de Versailles ou à Marly. Depuis lors, il chassa en voiture et ce fut pour faciliter la circulation des carrosses dans les forêts, qu'il fit construire ces routes rectilignes, aboutissant à des ronds-points en étoile, qui existent encore aujourd'hui dans la plupart des forêts de l'ancienne Ile de France, et dont le modèle a été adopté ailleurs pour le percement d'autres forêts. Baron de Noirmont et Comte de Chabot. (*op. cit. passim.*)

(1) *Mémoires du duc de Croy*, publiés par le Vicomte de Grouchy p. 135.

Ce roi, qu'ennuyait toute chose, et que ses favorites ne savaient comment distraire, n'aimait que la chasse. A la tête de son équipage, il se montrait tel qu'il aurait dû être à la tête du gouvernement: attentif, prévoyant, habile, compétent et infatigable à la tâche. Vers la fin de son règne alors qu'il avait perdu toute popularité, l'opinion leur reprocha sans ménagements sa manie cynégétique, et les frondeurs n'épargnèrent même pas leurs sarcasmes à ses obsèques ou ils crièrent « Tayaut! Tayaut! » en imitant la voix au timbre un peu voilé du monarque défunt.

Louis XVI, si différent de ses prédécesseurs sous tant de rapports, avait hérité d'eux la passion de la chasse. Il notait dans son *Journal*, si souvent cité, tous les incidents de ses courses en forêt. Lui-même déterminait l'emplacement et la superficie des remises à gibier qu'il faisait planter. Il traçait de sa main le plan des routes de chasse qu'il faisait exécuter. Il s'était fait fabriquer un petit appareil lui permettant de marquer d'une manière spéciale sur les cartes de ses chasses les lieux de rendez-vous et les points d'attaque. Tolérant jusqu'à la faiblesse à son ordinaire, il n'admettait point les dérogations aux traditions et aux habitudes en matière de vénerie. Les veneurs maladroits ou malheureux sont notés dans son *Journal* sans bienveillance.

Soulavie prétend avoir vu, après le 6 octobre, dans la chambre du Roi à Versailles, six tableaux où étaient consignés les résultats de toutes les chasses, avec le nombre des pièces tuées par mois, saisons et années.

« Enfermé à Paris, captif de la multitude son cœur suit toujours sa meute. Vingt fois, en 1790 on lit sur son journal que tel jour le cerf chassé à tel endroit: il souffre de ne pas y être. Nulle privation plus intolérable; on retrouve la trace de son chagrin jusque dans la protestation qu'il rédigea avant de partir pour Varennes: transporté dans Paris, sédentaire aux Tuileries où « loin de trouver les commodités auxquelles il était accoutumé, il n'a pas même rencontré les agréments que se procurent les personnes aisées, « il lui semblera que sa couronne a perdu son plus beau fleuron. » (1)

1) Taine, *Origines de la France contemporaine*, T. II. p. 175.

Les étrangers eux-mêmes sont frappés de l'invraisemblable et exclusive passion de Louis XVI pour les choses de la vénerie, et en pleine révolution, Arthur Young écrivait : « Hier, pendant qu'on agitait la question de savoir si on ferait de Louis XVI, un roi de France de un doge de Venise, il était à la chasse. » (1)

IV

Les chasses étaient rudes et n'allaient pas sans risques. (2)

Louis XIV avait failli être gravement blessé par un solitaire qui l'avait chargé, étant à pied, dans la forêt de Fontainebleau. En 1684, M. de Liancourt se démit l'épaule à la suite d'une chute de cheval au cours d'une chasse, et M. d'Ecquevilly, capitaine du vautrait, faillit être tué par un sanglier.

En 1685, M. de Blanchefort, fils du Maréchal de Créquy, se blessa gravement en tombant de cheval, et la même année, le prince de la Roche-sur-Yon reçut un coup d'andouiller dans l'œil (3)

En 1687, M. de Montmorin, capitaine des chasses de Fontainebleau, fût renversé par un cerf de change, et eût la cuisse cassée.

Au début du règne de Louis XV, le duc de Melun fût tué par un cerf d'un coup d'andouiller, et les Mémoires du duc de Luyves relatent qu'en novembre 1747, le cerf de meute se jeta sur les chevaux qui étaient attelés à un carrosse ou avaient pris place la princesse de Turenne, Mesdames de Rochechouart, de Livry et de Rubempré. Le postillon, pris de peur, s'enfuit; ce fut un piqueur de la Petite Ecurie qui intervint et tua le fauve. (4).

(1) Arthur Young. *Voyage en France pendant les années 1887, 88, 89 et 90*. T. 2. p. 46.

(2) On citait un curieux incident qui s'était produit au château de Blois sous le règne de François I^{er}. La Cour intérieure du Château avait été transformée en une sorte d'arène où les veneurs combattaient des sangliers. L'un de ces animaux se précipita dans l'une des « vis » ou escaliers extérieurs qui conduisaient aux galeries occupées par les spectateurs. Ce fut le Roi lui-même qui tua l'animal d'un coup d'épée au moment où celui-ci allait charger les dames.

(3) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*, passim.

(4) Duc de Luyves. *Mémoires*, année 1747. T. VIII. p. 321.

Vers la même époque, Louis XV étant en selle et ayant tiré sur un sanglier, celui-ci, blessé et furieux, fonça contre la monture du souverain, qui, avec un sang froid remarquable, d'un second coup de feu, l'abattit entre les jambes de sa monture.

Sous Louis XVI, le seul accident de chasse qui se produisit arriva au marquis de Tourzel, mestre de camp du régiment de Royal-Cravatte. Projeté par son cheval contre un arbre dans la plaine du Rosoir, en forêt de Fontainebleau, il mourut d'une fracture du crâne quelques heures après. (1788) (1)

L'année suivante, sa veuve devait remplacer la duchesse de Polignac comme gouvernante de Enfants de France, le Dauphin (Louis XVII) et Madame Royale. (2)

Parfois, les accidents étaient dus à la maladresse des tireurs.

En 1712, le jeune duc de Berry, qui devait mourir des suites d'une chute de cheval, avait blessé quatre ou cinq personnes, entre autres le duc de Bourbon, qui y perdit un œil.

Plus tard, le Dauphin, père de Louis XVI, tua par accident un de ses officiers, M. de Chambors, qui reçut de lui un coup de fusil en pleine poitrine. (3)

A la suite de cet événement, le prince avait renoncé pour toujours à la chasse à tir.

V

Cependant, l'animal, harassé de fatigue, s'arrêtait, s'adossait à un rocher ou à un mur, et faisait tête aux chiens, dont les abois annonçaient l'heure de l'hallali.

Il y avait danger à s'approcher à ce moment du cerf ou du sanglier, même coiffé par les chiens, et un grand vieux cerf ou un solitaire, dans un dernier sursaut d'énergie, étaient capables de découdre les chiens et de blesser les veneurs; aussi, depuis le règne de Louis XV, les fauves, une fois forcés, étaient-ils ordinairement servis à la carabine.

(1) Domet, *Histoire de la Forêt de Fontainebleau*, p. 83.

(2) Elle fut créée duchesse en 1816.

(3) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*. T. I. p. 24 et suivantes.

On prétendait que Louis XIII chassant au jardin des Tuileries avait un jour envoyé du plomb dans les cheveux de la Reine Anne d'Autriche.

Le cerf tué, un piqueur détachait le pied droit de la bête au dessus de la jointure, en retirait l'os, et de la peau fendue en lanières, faisait une sorte de tresse. Il remettait le pied ainsi préparé au Lieutenant de vénerie, qui le présentait au grand veneur et celui-ci, à son tour, l'offrait au Roi. (1)

Tantôt la curée avait lieu sur place, d'autres fois, le cerf était rapporté au château. A Versailles, l'une des cours intérieures, voisine de l'appartement de Louis XV, était plus spécialement consacrée à cet usage. A Fontainebleau, la curée avait lieu dans la Cour Ovale, et à Compiègne, dans les fossés, sous la terrasse du château. L'habitude prise de forcer plusieurs cerfs dans une seule journée avait donné lieu à cette manière de procéder. Antérieurement la curée avait lieu à l'endroit même ou le cerf avait été pris.

Le dépeçage de l'animal était, comme le reste, l'objet d'un rituel traditionnel et invariable.

Les gentilshommes de la vénerie avaient droit à son épaule gauche, la droite revenait au piqueur qui avait laissé courre. Le cimeter appartenait au grand veneur, les filets et les bois, au Roi.

Quand au foie et aux rognons, c'était « le droit du limier » qui avait détourné le cerf. (2)

La curée prête, le maître valet des chiens en informait le Lieutenant de Vénerie, celui-ci, la trompe au côté, en avertissait le grand veneur qui, à son tour, en rendait compte au Roi, et lui demandait en termes invariables et sacramentels « s'il plaisait à Sa Majesté de venir voir faire la curée à ses chiens. »

A l'arrivée du Roi, le grand veneur lui remettait une housine ou baguette destinée à maintenir les chiens à distance. Lui-même en conservait une autre. Il était de règle que tous les veneurs présents à la curée ôtassent leurs gants, à peine de confiscation au profit des valets de chiens.

Le veneur qui avait laissé courre prenait alors la tête du cerf et la plaçait devant lui, la maintenant avec ses deux mains. Le Roi se plaçait derrière et sonnait « aux chiens ». Cette sonnerie était répétée par le grand veneur et par les assistants, qui continuaient de sonner pendant tout le temps de la curée.

(1) Dufouilloux, *La Vénerie*, ch. 43. p. 52. — de Salnove, *La Vénerie Royale*, p. 91. Des cérémonies que l'on doit observer en faisant la curée.

(2) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*. T. II, p. 457.

On ouvrait la porte du chenil, et la meute se précipitait sur les os de l'animal et sur ses entrailles, que les valets lui présentaient avec des fourches.

La curée terminée, c'est-à-dire quand les os étaient nettoyés, le dernier valet prenait le « forthu », ou la panse du cerf, préalablement vidée, et la lançait au milieu des chiens, qui l'avaient en un clin d'œil, pendant que redoublaient les fanfares.

C'était fini: le Roi rendait sa houssine au grand veneur, et pendant que les troupes sonnaient la retraite, le souverain était reconduit en cérémonie par tous les assistants jusqu'à son carrosse ou jusqu'à ses appartements. (1)

A ce moment, les règles du protocole, à peine tempérées au cours de la chasse, reprenaient tous leurs droits.

Au départ, deux valets de garde-robe lui avaient mis ses bottes et un écuyer lui avait mis ses éperons.

Le Roi avait pris son habit de chasse, sa canne ou son fouet « suivant la saison » (2)

Au retour de la chasse, dit le comte de Waroquier, « il trouve à sa chambre les officiers de sa chambre et de sa garde-robe qui lui changent les habits dont il a besoin, et font les mêmes fonctions qu'au lever de Sa Majesté. Un valet de chambre tire la botte du pied droit et un valet de garde-robe celle du pied gauche. » (3).

« Quand le Roi change, on ne demande pour les seigneurs qu'après que Sa Majesté a pris sa chemise, mais ceux qui ont les entrées de la Chambre, quoiqu'ils ne soient pas officiers, ni de la garde-robe, peuvent y entrer au premier moment de l'arrivée du Roi. » (4)

« Le jour où le Roi a couru le cerf le matin avec les Dames, il dîne avec elle au retour de la chasse dans son cabinet où il n'entre d'officier que le grand chambellan, le premier gentilhomme de la chambre, le premier maître d'hôtel et quelques officiers absolument nécessaires pour le service soit une dizaine de personnes au moins, outre les invités. » (5).

Quand le Roi revenait de la chasse dans la soirée, un huissier faisait connaître les noms des personnes qu'il invitait à souper avec lui et la porte se refermait devant les autres. (6)

Et, commençaient alors de s'appliquer d'autres règles et d'autres traditions protocolaires, touchant le service de la Bouche.

(1) Une grande partie des anciennes traditions de la Vénérerie royale et notamment celle des honneurs du pied a été conservée par la Vénérerie contemporaine.

(2) Comte de Waroquier. *Etat général de la France en 1789*. T. I. p. 104.

(3) Ibid. T. I. p. 105.

(4) Ibid. T. I. p. 95.

(5) Ibid. T. 2 p. 105.

(6) Comte d'Hezecques. *Souvenirs d'une page de Louis XVI*, p. 82.

VI

Au lieu de chasser le cerf ou le sanglier à courre, on se servait parfois de panneaux de toile pour former autour des fauves traqués un barrage continu et circulaire, à l'intérieur duquel ils pouvaient être aisément arrêtés par les chiens. (1)

Au moyen âge, ce genre de chasse était pratiqué en France avec des haies portatives. L'usage des panneaux de toile était d'origine allemande et s'était répandu en Europe à la fin du x^e siècle. (2)

A partir de François I^{er} des officiers de la maison du Roi furent chargés des toiles de chasse, tentes et pavillons. Ils suivaient le Roi à la guerre et y assuraient le service de son campement. Une ordonnance de 1598 leur conféra les droits et prérogatives des officiers commensaux (3). Leur chef commanda l'équipage du sanglier ou vautrait jusqu'au règne d'Henri IV, où ces dernières fonctions furent réservées à M. de Vitry à l'exclusion du service des toiles de chasse qui fut confiée à un autre titulaire. (4)

Mais Louis XIII et ses successeurs réunirent toiles de chasse et vautrait sous une direction unique, et il fut ainsi jusqu'en 1787, date à laquelle les deux services furent supprimés.

Pour chasser les sangliers, il convenait tout d'abord de faire reconnaître leurs « demeures », comme pour la chasse au cerf.

Le vautrait était ensuite conduit aux brisées, puis un piqueur s'avancait suivi de quelques chiens courants et lançait les fauves. Cela fait, il sonnait « pour chiens » et on découpait le vautrait.

Celui-ci se composait de chiens de force, et comprenait environ quarante mâtins et douze corniaux.

Dès que les sangliers se trouvaient coiffés, les veneurs se hâtaient de les servir au dard ou à l'épieu afin d'éviter de perdre trop de chiens décousus.

Pour faire usage des toiles de chasse, les veneurs se rendaient à l'enceinte de bois désignée par les rapports des officiers. Ils tendaient tout autour, au moyen de fourches et de piquets les toiles et les panneaux et l'on barrait l'intérieur de l'enceinte à

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse*, T. III, p. 356 et suivantes.

(2) Ibid., p. 367.

(3) Guyot et Merlin, *Traité des droits*, T. II, ch III, p. 13.

(4) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse*, T. II, p. 484.

différents endroits avec des rangées de panneaux disposés parallèlement couchés à terre et dissimulés avec du feuillage.

Les veneurs entraient alors dans l'enceinte et marchaient en ligne en chassant les fauves devant eux jusqu'à la première traverse. Celle-ci était relevée à son tour. On continuait de marcher ainsi jusqu'à la dernière traverse, qui formait, avec le barrage principal, une enceinte resserrée. Les fauves pouvaient alors être attaqués à l'épieu, avec l'aide des chiens du vautrait.

Au temps de Louis XIV, la dernière enceinte formait une sorte d'arène qui était entourée par des chariots recouverts de tentures, et dans lesquels les dames et les invités pouvaient prendre place pour jouir du spectacle.

Dangeau cite une grande chasse aux toiles qui eût lieu le 28 octobre 1686 à Fontainebleau, et à laquelle le Roi et la Dauphine assistèrent en carrosse. Monseigneur et les dames étaient à cheval. (1)

Le 30 octobre 1707, le Roi et la Reine d'Angleterre prirent part à une chasse de ce genre avec Louis XIV et les princes. Jacques II et le duc de Berry tuèrent de leur main plusieurs animaux dans cette circonstance. (2)

VII

Le programme des déplacements de chasse annuels des équipages était ordinairement établi par le Roi lui-même. Sous Louis XV et sous Louis XVI il varia peu.

Depuis la fin de décembre jusque vers le quinze mai, le Roi chassait à St-Germain et les meutes habitaient soit à Marly soit à St-Germain même.

Les équipages se transportaient ensuite, soit directement à Compiègne, soit à Rambouillet d'abord, puis à Compiègne, en faisant étape à Versailles et à Louvres.

C'est pour le logement des équipages que Louis XV fit construire les vastes dépendances du château de St-Hubert, bâti à proximité de l'étang de ce nom, pour y loger la cour.

(1) Dangeau, *Journal*. T. I, p. 407.

(2) *Ibid.* T. X, p. 320.

A Compiègne, on louait d'abord pour le logement des équipages une ferme au lieu dit « la Fosse moyenne », puis on acheta une propriété appelée Bournonville, où fût logée la grande meute. Les pages, le premier et le second piqueur, ainsi que le boulangier des chiens y étaient meublés par le garde-meuble du Roi. (1)

On faisait des enclos pour les ébats des chiens au moyen de haies.

Les gentilshommes de la vénerie étaient logés « à la craie » chez l'habitant, et les autres veneurs recevaient dix sols par journée de logement pour leurs frais de location.

Vers le 20 août, les équipages allaient de Compiègne à Montgeron en faisant étape à Louvres, et l'on chassait en forêt de Sénart jusqu'à la fin de septembre (2). Les meutes étaient d'abord logées dans l'orangerie du château de Montgeron, puis le seigneur du lieu fit faire à ses frais un chenil qu'il mit à la disposition du Roi.

Les équipages se rendaient ensuite à Fontainebleau, y restaient jusqu'au quinze novembre, parfois plus tard, et allaient ensuite à Versailles et à Marly. (3)

VIII

La chasse à tir était pratiquée par Louis XIV, Louis XV et Louis XVI aux environs immédiats de leurs résidences. C'était pour eux une récréation à laquelle ils consacraient les loisirs d'une journée trop remplie par ailleurs, pour suivre une chasse à courre.

Aucun personnel particulier, à part les faisandiers chargés de l'élevage du gibier à plumes, n'était spécialement affecté à ce service. Les fusils du roi étaient portés par les pages et le portearquebuse. Le plus ancien page ramassait les pièces tombées, et le Roi en faisait généralement cadeau aux dames présentes et aux pages eux-mêmes. Quand le nombre des pièces tombées

(1) D'Yauville, *Traité de Vénerie*, p. 341.

(2) *Ibid.*, p. 352.

(3) *Ibid.*, p. 358.

était considérable, il les faisait remettre aux hôpitaux de Paris. (1)

C'était, sous Louis XV, une rare faveur que d'être invité à tirer avec le Roi, et l'enceinte du Petit Parc de Versailles, encore que comprenant dix sept cents hectares, était un terrain quasi-sacré, où nul n'eût osé coucher en joue le moindre perdreau.

Au temps de la faveur de Madame de Pompadour, l'abbé de Bernis se permit, un matin, d'y chasser. Arrêté aussitôt, on rendit compte de l'incident au duc de Noailles, capitaine des chasses de St-Germain en Laye, chargé de la police des parcs. Mais celui-ci n'osa prendre sur lui d'en informer directement le Roi, et il pria la marquise d'arranger l'affaire. Louis XV manifesta le plus vif mécontentement, et se souvint longtemps de l'incident. Quand il tirait dans le Petit Parc, il ne manquait pas de dire : « Ce sont ici les plaisirs de Monsieur l'Abbé! ». (2)

Les chasses à tir étaient l'occasion de tueries de gibier considérables qui laissent loin derrière elles les « tableaux » les plus remarquables de nos chasses modernes.

Le 16 août 1685, Louis XIV, dit Dangeau, alla tirer à son ordinaire dans son parc; il entra dans une faisanderie d'ou il fit partir cinq mille perdrix et deux mille faisans tout à la fois.

Le 20 juin 1691, le Roi va à ses faisanderies voir quatre mille faisandeaux et quatre mille perdreaux qu'il fait lâcher dans son parc à Versailles.

Sous Louis XV, il y eût peu de chasses à tir ou le roi n'ait abattu au moins deux ou trois cents pièces de gibier.

En y joignant celles que tuaient les invités, on atteignait assez fréquemment le chiffre de mille à douze cents pièces

En août 1789, des coups de feu furent tirés dans le Petit Parc en présence de Louis XVI, qui entra dans une violente colère.

C'étaient les serviteurs du Château qui, les premiers, violaient les consignes, aux approches de la Révolution. (3)

(1) Baron de Noirmont. *Histoire de la chasse en France*. T. 3. p. 252.

(2) Ibid.. T. I, p. 375.

(3) Comte de Chabot. *La chasse à travers les âges*, p. 205.

La chasse au vol avait joui d'une grande faveur au Moyen-Age, non seulement en France, mais dans la plupart des pays d'Europe et d'Asie. Elle commença de tomber en désuétude avec les Valois-Angoulême et elle fût rarement pratiquée sous Henri IV. Son fils et successeur Louis XIII, lui rendit un dernier éclat, et l'on sait qu'Albert de Luynes dût le commencement de sa faveur à l'art avec lequel il dressait les oiseaux de chasse du roi. Louis XIV prisait peu la chasse au vol, et, vers la fin de son règne, il ordonna la destruction d'une partie de ses volières pour faire l'économie de leur entretien. Sous Louis XV et sous Louis XVI, la chasse au vol n'était plus guère qu'un souvenir, perpétué, il est vrai, à la Cour, par l'existence des charges de la Fauconnerie.

On distingué de tout temps deux espèces d'oiseaux de chasse, ceux de haut et de bas vol.

Les premiers appartenaient à la famille ornithologique des « Rameurs », c'étaient les faucons, les gerfauts, les sacres, les laniers, les émérillons et les hobereaux. Les oiseaux de bas vol de l'espèce des « Voiliers » étaient les vautours et les éperviers. (1)

L'usage des oiseaux de haut vol était autrefois réservé aux grands seigneurs et aux rois. Porter le faucon sur le poing, était au Moyen-Age, un signe de haute noblesse. Les seigneurs de Chasteilux et de la Ferté-Chauderon jouissaient à cette époque du singulier privilège d'entrer dans les églises cathédrales d'Auxerre et de Nevers porteurs de leurs faucons. A Evreux, le seigneur de Sassy avait le droit de déposer le sien sur l'angle du maître-autel pendant les offices auxquels il assistait. (2)

Les vautours et les éperviers, oiseaux de bas vol, étaient employés par les gentilshommes ordinaires, et ceux des bourgeois qui avaient droit de chasse.

Les anciens auteurs font une distinction très nette entre fauconnerie et autourserie.

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse en France*, T. III, p. 116.

(2) Du Cange : mot *Acceptor*.

Après avoir consacré la plus grande partie de son livre à la fauconnerie, d'Arcussia s'exprime comme il suit à l'égard de l'autourserie :

« *La volerie des autours est commode à trois qualités de personnes. Premièrement à gens qui aiment l'épargne, car faisant voler tels oiseaux, il les peuvent faire secourir par des valets à pied et épargner par ce moyen leurs chevaux. Secondement conviennent à vieilles gens pour ce qu'ils ne peuvent aller à leur aise à la chasse et à la remise sur le traquenart ou bien sur la mule. Tiercement, ils sont bons pour ceux qui ignorent l'art de fauconnerie car avec peu de science ils feront voler ces oiseaux.* » (1)

Ces considérations permettent de se rendre compte des motifs pour lesquels, antérieurement à l'époque de sa décadence, la chasse au vol ne donnait, à la cour, aucune place à l'autourserie.

D'autre part, la manière de chasser des oiseaux de haut vol n'était pas la même que celles des éperviers et des vautours.

Sitôt déchaperonnés, les premiers s'élevaient généralement à une grande hauteur, et quand ils avaient jeté leur dévolu sur un gibier à leur convenance, poil ou plume, ils se laissaient tomber sur celui de leur choix avec une rapidité foudroyante. La violence du choc était telle que l'animal touché était souvent tué raide, come atteint par une balle.

Les autours au contraire, se jetaient sur leur proie sans s'élever au dessus d'elle, et ils l'« empiétaient » avec leurs serres.

Quand le Roi voulait chasser au vol en plaine, les fauconniers se faisaient précéder du « porte-duc », serviteur chargé de porter un grand-duc pendant la chasse. A la vue de ce rapace,

(1) D'Arcussia. (*La fauconnerie de Charles d'*), p. 235.

En dehors des vols classiques dont chacun avait une technique particulière, comme le vol du héron, du milan, de la corneille et de la pie, Louis XIII inventa des vols inédits. Il fit chasser la grive, la huppe et la pie-grièche par les émérillons ; le geai, les pinsons et autres petits oiseaux par les éperviers ; les roitelets et les moineaux par les pies-grièches. Il ne dédaignait pas l'autourserie comme l'eussent fait ses prédécesseurs du Moyen-Age, mais loin de l'en blâmer, comme les anciens fauconniers n'eussent pas manqué de le faire, ceux de son époque lui en firent honneur et l'un d'eux, amateur de « concetti », s'avisa qu'avec les mots « Louis treizième, Roi de France et de Navarre », on pouvait trouver toutes les lettres nécessaires pour écrire ceux-ci : Roy très rare, estimé dieu de la fauconnerie. »

incapable de bouger pendant le jour, perdreaux et faisans venaient le « buffeter », narguant le captif impuissant. C'est alors que le chef du vol présentait le faucon au grand fauconnier et celui-ci le plaçait sur le poing du Roi, qui « jetait » l'oiseau de chasse déchaperonné. (1)

X

Abstraction faite de l'exceptionnelle mais éphémère importance qui fût attribuée à la fauconnerie au temps de Louis XIII, on doit considérer que l'activité des chasses royales se manifesta surtout à l'égard de la vénerie, dont l'importance ne cessa de s'accroître depuis le règne d'Henri IV jusqu'à celui de Louis XV, où en raison des goûts cynégétiques de ce souverain, elle atteignit des proportions inconnues avant lui.

Le règne de Louis XVI vit assez rapidement décroître l'importance du service des chasses jusqu'en 1789, date de la suppression des capitaineries. La vénerie survécut, au moins en principe à cet événement, mais comme nous le verrons plus loin, un incident survenu à Fontainebleau en 1790, conduisit Louis XVI à en disperser lui-même les derniers éléments.

Sous Louis XV, la vénerie comprit jusqu'à sept équipages de chasse complets : deux meutes pour le cerf, le vautrait, la meute du daim, celle du chevreuil, l'équipage du loup et celui du lièvre qui, sous Louis XIV, était connue sous le nom bizarre de « meute des rôtisseurs », et prenait aussi le nom plus cérémonieux de lévriers ou levrettes de la chambre.

La seconde meute du cerf avait été d'abord destinée au lièvre et offerte au Roi par le duc de Bourbon. Pendant la plus grande partie du règne, les deux meutes du cerf chassèrent séparément, et elles prenaient en moyenne soixante ou quatre vingt fauves par an. De 1737 à 1742, la petite meute, qui était celle du duc de Bourbon, prit à elle seule six cents cerfs, et de 1743 à 1757, les deux meutes en forcèrent deux mille six cent cinquante et un. Jamais on ne vit les meutes du Roi rentrer au chenil sans avoir capturé au moins un cerf. Sous Louis XVI, la

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*, T. I, p. 101.

seule meute conservée chassait environ soixante quinze fois par an. (1)

Les chasses du vautrait du Roi ont fait l'objet de comptes rendus précis et détaillés de 1729 à 1786. Ce sont de courtes relations indiquant la date des chasses, le lieu de l'assemblée, le nom des veneurs ayant laissé courre, l'itinéraire parcouru et le nombre des animaux tués. Ces comptes rendus reliés sous forme de registres aux armes de France, forment des séries spéciales aux archives de la Maison du Roi. Les registres des années 1785 et 1786 comprennent des séries particulières pour les équipages de la Reine et du Comte d'Artois (2) On rédigeait les comptes-rendus sous la forme suivante :

L'Assemblée au pavillon de Noailles. M. de Boubert et Honoré ont laissé courre une compagnie de bêtes à l'Etoile du Roi. Une partie des chiens tourna à une petite bête qui fut forcée à Vignolle et tuée par le Roi d'un coup d'épée, et l'autre tourna à un petit mâle qui fut chassé vingt minutes et forcé près de l'église de Garenne auquel on donna grâce.

— *Le même jour, 31 mars. MM. de Boubert et Honoré ont laissé courre une compagnie de bêtes à la vallée de Noyers. Les chiens ont tourné à une de deux ans qui donna le change dans le quart d'heure dans le même canton, où les chiens prirent deux petites bêtes. »*

— *Le même jour, Joly, Verneuil et Decageux ont laissé courre un ragot dans le treillage de l'Etoile de Richelieu qui fut tué par le Roi dans ledit treillage. Total: 5. »*

Toutes les chasses n'étaient pas aussi importantes que celle dont il s'agit ici, néanmoins le nombre des sangliers tués chaque année était considérable. En 1739, le vautrait en prit cent un, dont dix sept tués par le Roi; en 1741 il en prit soixante douze en 1743, soixante dix neuf, dont dix tués par le Roi; en 1747, cinquante deux, dont six tués par le Roi; en 1781, quarante cinq, en 1783, quatre vingt trois, dont un tué par le Roi. (3)

La meute du chevreuil, créée sous Louis XIV, n'eût sous Louis XV, qu'une courte existence et fût supprimée dans les premières années du règne.

(1) Mss. Français n° 7848. Etat des chasses du cerf que la vénerie du roy a faites pendant l'année 1743 à 1767 inclus et Baron de Noirmont. *Hist. de la chasse*. T. I, p. 441.

(2) A. N. O¹993 à 1030. *Registres de la chasse au sanglier*.

(3) A. N. O¹1031 et 1032. *Registres de la chasse au sanglier*. Le numéro O¹1032 figure au Musée des Archives.

La meute du daim, connue sous le nom d'équipage des « chiens verts » était commandée par M. de Dampierre, nom célèbre dans les fastes de la vénerie royale. Cette meute fût offerte par Louis XV à Mesdames, ses filles.

Le daim n'existait guère que dans les forêts royales ou princières. (1) Ce gracieux animal servait à la récréation des dames.

La princesse de Monaco ayant réussi à en capturer un dans le parc de Chantilly lui fit boire du vin et lui rendit la liberté. (2) Le prince de Condé fit également lâcher un daim pour lequel il avait fait fabriquer un collier de cuivre ou étaient gravés ces mots : « *Je me suis fait chasser dans tous les jardins et fait prendre au hameau. J'ai été attaqué en forêt de Chantilly, j'ai obtenu ma grâce en faveur du plaisir que j'ai donné. On me voit très souvent dans la forêt et dans le parc du château.* ». (3)

La Reine Marie-Antoinette prit une part plus directe à ces divertissements.

Au cours des années 1784 et 1785, elle entretenait le compte à demi avec le Comte d'Artois un vautrait dont les chasses ont fait l'objet de comptes-rendus spéciaux.

Cet équipage qui semble avoir suivi la série des déplacements annuels de ceux du Roi, chassant l'hiver à St-Germain, au printemps à Marly, Versailles et Rambouillet et à Fontainebleau pendant l'automne, paraît ne s'être pas transporté à Compiègne. (4)

Le Comte d'Artois assistait fréquemment aux chasses de ce vautrait. Quant à la Reine elle n'y parut que quatorze fois en deux ans. (5)

Il y a lieu d'observer d'ailleurs, qu'elle accoucha du second Dauphin, d'abord duc de Normandie, plus tard Louis XVII, le 27 mars 1785, et qu'elle ne put suivre les chasses pendant plusieurs mois.

Certaines des chasses auxquelles assista la Reine paraissent avoir été particulièrement mouvementées. Le 3 mai 1784, à Marly, neuf chiens furent blessés; le 17 novembre, à Versailles, vingt-deux furent mis hors de combat; le 16 septembre 1785, à

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse en France*, T. II, p. 468.

(2) Comte de Chabot, *La chasse à travers les âges*, p. 215.

(3) Guillemot, *Les poètes de Chantilly*, p. 206.

(4) A. N. O¹1031 et O¹1032. Etat des chasses de la Reine et de Mgr le Comte d'Artois pour le sanglier, 1784 et 1785. (Registres).

(5) En 1784, les 5, 12 et 22 mars, 14 avril, 3, 15 et 28 mai, 17 novembre et 2 décembre. En 1785, les 6 et 11 juin, 16 et 19 septembre et 8 novembre. *Ibid*

Versailles, on en compte dix, le 19 octobre, à Fontainebleau, neuf, et le 8 novembre, quinze. (1)

Le dernier en date et le plus caractéristique des documents relatifs aux chasses royales est sans contredit le célèbre *Journal* de Louis XVI où, la vénerie tient tant de place et où les événements les plus considérables de la Révolution en tiennent si peu.

Pour Louis XVI, « régner, c'est chasser » a écrit M. Nicolardot qui a publié une étude détaillée de ce précieux document. (2)

Cette boutade contient sans doute une part de vérité. (3)

Au point de vue des chasses, le *Journal du Roi* offre deux types de documents.

Le premier est le journal lui-même, qui comporte de simples notes écrites au jour le jour sous une forme extrêmement concise de 1766 à 1792.

Le second est une série de feuillets où sont consignées le détail des chasses auxquelles le Roi a pris part. Ces rédactions ne diffèrent pas sensiblement des comptes-rendus dont nous avons précédemment reproduit des spécimens, et qui figurent dans les registres des chasses au loup et au sanglier. C'est à peine si les rédactions faites par Louis XVI donnent quelques détails de plus, à l'égard des noms des personnes présentes.

Au *Journal*, sont annexées des récapitulations par années dans lesquelles se trouvent totalisés le nombre des sorties du Roi et les résultats des chasses.

Voici la reproduction du *Journal* pour le mois d'octobre 1789 et la fin de l'année.

1. Chasse au cerf au parc de Meudon, près 2, aller et revenir à cheval.
2. Rien.
3. Rien.
4. Vêpres et salut.
5. Tiré à la porte de Châtillon, tué 81 pièces interrompu par les événements, allé et revenir à cheval.
6. Départ pour Paris à midi et demi. Visite à l'Hôtel de Ville, soupé et couché aux Tuileries.
7. Rien. Mes tantes sont venues dîner.
8. Rien.
12. Rien, le cerf chassait à Port Royal.

(1) A. N. O¹1031 et O¹1032.

(2) A. N. O¹1031 et O¹1032.

(3) Nicolardot, *Journal de Louis XVI* p. 44.

18. Promenade à pied, le matin aux champs Elysées et revue de la garde nationale.

20. Audience de l'Assemblée nationale le soir.

31. Rien, première vèpres dans la Tribune.

Novembre. Rien, gelée.

Décembre. 28. Rien. Mes tantes sont venues s'établir. Le cerf chassait à Poigny. (1)

4. promenades, 1 grande en revenant de Choisi, petites, 3.

8. dinés à la chasse au mupulin de la Chapelle. 1 pour la chasse au vol, 2 à Nanterre, 1 à la Muette, 1 à la vieille porte; 1 à Créteil; 1 à Villeneuve-le-Roi; 1 à Saint Ouen.

26. Saint Hubert; diner 13, souper 13. (2).

La « récapitulation. » suivante qui correspond à l'année 1775 est le type de toutes celles du règne. « Jours où je suis sorti: 189 ainsi divisés; 72 pour 74 chasses au cerf avec subdivision de Saint Germain, 15 Versailles, 7; grands environs, 9, les Alluets et Besne, 7! Rambouillet, 14; j'y ai manqué deux chasses; Sainte Geneviève 1; Fontainebleau 9.

14 pour chasse au sanglier avec subdivision de Saint Germain, 4, les Alleuds, 1; Compiègne, 2; Fontainebleau 7.

27 Chasses du chevreuil, chasse du vol, 1, avec la chasse au cerf;

4 pour houraillerie; 2 à Compiègne, 2 à Fontainebleau.

(1) A. N. A. E. II. 1281. *Journal de Louis XVI. Premier Portefeuille.*

(2) A. N. A. E. II. 1^{er} portefeuille.

Voici les récapitulations des jours de sortie du Roi de 1776 à 1771

1776	jours de sortie	169	1784	jours de sortie	145
1777	— — — —	166	1786	— — — —	169
1778	— — — —	172	1787	— — — —	170
1776	— — — —	173	1787	— — — —	152
1780	— — — —	171	1788	— — — —	180
1781	— — — —	179	1789	— — — —	84
1782	— — — —	165	1790	— — — —	130
1783	— — — —	161	1791	— — — —	58

Total des jours de sortie de 1775 à 1791 : 2636.

Hourailleries : 33.

Chasses au sanglier : 104.

Chasses au cerf : 4083.

Chasses au chevreuil : 266.

Tirés : 1025.

Voyages sans chasse : 149.

Promenades : 283.

Nombres de pièces tuées de 1774 à 1787 : 189.251 plus 1274 cerfs.

58 pour 76 tirés ordinaires dont 1 double; avec le chevreuil; 23 ;avec d'autres chasses; 4. 11 pour voyages sans chasse, avec cette subdivision: 1 en allant à Compiègne; 1 en allant à Fismes; 1 en allant à Compiègne; 1 en allant à Fismes; 1 en allant à Reims; 1 en revenant à Compiègne; 1 en revenant à Versailles; 1 en allant et revenant à Choisi; 1 en allant à Fontainebleau; 1 en revenant de Fontainebleau, 2 à Saint Denis dont 1 pour y diner et 3 pour revues.

XI

Les chevaux et les chiens de la vénerie, l'achat des sujets nouveaux, la reproduction, l'élevage, le dressage des limiers et des chiens de meute constituaient la raison d'être et l'occupation d'un nombreux personnel de spécialistes et de subalternes.

Tous les rois, à peu près sans exception, s'occupèrent personnellement de leurs chiens de chasse; il n'est point de bon veneur qui n'en fasse autant.

Cependant, aucun d'eux ne poussa si loin que Louis XV le souci de la perfection, en ce qui concernait l'entretien de ses équipages. (1)

Il connaissait tous ses chiens par leurs noms, savait leurs origines, leurs qualités et leurs défauts. Il ne laissait à personne le soin de régler leurs déplacements. Tout le détail de ses chasses était prévu et étudié par lui-même et sous son règne, la charge de grand veneur fut presque une sinécure.

Sa Majesté fait réellement un travail de chien pour ses chiens, écrivait d'Argenson. Dès le commencement de l'année, il prévoit ce que feront ses chiens jusqu'à la fin. Il en a cinq à six équipages et fixe lui-même, leurs jours de chasse, de repos et de marche. Je ne parle pas seulement du mélange et des ménagements des jeunes et des vieux chiens, de leurs mœurs et qualités, que le Roi possède mieux que jamais personne de ses équipages ne les a connues, mais l'arrangement de toutes ces marches suivant les voyages projetés ou à projeter, se fait d'après des cartes et un calendrier combinés et l'on prétend que Sa Majesté mènerait ses finances et la guerre avec beaucoup moins de travail que ceci n'exige. (2)

(1) Baron de Noirmont. T. I, pp 241-441.

(2) D'Argenson. *Mémoires*. T. II, p. 261.

Les meutes royales avaient leur histoire; on pourrait dire qu'elles possédaient leurs parchemins et elles eurent leurs historiographes.

On y avait connu des chiens dits « de Saint-Louis », dont les ancêtres auraient été rapportés de Terre Sainte par ce souverain. D'après Charles IX, ces chiens, de couleur rougeâtre, portaient une grosse queue, un rude et gros poil et avaient les yeux rouges. Cette race disparut sous Louis XIII.

Les chiens dits « greffiers » avaient longtemps joui d'une grande réputation. Ils étaient issus d'une braque d'Italie qui appartenait à un secrétaire ou « greffier » du Roi Louis XII, et d'un chien de la race de St-Hubert.

« *Le dit chien, ajoute Charles IX, fit 13 petits aussi bons et excellents que lui et peu à peu, la race s'éleva de sorte qu'à l'avènement du roi mon grand père, elle était tout autre. Je ne veux omettre que la maison et le parc des Loges, près ma maison de St Germain en Laye, n'a été faite pour autre occasion que pour nourrir et élever cette race de chiens blancs greffiers.* » (1)

Les « greffiers » disparurent au temps de Louis XIV. Ils avaient des qualités de résistance remarquables, et, d'après Salnove, « ils maintenaient le cerf de meute pendant cinq ou six heures de suite, quoique le cerf se mêlât successivement avec cinq ou six cents autres cerfs, et cela, malgré l'imprudence de ceux qui les accompagnaient et les obligeaient de quitter la voie. » (2)

Les Valois et les premiers Bourbons se fournissaient en limiers d'origine normande; c'étaient des animaux de haute taille, de poil tricolore, à la tête osseuse, au nez large et carré, à la lèvre pendante.

Les célèbres « chiens blancs du Roi » qui composaient les meutes de Louis XV et de Louis XVI venaient de Poitou.

Ces animaux étaient considérés comme les meilleurs chiens courants de l'Europe. Gaiffet de la Briffardière auteur cynétique du XVII^e siècle, s'exprime à leur sujet comme il suit:

« *Ils sont tellement estimés en France, que le Roi, les princes et les seigneurs n'en ont guère que de poil dans leurs meutes. Ils chassent de meilleure grâce que les Anglais. Ils ont une menée bien plus belle et*

(1) Charles IX, Roi de France; *La Chasse royale*, Ch. IX, p. 47.

(2) de Salnove, *La Vénérerie Royale*, p. 12. — du Fouilloux, *La Vénérerie*, Ch. II, p. 2.

font bien plus grande diligence dans les forts et les fourrés; enfin ils gardent bien plus rigoureusement change, pourvu qu'ils soient, par exemple, bien formés et bien conduits; ils requêtent bien mieux, leur seul défaut est peut être de s'emporter en chassant et de s'écarter plus que les anglais, parcequ'ils ont aussi plus de feu. Au reste, ils vont partout également vite et à toutes jambes; quand ils sont sur un retour, ils reviennent la queue sur le rein et requêtent avec toute l'ardeur possible pour retrouver les voies de leur cerf, et lorsqu'ils sont sur la voie, ils crient et chassent à grand bruit. Enfin, je crois ces chiens aussi sages lorsqu'ils sont formés par d'habiles gens et peut-être plus propres à garder le change, que les anglais. J'en ai fait toute ma vie l'expérience non-seulement dans la vénerie du Roi, où il n'y avait autrefois que des chiens français et tout blancs, mais encore dans toutes les meutes des seigneurs et princes de mon temps et je puis assurer que quand ces chiens sont une fois réduits, on en fait tout ce qu'on veut. » (1)

Les chiens blancs du Roi disparurent à l'époque de la Révolution. Non seulement la meute royale fut détruite, mais les guerres de Vendée, qui se produisirent dans le pays d'origine de la race, eurent pour résultat de l'anéantir complètement. (2)

La plupart des portraits de chiens dus aux pinceaux de Desportes et d'Oudry, reproduisent des animaux appartenant à l'espèce des chiens anglais, dont l'usage se répandit en France à la fin du XVII^e siècles. (3)

Outre les chevaux des Ecuries du Roi qui servaient aux invités pendant les chasses, il existait un certain nombre de chevaux de vénerie spécialement destinés à cet usage.

Au XVII^e siècle, et jusqu'au règne de Louis XIV, on recherchait des animaux puissants, sortes de doubles poneys auxquels on coupait la queue et les oreilles et qu'on nommait des « courtaults ».

Sous Louis XV et Louis XVI, on ne se servait plus guère que de chevaux anglais ou « courtaults de Suffolk », hauts sur jambes, à la longue encolure, à la tête petite et busquée, aux reins courts aux flancs et aux côtés arrondis. (4)

(1) Gaiffet de la Briffardiére. Traité de Vénerie, cité par le Comte de Chabot, dans la *Chasse du Chevreuil*, p. 30.

(2) M. le Comte de Chabot, dans son ouvrage sur la *Chasse du Chevreuil*, reproduit une opinion d'après laquelle un de ces chiens, sauvé du massacre, aurait fait souche dans la région vendéenne.

(3) Ces animaux sont tous représentés portant le marque des chiens de meute des Equipages du Roi, qui était un V tracé au ciseau sur le poil du dos.

(4) Baron de Noirmont. T. II. p. 445.

Les robes soupe de lait, tigrées ou porcelaine, étaient celles qu'on préférerait pour la vénerie royale.

Louis XV était tellement habitué à ces chevaux, que pendant la guerre de succession d'Autriche, il se décida après bien des hésitations, à demander au Roi d'Angleterre, alors parmi les ennemis de la France, l'autorisation d'en acheter outre-Manche. Georges II donna les permissions nécessaires et fit répondre « qu'il serait trop heureux de faire quelque chose qui fût agréable au Roi de France. » La vénerie acheta d'un coup cent chevaux. (1)

XII

Les dépenses occasionnées au trésor royal par le service des chasses ont varié avec les règnes, et c'est sous Louis XV qu'elles atteignirent les chiffres les plus considérables.

Les évaluations de ces dépenses au cours de ce dernier règne ont beaucoup varié.

Napoléon I^{er} les estimait à quatre millions de livres et il ajoutait que les chasses impériales, plus belles, revenaient à trois cent mille francs seulement. (2)

L'exagération est ici manifeste et même au temps de Louis XV, les dépenses de la vénerie n'approchèrent jamais d'un chiffre aussi important. Il est probable que l'Empereur se faisait simplement à ce sujet l'écho d'opinions erronnées qui prirent naissance à l'occasion de la Révolution, où l'opinion se complut à noircir le régime financier de l'ancien gouvernement. Exagérant en sens inverse, M. le baron de Noirmont dans son excellent ouvrage sur l'*Histoire de la chasse*, a réduit les dépenses à trois cent cinquante deux mille six cent cinquante sept livres, sept sols, deux deniers pour 1777, année moyenne. Mais ici, l'erreur est contrôlable, car ce chiffre correspond au total des comptes spéciaux dans lesquels ne figurent pas les dépenses d'entretien des équipages, et il ne comprend que les gages des officiers et du personnel.

(1) Extrait d'une conférence inédite de Madame la Duchesse d'Uzès (Avril 1912) (Communiqué par l'auteur).

(2) Baron de Noirmont I. I. p. 301.

Le chiffre global qui ressort des comptes détaillés établis pour les années écoulées entre 1780 et 1787 est de un million, cent soixante huit mille, trois cent quatre vingt six livres cinq deniers, pour 1787, année moyenne. (1) Ce chiffre comprend les dépenses relatives au vautrait, mais non celles concernant la louverie, services qui furent supprimés en cette même année 1787, le premier définitivement, le second temporairement.

Ces dépenses comportaient sept états ordonnancés séparément.

Le premier comprenait les « appointements, gages et nourritures » des officiers et du personnel subalterne du Chenil et de l'Écurie et les traitements des médecins, chirurgiens, aumôniers précepteurs des pages, concierges, portiers garde meubles, etc... et s'élevait à 121.386 livres, cinq deniers.

De 1780 à 1787, ce total varia de 92.622 livres 14 sols cinq deniers pour 1780, (dépense minima), à 126.240 livres 15 deniers pour 1785, (dépense maxima).

Cet « article » subit des augmentations successives « en raison des divers établissements que le Roi a ordonnés à Fontainebleau, Rambouillet, Compiègne, Jouy, Montgeron et autres endroits où séjournent les équipages et dans lesquels il a fallu établir des portiers concierges et garde meubles. »

Le second article concernant les achats de chevaux et de chiens s'était élevé au maximum à 107.222 livres, six sols, six deniers en 1782, et au minimum à 70.040 livres en 1783. En 1787, il fût dépensé à ce titre 80.000 livres.

Le troisième article relatif à la livrée, à l'habillement et à l'entretien du personnel était compté, en 1787, pour 60.000 livres. En 1781, il avait été limité à 45.765 livres trois sols neuf deniers, total minimum, et en 1783, il était monté à 59.030 livres, dix neuf sols six deniers.

Le quatrième article, concernant l'écurie de la vénerie, dans laquelle le nombre de chevaux avait varié entre 264 et 280, y compris les chevaux de trait, comprenait aussi l'entretien du chenil et s'élevait en 1787 à 270.000 livres. En 1780, on n'avait dépensé que 339.609 livres, six sols trois deniers, et en 1785 le chiffre de 191.004 livres 10 sols avait été atteint, pour l'entretien des chevaux seuls. Quant au chenil, les dépenses avaient varié

(1) C'est le chiffre indiqué par Taine, d'après les documents des A. N. (Série 01976).

entre 13.073 livres dix denies pour l'année 1782, et 55.497 livrès, dix sols, six deniers pour 1785. Etaient compris dans le total de 270.000 livres les frais de ferrage et de médicaments pour 10.000 livres.

Le cinquième article, consacré à l'entretien des équipages, s'était élevé en 1787 à 40.000 livres; en 1780 à 19.657 neuf sols, six deniers; en 1785 à 31.047 livres.

Le sixième article, comprenant les avances faites aux piqueurs, l'entretien des bâtiments, les loyers des locaux occupés dans les villes où séjournaient les équipages les remboursements d'acquisitions faites pour terrains de chasse, les gratifications au personnel fixe, les gages des « externes » ou employés remplaçant temporairement les malades, avait produit, en 1780, une dépense de 55.564 livres, deux sols, neuf deniers, et en 1785, une dépense de 224.068 livres, deux sols, sept deniers, quadruple de la précédente. Il avait été dépensé, à ce titre, 190.000 livres en 1787.

Enfin, les gages du grand veneur et des officiers de la grande fauconnerie des Oiseaux du Cabinet des Toiles de chasse et des capitaineries royales, formaient un septième article, s'élevant en 1787 à 267.000 livres dont 150.000 pour les capitaineries seules. (1)

Il y avait lieu d'ajouter, en 1787, à ces dépenses, des articles n'existant qu'accidentellement dans les comp'tes annuels, tels que l'entretien et l'achat de certains bâtiments et les dépenses du garde meubles.

Le montant des gages des officiers était invariable, et en quelque sorte, traditionnel.

C'est ainsi que, sous Louis XVI, le duc de Penthièvre, Grand Veneur, recevait douze cents livres de gages par an, exactement comme le Comte de Toulouse, son père, sous Louis XV; le duc de la Rochefoucauld et ses prédécesseurs sous Louis XIV, Louis XIII et Henri IV.

Il en était de même des gages afférents à tous les autres emplois, y compris ceux des garde chasses dans les capitaineries.

(1) La disposition adoptée pour le groupement des dépenses n'est pas uniforme dans les Etats de dépenses conservés aux Archives. Celles que nous présentons correspondent aux données des Etats de 1787.

aussi, le dernier article des dépenses indiquées plus haut variait-il peu sous l'Ancien Régime. (1)

Le « soldat citoyen », auteur anonyme de « *La maison du Roi Justifiée* », ouvrage cité par Taine, et dont les chiffres paraissent exacts, présente dans son ouvrage un état comparatif des dépenses des divers services du palais sous les cinq derniers règnes. (2)

Voici ses estimations en ce qui concerne les dépenses de la vénerie.

Sous Henri IV.....	100.000 livres
Sous Louis XIII.....	160.000 livres
Sous Louis XIV.....	300.000 livres
Sous Louis XV.....	1.600.000 livres
Sous Louis XVI (1775).....	1.000.000 livres
(1787).....	1.000.000 livres
(1788).....	901.277 livres

La vénerie est « de tous les articles de la Maison du Roi celui qui est le plus sacré pour nous, ajoute l'auteur, il serait encore plus cher que nous ne l'en respecterions pas moins. Certainement un roi qui va toute l'année à la chasse deux fois par semaine, à qui on ne connaît d'autre plaisir pour se délasser du travail de Cabinet et faire l'exercice si nécessaire à sa santé et qui ne dépense que 900.000 livres par an ne saurait être critiqué. On doit bénir le Ciel au contraire, de ce qu'il a donné à la France un Roi si modéré dans ses goûts, si simple dans ses désirs. Nous laisserons donc cet article tel qu'il est et nous nous contenterons d'applaudir à la modération de notre auguste monarque. » (3)

On doit observer que l'auteur de la *Maison du Roi justifiée* compte à part les dépenses des capitaineries estimées à 150.000 livres. Son total correspond donc exactement à ceux que nous avons cités plus haut. (4)

(1) *La Maison du Roi justifiée*, par un soldat citoyen. Tableau des dépenses de la maison du Roi depuis le règne d'Henri IV jusqu'à celui de Louis XVI. (in fine).

(2) Ne sont pas comprises dans les dépenses ci-dessus celles afférentes à l'entretien des Parcs de Versailles qui paraissent avoir été réglées directement par le Roi sur sa cassette personnelle. Ces dépenses comprenaient l'entretien d'un certain nombre de gardes et de chevaux et de chiens de patrouille, des achats d'arbres et de plantes, la nourriture du gibier, l'entretien des faisanderies, le chauffage de certains locaux, d'un atelier de menuiserie... etc... En 1787, le montant des dépenses ainsi engagées s'élevait à 64.000 livres. (A. N. 91033, n° 437). Ap-çu des principaux objets compris sous la dénomination de dépenses des chasses du parc).

(3) *La Maison du Roi justifiée*, pp. 66-67.

(4) *Ibid.* p. 68.

Par rapport à l'ensemble des dépenses de la Maison du Roi, celles de la Vénérerie et des capitaineries ne comptaient guère sous Louis XVI que pour un trentième. Voici, en effet quelques indications relatives à l'ensemble des dépenses de la Maison du Roi à diverses périodes.

Période de 1662 à 1688

Dépense maxima en 1666:.....	10.132.507 livres
id 1685:.....	26.876.674 livres

Période de 1758 à 1774

Dépense maxima en 1768:.....	31.500.000 livres
id 1773:.....	26.000.000 livres

Période de 1775 à 1788

Dépense maxima en 1775:.....	36 373 394 livres
id 1776:.....	31.665.368 livres

En 1789, on arrivait au chiffre de 861.000 livres pour la vénérerie, plus 150.000 livres pour les capitaineries.

Rappelons enfin que la Constituante avait fixé le montant de la liste civile à 25 millions de livres.

Jusqu'en 1780, les dépenses étaient arrêtées par quartier et non par année

Le grand veneur en présentait l'état à la signature du Roi.

Necker fit décider que les états de dépenses seraient désormais établis pour l'année entière, et signés par le Roi le premier janvier, en ce qui concernait les appointements et les gages du personnel.

Les autres objets de dépenses formèrent des comptes trimestriels divisés en deux catégories: chenil et écurie.

Chacune de ces catégories comprenait d'une part les émoluments du personnel, et de l'autre, l'entretien des chiens et des chevaux. (1)

(1) Ces indications sont tirées de la série 01978 n° 91. On trouve sous cette référence le compte suivant concernant l'année 1782.

Quartier de Janvier 1782.....	81 346h 5s 1d.
Quartier d'avril.....	85 348h 5s 11d.
Quartier de juillet.....	100 171h 7s 5d.
Quartier d'octobre.....	158 032 4s 6d.
Gages et nourritures.....	111 405 5s
Achats de chevaux et chiens.....	107 222 6s 6d.

Le total qui s'élève à 643h 7s 5d ne comprend pas les appointements des personnels de la Vénérerie (Officiers) ni ceux afférents aux Capitaineries.

Les acquisitions de terrains pour la construction des routes de chasse et la plantation des remises, les travaux et l'entretien afférents à ces objets n'étaient pas décomptés avec les dépenses de la vénerie.

Des arrêts du Conseil des 24 avril et 5 juin 1703, avaient retiré la direction et le contrôle de ces sortes d'affaires aux officiers des maîtrises qui en étaient chargés précédemment, et les avaient confiées au Surintendant des Bâtiments. (1)

La construction des chenils dans les résidences royales, celles des hôtels de la Louveterie à Fontainebleau et à Versailles, l'entretien et la construction des volières, tous les communs des divers châteaux affectés au personnel des chasses dépendaient également de cette surintendance. Il faut ajouter que la plupart des résidences royales avaient été créées ou augmentées en vue de la chasse.

Versailles n'avait été acquis que par Louis XIII, le 8 avril 1632, moyennant la somme de 60.000 livres, de l'archevêque de Paris, seigneur du lieu, que pour permettre au roi et à sa suite de coucher ailleurs que dans une mauvaise auberge de village quand la nuit venait les surprendre trop loin du Louvre ou de St-Germain en Laye.

Fontainebleau avait été agrandi sous tous les règnes en vue de la chasse. Compiègne était surtout une résidence de chasse : il en était de même de St-Hubert et de Rambouillet.

(1) A. N. 011317-1821-1322-1415. — On sait que les fonctions de Surintendant des Bâtiments étaient occupées sous Louis XV par le célèbre Gabriel, la plupart des plans, de remises et des routes de chasse existant aux Archives sous le règne de Louis XV sont de sa main.

CHAPITRE II

LE PERSONNEL DU SERVICE DES CHASSES

I. Les Grands Veneurs de France. Les Princes de Lorraine. Les ducs de Rohan et de La Rochefoucauld; le Comte de Toulouse et le Duc de Penthievre. — II. Les fonctions de Grand Veneur. — III. Les Grands Fauconniers de France; leurs fonctions. — IV. L'Equipage du Loup. Le Grand Dauphin et ses chasses. — V. Les déplacements de l'Equipage du loup en province. M. de Moncel, lieutenant de louveterie. — VI. Les Grands Louvetiers de France. — VII. Le Vautrait. — VIII. Les charges de la Vénerie à la Maison du Roi. — IX. Les variations de la législation relative aux privilèges des officiers de la Vénerie. — X. Vénalité des charges de la Vénerie. — XI. M. d'Yauville premier veneur de Louis XV.

On pouvait distinguer dans le personnel du service des chasses deux catégories distinctes.

La première comprenait les officiers affectés aux services de cour proprement dits vénerie, fauconnerie, louveterie et vautrait, et les titulaires des charges de capitaines des chasses dans les capitaineries royales.

La seconde était composée des officiers de judicature et de police des capitaineries, les uns pourvus de charges effectives, les autres des charges purement nominales, toutes conférant un certain nombre de privilèges, et entre autres, celui de chasser dans les réserves du Roi.

Les titulaires des charges de la première catégorie étaient des seigneurs et des gentilshommes de l'entourage du Roi. Les autres offices, appartenait à qui les achetaient.

La charge de Grand Veneur comptait parmi celles des Grands Officiers de la Couronne de France, et datait des origines les plus lointaines de la Monarchie. (1)

Aux temps féodaux, le titulaire de l'emploi portait le nom plus modeste de maître veneur. Celui qui était en fonctions au temps de St-Louis, était Messire Geoffroy.

En 1413, le seigneur de Saint-Mesmes, le premier, porte le titre du grand veneur.

En 1488, la charge appartenait à Louis de Rouville, issu d'une illustre maison féodale d'origine normande. Il eût pour successeur le seigneur de Brezé, comte de Maulevrier, apparenté à la Maison de France, auteur d'un curieux ouvrage de vénerie intitulé : *Le livre de la chasse du Grand Sénéchal de Normandie et les Ditz du bon chien Souillard, qui fut au Roy de France Louis XI^e du nom.*

Depuis lors, la charge de grand veneur ne cessa pas d'appartenir aux seigneurs les plus considérables de la Cour.

Elle est occupée en 1526, par Louis de Vendôme, prince de Chabanaïs; elle passe ensuite dans la Maison de Lorraine et échoit successivement à Claude, duc de Guise, au célèbre François de Guise, son fils, qui périt assassiné le 24 février 1563 par Poltrot de Méré, et ensuite à Charles de Lorraine, frère du précédent, tué au siège de la Rochelle en 1573. Charles, fils de ce dernier, en hérita. C'est lui qui était gouverneur de Paris en 1589, lors de l'assassinat d'Henri III par Jacques Clément. Il transmit la charge à Charles de Lorraine, duc d'Elbeuf, qui épousa une fille naturelle d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, et mourut en 1665.

En 1654, il avait dû se démettre, et trois générations successives de la Maison de Rohan portèrent à leur tour le titre de grand veneur de France; Hercule, duc de Montbazou, Louis de Rohan, son fils, et enfin le chevalier de Rohan, issu du précédent, qui, après avoir rempli une brillante et glorieuse carrière militaire, fut inculpé de haute trahison pour avoir voulu livrer la place de Quillebœuf aux Anglais, et fut décapité en 1674. (2)

(1) P. Anselme, *Histoire de la Maison de France*. T. VIII, p. 683 et suivantes.

(2) Lachesnaye des Bois, *Dictionnaire de la Noblesse*, T. XVII, p. 508.

Il fut remplacé comme grand veneur par Charles Maximilien, marquis de Soyecourt, qui, paraît-il, aurait fourni à Molière le modèle du personnage de Dorante, dans la comédie des Fâcheux. François VII, prince de Marsillac, duc de La Rochefoucauld-Liancourt, fils du célèbre philosophe mondain du temps de la Fronde lui succéda. (1)

Il avait obtenu la charge de grand maître de la garde-robe, occupée par son père, et après la disgrâce de Lauzun, il remplaça ce dernier comme gouverneur du Berry.

François VIII, fils du précédent, hérita de la charge. Comme survivancier de son père, il recevait, d'après St-Simon, une pension de neuf mille livres. Devenu titulaire, il la céda au Comte de Toulouse, fils légitime de Louis XVI et de Madame de Montespan, moyennant cinq cent mille livres. Le duc reçut, à titre de dédommagement supplémentaire, toujours d'après St-Simon, une pension de douze mille livres, et l'érection de son comté de La Roche-Guyon en duché-pairie vint compléter une indemnité à l'importance de laquelle on peut apprécier celle qu'on attribuait à cette époque au titre de grand veneur de France.

Le Comte de Toulouse, qui possédait une belle meute, la joignit à celle du Roi. (1714)

Vers cette époque, lorsqu'on réunissait les meutes de tous les princes en résidence à Versailles, on comptait de neuf cents à mille chiens courants.

Ces chiffres, qui paraissent aujourd'hui fabuleux, permettent de considérer comme vraisemblable celui de quinze cents chiens, avec lesquels Gaston Phoebus venait chasser en forêt d'Orléans au xiv^e siècle, et qui est cité par ses biographes.

La personnalité du comte de Toulouse est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Devenu grand veneur, il prêta serment en cette qualité le 23 avril 1714.

Il avait épousé l'année précédente Marie Victoire de Noailles, veuve de Louis de Pardaillan d'Antin, marquis de Gondrin et fille d'Anne Jules, duc de Noailles et de Marie Françoise de Bournonville.

Il mourut en 1737, estimé et respecté de tous ses contemporains y compris St-Simon, généralement malveillant, léguant la Grande Venerie à son fils, le duc de Penthièvre.

(1) La Chesnaie des bois, Dictionnaire de la noblesse. T. XVII p. 508.

Celui-ci, connu pour sa bienfaisance, et qui créa des hôpitaux à Crécy près de Dreux et aux Andelys, devint la providence du personnel de la Vénerie. Il eût à soutenir un curieux procès avec un garde-chasse de son cousin le comte d'Eu, dont il avait hérité. Le défunt ayant stipulé dans son testament, que tous ses serviteurs continueraient de recevoir, leur vie durant, les gages que leur allouait leur maître, le garde chasse s'appuya sur cette disposition testamentaire, pour exiger une pension du duc de Penthièvre, qui refusa de la payer en raison de l'absence de titres du demandeur. (1)

L'affaire jugée, celui-ci fut débouté, mais le duc voulut néanmoins prendre à sa charge les frais de son adversaire malheureux.

Ce fut lui qui vendit la terre de Rambouillet à Louis XVI. Cette magnifique terre qui comprenait de superbes chasses de l'antique forêt Yveline, avait été fort enviée de Louis XV. Ce dernier venait y chasser fréquemment, et le duc logeait le roi avec son équipage. Louis XV demanda d'abord à son cousin de réparer ses écuries, puis il le pria de le laisser construire une petite maison sur ses terres, et il fit bâtir le château de St-Hubert (1755). Mais, pressenti quand à la vente de Rambouillet, le duc fit la sourde oreille. Louis XVI insista davantage, et lui déclara tout net que la possession de Rambouillet tenait au bonheur de sa vie: « Ah! sire, dit alors le duc, Votre Majesté a prononcé le grand mot. Rambouillet n'est plus à moi. » (2)

La vente fut conclue moyennant seize millions.

II

Les fonctions de Grand Veneur étaient surtout honorifiques.

Traditionnellement, il était chargé de présenter au Roi partant pour la chasse, un bâton de deux pieds de long dont la poignée était pelée depuis la fête de la Madeleine, à la fin de Juillet, jusqu'au mois de mars. Le reste de l'année, le bois était recouvert de son écorce. (3)

(1) Mme Guénard, *Vie du Duc de Penthièvre*, T. 1. p. 137.

(2) Fortaire, *Mémoires pour servir à la Vie de M. de Penthièvre*, p. 145.

(3) Guyot et Merlin, *Traité des Droits*, T. I. ch. I. p. 628.

Cette canne servait à écarter les branchages pendant les courses en forêt. La particularité relative à la poignée trouvait sa justification dans le fait, que de juillet à Mars, les cerfs portent leurs bois dégarnis de cette peau légère dont ils se débarrassent en les frottant contre les arbres.

Au moment où le cerf était porté bas, c'était au Grand Veneur que le piqueur chargé de détacher le pied droit de l'animal présentait ce trophée de la chasse, et le Grand Veneur, à son tour, l'offrait au Roi.

Commandant supérieur du service de la Vénérerie, chargé de l'organisation des chasses à courre, chef hiérarchique du personnel qui y était affecté, il délivrait leurs provisions à ses subordonnés, informait les intéressés des autorisations données par le Roi relativement au port de la tenue de l'équipage, visait les comptes annuels de son service, et recevait directement les instructions du Roi.

Par délégation directe du souverain, il exerçait des fonctions judiciaires d'un caractère tout particulier, au siège de la capitainerie de la Varenne du Louvre, qui était celui de la Grande Vénérerie de France, en ce qui concernait la chasse au cerf, interdite en principe, dans tout le royaume. Ce privilège de juridiction générale, assez rare sous l'Ancien Régime, avait été concédé au siège de Varenne du Louvre et au Grand Veneur, par ordonnance du 23 mars 1635, confirmée en novembre 1656. (1)

Il semble que, dans la pratique, les cas où, cette juridiction particulière eût l'occasion de s'exercer aient été peu fréquents.

Cependant, les archives ont conservé le dossier complet d'une affaire, d'apparence insignifiante, qui eût le privilège, grâce à cette juridiction particulière, de mettre en branle quatre organismes judiciaires différents, avant de prendre la fin.

A la fin de juillet 1765, un « closier » nommé Toussaint Brossard, du lieu de la Petite Truchère, en la paroisse de La Poëze, près de Segré en Anjou, trouva un faon dans une bauge voisine de la forêt de Longuenée, bien connue encore aujourd'hui des veneurs de la région. (2) Ayant emporté et vendu l'animal, il fut condamné à la demande du seigneur du lieu par le tribunal de la baronnie du Plesis-Macé. Appel ayant été interjeté,

(1) Les armes du Grand Veneur étaient accompagnées de deux cors de chasse en guise de supports.

(2) A. N., Z 1 Q 91 (Liasse). Feuillet et rôles non numérotés.

l'affaire fut déferée au Parlement de Paris lequel cassa le jugement, et la renvoya devant la Maîtrise des Eaux et Forêts d'Angers, qui prononça une nouvelle sentence. Mais la capitainerie de la Varenne du Louvre fut alors saisie de l'affaire. Le duc de Penthièvre, grand veneur de France, cassa toute la procédure, en raison de l'incompétence des juridictions précédemment saisies et rendit un jugement définitif en mai 1767.

Quand la surabondance des cerfs devenait un danger pour les cultures, il était délivré aux intéressés par le Grand Veneur des permis de chasse (1). Le texte de ces autorisations autorisait les impétrants à chasser les cerfs sans limitation de nombre, mais ils précisaient ordinairement celui des biches qui pouvaient être abattues. Voici un spécimen de ces curieuses pièces.

« Louis, Jean, Marie le Bourbon, duc de Penthièvre, Amiral et Grand Veneur de France, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut, Sçavoir faisons qu'en vertu des pouvoirs attribués à lad. charge de Grand Veneur, Nous avons permis à M. le Comte de Bretagne de chasser le cer (sic) à cor et à cri dans les bois appelés La Bonnière, le Mont de l'Echelle, le Grole, Chanfouchard, Charmois et Morvins, appartenant au Roi et sis dans le ressort de la Maîtrise de Dijon.

Lui permettons aussi d'y tuer deux biches par an, d'y tirer toute autre espèce de gibier, veiller aux abus et délits qui pourraient s'y commettre sur le fait des chasses, par tel nombre de gardes qu'il jugera à propos d'y établir à ses frais. Nous ordonnons que la présente permission, qui ne durera qu'autant qu'il nous plaira, sera enregistrée au Greffe de la Varenne du Louvre, siège de la Grande Venerie de France, et partout où besoin sera. En témoin de quoi Nous avons signé ces présentes et icelles fait seller du sceau de Nos armes et, contresigner par Notre Conseiller, Secrétaire de Nos Commandements, Maison, Domaine et Finances. Fait à Châteauvillain le 18 août 1788. » (2)

A la date du 29 juillet de la même année, un permis de même genre est accordé à M. le Comte d'Espiennes « sur les représen-

(1) A. N. série Z 1 q n° 91. Permissions de chasse.

(2) En 1788, on relève parmi les personnes ayant obtenu des permis de chasse de ce genre, le duc de Mailly (demande du 4 février) ; le sieur Husson (26 février) ; le vicomte d'Oillianson (17 juin) ; le comte d'Espiennes (29 juillet) ; le chevalier de Valory (26 août) ; le comte de Bretagne (2 décembre). Archives Nationales Z 1 Q 91. (Liasse).

« tations qui Nous ont été faites que la trop grande quantité de
« biches qui se trouvaient dans la forêt de Mormal, bois de
« Hourdeaux... etc. situés en Hainaut, pouvaient causer des
« dommages considérables sur les terres qui les avoisinent ».
Le Comte d'Espiennes était autorisé à abattre dix biches par
an. (1)

Il convient de noter que ces permis de chasse au cerf dans
les bois du domaine royal en province, n'étaient jamais accordés
quand il s'agissait des forêts de la région de Paris. (2)

On doit observer également que ces permis conféraient leur
détenteur un droit de police générale, en ce qui concernait la
chasse dans les bois désignés. La maîtrise intéressée se trouvait
donc dessaisie de ses pouvoirs relativement à la chasse, dans
les limites précisées par le texte de l'autorisation conférée.

L'importance des fonctions du Grand Veneur semble avoir été
à peu près négligée de la plupart des historiens et des mémoria-
listes des XVII^e et XVIII^e siècles, et cela, malgré le haut rang de ses
titulaires.

Ezéchiel Spanheim, observateur pourtant sagace, conscien-
cieux et intéressé, ne mentionne même pas la charge parmi cel-
les qui appartiennent aux grands officiers de la Couronne.

Peut-être faut-il attribuer ce silence quasi-complet à l'efface-
ment relatif des derniers titulaires.

D'après St-Simon, le duc de La Rochefoucauld, était affligé
d'une telle myopie, que, présentant le pied du cerf au Roi, « il
le lui fourrait dans les yeux ou dans l'oreille ». (3) C'est là
sans doute une de ces charges dont le venimeux écrivain est in-
fatigablement coutumier. Toutefois, une mauvaise vue était peu
compatible avec les qualités d'allant et d'entrain qui auraient
pu mettre en valeur une situation comme celle dont il s'agit.

Le Comte de Toulouse, modeste, réservé, un peu froid, atteint
depuis 1706 de la maladie de la pierre, vivait assez à l'écart de
la Cour depuis cette époque, et demeurait le plus souvent dans
sa résidence de Rambouillet.

(1) A. N. Série Z 1 q. n° 91. Permissions de chasse.

(2) Le Roi accordait des brevets de *conservateurs des Chasses* pour les forêts de son
domaine en province. Mais il signait lui-même ses brevets. Cf. A. N. 01033, n° 37.
Brevet de Conservateur des chasses de la forêt de Molière accordé à M. le Mar-
quis de la Roche du Maine 26 avril 1779. Même brevet pour le baron de Courville
pour la conservation des chasses de la forêt de Braconne en Angoumois. Ibid. n° 71.
27 décembre 1786.

(3) Saint-Simon, *Mémoires*, T. XVII, p. 344.

Son fils et successeur dans la charge, le duc de Penthièvre, suivit son exemple et habita pendant la plus grande partie de sa vie le château de Sceaux, paraissant rarement à la Cour. Il demeura en fonctions jusqu'en 1792.

Sous Louis XV, la Vénérie comptait un lieutenant ordinaire, quatre lieutenants par quartiers, (c'est-à-dire servant successivement par trimestre à tour de rôle), quatre sous-lieutenants, quarante cinq gentilshommes, quatre fourriers et quatre maîtres valets de chiens par quartiers, deux pages, un maître valet de chiens ordinaire, quatre valets, un boulanger, un chirurgien, deux valets de chiens par quartiers.

En 1777, on ne comptait plus qu'un lieutenant de vénerie et quatre lieutenants par quartiers.

En 1787, les officiers par quartiers étaient supprimés et le personnel subalterne considérablement réduit. L'équipage comptait en tout cent soixante cinq chiens et quatre vingt trois chevaux : (1)

Les équipages spéciaux avaient disparu.

III

L'office de grand fauconnier de France comptait parmi les plus importants du service des chasses. (2).

Il figurait parmi les charges des grands officiers de la Couronne.

Avant Charles VI, l'officier qui en était titulaire portait le titre de maître fauconnier. (3).

Jean de Beaune en 1250, est l'un des premiers connus : Parmi ses successeurs on note Etienne Granche, en 1274, et Pierre de Montguyard, chevalier, en 1313. (4)

En 1406, Eustache de Gaucourt chevalier, prend le titre du grand fauconnier de France, qui servira de désignation officielle à l'emploi jusqu'en 1789.

(1) Guyot et Merlin, *Traité des Droits*, T. I. ch. L. p. 631.

(2) P. Anselme, *Histoire de la Maison royale de France* T. VIII. p. 743.

(3) Baron de Noirmont, T. III. p. 92.

(4) Guyot et Merlin, *Traité des Droits*, T. II. ch. LII. p. 5.

Sous Louis XII, le Grand Fauconnier recevait quatre mille florins par an, et commandait à cinquante gentilshommes et à cinquante employés subalternes. La volière du Roi comptait alors trois cents oiseaux de chasse. Messire Ollivier Sallart, chef du service, gouvernait cinq vols pour pies, un pour héron et un vol pour rivière. Un vol pour champs était dirigé par Odart, seigneur de Cursay, qui recevait par an deux mille livres tournois et avait sous ses ordres un écuyer, Ysoré de Pleumartin et trois fauconniers. (1)

François I^{er} préférait la chasse à courre à la chasse au vol. Il conserva néanmoins les volières de ses prédécesseurs : Sous son règne, l'emploi de grand fauconnier appartenait à René de Cossé, de la Maison de Brissac. —

On raconte qu'au début de son règne, un faucon emporté par la tempête alla se réfugier sur les créneaux de la Tour de Londres. Reconnu à ses vervelles pour appartenir aux volières du Roi de France, il fût renvoyé par Henri VIII à son propriétaire. on voulut y voir le présage d'une alliance anglo-française. (1)

Au XVI^e siècle, les amateurs de chasse au vol la pratiquaient même en chambre. On prétend qu'Henri IV, alors roi de Navarre, et enfermé à la Bastille pour cause d'hétérodoxie, trompait les ennuis de sa captivité en « faisant voler » des caillies par des émérillons dans une des chambres de la forteresse. (2)

Le titulaire de la charge, en 1625 était le baron de la Chataigneraye. (3)

La grande fauconnerie comptait alors six vols : un pour milan, un pour héron, un pour corneille, un pour champs, un pour pie, un pour rivière. En outre, le Maître de la Garde robe gouvernait un vol pour héron et un pour corneille : Albert de Luynes commandait un équipage à part, comprenant un vol pour corneille avec un chef de vol, un aide, quinze hommes, seize oiseaux et le fameux vol des émérillons, qui devint célèbre, et n'existait qu'à la Cour de France. Le dressage des pies-grièches exécuté par M. de Luynes, contribua fort à sa réputation. Il devint ainsi capitaine général des fauconniers du Cabinet du Roi, et se trouva en fait indépendant du grand fauconnier de France.

(1) Guyot et Merlin, *Traité des Droits*, T. II, ch. L, I, p. 3.

(2) Baron de Noirmont, *Histoire de la Chasse en France*, T. III, p. 316.

(3) *Ibid* p. 102.

ce. Il nommait à toutes les charges de la fauconnerie et recevait directement les ordres du souverain. C'était lui qui lui présentait les têtes des oiseaux capturés. (1)

Le grand fauconnier était chargé de pourvoir en tout temps à l'approvisionnement des volières en oiseaux de chasse :

A cet effet, il jouissait d'un droit de préemption sur tous ceux qui étaient en vente dans le royaume. Aucun oiseleur n'était admis d'exercer sa profession que de son agrément. Les oiseaux ainsi fournis au Roi étaient payés par le Souverain qui nommait à cet effet un trésorier et un contrôleur.

Chaque année, le Grand Maître de l'Ordre de Malte envoyait douze oiseaux de chasse au Roi de France. Ils lui étaient remis par un chevalier de la nation, et celui-ci recevait du Roi, outre ses frais de voyage, une somme de mille écus. Le Roi de Danemark et le duc de Courlande avaient conservé, depuis un temps immémorial l'usage d'envoyer également tous les ans des gerfauts au Roi de France. (2)

La charge appartint successivement après la mort du connétable de Luynes, au prince Claude de Lorraine, puis en 1650, à Nicolas Dauvet comte des Marests.

Elle resta pendant quatre générations dans sa famille :

« Nicolas Dauvet, comte des Marests, baron de Boursault, gouverneur de Beauvais, prêta serment comme grand fauconnier le 30 mai 1650 sur la démission de Louis Charles d'Albert de Luynes » :

Il avait épousé Chrestienne de Lantages. Descendant de Jean Dauvet, premier Président au Parlement en 1441, il eut pour fils Henri François, comte des Marests, marquis de St Phalle, lieutenant de roi en Beauvaisis. Pourvu le 2 avril 1672, il épousa Jeanne de Bouexe de Villemor. Henri François fut remplacé dans sa charge par son fils François, le 2 mai 1688. Ce dernier, gouverneur de Beauvais, prêta serment comme grand faucon de sa charge échut en anvier 1717 au fils de François, qui n'avait pas encore atteint l'âge de six ans. (3)

En 1748, il eût comme successeur Louis César Leblanc de la Baume, deuxième duc de La Vallière, colonel d'un régiment

(1) Baron de Noirmont. T. III. p. 103.

(2) Baron de Noirmont. T. III. p. 124.

(3) P. Anselme. *Histoire généalogique et chronologique de la Maison de France, des pairs grands officiers de la Couronne, etc.* T. IX, p. 943.

de son nom, brigadier d'infanterie et capitaine des chasses de Montrouge, puis de la Varenne du Louvre.

Son père avait vu ériger en sa faveur en duché-pairie la baronnie de St Christophe et la terre de la Vallière, qu'il tenait par donation entre vifs de sa cousine Marie Anne de Bourbon, légitimée de France, fille naturelle de Louis XIV, et épouse du prince de Conti. La faveur dont avait joui la mère de celle-ci n'était pas la seule cause de l'élévation de son petit neveu. Mousquetaire du Roi, capitaine dans Girardin-cavalerie, puis mestre de camp d'un régiment de son nom, il avait chargé sept fois de suite à la tête de sa troupe à Höchstædt. Blessé, et fait prisonnier les armes à la main, il avait été échangé contre un officier général ennemi, et il s'était retiré du service après y être demeuré trente six ans, et avoir pris part à la plupart des batailles et sièges de son temps: Son fils, Louis César, conserva l'emploi de grand fauconnier pendant presque tout le règne de Louis XV. Il avait épousé Anne-Julie-Françoise de Crussol, fille de Jean Charles, 6^e duc d'Uzès et de Marguerite de Bullion.

Il eût pour successeur François de Paule de Rigaud, comte de Vaudreuil, cousin des deux Vaudreuil qui comptèrent vers la même époque parmi les meilleurs chefs d'escadre de la marche royale.

Il fut le dernier titulaire de l'emploi avant la Révolution.

En 1749, la grande fauconnerie comprenait sous M. de la Vallière les vols suivants: deux pour milan, deux pour héron, deux pour corneille, un pour champs, un pour pie, un pour rivière et un pour lièvre.

En 1787, sous M. de Vaudreuil, la composition du service était la même, à l'exception d'un vol pour héron qui vait été supprimé.

En tout temps, la grande fauconnerie s'était trouvée en quelque sorte doublée par le service dit « des Oiseaux du Cabinet », qui comprenait un vol pour pie, un vol pour champs, un vol pour émerillon et un vol pour lièvre. Chaque vol avait son capitaine et son personnel spécial, composé d'un maître fauconnier et de quatre ou cinq piqueurs.

(1) La Chesnaye des Bois, *Dictionnaire de la Noblesse*, T. III, p. 325.

Tandis que les équipages de la vénerie et du vol n'avaient d'autre but que de servir aux plaisirs de la Cour, l'équipage du loup était destiné à la destruction de carnassiers dangereux dont l'apparition avait, à certaines époques, terrorisé les populations rurales.

Au XVIII. siècle, l'intervention de l'intendance dans le fonctionnement de la louterie royale, lui donna tous les caractères d'un service public.

Vers la fin du règne de Louis XIV, le Grand Dauphin était parvenu à détruire complètement les loups dans la région de l'Île de France. Ce prince, que M. de Noirmont considère comme l'un des plus grands louteriers qui ait jamais existé, avait organisé son équipage du loup sur un pied formidable.

Sa meute ne comprenait pas moins de cent chiens. Il entretenait pour l'équipage quatre lieutenants deux piqueurs, deux valets de limiers, huit ou dix valets de chiens et vingt chevaux de selle, le tout à ses frais personnels.

C'était « jouer la difficulté » que de chasser le loup à courre et que de le forcer. Le loup, animal extrêmement résistant, très rusé, infatigable à la course ne se chasse habituellement qu'au fusil. Aussi, le Grand Dauphin était-il ordinairement seul avec ses officiers quand il se livrait à ce genre de chasse. Sa femme, excellente amazone, l'accompagnait parfois ainsi que le Grand Prieur de Vendôme. Mais, au cours des randonnées énormes qu'il accomplissait parfois, l'équipage restait souvent en route. Un jour le Grand Dauphin et le Grand Prieur les habits déchirés et recrus de fatigue arrivèrent ainsi tout seuls chez le curé d'un village perdu fort loin de Versailles. Le Grand Dauphin dut panser les chevaux, pendant que le Grand Prieur cuisinait le repas. Louis XIV, amusé de l'incident, convoqua le curé et lui reprocha de donner asile à des brigands. Puis, le curé ayant reconnu ses hôtes, le Roi le congédia avec un présent de cinq cents écus. (1)

(1) Comte de Chabot. *La Chasse à travers les âges* p. 191.

Le 8 février 1684, le Grand Dauphin était en chasse depuis trois jours, sans pouvoir atteindre la bête. Le 4 octobre de la même année, il en poursuivait une jusque dans une île de la Loire, en aval d'Orléans et finit par l'y tuer. En 1685, il fait soixante deux chasses au loup. En janvier 1686, un loup lancé par son équipage, l'emmène jusqu'à Anet, à douze lieues de Versailles. Le 11 juillet 1689, il part de Versailles, détourne un loup en forêt de Sénart, et le poursuit jusqu'à Villeneuve St Georges, où il parvient à le forcer. Le 5 mai 1689, il court huit fois de suite le même loup, sans pouvoir le prendre. Le 21 octobre 1704, il bat toute la forêt de Fontainebleau, si particulièrement dure aux équipages de chasse, surtout dans certaines de ses parties. (1).

En janvier 1688, le *Mercur* de France publiait que « Monseigneur le Dauphin a purgé de loups les environs de Paris ».

A cette époque, la composition de l'équipage du loup de la Maison du Roi, comprenait: le grand louvetier de France, commandant en chef; deux lieutenants, un sous lieutenant, quatre valets de limier, deux valets de chiens courants, deux garçons servants, deux gardes limiers, deux garçons gardes, deux gardes dogues, deux garçons gardes dogues, une maître conducteur des charrois, vingt chiens courants, quatre laisses de grands limiers de trois chiens chacune, quatre laisses de grands dogues, une charrette de quatre chevaux et quatre autres laisses de grands lévriers nommés lévriers de la Chambre.

Cet équipage accomplissait de fréquents déplacements en province.

En 1712, il parcourut l'Orléanais ravagé par les loups, en 1740 il en purgea les environs de Chartres; en 1747, il prit aux environs de Soissons un loup monstrueux qui avait causé la mort de plusieurs personnes.

En 1764, l'équipage du Roi s'empara de la fameuse *bête du Gévaudan*, autre loup de taille exceptionnelle, pour la prise duquel les Etats du Languedoc avaient promis une récompense de 2400 livres. Cet animal, qui désola les campagnes de toute une région pendant dix huit mois, avait tenu en haleine cinquante battues quand on eut recours à l'équipage du Roi pour s'en débarrasser. (2) Celui-ci, parti de Versailles sous les ordres du

(1) Dangeau. *Journal* Années 1684-1685-1688-1698-1699-1700-1701-1704-1710.

(2) Baron de Noirmont. *Histoire de la Chasse*.

chevalier Antoine, comprenait les meilleurs louvetiers des Maisons du Roi et des princes: Trois mois après l'arrivée de ce détachement en Gévaudan, et après des chasses continuelles, le chevalier Antoine réussissait à abattre l'animal d'un coup de fusil heureux près de Langeac. Il mesurait cinq pieds et sept pouces et demi de longueur et trente deux pouces de haut, et pesait cent cinquante livres. Il avait tué quatre vingt trois personnes et blessé vingt cinq autres. (1)

Sa capture coûta 29.611 livres et outre la récompense que les Etats du Languedoc décernèrent au chevalier Antoine, le Roi lui donna 6000 livres sur sa cassette personnelle. (2)

V

Depuis le règne de Louis XIII, il existait des Lieutenants de Louveterie dans toute la France, et ces officiers dépendaient en principe du Grand Louvetier.

Quand on signalait des loups dans une région, ils réquisitionnaient un certain nombre de rabatteurs par village: la totalité des hommes valides dans les paroisses de cent feux, la moitié ou le tiers dans celles de deux cents feux et au dessus.

Mais sous Louis XIV, ces levées de rabatteurs entraînèrent des abus, et les lieutenants de Picardie et de Champagne s'étant avisés de choisir le temps des travaux des champs pour organiser des battues et frapper d'amendes les récalcitrants, un Arrêt du Conseil du 3 juin 1671 les obligea de ne procéder à ces réquisitions que du consentement des intendants des provinces. (3)

D'autre part, les rabatteurs étaient désignés sans discernement. Des gardes chasses conduisaient ces hommes qui, mal préparés à leur tâche, y nuisaient par leur nombre, se blessaient parfois entre eux, et chassaient pour leur compte tout autre gibier que les loups, au sujet desquels on les avait convoqués.

(1) Mss Français, n. 7847.

(2) Ibid.

(3) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*. T. II, ch. LII p. 11.

Le lieutenant de louveterie de Moncel, de l'équipage du Roi réforma, sous Louis XV, ces pratiques défectueuses, et parvint à supprimer à peu près entièrement les loups dans toute la région au nord de la Loire. L'action de l'administration secondait puissamment son heureuse initiative.

Quand le lieutenant de louveterie était requis d'opérer des battues dans une région infestée par les loups, il y faisait publier à son de trompe un Edit ainsi conçu :

De par le Roi: Sa Majesté étant informée qu'il y a dans la généralité de... des loups qui y causent beaucoup de ravages détruisent les bestaux, inquiètent les habitants de la campagne, ce qui trouble leurs travaux, et bien informée de l'expérience que le sieur de l'Isle de Moncel, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, lieutenant en la grande louveterie de France et lieutenant des Maréchaux de France, a acquis pour la chasse de ces animaux dangereux: A cet effet, Sa Majesté l'a commis et le commet pour diriger dans la généralité de... les chasses publiques aux loups et autres bêtes voraces qui y causent des ravages, l'autorise à se servir pour lesdites chasses de l'équipage qu'il a formé; vent en conséquence, Sa Majesté, que le dit sieur de Moncel puisse commander les paysans des villages où il se trouvera pour y faire des battues; mande et ordonne aux syndics desdits villages ou autres qu'il appartiendra de convoquer ces assemblées toutes fois qu'ils en seront requis par le Sr. de Moncel, et aux officiers et commandans de Maréchaussée d'arrêter et d'emprisonner ceux qui leur seront dénommés par ledit sieur de Moncel, soit pour avoir refusé de marcher auxdites battues ou pour d'y être mal conduit, ou pour les avoir quittées sans permission; permet même audit sieur de Moncel de les faire emprisonner de son autorité s'il ne se trouvait pas à portée d'une Brigade de Maréchaussée, et lui enjoint Sa Majesté de rendre compte au sieur N. Ministre et Secrétaire d'Etat de tout ce qui arrivera d'intéressant dans les dites chasses. (1)

Suivait une ordonnance de l'intendant de la province, qui autorisait le lieutenant de Moncel à convoquer tous rabatteurs « de ce capables » dans une région déterminée, à raison d'un homme par feu pour la destruction des loups.

Les corps des fauves tués devaient être présentés aux officiers municipaux.

Les certificats établis par ces autorités devaient être envoyés aux subdélégués avec les oreilles des loups.

(1) A. N. O¹ 977, n^o 17. Edit concernant les battues,

D'autres dispositions ordonnaient aux syndics de fournir au lieutenant de vénerie tous les renseignements de nature à faciliter sa tâche, prévoyaient les précautions à prendre pour éviter les accidents au cours des battues, exceptaient la période des travaux des champs du temps prévu pour l'organisation des chasses, ordonnaient aux tireurs de remettre leurs armes aux syndics des villages quand elles étaient terminées, et prescrivaient la publication de l'édit royal relatif aux opérations.

Enfin, le chevalier de l'Isle de Moncel faisait de son côté publier une autre ordonnance relative aux concours que devaient prêter les gardes des seigneurs du lieu aux battues, prévoyait les détails relatifs à la visite des armes, à la fourniture de la poudre et des chevrotines, à l'interdiction du tir sur les voies publiques et à l'ordre que devaient observer les rabatteurs pendant la chasse.

Le chevalier ne se bornait pas à ces recommandations écrites. Quand il avait recruté le nombre de traqueurs qui lui paraissait nécessaire, il les exerçait lui-même au tir et au maniement des armes, les habituaient à manœuvrer en ordre et en silence, à obéir aux signaux, à marcher en ligne et à coordonner leurs mouvements. Il choisissait parmi eux des moniteurs et des brigadiers qui secondaient son action. Enfin, il obtenait pour ses traqueurs des exemptions de tailles, qui devaient évidemment contribuer à stimuler leur zèle. (1)

Quand son personnel était suffisamment dressé, De Moncel se mettait en devoir de faire converger les loups vers les enceintes préparées à l'avance au moyen des toiles de chasse prêtées par la Vénerie ou le Vautrait, et il parvenait ainsi aux meilleurs résultats.

Le 16 janvier 1775, s'étant rendu à la demande de l'intendant de Champagne dans une localité de cette province, une battue ainsi préparée et organisée permit de détruire soixante quatorze loups.

Le 7 juin 1777, le receveur des finances de Verdun paye à M. de Moncel une somme de trois cents livres, à titre de gratification pour son personnel, à la suite des chasses exécutées dans la région.

(1) Delisle de Moncel, *Méthodes et projets pour parvenir à la destruction des loups dans le royaume*. Ch. VI, pp. 103 et 139. (B. N. L. K 7. 16478).

En 1778, M. le Marquis de Flamarens, grand louvetier de France, lui accuse réception de son état des loups tués pendant l'année au nombre de quatre vingt huit. (1)

En 1780, un seul chasseur de l'équipage du Roi parvient à abattre trente neuf loups dans la paroisse de Monzeville, en Lorraine. (2)

A cette époque, le chevalier de Moncel comptait quarante cinq années de services dans la Louveterie de France. Chevalier de St Louis depuis trente deux ans, universellement connu dans toute la région du nord et du nord-est, il avait formé un équipage de chasse au loup hors de pair, qui fût conservé jusqu'à la Révolution.

Le détail de ses chasses est indiqué dans une série de registres spéciaux, reliés aux armes de France, qui subsistent encore aux Archives Nationales pour les années comprises entre 1776 et 1786.

Il a laissé plusieurs ouvrages concernant la chasse, entre autres, des *Méthodes et projets pour parvenir à la destruction des loups dans le royaume*.

Après lui, l'équipage du loup continua de faire des déplacements en province.

Le 11 octobre 1785, l'intendant d'Orléans, M. de Cypierre, informe l'intendant de Paris, M. Bertier, « que le sieur Desforges premier piqueur de l'équipage de la Louveterie, a passé hier à Orléans avec un loup qu'il avait tué la veille dans le bois de Malvaux près de Beaugency. (3) Il assure que c'est l'animal qui a causé tant de ravages depuis plusieurs mois; il a effectivement toutes les marques distinctives que l'on avait indiquées, tête monstrueuse, col blanc, queue fort longue et très fournie. Le Sieur Desforges est parti sur le champ pour Fontainebleau avec la dépouille de l'animal, le pied en sera sans doute incessamment présenté à Sa Majesté. (4)

(1) A. N. 04977 n° 16. Lettre du marquis de Flamarens à M. de Moncel (26 janvier 1778).

(2) (Ibid.) De Moncel, *Méthodes et projets pour parvenir à la destruction des loups dans le royaume*. T. II, p. 175.

3 Perrier de Cypierre, intendant de l'Orléanais. Fils d'un intendant de la même généralité, issu d'une famille parlementaire. Il était apparenté à l'intendant de Maussion, à l'intendant de Lorraine, Chaumont de la Galazière et au baron de Breteuil, ministre de la maison du Roi. Perrier de Cypierre père avait été un partisan résolu de la libre circulation des grains sous Louis XV. Cf. Ardascheff, *Les Intendants de province sous Louis XVI*.

(4) A. N., 041036. n° 135. (11 octobre 1785, de Cypierre à M. de la Chapelle).

A part l'expédition organisée pour la capture de la bête du Gévaudan, l'équipage du Roi ne dépassait généralement pas la Loire dans ses déplacements. Les lieutenants de louveterie assuraient le service des battues en province, où ils étaient pourvus de charges régulièrement enregistrées depuis le temps de Louis XIV. Il arrivait même assez fréquemment qu'en dehors de toute action de l'autorité royale, les seigneurs en prissent l'initiative eux-mêmes. « Quand ils chassent le loup ou le sanglier écrit Taine, le curé en fait l'annonce au prône; les paysans avec leur fusil viennent joyeusement au rendez-vous, trouvent le seigneur qui les poste, observent strictement la consigne qu'il donne » (1)

Soit jalousie, soit méchanceté, l'équipage du Roi, si nécessaire à la sécurité des campagnes, n'était pas toujours accueilli avec faveur dans ses déplacements.

Parti un jour pour le Verdunois où des loups avaient été signalés, M. de Moncel était parvenu à abattre plusieurs de ces fauves dans un bois appartenant au prince de Conti, et au milieu duquel se trouvait une enclave, propriété de l'évêque de Verdun. Des domestiques de celui-ci, par pure méchanceté, transportèrent les cadavres des loups tués dans la propriété du prince, au milieu du bois appartenant à l'évêque, et ils prétendirent que l'équipage du Roi les y avait tués au mépris des immunités épiscopales. Plainte fut portée auprès du Roi contre M. de Moncel, dans laquelle l'évêque soutint ses domestiques; un rapport fut demandé à l'officier, et celui-ci eut toutes les peines du monde à se justifier par la reconstitution des faits.

Jusqu'à la Révolution, l'équipage du loup continua de chasser régulièrement toute l'année aux environs de Paris. Trente ou quarante loups étaient pris tous les ans, ainsi qu'il résulte des registres où figure le détail de ces chasses.

Ces registres, soigneusement tenus à jour, et analogues à ceux consacrés aux chasses au sanglier, portent une mention indiquant qu'ils ont été présentés au Roi. (2) Il y a lieu de remarquer que jamais Louis XVI ne prenait part à ces chasses, pas plus que ne l'avaient fait ses deux prédécesseurs. Les princes et les courtisans n'y assistaient pas davantage. C'est ce qui

1. Taine, *Origines de la France Contemporaine*, T. 1 p. 49.

(2). A. N., n° 983 à 992 (Registres).

résulte de l'examen des registres, où seuls sont mentionnés les officiers du service parmi les personnalités présentes aux laisés courre. La raison de cette abstention est celle que nous avons signalée à propos des chasses du Grand Dauphin. L'extrême résistance des loups à la fatigue, leurs ruses et la difficulté de leur capture par les moyens de la vénerie ordinaire, enlèvent tout agrément à ce genre de chasse, ou du moins supposent des goûts exceptionnels, comme c'était le cas pour le Grand Dauphin.

De nos jours, le loup n'est guère chassé qu'en battues; tout au plus peut-il arriver qu'un équipage de chasse à courre poursuive un louvart, et nul veneur n'ignore que la chasse au loup est de toutes la plus dure et la moins agréable. (1)

Cependant, Taine a cru devoir reproduire sur les dires de vieux paysans du Clermontois, des indications d'après lesquelles les gardes du prince de Condé prenaient au printemps des portées de loups qu'ils nourrissaient dans les fossés du château, pour les lâcher dans les bois au début de l'hiver, afin de permettre à l'équipage de les chasser. (2)

Il semble bien que l'éminent historien ait fait trop facilement crédit à une tradition au moins suspecte, et qu'il aurait mieux valu la soumettre à l'appréciation d'un veneur avant de lui faire les honneurs des *Origines de la France Contemporaine*.

En réalité, la région de Paris était privilégiée sous le rapport de la destruction des loups, et il n'en était pas toujours de même dans les provinces trop éloignées pour bénéficier des déplacements de l'équipage du Roi.

Les intendants, sous Louis XVI, y combattirent le fléau en instituant des primes pour encourager les chasseurs de loups. Ce fut d'après M. Ardascheff, l'intendant de Blossac, qui, le premier, expérimenta le procédé en Poitou.

Dans la généralité de Châlons, la prime était de dix livres par louve tuée, de six pour un loup, de trois pour un louvart. La Champagne région où l'équipage du Roi chassait fréquemment, était au XVIII^e siècle souvent terrorisée par ces fauves et pour l'année 1788 seule, le total des primes distribuées dans cette province atteignait trois mille livres. (3)

(1) Renseignement donné par Madame la Duchesse d'Uzès, lieutenant de Louveterie.

(2) Taine, *Origines de la France Contemporaine. L'Ancien Régime*, T. 4, R. II, p. 91 (note).

(3) Ardascheff, *Les Intendants de province sous Louis XVI*, p. 312.

VI

La charge de grand louvetier comptait parmi celles de grands officiers de la Couronne.

Elle était possédée en 1308 par Gilles Rougeau ou Le Rougeau, maître louvetier du Roi. Au XVII^e siècle, elle appartint successivement au duc de La Rochefoucauld, à Claude de Rouvroy, duc de Saint Simon, à Charles de Bailleul et à Gaspard de Montmorin, marquis de Saint Hérem. (1)

De 1684, date de la démission de M. de Montmorin jusqu'en 1742, la charge demeura dans la famille Sublet d'Heudicourt. Celui-ci remontait à Michel Sublet, intendant et contrôleur des finances qui mourut en 1602. (2) Son arrière petit fils, Michel qui épousa Bonne de Pons, devint grand louvetier. Michel, fils aîné du précédent, ayant été tué à la bataille de Nerwinde, son second fils, Pons, en hérita. Ce dernier, qui mourut brigadier des armées du roi, avait pris part à la bataille d'Hochstædt en 1703.

Pons d'Heudicourt fut remplacé par le marquis de Flamarrens, de la maison féodale de Grossoles, en Périgord. (3) Agésilas Gaston marquis de Flamarens, seigneur de Buzet, la Barthe, etc. capitaine aux Chevaux-légers de Bretagne, épousa Agnès de Beauvau. Son grand père, cité par Mademoiselle de Montpensier dans ses mémoires, avait été tué au combat de la Porte Saint Antoine en 1652, dans les rangs du parti du prince de Condé:

Il eut pour successeur à sa mort, en 1762, Joseph Louis Bernard, baron d'Haussonville. Ce dernier descendait de Claude de Cléron, baron de Saffre et d'Haussonville, qui vivait en 1620. L'ancienne baronnie d'Haussonville, qui avait au Moyen Age appartenu à la maison de Lenoncourt, l'une des quatre principales de la Lorraine, était entrée à cette époque par mariage dans la famille de Cléron. Charles Louis Bernard, père de

(1) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*, T. I. Ch. LII. p. 10.

(2) P. Anselme. *Histoire de la Maison de France*. T. VIII tp. 781 et suivantes.

(3) P. Anselme. *Histoire généalogique et chronologique de la maison de France des pairs grands officiers de la Couronne, etc...* T. IX, p. 958.

Joseph Louis, avait été louvetier du roi Stanislas. Le fils de ce dernier devait devenir chambellan de Napoléon I^{er}, et après la révolution de 1830, se rallier à Louis Philippe. (1)

Joseph d'Haussonville, qui mourut en 1794, fût le dernier grand louvetier de l'Ancien Régime.

Cet officier dépendait directement du Roi entre les mains duquel il prêtait serment; il avait le commandement de tous les officiers de son service, non seulement à la Cour mais encore dans diverses régions dont le nombre et la désignation ont varié.

En 1787, les embarras du trésor conduisirent à supprimer momentanément de la grande louverie, mais elle fût rétablie l'année suivante.

Le personnel comprenait à cette date, outre le commandant de l'équipage, placé sous les ordres du grand louvetier, un secrétaire, un contrôleur, quatre piqueurs, un valet de limiers, trois valets de chiens, cinq palefreniers, un maréchal et un concierge. (2)

L'hôtel de la Louverie était situé à Versailles entre la rue du Chenil et la rue de Bel Air. Il comprenait un pied-à-terre pour le Commandant de l'Equipage, un appartement pour le contrôleur, des logements pour le personnel subalterne et des chenils. (3)

VII

Le Vautrait, ou équipage de la chasse au sanglier, constituait un service particulier que dirigeait un officier désigné sous le nom de « Capitaine général des toiles de chasses tentes et pavillons du Roi ».

En vertu du privilège de sa charge, il présentait au Roi l'épée ou le dard pour tuer le sanglier, quand l'animal était arrêté dans l'enceinte des toiles. (4)

(1) Les « Grands Chevaux de Lorraine » étaient, outre les Lenoncourt, les Ligniville, les du Chatelet et les Nettancourt-Vaubécourt. Ces familles étaient issues de l'ancienne maison ducale de Lorraine.

(2) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*, T. II, ch. LII, p. 8.

(3) A. N. O¹⁹⁹⁷ Louverie. Travaux et plans.

(4) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*, T. II, Ch. LIII, p. 12.

Il avait le droit de capturer cerfs, biches, daims, chevreuils et tous autres fauves dans toute l'étendue du royaume pour repeupler les garennes royales.

Quand il s'agissait de faire passer d'une forêt dans une autre des cerfs ou tels animaux désignés par le Roi, il faisait opérer ces changements au moyen des toiles de chasse qui formaient une sorte de couloir réunissant les deux forêts et vers lequel on rabattait les fauves. (1)

Comme nous l'avons indiqué, Henri IV avait été le créateur de ce service particulier.

Toutefois, le « grand vautreux » ne comptait pas parmi les Grands Officiers de la Couronne :

Sous Louis XV et Louis XVI, la charge était remplie par André Hennequin, marquis d'Ecquevilly. Il avait épousé Madeleine de Marillac.

En 1777, le service comprenait, outre le commandant de l'équipage et son fils pourvu de la survivance de la charge, deux lieutenants qui étaient François Walsh, comte de Serrant et François Jouanneau; deux sous-lieutenants, Edme Leclerc de Champmartin et Gabriel de St-Pierre, et huit gentilshommes par quartiers. (2)

Le personnel subalterne comptait trois gardes lévriers, deux valets de chiens, deux gardes de grands lévriers, deux officiers pour la garde des grands lévriers, un commissaire des toiles, un capitaine du charroi, un maréchal ferrant et quatorze archers. (3)

Lors de sa suppression, en 1787, le service ne comptait plus, outre le commandant, qu'un commandant en second, un piqueur cavalcadour, quatre autres piqueurs, un maréchal et deux valets limiers. (4)

(1) Baron de Noirmont.

(2) A. N. O1977, n° 264. Etat des officiers de la Louveterie.

(3) Ibid., n° 265.

(4) Ibid., n° 265. — Les écuyers et piqueurs cavalcadours étaient chargés de la surveillance des chevaux ou des chiens à l'usage personnel du souverain. (*Dictionnaire de Trévoux*).

VIII

Comme nous l'avons indiqué au cours de cet exposé, les charges de grand veneur, de grand fauconnier et de grand louvetier acquièrent progressivement au cours des siècles une importance considérable et elles figuraient, à la fin de l'Ancien Régime, parmi les plus importantes de la Cour.

Elles conservèrent, en partie, jusqu'à la Révolution le caractère qu'elles possédaient au Moyen Age, où leurs titulaires recevaient le commandement du personnel de leurs services comme ils auraient reçu l'investiture d'un comté. Là était l'origine lointaine du droit qu'avaient conservé les grands officiers de la Couronne de conférer des charges subalternes d'où ils tiraient un « casuel » considérable.

Ce droit appartenait également aux titulaires des capitaineries royales, toujours attribuées soit à des princes du sang, soit aux premiers seigneurs de la Cour. (1)

Les Almanachs royaux de la fin du règne de Louis XVI montrent qu'à cette époque on se disputait les emplois les plus infimes.

En ce qui concerne le personnel des capitaineries, dont le détail est indiqué plus loin, de simples emplois d'exempts furent alors conférés à des seigneurs de tout premier rang.

Dans la capitainerie de St-Germain en Laye, en 1789, ces emplois appartiennent au duc de Brissac, au Marquis de Mesmes, à MM. de Beuvron et de Bièvre.

Dans celle de Fontainebleau, le marquis de la Ferronnays est sous-lieutenant des chasses, le marquis de Guerehy et le comte de Lannois exempts; le comte de Bufffon, avant d'obtenir l'office de Lieutenant au siège de la capitainerie, a dû se contenter d'en avoir l'honorariat. Le maréchal de Castries, peu de temps auparavant, a vendu la charge d'inspecteur des chasses qu'il occupait à St-Germain en Laye, et le comte de Roche-

1) A.N. 0855, n° 12. Administration du Grand Ecuier. — Notice historique sur l'office du Grand Ecuier de France.

chouart a longtemps occupé l'emploi de substitut du procureur du Roi à la Varenne du Louvre.

De ce que certains grands seigneurs possédaient dans cette dernière capitainerie des charges inférieures à celles de Beaumarchais, lieutenant général au siège, on a cru pouvoir conclure que ces personnages n'avaient pas cru déchoir en reconnaissant pour chef le célèbre auteur, malgré la modestie de ses origines. (1)

Il semble bien que ce genre de préoccupation était tout-à-fait étranger au grand nombre de personnes qui achetaient des charges de vénerie.

En posséder une, était en effet le seul moyen de pouvoir chasser dans les environs de Paris, et de profiter des magnifiques réserves accumulées dans les garennes royales.

C'est ce qui explique comment l'on trouvait quarante, et jusqu'à cinquante deux charges de justice ou de police, non compris celles des gardes-chasses, dans des capitaineries dont les tribunaux jugeaient tout au plus cent cinquante affaires par an.

Le droit de chasse, acquis à tous ceux qui appartenaient au service des chasses n'était pas le seul avantage qui leur fût conféré.

Depuis le début du xvr^e siècle, toute une série d'édits et d'ordonnances avait créé à leur profit des situations exceptionnellement privilégiées.

Tout d'abord, ils étaient exempts des tailles, taillons aides, vingtièmes et dixièmes: Il en était de même, en ce qui concernait les charges et taxes des villes, les réquisitions et les fournitures de vivres, l'entretien des fortifications, les gardes et guets aux portes et aux murailles, les octrois, péages droits de gros et traites foraines: (25 février 1548, janvier 1652, 19 mars 1653, janvier 1706, 16 septembre 1654). (2)

Défense était faite aux officiers ministériels de saisir leurs harnais et leurs chevaux, (avril 1553), et exemption leur était accordée des charges de tutelle et de curatelle. (mars 1602): Ils acquéraient le privilège de vétérance après 25 ans de services: (11 juillet 1678).

(1) De Loménie. *Beaumarchais et son temps*. T. II p. 128.

(2) Code des Chasses. T. II, p. 680.

Une déclaration du 4 novembre 1682 avait décidé que les officiers commensaux de la maison de Sa Majesté jouiraient de la noblesse personnelle non transmissible: un Arrêt du Conseil du 26 novembre 1697 vint leur conférer le titre d'écuyer. (1)

En 1690, une sentence du Prévôt de l'Hôtel rendue en faveur de Jean Baptiste de Suchy, officier des chasses du Roi, l'avait exempté d'être marguillier. Le 10 avril 1714, une curieuse décision émanée de la même juridiction avait condamné les marguilliers de la paroisse Notre Dame des Champs « à ce que Marc Quatremer, officier de la fauconnerie du Roi aurait, lui, sa femme et sa famille le pain béni *par morceau de distinction*, préféablement aux officiers de justice non gradués de la paroisse et autres habitants... (2)

Enfin, privilège de choix, un Arrêt du Conseil du 18 septembre 1705, leur avait conféré le droit de *Committimus*. (3)

IX

Certains de leurs droits leur furent contestés: Celui de franc fief, qui leur avait été concédé par Arrêt du 13 décembre 1695, leur fût retiré soixante quatre ans plus tard, puis vendu sous le règne de Louis XVI.

Les considérants de l'Arrêt de 1695 sont les suivants.

« Sur la requête présentée au Roi en son Conesil par Jacques André de Glavier sieur de Miniac, et Charles Miniac, sieur de Ville-Nouveaux, gentilshommes de la vénerie de Sa Majesté servant par quartiers, contenant qu'en cette qualité ils ont le bonheur d'être du nombre des Officiers commensaux de Sa Majesté dont les officiers attribuent à ceux qui en sont pourvus une noblesse, laquelle quoique purement personnelle, et non transmissible à la postérité, ne laisse pas néanmoins de leur donner le droit de se qualifier écuyers, et de jouir de toutes les franchises et immunités des gentilshommes de race ou anoblis par le prince. De cet ordre aussi sont les gentilshommes de la chambre, les gentilshommes servants, les écuyers d'écurie, les maréchaux des logis, les fourriers et autres officiers appelés vulgairement du second ordre: le premier comprenant les

(1) Comte de Sémainville. Code de la Noblesse française, p. 342.

(2) Code des Chasses. Sentence de la prévôté de l'Hôtel, 10 avril 1714.

(3) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*. T. I, Ch. II, p. 399. *Code des Chasses*, T. II, p. 683.

officiers de la couronne, les chefs d'office, ceux du conseil et tous ceux qui à cause de leurs offices, peuvent se qualifier chevaliers, et sont nobles d'une noblesse parfaite et transmissible à leur postérité.

La raison pourquoi ceux qui ont l'honneur d'être pourvus des offices du second ordre, sont considérés comme nobles et ont les mêmes droits, franchises, immunités et privilèges que les gentilshommes de race ou anoblis, c'est qu'anciennement ces offices étaient affectés aux gentilshommes; les roturiers y ayant été admis, l'honneur qu'ils ont de servir Sa Majesté leur a communiqué le même privilège et les mêmes prérogatives qu'aux gentilshommes de race ou anoblis, à l'exception que cela ne passe pas leurs personnes, au lieu que les honneurs, franchise des véritables gentilshommes passent à leur postérité.

Le Roi en son Conseil, ayant égard à ladite requête décharge les suppliants des taxes pour lesquels ils ont été compris dans lesdits rôles des franc-fiefs. (1)

Voici le texte de l'arrêt en sens contraire :

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi

qui condamne un Lieutenant de robe courte de la Capitainerie royale des Chasses de la Varenne du Louvre et Grande Venerie de France au paiement des droits de Franc-fiefs.

Du 4 septembre 1759

Extrait des Registres du Conseil d'Etat

Vu par le Roi, en son Conseil, la requête présentée en icelui par le sieur Dubreuil de Gauljac, Lieutenant de robe courte de la capitainerie royale des chasses de la Varenne du Louvre et grande Venerie de France; contenant qu'en cette qualité il a toujours, depuis quarante ans, joui des privilèges de noblesse personnelle attachée à sa charge, qui n'ont jamais été contestés et dont l'exemption des franc-fiefs est inséparable, ayant été créée, par déclaration du mois de février 1611, du nombre des officiers commensaux de Sa Majesté, dont les charges sont nobles depuis l'établissement de la Monarchie, la noblesse ne leur étant accordée qu'à condition de ne faire aucun acte dérogeant; Que cependant Guillaume Poullain, se disant sous-fermier des domaines de la généralité de Bordeaux, l'a fait assigner le 24 du mois de novembre 1757, devant le sieur Intendant de la généralité pour se voir condamner à payer la somme de quinze cents soixante sept livres pour une prétendue taxe de franc-fiefs.

(1) Comte de Semainville, *Code de la noblesse française*, p. 343. *Code des Chasses*, T. II, p. 635

sur une petite terre qui lui appartient, appelée Authmire, située paroisse de Villefranche-du-Périgord; et comme cette assignation n'a aucun fondement et est une pure vexation, le suppliant ayant rempli toutes les conditions auxquelles il est obligé par les édits et déclarations, et rapportant l'extrait de l'état de la Cour des Aides de Paris, dans lequel il est employé, avec le certificat du Trésorier qui lui paie les gages. A ces causes, il requérait qu'il plût à Sa Majesté de lui accorder la décharge de ladite assignation, de même qu'elle a été accordée et pareil cas par arrêt du Conseil du 9 août 1723 à un sous lieutenant de la Venerie, charge du même corps et inférieure à celle du suppliant, et par un autre arrêt du 3 mai 1718, rendu pour les officiers de la maison de feu M. le Prince de Condé; et en conséquence desdits arrêts et de l'édit du mois d'août 1705, qui, en révoquant plusieurs privilèges accordés par le Roi, excepte entre autres de cette révocation les baillages et les officiers domestiques et commensaux de la maison de Sa Majesté, lui donner main-levée de la saisie faite entre les mains de Guillaume Carrier son fermier.

Vu aussi la réponse de l'adjudicataire des fermes générales unies de Sa Majesté, à qui ladite requête a été communiquée; ladite réponse contenant que la plus grande partie des Commensaux de la maison du Roi ne sont exemptés que de la taille, logement de gens de guerre, collecte et autres charges publiques; mais que quant aux franc-fiefs qui sont un droit domanial, pour en être exempt il faut un titre porté par l'édit de création de la charge et que le sieur Dubreuil n'en justifiant point pour la sienne, l'édit du mois d'août 1705 est ici sans application. Que la qualité d'Ecuyer qui est attaché à sa charge n'est que de décoration; c'est un titre passager, qui cesse aussitôt que les fonctions; et qui, non plus que celui du Commensal, ne donne point l'exemption dont il s'agit: Que les arrêts du Conseil de 1718 et 1723, doivent être restreints aux espèces pour lesquelles ils ont été rendus et que les applications et conséquences qu'en voudrait induire le sieur Dubreuil, sont contraires à un grand nombre d'autres arrêts et décisions du Conseil, intervenus sur cette matière, notamment à une décision du Conseil du 9 juillet 1702, rendue contre les gentilshommes de M. le Prince de Condé; mais que sans entrer dans une plus grande discussion sur ces arrêts, la question que le sieur Dubreuil présente aujourd'hui comme nouvelle a été contradictoirement jugée contre lui-même par décision du Conseil du 30 mai 1747, par laquelle en le déboutant d'une demande ou décharge de franc-fiefs, elle a confirmé une ordonnance du sieur Intendant de Bordeaux du 11 août 1746, qui l'avait condamné au paiement de ce droit pour sa terre de Gauljac, le sieur Dubreuil employa alors les mêmes moyens, et depuis ce temps les privilèges de sa

charge n'ont pas plus d'étendue qu'en 1747; aussi cette décision a-t-elle été confirmée par deux autres des 7 mai 1749 et 7 juillet 1758.

En conséquence, le Fermier conclut à ce que le sieur Dubreuil soit débouté de sa demande. Vu aussi l'arrêt du Conseil du 9 août 1723, la décision du Conseil du 30 mai 1747, l'assignation donnée au fermier du sieur Dubreuil le 24 novembre 1757, devant le sieur intendant de Bordeaux, et autres pièces produites respectivement par les parties: Ouï le rapport du sieur de Silhouette, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances, LE ROI EN SON CONSEIL, sans avoir égard à la demande dudit sieur Dubreuil, dont elle l'a débouté, le condamne à payer au Fermier général des fermes unies de Sa Majesté les droits de franc-fief de la terre d'Authmire, suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur Intendant, (1) commissaire départi en la généralité de Bordeaux sur les pièces qui lui seront remises par les parties: Enjoint Sa Majesté audit sieur Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil du Roi tenu à Versailles, le quatre septembre mil sept cent cinquante neuf. Collationné. Signé de Vougny. » (2)

Cet arrêt, cependant catégorique, fut néanmoins infirmé par un autre, le troisième en la matière, qui, le 15 mars 1778, restitua définitivement aux officiers de la Venerie l'exemption du droit de franc fiefs auquel ils avaient été temporairement assujettis. (3)

X

Au milieu du XVIII^e siècle, époque critique en matière de fiscalité, les fermiers généraux avaient presque toujours le dernier mot dans les contestations de ce genre. En raison des embarras croissants du trésor, on cherchait à diminuer le plus possible le nombre des exonérations d'impôt. Depuis longtemps, ceux qui se réclamaient de la noblesse utérine coutumière de Champagne et d'Artois, avaient perdu tout privilège fiscal, et les possesseurs des titres les plus authentiques se débattaient au milieu des procès que les partisans du fisc intentaient aux ayants cau-

(1) L'intendant de la généralité de Bordeaux était alors M. de Tourny, fils du célèbre administrateur de cette même circonscription.

(2) A. N. Ad. IV 3, n° 161, 4 septembre 1759.

(3) Arrêt du Conseil d'Etat du Roi.

ses, invoquant en vain les jugements des tribunaux et les actes de l'autorité royale à l'abri desquels ils avaient vécu jusqu'alors. Ils subissaient les effets de la désagrégation générale qui s'introduisait peu à peu dans les organes du gouvernement royal, préparant de loin l'œuvre future de la Révolution.

Pour des causes analogues, la législation concernant la transmission des charges de la vénerie royale était devenue caduque, et la nécessité de faire argent de tout avait conduit les agents du trésor à les vendre, alors que les déclarations royales antérieures les plus précises l'interdisaient expressément.

Un Edit de 1639 décidait que les offices des chasses royales « sont offices non-vénaux, parce qu'étant établis pour la seule conservation de notre plaisir, nous désirons pouvoir changer les officiers à volonté selon qu'ils se comporteront dans leurs charges. » L'Edit de création de la capitainerie de Vincennes en 1676, réservait également au Roi la nomination à toutes les charges: « Quelle est donc, écrivait Bocquet de Chanterenne, officier des chasses de la capitainerie de Montceaux, sous Louis XVI, la nature d'un office de capitainerie de maison royale. Est-ce un office vénal? Un office héréditaire? — Nullement. C'est proprement une commission qui vaque par mort; commission qui peut se révoquer par Sa Majesté. Cette jurisprudence est propre à tous les offices de la Maison du Roi ». (1) Telle était bien la théorie en effet, mais au temps où écrivait Bocquet de Chanterenne, il y avait de longues années que les pratiques en usage y étaient contraires, et les charges de vénerie étaient bel et bien devenues à la fois et vénales et héréditaires. Nous avons déjà pu constater ce qu'il en était à propos des hautes fonctions de grand veneur de France, rachetées au duc de La Rochefoucauld par Louis XIV, en faveur de son fils de Comte de Toulouse, moyennant cinq cent mille livres, et transmises par ce dernier à son fils le duc de Penthièvre.

Vers le milieu du règne de Louis XV, le duc d'Aumont, capitaine des chasses de Compiègne, vendit sa charge à M. Tavernier de Boullogne qui la paya cinq cent mille livres et la transmit à son gendre le vicomte Mathieu-Paul-Louis de Montmorency-Laval. Cette charge avait été antérieurement vendue, sans

(1) *Mémoires sur les Plaistrs, Varennes et Capitainerie des Chasses de Sa Majesté*, par Bocquet de Chanterenne, lieutenant de robe longue de la capitainerie de Montceaux p. 64.

aucun doute, par le gouvernement à un précédent titulaire, car on possède une lettre datée de mai 1788, adressée par ce dernier au baron de Breteuil, et dans laquelle il demande qu'on lui garantisse un traitement minimum de vingt cinq mille livres, à prélever sur les recettes de la capitainerie, à titre d'intérêts de la somme précédemment payée au Trésor par son beau-père. (1)

Le premier des Marquis de Montmorin qui posséda la charge de capitaine des chasses de Fontainebleau l'avait acquise à prix d'argent, prix que l'on ignore, mais fort élevé sans doute, car indépendamment des revenus normaux de cette vaste capitainerie et des émoluments qu'elle comportait, le capitaine était également chargé, comme gouverneur du château de son entretien. A ce titre, il percevait des gages particuliers, et en outre, un arrêt du 30 mai 1721 lui concédait les droits domaniaux et seigneuriaux de Fontainebleau, les droits de mesure-minage, roulage et tabellionnage et ceux de « language des porcs », afférents à ce fief. (2)

Déjà, un autre arrêt avait concédé au capitaine des chasses de Fontainebleau « tous cens, ventes, grains et argent, droits seigneuriaux et autres généralement quelconques de la seigneurie de Montceaux, à charge de payer 200 livres par an aux religieux mathurins, plus 120 livres 12 sols et 6 deniers représentant de 3 muids de blé-froment et deux poules accordés en 1710 aux dits ». (3)

La Capitainerie de Vincennes devint héréditaire dans la maison des ducs d'Orléans, celle d'Halatte dans la maison des princes de Condé, celles de Livry, Montceaux et Saint Germain en Laye dans celles de Livry, Gesvres et Noailles.

Peu à peu, dans le cours du XVIII^e siècle, les capitaines des chasses, désireux de tirer parti au mieux de leurs intérêts des énormes superficies dans lesquelles ils avaient, en fait, le monopole du gibier, louèrent à des particuliers les cantons où le Roi ni les princes ne chassaient, conférant en outre à ces locataires le titre et les fonctions de lieutenant des chasses par commission du capitaine. Ce genre de spéculation était formellement interdit par un arrêt du conseil en date du 16 mai 1686, ainsi conçu :

(1) A. N. O¹1034, n^o 19. *Lettre du Vte de Laval à M. de Breteuil*, mai 1788.

(2) A. N. O¹1034 n. 29. Arrêt du Conseil d'Etat du roi, 30 mai 1721.

(3) *Code des Chasses*, T. II, pp. 352-353.

« Le Roi étant informé, que le Sieur Marquis de Saint Hérem, capitaine et gouverneur de son château de Fontainebleau et dépendances et capitaine des chasses desdits lieux avait établi plusieurs officiers en lad. capitainerie sous différents titres de Lieutenants, Sous-Lieutenants et Gardes, lesquels ne sont compris dans les Etats arrêtés par Sa Majesté, et que ces sortes d'offices sont surnuméraires et inutiles à son service, l'étendu de lad. capitainerie pouvant être suffisamment gardée par les officiers payés par Sa Majesté; à quoi voulant pourvoir: Sa Majesté étant en son Conseil, a fait très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes autres que les officiers de lad. capitainerie, employés dans l'Etat arrêté par Sa Majesté, d'exercer ni faire aucune fonction d'officiers en lad. capitainerie, sous prétexte des commissions qu'ils peuvent avoir ci-devant obtenues dud. Sieur marquis de Saint Hérem, ou autrement, à peine de faux, et en conséquence. Sa Majesté a cassé et annulé lesdites commissions, leur faisant défense de s'en servir et audit sieur marquis de Saint Hérem et ses successeurs à peine de nullité. Enjoint aud. Sr. de Ménars conseiller en ses conseils, maître des requêtes ordinaire en son hôtel, commissaire départi en la généralité de Paris, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et le faire publier et afficher partout où besoin sera, à ce qu'aucun en ignore. » (1)

Cet arrêt, si explicite, avait été confirmé par un autre en date du 3 octobre 1722 « faisant défense à tous ceux chargés de la régie des domaines du roi de chasser ou d'affermir la chasse, conjointement ou séparément, et à tous fermiers, sous prétexte de leurs baux, de tirer sur l'étendue desdits domaines. »

A la vérité, une ordonnance du 24 janvier 1695 autorisait les capitaines « à déposséder leurs lieutenants, sous-lieutenants, officiers et gardes, quand ils le jugeront à propos, en les remboursant des sommes payées pour leurs charges », et leur donnait le droit de les interdire et de les suspendre pendant trois mois au plus. (2)

Sous Louis XIV, l'Almanach royal distinguait les officiers des chasses par commission du roi, de ceux qui l'étaient par commission du capitaine, donnant aux uns comme aux autres une situation également régulière, encore que nul texte n'eut jamais modifié la législation antérieure.

(1) A. N. O¹ 1034, N. 70. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi: 16 mai 1686.

(2) A. N. A D IV 3.95. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi: 3 octobre 1722.

Ainsi, non seulement les seigneurs hauts justiciers furent dépouillés de leur droit de chasse, mais ils virent conférer à des étrangers ce droit qu'il leur était interdit d'exercer eux-mêmes.

Cet abus, qui souleva de la part des intéressés les plus vives réclamations, entra si bien dans les mœurs en dépit des lois, que, lors de la suppression de la capitainerie de Livry en 1756, on se crut obligé de rembourser les lieutenances et les cantons de chasse dont le dernier capitaine avait disposé. M. Gruyn dont la lieutenance était comprise entre Livry et le petit Tremblay reçut à ce titre, six mille livres: M. de Cossé, qui en possédait une autre comprenant les paroisses de Couberon, Courtry et Vaujours, reçut au même titre trois mille livres. M. de la Boexière en toucha quatre mille cinq cents, M. Taillepie, trois mille, et le marquis de Mailly, vingt six mille.(1)

XI

Parmi toutes ces charges, objets de tant de spéculation, il en fût une dont le titulaire ne dut le bénéfice qu'à ses qualités exceptionnelles de bon veneur.

En 1771, le gouvernement royal ayant résolu de briser l'opposition quasi permanente des parlements, et ayant substitué à ces cours, devenues factieuses, de nouvelles juridictions créées par le chancelier Maupeou, de nombreux grands seigneurs, et entre autres le prince de Condé prirent fait et cause pour l'ancienne magistrature supprimée. Le prince donna au chancelier des marques non équivoques de sa désapprobation, et adopta une attitude frondeuse qui conduisit Louis XV à l'exiler à Chantilly.

Cette sanction, loin d'amener le prince à résipiscence, ne fit qu'aggraver son ressentiment. Il déclara qu'il ne porterait pas ses causes aux tribunaux institués par M. de Maupeou, et la petite cour de Chantilly devint le rendez-vous de tous les opposants au nouveau ministère.

Les amis communs du Roi et du prince et ceux des familiers

(1) A. N. A D IV. 3.156. Remboursement des lieutenances de la capitainerie de Livry.

des deux Maisons qui déplorait cet état de choses, entre autres le duc de Penthièvre et le prince de Dombes, avaient échoué dans leurs tentatives de réconciliation, et, en raison du retentissement de l'incident, une amélioration des rapports semblait de moins en moins probable.

C'est alors qu'intervint l'un des gentilshommes de la vénerie du roi, également dévoué à Louis XV et au prince de Condé, et qui réussit, là où l'intervention de grands seigneurs n'avait pu aboutir.

En prévision de la Saint-Hubert, fête patronale traditionnelle de la vénerie, qui, tous les ans, était l'occasion d'une grande chasse, M. d'Yauville s'informa quelque temps à l'avance auprès du Roi, du lieu où il comptait courre le cerf, et Louis XV manifesta l'intention de chasser en forêt de Rambouillet aux environs du château, qu'il avait fait construire depuis peu, au bord de l'étang de Pourras.

Du jour où M. d'Yauville connût le projet du Roi, on put remarquer qu'il multipliait ses courses à Chantilly, où il allait s'entretenir avec M. de Belleval, capitaine des chasses du prince de Condé.

Ces entrevues coïncidèrent avec la disparition progressive et rapide de tous les vieux cerfs des environs de Chantilly, et bientôt l'équipage du prince dut se contenter de chasser des daguets.

Le prince de Condé voyait donc s'approcher la Saint Hubert avec la perspective de n'avoir à courir aucun animal de chasse digne de cette commémoration, quand, la veille de la fête, il fut informé par M. de Belleval de l'arrivée dans les bois voisins d'un grand vieux cerf de taille exceptionnelle. Le lendemain, M. de Belleval, lui-même, fit le bois, et contrairement à l'usage, voulut pousser la voie jusqu'à apercevoir l'animal par corps, précaution que seuls prenaient les débutants.

Sur son rapport, le prince ayant décidé d'attaquer, le cerf prit immédiatement sa course dans la direction du sud vers laquelle, par un hasard qui semblait complice, on avait échelonné tous les relais de chiens. De sorte qu'après une poursuite vigoureuse, la chasse parvint en vue du bois des Essarts, et bientôt, l'équipage du Roi qui, renforcé de celui du duc de Penthièvre, chassait depuis le matin à Saint Hubert, put entendre dans le lointain les trompes de l'équipage de Condé qui appuyaient ses chiens.

Par un hasard extraordinaire, l'équipage du duc d'Orléans qui, lui aussi, fêtait Saint Hubert en forêt de Rambouillet, vint montrer ses couleurs à proximité de celles du Roi.

Mais Louis XV, loin d'autoriser ses officiers, qui le lui demandaient, à arrêter les nouveaux arrivants, permit à ceux-ci de poursuivre leur chasse, et, de la terrasse du château, l'on put assister à trois ballalis, circonstance probablement unique dans les fastes de la vénerie française.

Le prince de Condé ne put moins faire que de venir saluer le Roi en compagnie du duc d'Orléans, et le souverain les accueillit avec la bonne grâce que comportait une réunion cynégétique aussi bien réussie.

Le succès de la rencontre était dû à ce que d'Yauville n'ignorait pas l'invariable habitude des vieux cerfs de revenir dans leur forêt natale quand ils sont poursuivis par la meute, et il avait eu soin, d'accord avec M. de Belleval, de faire transporter à Chantilly un cerf de Rambouillet, quelques jours avant la chasse.

M. d'Yauville, à la suite de la réconciliation des princes, fût nommé premier veneur du Roi, et il conserva la charge pendant le règne de Louis XVI. (1)

(1) Chaput. *Les chasses princières* p. 68.

CHAPITRE III

L'ÉTABLISSEMENT DES CAPITAINERIES

I. L'administration forestière au Moyen-Age. — II. Institution des Capitaineries du xvii^e siècle. — III. Les Matrices des Eaux et Forêts et les Tables de Marbre. — IV. Historique de la police des chasses royales au Moyen-Age. — V. Sa transformation sous le régime des capitaineries. — VI. La Déclaration royale de 1699. — VII. Les capitaineries de l'apanage des ducs d'Orléans. Différences existant entre les capitaineries royales et les capitaineries non royales. — VIII. Les capitaineries de Sologne et de Beauce. — IX. Les capitaineries du duché de Lorraine. — XI. Les conservations forestières de l'apanage du Comte de Provence.

L'histoire des capitaineries est trop étroitement associée à celle de nos forêts, pour que l'évocation des premières ne conduise pas à rappeler, au moins sommairement, ce qu'avaient été les secondes sous les régimes antérieurs à la Révolution.

Parmi les administrations existant dans l'Etat moderne, il en est peu d'aussi ancienne que celle-là. Il en est peu, également, dont les règlements aient moins varié au cours des âges, et aujourd'hui, on retrouve dans la réglementation moderne, des dispositions datant de la célèbre Ordonnance des Eaux et Forêts de 1669, et même d'époques bien antérieures. En matière de forêts, il n'y a aucune raison, en effet, de changer des règles dont une expérience plusieurs fois séculaire a consacré la valeur, et dont la permanente utilité échappe aux caprices des révolutions.

Bien qu'il n'en ait pas été de même de la police des chasses, on confondit longtemps celle-ci avec la police et la conservation des bois, qui étaient à la fois l'asile des fauves et celui des ma-

landrins, et souvent, la forêt représenta en même temps pour son propriétaire une exploitation, une réserve de gibier et un voisinage inquiétant du fait de ses dangereux hôtes de passage.

I

Sous Charlemagne et ses successeurs, les fonctions d'administrateur supérieur des forêts royales furent confiées à des Comtes. Ceux de la Maison de Flandre portèrent à cette époque le titre de grand forestier.

Après la conquête de l'Angleterre, les rois de la famille de Guillaume le Conquérant, puis les Plantagenêts, qui, jusqu'au règne d'Edouard III, furent vassaux de la Couronne de France, appliquèrent dans leurs domaines insulaire et du continent les lois qui étaient en vigueur dans le domaine des Capétiens.

A cette époque, ils conféraient à des gentilshommes la garde des forêts et des châteaux leur appartenant en propre, avec le titre de « *forester* », de « *chief mounted forester* » ou simplement de « *Keeper* ».

Ces fonctions étaient données « *during good behaviour* », c'est-à-dire pour durer tant qu'il plairait au concédant, et elles étaient rémunérées sur le montant des revenus des propriétés royales. (1)

Les conservateurs des forêts de la couronne étaient également responsables vis-à-vis du Roi de la police de la chasse, et ils devaient sur réquisition, lui fournir les têtes de gibier qu'il jugeait à propos de leur réclamer, soit pour lui-même, soit pour les personnes qu'il voulait en faire présent. (2)

En France, alors que la création des baillis et des sénéchaux remonte à Philippe-Auguste, et peut être considérée comme la première en date des institutions de fonctionnaires, au sens le plus voisin de celui que nous attribuons à ce terme, c'est au

(1) Archives de la Grande Bretagne. Record office. *Foedera Parliament Writs*. 1335. *Inspeimus et confirmation de lettres patentes de la reine Philippa de Hainaut conférant à un Seigneur la charge de forestier de sa forêt de Pevesham*.

(2) Archives de la Grande Bretagne. Record office. *Calendar of close Rolls*. 1293. Ordre du Roi Edouard I^{er} au Keeper du parc royal de Fremanlle d'avoir à céder deux daims à une dame de la région.

temps de Louis VIII, son fils et successeur, qu'il faut placer celle des Maîtres des Eaux et Forêts chargés de la conservation des bois et de la police des chasses dans des circonscriptions déterminées .

En 1384, le Dauphin fils de Jean le Bon, alors captif en Angleterre, instituait au dessus d'eux un « *Souverain et Général* » « *Grand Maître, inquisiteur, ordonnateur, odevour, dispositeur* » « *et réformateurs de toutes les eaües et forests, isles, garennas et* » « *fleuves de France.* » (1)

Le premier titulaire connu de ces hautes fonctions fût un sieur de Coëtelez, écuyer. Il eût pour successeur des seigneurs considérables, entre autres, plusieurs vicomtes de Melun, un comte de Roucy, de la Maison des Pairs de Champagne, et plus tard, le célèbre connétable de St-Pol, de la Maison de Luxembourg, qui périt sur l'échafaud après avoir été condamné à mort pour crime de haute trahison. (1475) (2)

La réglementation concernant la police des chasses existait déjà dans les forêts royales au temps des rois de la première race, et Grégoire de Tours cite le cas d'un chambellan du Roi Gontran, nommé Chaudon, qui aurait été lapidé pour avoir chassée le buffle sans permission dans la forêt royale de Vassac

Des capitulaires de Charlemagne et de Charles le Chauve déterminèrent très exactement les droits et les devoirs des forestiers.

Sous Charles le Chauve, la chasse était interdite dans certaines forêts royales aux fils même du Roi. Ces antiques lois servirent de base aux diverses ordonnances qui réglementaient par la suite la matière des chasses et des forêts, et qui furent principalement édictées sous les règnes de Philippe le Bel et de Jean le Bon.

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. T. VI. p. 597.

(2) P. Anselme. *Histoire généalogique et chronologique de la maison de France*. T. IX. pp 985 et suivantes.

II

C'est à l'ordonnance de mars 1515 que commencent les recueils chronologiques des dispositions légales qui ont régi l'administration forestière jusqu'à nos jours. (1)

Au xvii^e siècle, d'importantes modifications furent introduites dans l'organisation de ce service public et elles coïncidèrent avec la création des capitaineries royales.

Bien que certains auteurs fassent remonter l'origine de celles-ci à l'ordonnance de 1515, ce n'est pas ce texte qui en a prévu le véritable établissement. Il se borne à édicter une réglementation, fort rigoureuse, d'ailleurs, à l'égard des braconniers et il semble que ce soient les nécessités d'un genre de police spéciale dont l'Ordonnance posait le principe, qui aient conduit, la fonction créant l'organe, à la fondation successive de juridictions particulières.

La première capitainerie créée fut celle de Fontainebleau en 1534; les autres furent constituées progressivement. (2)

On pourrait croire, que dès l'instant où il s'agissait du domaine personnel du Roi, ses décisions devaient y être appliquées immédiatement et sans obstacle. Il n'en était rien, et l'exécution des volontés du souverain s'y heurtait à des difficultés comparables à celles qu'elles rencontraient dans le reste du royaume.

A la différence de nos lois contemporaines, toujours accompagnées de règlements d'administration publique destinés à en réaliser l'application, les ordonnances des Valois et des Bourbons étaient, quant à leur mise en pratique, livrées le plus souvent à la bonne volonté plus ou moins grande des agents de l'autorité, souvent fort indépendants, propriétaires de leurs charges, éloignés du pouvoir central et jouissant d'une situation sociale et d'une autorité personnelle parfois considérable. Quand l'ordonnance heurtait de front une Coutume, elle était généralement tenue pour inexistante, et malgré toutes les formules impératives et comminatoires dont la chancellerie accompa-

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*, T. XII. p. 50.

(2) Domet. *Histoire de la forêt de Fontainebleau*. N. 36

gnait le texte des volontés royales, celles-ci n'étaient obéies que dans une mesure qui variait avec le degré de fermeté personnelle du souverain, les moyens de sanction dont il disposait, les circonstances politiques du moment, les dispositions plus ou moins favorables de l'opinion et toutes autres conditions générales de temps, de lieux et de personnes inhérentes à un pays à la fois féodal, fédéraliste et décentralisé.

On a sans doute exagéré, quand on a prétendu que Louis XIV était moins puissant que nos modernes sous-secrétaires d'Etat. Sous le règne de celui-ci, à qui Augustin Thierry a reconnu le mérite « d'avoir le premier donné à la France une forme d'administration complète, embrassant à la fois, sans efforts, d'une manière continue tous les intérêts matériels et intellectuels du pays », le pouvoir central disposait déjà de moyens et d'agents d'exécution efficaces et opérants. (1)

Les intendants de justice, police et finances, « commissaires départis dans les provinces pour l'exécution des ordres du Roi », tenaient la main à l'application des prescriptions légales. Encore fallait-il parfois capituler devant l'opposition des administrés.

C'est ainsi notamment qu'échoua et demeura sans aucune application l'ordonnance royale de 1673 sur la publicité des inscriptions hypothécaires, à la suite des réclamations de la noblesse, peu soucieuse de laisser connaître les dettes dont beaucoup de terres nobles étaient la garantie. Il en fut de même plus tard des édits de finances inspirés par le contrôleur général Machault d'Arnouville, et qui durent être retirés devant les protestations du clergé et des pays d'Etats.

L'édit de 1606 qui supprima l'incapacité velléienne ne pût être appliqué tout d'abord que dans la région au nord de la Loire. Il ne fut étendu à la Bretagne qu'en 1683, et à la Franche Comté, qu'en 1703. Jusqu'à la Révolution, les parlements du Midi se refusèrent à l'enregistrer. Singulière conséquence de l'unification législative moderne, il arriva que ceux des textes antérieurs à 1789 non expressément abrogés ayant conservé force exécutoire, ils devinrent, par suite de la Révolution, appli-

(1) Augustin Thierry. *Essai sur l'histoire du Tiers Etat*. p. 280

cables à toute la France, alors que l'Ancien Régime en limitait l'application aux ressorts des Parlements où ils étaient enregistrés. (1)

Antérieurement à Louis XIV, il fallait frapper très fort pour en imposer un peu, demander le plus pour obtenir le moins, toujours viser au delà pour ne point rester en deçà.

L'ordonnance posait le principe. On cherchait ensuite à l'appliquer et à l'étendre par tâtonnements et par voie de généralisations successives.

III

La législation des capitaineries royales, destinées au domaine personnel du Roi, ne devait pas échapper à ces difficultés d'application.

Tout d'abord, l'ordonnance de 1515 était contraire à la coutume judiciaire en ce qui concernait l'application des peines, toujours laissées à l'arbitraire des magistrats. Aussi, les juges des grueries commencèrent-ils par ne tenir aucun compte des tarifications imposées, et ils continuèrent de prononcer des peines à leur guise, comme par le passé.

Quand le gouvernement royal fut las de constater l'inexécution de l'ordonnance à cet égard, il retira la connaissance des délits de chasse aux maîtrises, en commençant par celle de Fontainebleau, la première en date des capitaineries royales.

Pour le reste du domaine royal, l'application de l'ordonnance de 1515 fût confiée aux Prévôts des Maréchaux, c'est-à-dire aux Conseils de Guerre du temps (1549). (2)

Mais cette juridiction eût la main si lourde, que des protestations s'élevèrent de tous côtés contre les exécutions sommaires dont les auteurs des délits de chasse firent les frais. Il fallut revenir à l'ancien système, c'est-à-dire à la juridiction des maîtrises d'abord, puis à l'extension progressive du régime des capitaineries.

Entre temps, François I^{er} avait transformé les Maîtres des des Eaux et Forêts en Maîtres particuliers, institués à raison

(1) C'est en vertu de cette disposition, qu'il y a peu d'années tous les bouchers de Bordeaux ayant décidé d'interrompre leur commerce, se virent contraints de tenir boutique ouverte par application d'un vieil Edit de 1776 qui prévoyait le cas. Ils protestèrent contre une législation qu'ils disaient prescrite, mais ils furent déboutés et contraints de s'y soumettre.

(2) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. Ordonnance du 12 décembre 1549, T. 12, 550.

d'un par bailliage ou sénéchaussée. Les capitaines des chasses cumulèrent cet emploi avec celui qu'ils possédaient en qualité d'officiers de la Maison du Roi. Une charge spéciale de grand forestier et de grand maître de l'Île de France avec résidence à Fontainebleau fut créée dans cette ville. (1)

Chaque maîtrise de bailliage constitua un tribunal particulier. Les procureurs du roi et les lieutenants au siège étaient de robe longue. Les maîtres étaient de robe courte.

En 1558, un Edit institua un tribunal composé de huit membres du Parlement de Paris et de 4 officiers de la Table de marbre, pour juger tous procès relatifs aux forêts. Ce tribunal ne jugeait point en dernier ressort, mais seulement en deuxième instance, et l'on pouvait interjeter appel de ses décisions devant le Parlement.

Henri III supprima en 1575 la charge de souverain grand maître, et il la partagea entre six maîtres enquêteurs généraux réformateurs des forêts. (2)

Depuis 1554, toutes les charges de l'administration forestière étaient vénales.

Henri IV réunit de nouveau les six charges des Maîtres Enquêteurs en une seule, en faveur de M. de Fleury, qui prit le titre de Surintendant des Forêts. La charge de grand maître de l'Île de France fût conservée. (3)

Les noms des titulaires de cet emploi considérable sont encore aujourd'hui connus dans l'histoire de l'administration forestière. Ils furent en effet peu nombreux, conservèrent longtemps leur charge, et purent créer des traditions administratives dont la permanence était en harmonie avec le caractère de leurs attributions. En 1644, le Grand Maître était M. de Ligny. Il fût remplacé, de 1652 à 1668, par MM. de Candé et de Cartigny, grand maîtres alternatifs, auxquels succédèrent MM. de Saumery, père et fils, que nous retrouverons plus loin comme capitaines héréditaires des chasses de Chambord. En 1689, la charge appartient à M. de Bruillevert qui fût remplacé par M. le marquis de Cany, grand maître alternatif en 1703, avec M. de

(1) Ibid. Edit de février 1554. T. XIII p. 435.

(2) Ibid. Ordonnance de mai 1575 T. XIV p. 274.

(3) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. Edit. de janvier 1594 portant suppression des offices créés depuis la mort de Charles IX.

la Faluère. Ils eurent pour successeur M. de Cheyssac, titulaire en 1789. (1)

Les fonctions des grands maîtres, déterminées par l'ordonnance sur les Eaux et Forêts de 1669, consistaient à veiller à l'application des prescriptions de ce texte légal. Ils devaient visiter leurs circonscriptions une fois par an, et en surveiller les coupes et les ventes. Ils adressaient la comptabilité relative à ces opérations au Contrôleur Général des finances.

Ils surveillaient le personnel placé sous leurs ordres, et pourvoyaient au remplacement des titulaires qui venaient à disparaître: ils pouvaient destituer les officiers inférieurs, procéder au nom du Roi contre tous délinquants, et ils siégeaient au présidial dans tous les procès civils ou criminels où leur administration était intéressée. (2)

Sous Louis XIV, le régime général du personnel forestier fut changé de nouveau.

Un Edit de mai 1701 réorganisa la Table de Marbre de Paris, et la constitua en Cour souveraine, dont un certain nombre de présidents et conseillers au Parlement, assistés d'officiers de la Table de Marbre de l'Ile de France, furent appelés à faire partie. (3)

En ce qui concerne les maîtrises particulières, celles de François I^{er} ayant été supprimées, on en créa huit à circonscription plus étendue, à savoir: une pour la Guyenne et Gascogne avec résidence à Bordeaux; une pour la Provence avec résidence à Aix; une à Grenoble, pour le Dauphiné; une à Lyon pour le Lyonnais; une à Riom, pour l'Auvergne, une à Nevers, pour le Nivernais; une à Amiens, pour la Picardie et une à St-Quentin pour le Vermandois. Neuf autres maîtrises, en vertu de l'Edit d'août 1693, vinrent compléter le système. (4)

Les appels des jugements des maîtrises étaient portés à la Table de Marbre du département. (5)

A l'échelon supérieur, les grands maîtres des Eaux et Forêts furent répartis, en 1689 en seize départements: Paris et Ile de France; Valois, Senlis et Soissons; Picardie Artois et Flandre; Valenciennes et Givet; Champagne, Lorraine et Barrois, Bour-

(1) Domet. *Histoire de la forêt de Fontainebleau*. p. 81.

(2) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. Edit. de février 1554. T. XIII, p. 429.

(3) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. Edit. de Mai 1704. rétablissant la table de marbre. T. XIV p. 445 et *Code des Chasses*, T. II. p. 140.

(4) *Code des Chasses*. T. II. p. 42.

(5) *Ibid.* T. II. p. 87.

gogne, Bresse et Alsace; Lyonnais, Forez et Auvergne; Dauphiné et Provence; Toulouse et Languedoc; Guyenne, Béarn, Navarre, Soule Comminges et Foix; Poitou, Aunis et Augoumois, Bourbonnais, Nivernais, Marche et Saintonge; Touraine Anjou et Maine; Bretagne; Haute Normandie; Basse Normandie; Blois et Berry. (1)

En 1706, les embarras croissants du trésor amenèrent la création de dix-sept grands maîtres alternatifs. Le préambule de l'Edit de création ne faisait point mystère des raisons de cette réforme: « Nous en recevrons un double avantage disait l'Edit, l'un par rapport à la conservation des Eaux et Forêts de notre royaume, l'autre par le secours que nous tirerons de la finance de ces offices. » (2)

Dès la fin de la même année 1706, des raisons d'ordre financier amenaient derechef la création de grands maîtres triennaux, et en 1707 on vendit des charges de maîtres particuliers alternatifs et triennaux pour la même cause.

En 1789, l'organisation générale générale était la suivante.

Le Tribunal supérieur de la Table de Marbre de Paris, qui portait le même nom que ceux de la Connétablie et de l'Amirauté, comprenait, comme précédemment, deux juridictions l'une de « juges à l'ordinaire », l'autre de « juges en dernier ressort. » Les audiences à l'ordinaire étaient présidées par les lieutenants, général et particulier, et les audiences en dernier ressort par le Premier Président du Parlement ou un autre Président assisté des sept plus anciens conseiller de la Grand Chambre et des lieutenants et conseillers du siège. (3)

Il existait en province vingt Généralités des Eaux et Forêts, chacune comprenant un certain nombre de maîtrises grueries particulières et Tables de Marbre, celles-ci formant juridiction d'appel. La Généralité de Paris en comptait treize: Paris, St-Germain, Fontainebleau, Nemours, Auxerre, Sens, Crécy, Provins, Sézanne, Dourdan, Châteauneuf et Dreux. La maîtrise particulière, comportait, un lieutenant au siège, un garde marteau, un

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. Edit. de février 1689. T. XX. p. 72 et *Code des Chasses*. T. 2 p. 94.

(2) id, Ibid. *Edits de mors* et 14 septembre 1706. T. XX p. p. 485 et 489 et *Code des Chasses* T. I p. 194. Cf. Domet. *Histoire de la forêt de Fontainebleau*. p. 30.

(3) *Code des Chasses*. T. II. p. 140. Edit rétablissant la Table de Marbres de Paris. (mai 1704) et Déclaration et Règlement du 13 Septembre 1711, sur les fonctions des officiers de la Table de Marbre. (Ibid. T. II, p. 151).

Procureur du Roi, des greffiers et huissiers, un architecte, un arpenteur et un Garde Général du Département.

La plupart des Grands Maîtres étaient en résidence ordinaire à Paris, où se trouvait également le secrétaire général des Eaux et Forêts de France.

Les Maîtrises des Eaux et Forêts de St-Germain en Laye et de Fontainebleau présentaient cette particularité de constituer un tribunal et une juridiction distincts et séparés de ceux de la Capitainerie, bien que le Capitaine des chasses cumulât, avec sa charge, celle de Maître particulier. Dans les autres capitaineries royales, au contraire, le tribunal de la maîtrise demeurait, en principe complètement indépendant du capitaine des chasses.

La situation ainsi créée demeura telle jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

IV

Au Moyen Age, le gibier des chasses royales était conservé dans de vastes garennes ou « varennes », dont le nombre et l'étendue, assez limité sous les Capétiens directs, devinrent considérables avec les premiers Valois.

Leurs accroissements, qui se produisaient au détriment des cultures voisines, et qui étaient pratiqués par un certain nombre de seigneurs, furent la cause de réclamations dont les Etats Généraux de 1355 reçurent les échos (1). Une ordonnance de même date, après avoir constaté le bien fondé de ces plaintes, interdit ces abus de pouvoir et ramena les varennes royales et autres à leurs anciennes limites:

« Pour ce que les dits maistres de nos eaux et forêts et aucuns autres de notre royaume, ducs, comtes, barons et autres nobles se sont efforcés et efforcent de jour en jour d'étendre et accroître les garennes anciennes, et de faire et acquérir de nouvelles garennes par quoi l'on ne peut labourer profitablement, mais demeurent les labourages à faire, et quand ils sont

(1) Isambert. Recueil des anciennes lois françaises T. IV. p. 754: Ordonnance rendue en conséquence des Etats Généraux de la langue doyt ou pays coutumiers assemblés à Paris vers la St André. (30 Novembre 1355).

faits, si sont-ils perdus et gâtés; nous avons accordé et octroyé, accordons et octroyons que tous accroissements de garennes anciennes et les nôtres mêmes, qui de notre temps, ou du temps de notre très cher seigneur et père, que Dieu absolve, seront faites et acquises, seront du tout mises au néant et par ces présentes, les ôtons, abattons du tout et donnons congé et licence que chacun y puisse chasser... »

En 1355, ces dispositions ne répondaient évidemment qu'à une intention de pure circonstance, inspirée par le désir de donner satisfaction aux députés des bonnes villes, en raison des subsides que le gouvernement royal se disposait à leur demander.

Toutefois, une tendance relativement libérale exista certainement dans la législation cynégétique du Moyen Age et à un degré supérieur à ce qu'elle fut plus tard sous les Bourbons.

Gacé de la Vigne, cité par Lacurne de Ste-Palaye, raconte comment, au XIV^e siècle, les paysans se rassemblaient par bandes de cinquante à soixante avec une quarantaine de chiens, tous les ans après les vendanges, pour « courir les lièvres dont » il y a grande quantité. Ils en prennent aussi à la croupie » avec leurs chiens, lorsqu'ils viennent dans les jardins, et ils » en font bien leur profit en les vendant, au lieu que le meilleur » faucon qui aurait pris près de Paris cygnes cornants, ne leur » serait bon que pour le manger ». (1)

En 1789, le souvenir d'une époque où chaque laboureur avait le droit de chasser sur son propre fonds, subsistait encore dans les campagnes de l'Île de France, et l'on verra, à cette époque, certains cahiers de paroisses protester contre les abus des lois sur la chasse du XVIII^e siècle, au nom d'ordonnances royales depuis longtemps oubliées. C'est ainsi que le cahier de la paroisse de Triel rappelle que, jusqu'au XIV^e siècle, la chasse était libre. Celui de Combaux demande l'application de l'*ordonnance philippine* de 1304. Celui de Pontault rappelle l'*ordonnance* de 1355. Gournay sur Marne, faisant allusion à la même ordonnance, demande également son application, et rappelle que le Roi Jean, « connaissant l'abus du droit de concession de garenne et le mal affreux que les lapins font à l'agriculture, a » défendu aux seigneurs d'agrandir leurs garennes ».

(1) Lacurne de Ste Palaye. *La Chevalerie*. T. III p. 240.

Sous le régime de la loi salique, la chasse était libre (1). Il n'existait d'autre restriction à cette liberté qu'en ce qui concernait la chasse au cerf, et l'exercice du droit de suite pour cette chasse et celle du sanglier.

Ce n'est donc pas sans raison que l'abolition du régime des capitaineries fut demandée par certains cohiers, comme « étranger aux anciennes lois du royaume ».

En fait, à la fin du XIV^e et au commencement du XV^e siècles, les actes de l'autorité royale demeurèrent le plus souvent lettre morte, et les ravages causés par les guerres civile et étrangère, les rendirent inutiles ou inapplicables.

Sous Charles VII et sous Louis XI, les varennes royales furent reconstituées et repeuplées.

Dès le début de son règne, Louis XI interdit la chasse à tous, nobles et roturiers, dans les domaines de la Couronne. Ce fut l'une des raisons qui rallièrent tant de mécontents à la Ligue du Bien Public. Mais les interdictions royales furent rigoureusement maintenues pendant tout le règne. Non seulement les nobles n'eurent plus le droit de chasse, mais le Roi fit chasser, par ses gens dans leurs forêts, et ceux-ci obligèrent les vassaux à exécuter des battues au préjudice de leurs propres seigneurs.

Ces prescriptions tyranniques furent abrogées par une ordonnance de 1485, consécutive aux Etats Généraux réunis par la Régente Anne de Beaujeu (2).

Mais il n'en demeura pas moins acquis désormais, que le droit de chasse était, en soi, une prérogative essentiellement royale, et tous les juristes, depuis ceux du temps de la Renaissance jusqu'à Pothier, le considérèrent désormais comme tel (3).

(1) Guyot et Merlin. *Traité des Droits*. T II p. 628.

(2) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises : Ordonnance sur la chasse; Mai 1485*. T. XI p. 429

(3) Pothier. *Traité du Droit de propriété*.

V

Le propre des capitaineries royales était de former des circonscriptions administrées par un officier de la Maison du Roi, où le droit de chasse du souverain s'exerçait à l'exclusion de tout autre, sous la juridiction d'un tribunal particulier.

Le nombre et l'étendue des capitaineries a constamment varié, depuis le règne de François Ier jusqu'à la Révolution.

Progressivement établies dans les domaines de la Couronne voisins de Paris, on en créa plus tard en Normandie, en Champagne, en Picardie et dans toutes les anciennes résidences royales. Les unes étaient immenses, comme celle de Fontainebleau, qui comprenait dix sept mille hectares de forêt, nombre de bois séparés, les trois villes de Melun, Fontainebleau et Milly, et soixante treize paroisses (1).

D'autres, comme celles de la Garenne de Reims ou de St-Maur des Fossés, ne comptaient que quelques bois. Sous Louis XIV, les frais d'entretien du personnel de la première s'élevaient à 13.450 livres ; ils ne dépassaient pas 180 et 540 livres pour les deux autres (2).

L'institution des Gouverneurs de province sous François I^{er}, et l'accroissement progressif de ces quasi-souverains au temps des guerres de religion, eut pour conséquence de multiplier les capitaineries à leur profit, et à celui des Gouverneurs de villes. Il en résulta une augmentation considérable du gibier qui pululait dans ces réserves, et se répandait aux environs. Le braconnage devint ainsi l'école de la guerre civile, et il s'accrut dans la mesure où se manifesta la faiblesse des autorités qui auraient dû le réprimer.

La fin des guerres de religion laissa sans emploi quantité de soudards, qui, une fois licenciés, infestèrent les campagnes, et pour lesquels, braconner était la moindre des peccadilles. Jusque dans la garde du Roi, l'on trouvait des braconniers dont l'audace ne reculait devant aucune autorité.

(1) Domet. *Histoire de la forêt de Fontainebleau*. P. P. 30, 80.

(2) Voir appendice IV.

Dans ses mémoires, Pontis raconte comment, en 1599, étant cadet aux Gardes Françaises, il abattit d'un coup de feu un cerf dans la forêt de Fontainebleau, sous les yeux même de M. de Vitry, capitaine des chasses. Celui-ci l'ayant sommé de mettre bas les armes, Pontis n'hésita pas à le coucher en joue, et l'obligea de se retirer (1).

Quand les cerfs du Roi, qualifiés « bêtes royales », étaient ainsi massacrés par ses propres gardes, en présence de leurs officiers, on peut juger du respect que pouvaient avoir les simples particuliers pour son gibier ordinaire.

« Mon compère, écrivait Henri IV au connétable de Montmorency, j'ai été ces jours passé à Verneuil et ai passé à Chantilly où j'ai bien appris des nouvelles qui sont que tout le monde qui veut, tire de l'arquebuse dans nos bois aux bêtes fauves, et que tous les pâtés et présents qui se font aux présidents, conseillers et gens de justice de cette ville, de venaison, viennent de nos forêts, même que Le Luat y fait tirer ; de quoi je vous ai bien voulu avertir, ce que, si je ne l'eusse fait, Frontenac qui en crève de dépit, voulait faire et s'en était chargé. » (2)

Cette situation conduisit Henri IV à promulguer, dans l'intérêt de la pacification générale, l'Ordonnance de 1600 sur la Chasse, qui reproduisait en grande partie les dispositions draconiennes de celle de 1515, et notamment l'application de la peine de mort aux braconniers, après la troisième récidive.

Il y a lieu d'observer à ce sujet qu'on ne connaît aucun exemple d'application de cette prescription. Elle ne répondait vraisemblablement, dans l'esprit du Roi, dont la modération était connue, qu'à un souci d'intimidation à l'égard des braconniers incorrigibles (3).

Cette intention fut d'ailleurs déçue, car Louis XIII dut, par la suite, édicter une nouvelle ordonnance, visant non plus seulement ces délinquants, mais ceux des officiers de sa vénerie et de sa fauconnerie « qui les assistaient au point de leur prêter leurs casaques aux couleurs des livrées de Sa Majesté, pour leur permettre d'exercer leur industrie avec plus de sécurité... » (4).

(1) *Mémoire du Sieur de Pontis*, (Collection Michaud et Poujoulat.) T. I P. 449

(2) *Lettre d'Henri IV*, publiées Par le comte de Valory.

(3) Paul Chatin, *La chasse à Courre*, (Thèse) p. 285.

(4) A. N. A D IV n° 110. Ordonnance royale du 16 mai 1636.

En 1669, parut la fameuse ordonnance des Eaux et Forêts, entièrement rédigée par Colbert, qui, dit-on, en avait mûri le texte pendant deux ans, et dont le titre XXX servit désormais de base à la législation des chasses.

Cette ordonnance abrogeait les dispositions antérieures concernant la peine de mort infligée aux braconniers récidivistes. Elle n'en contenait pas moins une réglementation des plus rigoureuses à leur égard. D'autre part, l'autorité royale devenue beaucoup plus agissante et efficace, ne se bornait pas à édicter des prescriptions. Ses agents tenaient la main à ce qu'elles fussent exécutées.

En ce qui concernait la police des chasses, Louis XIV s'en occupait personnellement dans ses domaines. Vers cette époque, il écrivait au marquis de St-Simon, oncle de l'auteur des Mémoires, la lettre suivante, dans laquelle il le rappelle sans ménagements, à l'exécution de ses fonctions :

« Monsieur de St-Simon, j'apprends qu'au préjudice des ordonnances qui ont été faites sur le fait des chasses et des défenses très expresses que je renouvelai à mon avènement à la couronne pour réprimer la liberté que chacun prenait de chasser, on ne laisse pas d'y contrevenir impunément, et avec tant de licence, que s'il n'y est pas promptement pourvu, nos paisirs en seront entièrement ruinés, et parce que j'entends que ceux qui sont destinés, pour empêcher le désordre s'y emploient avec tout le soin que le devoir de leurs charges et la confiance que j'ai en leur fidélité le requièrent, je désire aussi qu'en votre particulier vous fassiez de nouveau publier les dites défenses de chasse dans les forêts de Senlis et d'Halatte, plusieurs garennes et buissons, qui sont en l'étendue de votre gouvernement, que conformément à ce qu'elles contiennent, vous fassiez procéder contre ceux qui se trouveront y contrevenir selon la rigueur de mes ordonnances. » (1)

Le souci de la conservation des chasses est évidemment ici la préoccupation du Roi. Mais, il est certain que l'allusion faite au temps de son avènement à la couronne et aux désordres dont le braconnage était depuis si longtemps l'école permanente et suivie, trahit sa ressouvenance des jours difficiles de 1648 et de 1652, qui inspira si souvent sa politique intérieure.

(1) Guillemot. *Les forêts de Chantilly*. p. 211.

Désormais, le braconnage parut, sinon diminuer, du moins cesser d'être pratiqué avec cette ostentation de mépris pour les lois, qui avait marqué le commencement du dix-septième siècle et la fin du siècle précédent.

Les incidents graves persistent encore, mais néanmoins se font plus rares. En 1677, le marquis de Dampierre est menacé de mort par un braconnier, qu'il surprend en train de chasser sur ses terres.

En 1680, un sous-lieutenant des chasses du Roi reçoit un coup de feu tiré par un autre délinquant, en forêt de Sequigny, dans la capitainerie de ce nom, et il a le bras cassé.

En 1688, M. de Mus, mestre de camp du régiment Colonel Général, est tué net par un autre braconnier.

Mais ce sont là des cas isolés. Tant que règnera Louis XIV, ils resteront tels (1).

Au temps de Louis XV, et surtout à partir de la seconde moitié du règne, époque fatale à tous égards pour l'Ancien Régime, le tableau change.

En 1752, d'Argenson signale des rassemblements de cinquante et soixante hommes, armés en guerre, qui s'organisent au fond des forêts, y construisent des retranchements, et se livrent non seulement au braconnage, mais au brigandage. Ils se comportent dans leurs coups de main tout comme des troupes régulières, et selon l'expression du mémorialiste, « comme à un fourrage bien ordonné, infanterie au centre et cavalerie aux ailes » (2). En 1777, Métra, cité par Taine, raconte comment près de Sens, le procureur général Terray, est attaqué à la chasse par sept braconniers : « inutilement chargés par la maréchaussée, il faut requérir un détachement du régiment de dragons de Provins, pour en venir à bout » (3).

C'est que les braconniers sont, en grande partie, recrutés parmi les très nombreux déserteurs des régiments de l'armée royale. Et, à la vérité, ce sont ordinairement des personnages dont le passé accidenté justifie copieusement les rigueurs du Code des Chasses, même aux passages qui paraissent empruntés à un code de justice militaire à l'usage des lansquenets.

(1) Baron de Noimont.

(2) D'Argenson. *Mémoires*. T. VII, p. 161, 13 mars 1752.

(3) Taine. *Les origines de la France Contemporaine*. T. II. L. 5 p. 283.

Tel fut notamment le cas de ce Labruyère, ancien déserteur du régiment d'Aunis, dont M. le baron Pichon a publié en 1844, les curieuses lettres et qui, après avoir passé nombre de mois dans la prison de Bicêtre, acheva paradoxalement sa carrière comme garde-chasse de M. le Comte de Clermont, abbé de St-Germain des Prés, et l'un des généraux français de la guerre de Sept Ans.

Très rares sont les vrais braconniers qui apparaissent comme accusés aux audiences des capitaineries.

Les procès verbaux des gardes chasses signalent parfois des « inconnus » qui ont été surpris en flagrant délit de braconnage. Mais quand le procès verbal a été dressé, il y a longtemps que ces « inconnus » ont disparu dans les bois où il courent encore, laissant parfois aux prises avec la justice le paysan moins agile, d'ailleurs connu et régulièrement domicilié, qui aura servi d'indicateur, et qui parfois, a demandé leur concours pour débarrasser son champ d'un gibier ravageur. (1)

Sous Louis XV, un déserteur braconnier tient pendant quinze jours consécutifs soixante gardes et cavaliers de la maréchaussée lancés à sa poursuite. On l'aperçoit à Machault, et un garde fait feu sur lui. L'homme tombe dans une mare, son chapeau flotte sur l'eau. Gardes et cavaliers persuadés qu'il est mort, se répandent dans le village voisin, et entrent au cabaret. Tout à coup, l'homme se montre, casse les vitres, tire deux coups de fusil et repart dans la brousse.

A la même époque, un garde de M. de Chauvelin poursuit un autre braconnier, le joint, tire sur lui et le voit tomber à la renverse en criant : « Malheureux ! tu m'as tué ! » Le garde recharge tranquillement son fusil, et au moment où il enfonce sa baguette dans le canon, le prétendu mort se relève et lui dit : « Voilà comment on s'y prend, quand on veut tuer son homme ! » Là-dessus, il tue le garde à bout portant et disparaît (2).

(1) *Mémoires de La Bruyère*, publiées par M. le Baron Pichon

(2) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse*, T. I. p. 210.

VI

Entre la date de 1534, qui est celle de l'érection à Fontainebleau de la première capitainerie, et celle de 1699, où Louis XIV en réduisit le nombre à treize, il semble que le nombre de ces juridictions n'ait pas cessé de s'accroître jusqu'en 1669, date à partir de laquelle il devint stationnaire.

Sous Charles IX et Henri III, il n'en existait encore que neuf. Sous Henri IV, on en comptait vingt quatre, et, en 1689, trente neuf étaient pourvues d'un personnel régulièrement appointé. Quantité d'autres capitaineries, quelques unes immenses, avaient été constituées au cours des troubles de la Ligue et de la Fronde, au profit de certains seigneurs et gouverneurs de province.

Une Déclaration royale du 12 octobre 1699 en supprima d'un seul coup quatre vingt douze, qui étaient réparties dans tout le royaume, notamment en Beauvaisis, Champagne, Tourain^s, Angoumois, Marche, Maine, Anjou, Bourbonnais, Berry, Poitou, Bourgogne, Normandie, Lyonnais, Franche-Comté. Certaines d'entre elles comprenaient des provinces entières, telles la Touraine, l'Angoumois, la Basse-Marche, le Maine, le Bourbonnais, la Franche-Comté, le Berry et le Lyonnais. L'Ile de France, outre les capitaineries voisines de Paris, qui furent maintenues jusqu'à la Révolution, comptait celles de Longjumeau, Longboyau, Séquigny près la Ferté-Alais, Montlhéry, Carnelle, Pierrelaye, Pontoise, Chevreuse, Montfort, Dourdan, Soissons, Chauxy, Provins, Beaumont et Fère-en-Tardenois ; autant dire que la plus grande partie de la province était soumise au régime des chasses gardées. Il en était de même en Champagne méridionale et en Normandie.

L'importance de la réforme de 1699, qui semble avoir échappé à la plupart des historiens, doit être mesurée au moyen des indications qui proviennent des capitaineries ayant survécu aux suppressions de cette époque. Abstraction faite des réglementations tyranniques, ultérieurement édictées par le duc d'Orléans en 1756 et 1762, et qui aggravèrent notablement les charges imposées aux cultivateurs, il est certain que le régime normal des capitaineries au XVIII^e siècle était sensiblement pareil à

celui du siècle précédent, et, comme nous le verrons plus loin, en dépit des efforts multipliés de l'intendance et des seigneurs intéressés, ce régime pesait lourdement sur les populations agricoles. La promulgation de l'Ordonnance de 1699 qui en libéra la France, à l'exception de la région de Paris, doit donc être considérée comme une date importante dans l'histoire de l'agriculture nationale.

Il convenait de le noter.

Le préambule de la déclaration de 1699 contient d'intéressants détails sur l'origine des capitaineries qui furent alors supprimées. Dans ce texte, Louis XIV s'exprime comme il suit :

« L'attention que nous donnons en toutes choses à ce qui peut contribuer au soulagement de nos sujets, nous a fait remarquer avec peine le grand nombre de capitaineries des chasses qui se sont établies dans notre Royaume sous différents prétextes, et qui, privant les Seigneurs de Fiefs, ou Hauts Justiciers, d'un droit qui leur est acquis par nos Ordonnances, dépouille leurs terres d'un de leurs principaux droits, en diminue la valeur, les expose tous les jours à plusieurs vexations, et leur ôtent enfin un des plus honnêtes plaisirs que la Noblesse puisse avoir. On ne peut pas dire cependant que ces établissements contraires à la liberté publique, aient été faits sans un fondement très légitime, la plupart de ces capitaineries se trouvant établies dans des lieux où les Rois, nos Prédécesseurs, faisaient autrefois leur séjour et où, par conséquent, il était juste alors, de garder la chasse pour leurs plaisirs ; mais ces maisons ayant cessé d'être habitées, nous avons cru devoir remettre dans le droit commun et décharger de cette sujétion ceux qui se trouvaient compris dans l'étendue de ces capitaineries. »

Le préambule constate ensuite que certaines capitaineries ont été érigées par les rois à la demande des seigneurs intéressés, que certains de ces seigneurs « s'étaient arrogés eux-mêmes ce droit » sans aucun fondement » et que, « les Gouverneurs de quelques unes de nos provinces ou de nos places, à qui nous avons permis de faire garder un certain canton en abusaient, soit par l'étendue qu'ils y donnaient, soit par la servitude qu'ils imposaient à nos peuples de n'exploiter leurs terres et de n'en user qu'à de fâcheuses conditions. »

Le Roi rappelle ensuite que, dès 1669, il avait ordonné aux détenteurs de capitaineries de représenter leurs titres dans trois mois, à peine de déchéance.

Mais cette disposition était demeurée sans exécution « les différentes affaires auxquelles nous avons été occupés, nous ont empêché d'y apporter le remède nécessaire, qui, aussi bien, aurait été peu utile à la Noblesse de notre Royaume, qui alors uniquement occupée à notre service, n'aurait pu profiter de la liberté que nous lui aurions rendue, mais à présent qu'il a plu à Dieu de rétablir la tranquillité dans l'Europe, nous avons cru qu'il était temps de faire jouir nos Sujets de toute l'application que nous avons à leur soulagement, et à leur témoigner la satisfaction des services qu'ils nous ont rendus. »

En conséquence, le Roi décide de conserver les capitaineries de la Varenne du Louvre, Bois de Boulogne, Vincennes, Saint-Germain, Livry, Fontainebleau, Montceaux, Compiègne, Chambord, Blois, Halatte, Corbeil et Limours. Cette dernière disparût dans les premières années du xviii^e siècle. (1)

Celle de Blois dura jusqu'en 1739.

Celle de Livry fût supprimée en 1756 et rattachée à celle de Vincennes.

Celle de Chambord disparut à son tour en 1783.

Par contre, Louis XV créa en 1773, la petite capitainerie de Meudon, qui ne comprenait que les bois de Meudon et de Chaville, et constituait un démembrement de la Varenne du Louvre.

De même, Louis XVI créa en 1774, la capitainerie de Sénart, par prélèvement sur celle de Corbeil, au profit de son frère le Comte de Provence.

Il existait donc en 1789 onze capitaineries royales : La Varenne du Louvre, la Varenne des Tuileries unie à celle du Bois de Boulogne, Vincennes, St-Germain, Fontainebleau, Montceaux, Compiègne, Halatte, Corbeil, Meudon et Sénart.

Les parcs et les bois de Versailles ne formaient pas de capitaineries particulière et ils dépendaient en principe de celle de St-Germain-en-Laye. C'est à tort que quelques auteurs parlent d'une « capitainerie de Versailles » (2). Toutefois, les parcs

(1) A. N. A. D IV 180. *Ordonnance royale supprimant des capitaines et Code des chasses*. 699, T. II. p. 155.

2) Entre autres, *Taine dans l'Ancien Régime*. T I L. 1. p. 89.

du château avaient été soustraits en 1744 à la juridiction de St-Germain-en-Laye, et confiés à celle du bailliage de Versailles. L'appel des jugements rendus en matière de chasse par cette juridiction, était réservé au Conseil du Roi, comme ceux des capitaineries royales. Le préambule de l'Edit qui en dispose ainsi à cet égard, fait valoir la quantité considérable de gibier que contiennent les parcs, et l'extrême facilité avec laquelle il est possible de s'en emparer.

Tel fût le sort des capitaineries royales, depuis la Déclaration de 1699, jusqu'à la Révolution.

VII

Il existait deux types de capitaineries non royales. Les premières étaient celles des apanages des princes ; les secondes, qualifiées de « capitaineries simples », par le Répertoire de jurisprudence de Guyot, étaient celles des seigneurs autorisés à en posséder dans leurs terres (1).

L'étude de ces dernières est étrangère au plan de cet ouvrage, mais celle des capitaineries des princes du sang, et notamment celles de l'apanage des ducs d'Orléans, de beaucoup les plus importantes, fournit un terme de comparaison avec les capitaineries du Roi, dont elles étaient voisines.

Elles avaient fait l'objet d'une Déclaration de Louis XIV, en date du 27 juillet 1701, dont le préambule, faisant allusion à celle de 1699, qui en avait supprimé un grand nombre, « établies sous différents prétextes dans les domaines royaux et même dans quelques domaines particuliers », ajoutait que les titres de l'apanage d'Orléans avaient été remis entre les mains des intendants, commissaires départis, et que le Roi avait résolu d'expliquer ses intentions « sur les capitaineries qu'il veut conserver et celles qu'il veut supprimer ».

En fait, le texte de la Déclaration de 1701 ne contient rien qui ressemble à une explication.

(1) *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence etc.* par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat. Paris 1777. T. III. p. p. 280 et suivante. *Mot chasse*

Le Roi décide, d'autorité, du sort des capitaineries, sans faire connaître ses motifs. Sont dès lors supprimées celles de Chartres, La Ferté, Dourdan, Beaugency, Nemours, Coucy et Follembray.

Sont conservées celles d'Orléans, pays de Sologne, Montargis, Villers-Cotterêts et Laigue. La capitainerie d'Orléans fût délimitée comme il suit : Ville d'Orléans, la Loire, La Chapelle-St-Mesmin, Ormes, Boulay, Huêtre, Sougy, Dambron, Santilly, Château-Gaillard, Tivernon, Lion-en-Beauce, Ruan, Villereau, Bougy, Chilleurs au Bois et Mareau, (ces trois derniers villages exclus), Bouzonville-les-Bois, Courcelles, la Nerville, Nibelle, Chambon et Boiscommun, (ces deux derniers villages exclus), Nesploy, Beauchamps, Lorris, le Moulinet, Saint-Père-lès-Sully et la Loire jusqu'à Orléans, le marquisat de Châteauneuf exclus. La limite de la capitainerie et du marquisat était formée par le ruisseau de la Glacière, depuis le parc de Chenailler, les métairies de la Brodière et de Laizeau, la chaussée de l'Étang du Moulin, la métairie de Duitz, la lisière de la forêt d'Orléans, jusqu'à Bouzy, l'étang de St-Aignan-des-Guets, et le ruisseau qui en sort jusqu'à la Loire (1).

La capitainerie de Sologne, dont le siège était, comme celui de la précédente, à Orléans, fut limité par « la Loire au-dessous de Jargeau, par Ferolles, Corme et le ruisseau de Lardoué jusqu'à la rivière de Loire. » (2)

La capitainerie de Montargis avait pour bornes une ligne circulaire conventionnelle d'une lieue de rayon, tracée autour de la ville.

Celle de Laigue, comprit la forêt de ce nom, voisine de celle de Compiègne, et quant à celle de Villers-Cotterêts, un Edit ultérieur devait en décider.

A la différence des capitaines des capitaineries royales, ceux des capitaineries princières étaient nommés par commission du prince et non par commission du Roi. Lors de leur installation, ils prêtaient serment au siège de la Maîtrise des Eaux et Forêts, au lieu de s'installer dans celui de leur juridiction, en vertu de leurs pouvoirs propres. Ces capitaines et leurs officiers avaient la qualité et les avantages des commensaux de la Maison du Roi, qui n'appartenaient pas aux officiers des capitaineries simples.

(1) *Code des chasses*. T. II, p. 505. Déclaration du 27 juillet 1701 confirmée par déclaration royale du 25 août 1750 maintenant les capitaineries des chasses de l'apanage d'Orléans.

(2) Domet. *Histoire de la forêt d'Orléans*, p. 344.

Le droit de chasser dans l'étendue des capitaineries royales était, en principe, exclusivement réservé au souverain qui, en outre, pouvait, si bon lui semblait, chasser dans les capitaineries princières, comme partout ailleurs. Les seigneurs, dont les terres étaient enclavées dans l'enceinte des capitaineries royales, perdaient leur droit de chasse. Il n'en était pas de même dans les capitaineries princières, où ce droit était conservé à tous les possesseurs de fiefs, sans distinction, dans l'étendue de leurs fiefs, et, à plus forte raison, aux seigneurs hauts justiciers. Ces seigneurs étaient même autorisés à commettre des tiers pour chasser à leur place, à condition de faire enregistrer à la maîtrise des Eaux et Forêts les commissions qu'ils délivraient à cet effet (1).

Cette dernière disposition visait principalement les seigneurs ecclésiastiques, auxquels la chasse était interdite par les canons des conciles, et qui pouvaient ainsi louer leur chasses.

Cette obligation de faire enregistrer les « commissions » de chasse imposée aux princes et aux titulaires de capitaineries simples, au greffe de la maîtrise des Eaux et Forêts, marquait une différence de plus avec le régime des capitaineries royales. Quand, par exception, le Roi octroyait une permission de chasser dans ses réserves à un particulier, ou s'il lui concédait un canton de chasse, faveur beaucoup plus rare dont on ne trouve guère d'exemple que sous le règne de Louis XVI, cette concession était faite en vertu de lettres patentes, lues et enregistrées à l'audience du tribunal de la capitainerie intéressée.

Dans les capitaineries princières ou simples, ce n'était pas au tribunal de ces juridictions que l'on enregistrerait les commissions octroyées, mais bien devant les juges de la maîtrise, c'est-à-dire devant les représentants de la justice du Roi. Ainsi s'affirmait la qualité essentiellement régaliennne du droit de chasse, dont les princes et seigneurs, bailleurs de commissions, n'étaient eux-mêmes que les délégataires.

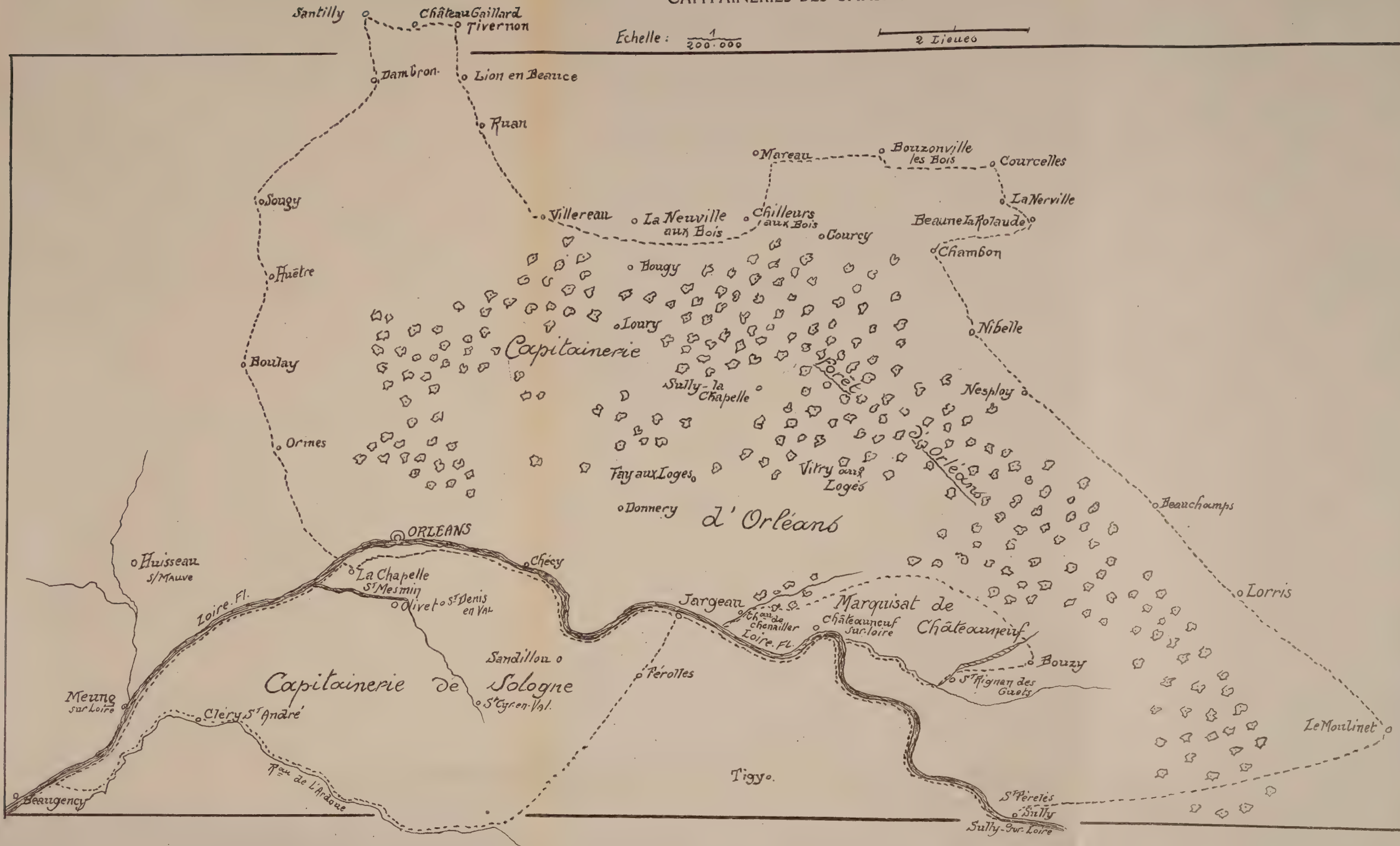
Les règlements spéciaux aux capitaineries royales n'étaient pas applicables aux capitaineries non royales. Il était notamment interdit aux titulaires de ces dernières « d'empêcher les particuliers d'arracher les mauvaises herbes, de faucher les foin quand bon leur semblera, ni de les obliger à mettre des

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, T. II p. p. 650 et suivante, T. III, p. 280 et suivante.

CAPITAINERIES DES CHASSES D'ORLÉANS

Echelle : $\frac{1}{200.000}$

2 Lieues



épines dans leurs héritages, d'attacher des landons, (ou billots de bois), au col de leurs chiens, ni de leur imposer d'autres sujétions que celles portées par l'Ordonnance du mois d'août 1669 à l'égard des capitaineries non royales ».

Comme nous le verrons, non seulement ces prescriptions, si catégoriques, furent enfreintes par le duc d'Orléans qui, en 1756 et 1762, édicta des règlements contraires, mais les règlements, illégalement promulgués dans ses capitaineries, furent appliqués dans les capitaineries royales elles-mêmes. (1)

Enfin, dernière différence entre les deux types de juridiction, on en appelait des jugements rendus par les premières au Conseil du Roi, tandis que l'appel des jugements des secondes suivait la voie ordinaire, et était porté aux Tables de Marbre. En outre, il y avait, en tout temps, concurrence et prévention entre les officiers des Maîtrises d'une part, et ceux des capitaineries non royales d'autre part, pour tous les délits de chasse, tandis que les capitaines des capitaineries royales avaient compétence exclusive pour ces délits, dans l'étendue de leur juridiction (2).

VIII

Les deux capitaineries de Sologne et de Beauce, que nous avons précédemment indiquées, étaient, de beaucoup, les plus considérables de l'apanage d'Orléans. Créées au XVI^e siècle, à une date inconnue, leurs limites furent longtemps mal définies. La Déclaration de 1701 donna à la seconde à peu près les mêmes bornes que celles de la forêt d'Orléans. Il est probable qu'avant cette date, les limites étaient les mêmes. Les deux capitaineries étaient séparées, d'après un règlement du Maréchal d'Estrées, en date de 1671, par le cours de la Loire. Le siège des deux juridictions était tenu au Chatelet d'Orléans par les capitaines, et en leur absence, par les officiers de la maîtrise.

(1) Domét. *Histoire de la Forêt d'Orléans*. p. 346. Cet auteur prétend le contraire mais cette affirmation est, d'une part, gratuite, et de l'autre certainement inexacte pour la fin de l'ancien régime.

(2) Guyot. *Répertoire de jurisprudence* T. II. p. 651. *Mot Capitainerie*.

La région d'Orléans passait, au Moyen-Age, pour une des plus giboyeuse de France. Gaston Phœbus y chassait, dit-on, avec une énorme meute de quinze cents chiens. Louis XI, François 1^{er}, Henri II, Charles IX et Henri III y chassèrent parfois. Henri IV y fit également quelques déplacements. Il venait s'installer soit au château de Chenault, soit à celui du Hallier, qui appartenait à la famille de l'Hôpital qu'il affectionnait. Du jour où la forêt fit partie de l'apanage des ducs d'Orléans, les rois cessèrent d'y paraître. (1)

Les ducs chassaient peu. Le Régent et son fils détestaient la chasse. Leurs successeurs, parurent plus souvent à la tête de leurs équipages. Mais la forêt d'Orléans fût surtout considérée par eux comme bois de rapport, et tandis que les transactions relatives aux forêts de la couronne sont rares, celles concernant le domaine des chasses duciales sont fort nombreuses et témoignent d'une administration jalouse de la conservation de ses revenus.

La forêt d'Orléans était connue dans le Haut Moyen-Age sous le nom de Forêt des Loges. D'assez nombreux villages de la région portent aujourd'hui encore ce nom de « Loges », surajouté comme affixe au leur. Elle était alors divisée en Baillies ou Gardes. En 1671, elle comprenait les six cantons, de Vitry, du Chaumontois, du Milieu, de Courcy, de Neuville et de Goumast (2).

Un arpentage, fait en 1716, lui donne comme superficie cinquante huit mille neuf cent soixante treize arpents, soixante quatorze perches. Un second, fait en 1785, attribue treize mille dix arpents vingt deux perches à la partie réservée à l'apanage ducal. Un troisième, fait au début de la Révolution, en exécution d'un décret de l'Assemblée Nationale, et comprenant les bois du clergé dans l'étendue de ceux de la maîtrise, alors substituée à l'ancienne capitainerie, y relève trente deux mille sept cent cinquante arpents. Un certain doute subsiste quant à l'étendue exacte de la forêt, en raison des calculs faits à ces époques anciennes, où l'administration se contentait souvent d'estimations approximatives.

(1) Domet. *Histoire de la forêt d'Orléans*. p. 12.

(2) Domet. — id. — p. 2.

A l'époque où la capitainerie faisait encore partie du domaine de la couronne, 408 arpents furent vendus à M. Achille du Harlay par acte du 2 mai 1574, malgré les prescriptions impératives de l'Ordonnance de Moulins du 15 février 1566, interdisant toute aliénation des biens du Roi.

En 1663, date à laquelle la capitainerie était apanagée, cent arpents sont vendus dans le bois de la Vosve, et en 1682 l'apanage en cède trois autres. (1)

En 1683, l'apanage échange soixante quatre arpents de bois dans la garde de Vitry avec d'autres bois appartenant à la famille du Harlay; en 1691, il acquiert quatorze arpents; en 1695, il en cède deux et trois quarts au seigneur de la Salle, partie dans la garde de Neuville et partie dans celle de Goumast; en 1698, il vend dix huit perches de terrain à une dame Lougnet dans la garde de Neuville, et vers la même époque, cinq cents arpents sont prélevés sur la forêt pour l'établissement du canal d'Orléans.

Ces transactions, entraînèrent de nombreuses contestations, car, en mars 1716, une ordonnance vint charger MM. de Bouville intendant d'Orléans, Baron, maître des requêtes et Legrand, procureur du Roi à Orléans, de procéder à une réformation générale de la forêt et notamment de mettre fin aux procès en cours. Cette commission n'eût pas à juger moins de cinq cents affaires. (2)

L'époque à laquelle cette juridiction d'exception vint, d'ordre du Régent, se substituer à la juridiction ordinaire, était, il faut le reconnaître, bien choisie pour solutionner les affaires pendantes d'une manière favorable aux intérêts de la Maison d'Orléans, et il est probable que Louis XIV, dont on avait attendu la mort pour ordonner cette scandaleuse liquidation, n'aurait jamais toléré au profit de son neveu à l'égard duquel il nourrissait les préventions les plus justifiées, le dessaisissement des juges ordinaires.

En 1722, le conseil ducal est autorisé par lettres patentes à recevoir cent cinq arpents de bois d'un sieur Leduc, à Neuville; en 1729, même autorisation est accordée pour recevoir deux cent quatre vingt onze arpents et soixante seize perches d'un sieur Philipeau de la Vrillière; en 1732, 1736, 1744 et 1746, le

(1) Domet. *Histoire de la forêt d'Orléans*. p. 38.

(2) Domet. — — — p. 40.

conseil ducal arrondit successivement le domaine de quatorze, cinquante deux, trente quatre et vingt sept arpents respectivement acquis des sieurs de Vandeborgue et de Montpipeau, de l'abbaye de St Benoit et de M. de St Pol, seigneur de Reuilly. En septembre 1748, autre acquisition de quarante cinq arpents, vingt cinq perches, du sieur Legrand de Melleray, dans la garde de Courcy.

En juillet 1753, vente de sept arpents quatre vingt six perches au sieur de Marville, plus dix arpents cinquante trois perches dans la garde du Chaumontois. En juillet 1756, novembre, même année, octobre 1757, octobre 1765, juin 1777, avril 1779, février 1783 et juin 1787, on note des acquisitions nouvelles dont le total s'élève à cette dernière date à cinq cent dix huit arpents, trente quatre perches et trois quarts.

Le 20 novembre 1788, l'apanage vend encore cinquante arpents à M. de Sampigny. (1)

Ainsi, jusqu'à la veille de la Révolution l'on ne cesse de vendre et d'acheter des bois pour le compte des ducs d'Orléans. Tandis que le roi chasse et jouit de ses forêts en grand seigneur, le premier prince du sang paraît songer surtout à arrondir son patrimoine foncier. C'est le trait définitif qui distingue les capitaineries royales de celles de l'apanage d'Orléans.

IX

La réunion du duché de Lorraine à la France à la mort du Roi Stanislas, en 1766, eut pour résultat de mettre à la disposition de la couronne douze capitaineries qui avaient été établies en 1729 par un édit du duc Léopold, père et prédécesseur de François IV, qui devait monter sur le trône impérial d'Allemagne.

Deux ans avant sa mort, le roi Stanislas s'était réservé les trois capitaineries de Nancy, Lunéville et Commercy pour ses plaisirs particuliers, laissant les autres à son administration forestière.

(1) Domet. *Histoire de la forêt d'Orléans*. p. 44.

Louis XV, par un Arrêt de 1766, restitua leurs droits de chasse à tous les seigneurs-hauts-justiciers enclavés dans les capitaineries de Lorraine.

Quant aux chasses que s'était réservées son beau-père, il décida de les mettre à la disposition du gouverneur de la province, de l'état-major et des officiers des garnisons de Nancy, Lunéville et Commercy.

Le gouverneur eut désormais qualité pour édicter des règlements, nommer des gardes-chasses et accorder des permis de chasse, mais seulement aux « officiers militaires », aux gentils-hommes et autres personnes vivant noblement, pour le temps où la chasse n'était pas prohibée.

Un Edit de 1767 donna la compétence en matière de délits de chasse aux maîtrises et grueries, par analogie avec la pratique en usage dans le reste de la France. (1)

IX

L'apanage qui avait été constitué en faveur du comte de Provence comprenait un certain nombre de forêts, quelques unes fort importantes, où ni les princes, ni le Roi ne chassaient jamais, mais dont l'ensemble formait une source de revenus considérables.

En janvier 1774, quelques mois avant la mort de Louis XV, le comte de Provence avait fait paraître un Règlement destiné non pas à ses capitaineries, mais aux circonscriptions qu'il confiait à des administrateurs désignés par lui sous le nom, déjà moderne, de conservateurs généraux ou particuliers (2). La création de ces fonctionnaires de l'apanage s'était heurtée à l'hostilité du personnel des maîtrises et grueries royales, instituées avant l'attribution de leurs circonscriptions au comte de Provence, qui désirait pouvoir tirer de ses forêts le maximum de revenu

(1) Guyot, *Recueil de jurisprudence*, T. III, p. 287. Mot chasse, .

2. Le titre de conservateur des forêts était donné à ceux qui étaient chargés par le Roi de la gérance des bois de son domaine situés en province. cf. o¹ 1033. Passim.

en vendant des charges. Après l'avènement de Louis XVI, il obtint de celui-ci des lettres patentes ordonnant la mise à exécution du règlement en sa forme et teneur, et les conservateurs nouvellement nommés furent désormais indépendants des maîtrises.

Dans le texte du règlement dont il s'agit, le frère du Roi prend les titres de duc d'Anjou, comte du Perche et de Senonches, qui correspondent aux parties de l'apanage intéressées. Aucune disposition n'y rappelle les prescriptions vexatoires édictées par le duc d'Orléans en 1756, et les Lettres patentes indiquent au contraire que, tout en veillant à la conservation des forêts de l'apanage, les fonctionnaires nommés par le Comte de Provence ne pourront ni préjudicier aux droits des seigneurs hauts-justicier, ni obliger les cultivateurs à « épiner » et à attacher des billots aux cols de leurs chiens, ni les empêcher de faucher à leur convenance et d'arracher les mauvaises herbes. (1)

Il ne semble pas que le Comte de Provence ait jamais visité ses domaines forestiers de l'Anjou et du Perche. Il chassait peu, et la capitainerie royale de Sénart, qui fut créée pour lui par Louis XVI, suffisait largement à satisfaire ses goûts cynégétiques. Quand il monta sur le trône en 1814, l'âge et la maladie ne lui causèrent sans aucun doute nulle privation en l'empêchant de chasser comme l'avaient fait ses ancêtres, et la reconstitution de la vénerie où entrèrent en partie les éléments de celle qu'avait formée Napoléon I^{er}, ne fut pour lui qu'une dépense destinée à rappeler la tradition d'un luxe désormais banni de la Cour de France.

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence* T. III p.p. 304, 306. Un règlement analogue à celui du Comte de Provence fut édicté en 1779 par le Comte d'Artois pour les forêts de son apanage. (*ibid.* p. 304.)

CHAPITRE IV

LE CODE DES CHASSES & LA PROCÉDURE

I. Installation des Capitaines des chasses ; leur compétence. — II. Une contestation entre officiers du service des chasses à Fontainebleau, en 1777 et 1778. — III. Autres difficultés survenues entre les officiers de la capitainerie de Fontainebleau. — IV. Principales dispositions du Code des Chasses. — V. Règlement du duc d'Orléans. — VI. Arrêt du 21 janvier 1776, sur la destruction des lapins. — VII. L'appel des jugements rendus par les capitaineries. — VIII. Procédure ordinaire en matière criminelle. — IX. Affaire des frères Le Merle. — X. Affaires Vaucher Allevin, Sioville et Oudin, Foucauld et Rosset. — XI. Coup d'œil sur les registres d'audience et d'érou des capitaineries de Fontainebleau et de St-Germain-en-Laye. — XII. La législation moderne et ses rapports avec l'ancienne.

L'ensemble des dispositions légales concernant l'état et la compétence des officiers et des magistrats des Capitaineries, leur nomination et leur installation, et de même, celles visant la procédure, était prévu soit par l'Ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts, soit par divers textes, datant généralement du règne de Louis XIV.

Toutefois, des modifications importantes y furent apportées au cours du règne suivant, moins par des règlements contraires, que par des usages abusifs résultant des spéculations des titulaires d'offices et de la faiblesse du pouvoir central.

I

Les capitaines des chasses royales prenaient possession de leurs charges en vertu de provisions signées du Roi, et après serment prêté entre les mains du chancelier de France, au siège de la Table de Marbre de Paris. Les Lieutenants, Procureurs, Greffiers et Huissiers étaient reçus au même siège, après information « de vie mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, fidélité et affection au service du Roi ».

Les officiers des capitaineries non-royales étaient tenus de représenter leurs titres aux Grands Maîtres des Eaux et Forêts de leurs départements. Les capitaines des chasses royales s'installaient en vertu de leurs pouvoirs propres, et se bornaient à faire enregistrer leur prise de possession au Greffe de leur Capitainerie. Ils procédaient eux-mêmes à l'installation de leurs subalternes.

Quant aux inspecteurs, exempts et gardes chasses à pied et à cheval, les usages avaient varié à l'égard de leur entrée en fonctions.

D'après l'Ordonnance de 1669, tous étaient nommés par le Roi, et ils devaient, comme les officiers, prêter serment au siège de la Table de Marbre.

Il était, de plus, interdit aux capitaines des chasses de les nommer directement. Cette défense fût éludée, comme beaucoup d'autres, dans le cours du XVIII^e siècle, et désormais les gardes, exempts et inspecteurs, nommés par les capitaines sur information sommaire de bonne vie et mœurs, furent reçus aux sièges des capitaineries.

La formule de procès-verbal de l'installation des capitaines des chasses en vertu de leurs pouvoirs particuliers, était la suivante, empruntée au Registre d'audiences de la capitainerie de Fontaine bleau, où elle indique la prise de possession des pouvoirs du comte de Montmorin, successeur du marquis, son père, en 1789.

« Nous, Louis, Victor, Hippolyte Luce, comte de Montmorin, etc... en vertu du serment par Nous prêté entre les mains de Monseigneur Hue, marquis de Miromesnil, Chancelier, Garde des Sceaux de France, le 22 décembre dernier, pour raison de la charge de capitaine concierge et garde des clés des maisons, châteaux, jardins, parc, fontaines et canaux

de Fontainebleau, Maître particulier, etc... étant à la suite des provisions qu'il a plu à Sa Majesté de Nous accorder des charges en date du 18 août 1773, et lettres de bénéfice d'âge, accordées par Sa Majesté le 16 janvier dernier. »

« Communiqué le tout à M. Dubois d'Arneville, Procureur du Roi, serions montés audit siège d'icelle, où ledit Procureur du Roi nous ayant dit n'avoir aucun moyen d'empêcher notre installation, nous nous serions installés en présence dudit M. Dubois. » (1)

Dans les capitaineries royales, les capitaines de chasses étaient compétents pour juger en matière civile toutes contestations ayant trait à la vénerie. Mais en fait, ces procès étaient rares, et les parties intéressées préféraient transiger à l'amiable, ou recourir directement à une intervention gracieuse du souverain. Des peines, qui pouvaient s'élever jusqu'à trois mille livres d'amende, étaient prévues contre ceux qui troublaient les capitaines des chasses dans l'exercice de leurs fonctions.

Il n'y a pas d'exemple qu'un fait semblable se soit produit.

Au point de vue de la police, leur compétence s'étendait à tous les faits de chasse, quels qu'ils fussent et ils les jugeaient eux-mêmes. Les lieutenants de robe longue étaient en principe considérés comme de simples conseillers.

II

Cette disposition de l'Ordonnance de 1669, fut à Fontainebleau, le point de départ d'une longue contestation qui s'éleva au cours des années 1777 et 1778 entre le marquis de Montmorin, capitaine des chasses, gouverneur du Château, et M. Dubois, nouvellement nommé lieutenant de robe longue au siège de la capitainerie.

En décembre 1777, ce dernier adressait à M. Amelot, Ministre d'Etat, le mémoire suivant :

(1) Archives de Seine et Marne, p. 64. Liasse 1782-1785. Installation du Comte de Montmorin comme capitaine des chasses de Fontainebleau.

Mémoire

« Le Sr. Dubois ayant obtenu des bontés de Monseigneur Amelot, la charge de Lieutenant de Robbe longue de la capitainerie de Fontainebleau, créée par Edit du Roi du mois d'Avril 1777 il prêta serment et fut reçu par devant les juges de la Table de Marbre du Palais à Paris, le 26 septembre suivant, conformément aux dispositions de l'Edit.

« Peu de temps après, il eut l'honneur de présenter à M. le Marquis de Montmorin, l'Edit ainsi que la sentence de sa réception, en le suppliant de trouver bon qu'il entrât dans les fonctions de cette nouvelle charge, et qu'il fut installé à l'une des audiences; il crût devoir lui observer en même temps que, d'après les dispositions de l'Edit et suivant l'usage, il pensait que le Lieutenant de Robe longue avait la présidence sur les Lieutenants de Robe courte : cette observation déplut à M. le Marquis de Montmorin, qui prétendit au contraire que le sieur Dubois étant le dernier lieutenant reçu, devait occuper la dernière place. Cependant, le sieur Dubois crut pouvoir faire enregistrer ses titres au greffe de la capitainerie, le 2 octobre 1777, et le 9 du même mois, une affaire sommaire s'étant présentée, il monta sur le siège et y rendit un jugement préparatoire ; persuadé que si son respect pour l'opinion de M. le Marquis de Montmorin l'éloignait momentanément de la préséance au siège, il n'en était pas moins Lieutenant de Robe longue, et que, conséquemment, il avait des fonctions à remplir.

« Le sieur Dubois rendit encore une ordonnance sur un procès-verbal fait contre M. de Beausse.

« M. le Marquis de Montmorin en ayant eu connaissance, s'emporta vivement contre le sieur Dubois, et dit qu'il ne voulait pas le reconnaître pour Lieutenant de Robe longue. Alors le sieur Dubois prit la liberté d'en informer Monseigneur et différents évènements qui se sont succédés jusqu'ici ont fait la matière des plaintes que M. le Marquis de Montmorin vient de porter contre le sieur Dubois, dans un mémoire présenté à Monseigneur qui a bien voulu lui faire part des principaux griefs. (1)

Dubois qui avait fait signifier, par ministère d'huissier sa prise de possession au greffier de la capitainerie, énumère les jugements qu'il a rendus en qualité de lieutenant de robe longue et termine « en s'en remettant avec confiance à la justice de Monseigneur, persuadé qu'il ne lui paraîtra pas actuellement plus

(1) A. N. o^l 4034. N^o 114. Mémoire de M. Dubois à M. Amelot.

« indigne de ses bontés, que quand il a obtenu la charge qu'il
« occupe comme une récompense de plus de trente ans de bons
« services, et d'une conduite irréprochable; il invoquerait avec
» autant de confiance la justice de M. le Marquis de Montmorin »

A ce mémoire, M. Dubois joignait une lettre « pour Monseigneur seul », ainsi conçue.

« Je supplie Monseigneur d'observer que mon mémoire devant être communiqué à M. le Marquis de Montmorin, j'ai été obligé de sacrifier aux égards des moyens de justification qui lui auraient paru de nouvelles inculpations.

« M. le Marquis de Montmorin se plaint très vivement de ce que j'ai agi contre son autorité ; cette plainte conduit nécessairement à examiner quelle est l'autorité d'un capitaine des chasses :

« Il y a dans les capitaineries, deux objets très différents entre eux, et qu'il n'est pas possible de confondre.

« L'un comprend tout ce qui tient à l'administration nécessaire pour la conservation des plaisirs du Roi ; à cet égard, le capitaine exerce une autorité que personne ne partage. L'autre est la juridiction; le capitaine en est Président ; mais il n'y a d'autorité que celle de la Loi. Si, comme je puis le prouver évidemment, je me suis conformé aux dispositions les plus formelles de la Loi, je n'ai point agi contre l'autorité du capitaine. Je pourrais répondre victorieusement à toutes les imputations de M. le Marquis de Montmorin. Je me borne à celle-ci qui m'a paru la plus essentielle à détruire, pour ne pas paraître inconséquent avec les principes qui m'ont guidé pendant plus de trente ans. Quant à la signification que j'ai fait faire au greffier de la capitainerie, j'ai eu l'honneur d'en exposer verbalement à Monseigneur les véritables motifs. » (1)

De son côté, M. de Montmorin écrivait au Ministre M. Amelot la lettre suivante.

« A Fontainebleau, le 7 décembre 1777.

« Monsieur,

« J'ai eu l'honneur de vous prier de vouloir bien décider, la difficulté qui s'est élevée entre les officiers de la capitainerie et le Lieutenant de Robe longue; nouvellement créée sur le droit de présider aux audiences. Et c'est le motif qui m'a fait suspendre son installation au siège ; croyant les officiers de la capitainerie, fondés à s'opposer aux prétentions du

(1) A. N. o. 1034. N. 113. M. Dubois à M. Amelot. (Sans date.)

sieur Dubois, titulaire, qui demande l'Exclusion. Mais comme il est indispensable de décider cette question, j'ai cherché dans le Code des chasses, une Loi qui put la résoudre. En conséquence, je vous prie de vous faire représenter le 2^e Tome dudit Code des Chasses, chapitre XXXI, où il Est dit : Les capitaines des capitaineries Royales, peuvent instruire et juger à la diligence des Procureurs du Roi tous procès civils et criminels pour faits de chasse ; appelant les Lieutenants de Robe longue et autres juges pour conseils. — Art. XXXII. Exceptons toutefois les capitaines des chasses de nos maisons Royales de St-Germain-en-Laye, de Fontainebleau, et etc..., que nous maintenons et autant que besoin serait, confirmons dans leurs titres et possessions d'instruire et de juger à la diligence de nos procureurs en ces capitaineries, tous procès civils et criminels pour faits de chasse, en appelant avec Eux les Lieutenants de Robe longue ou autres juges et avocats pour conseils.

« Cet article donne pouvoir aux officiers et aux capitaines d'instruire et juger à la diligence des Procureurs du Roi, desdites capitaineries tous procès civils et criminels conjointement avec les Lieutenants de Robe longue ou autres juges ou avocats pour conseils, ce qui est conforme aux Ordonnances. »

« D'après cette décision, il est clair que les Lieutenants de Robe longue, ne sont appelés que comme conseil et conséquemment qu'ils ne peuvent ni ne doivent présider à l'exclusion des officiers de la capitainerie, du moins, je le pense ainsi.

« D'ailleurs, les officiers qui tiennent le siège, sont d'honnêtes gens, la plupart militaires, qui ont bien servi le Roi, qui ne méritent pas d'en être exclus ; disgrâce d'autant plus sensible qu'elle les dépouillerait d'un droit honorifique attaché à leurs charges, depuis la création, sans aucun motif et même au préjudice des Ordonnances et Règlements, et contrairement au bien du service de la capitainerie.

« Vous m'obligerez sensiblement, de vouloir bien faire juger la question, n'ayant (par cette difficulté) ni procureur du Roi ni Lieutenant de Robe longue, le sieur Dubois étant titulaire de ces deux charges, et n'en faisant les fonctions d'aucune.

« J'ai l'honneur d'être, avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

MONTMORIN (1).

M. Amelot, Ministre.

(1) A. N. o^o 1034. N. 112. M. de Montmorin à M. Amelot. 7 Décembre 1777.

Le 1^{er} février 1778, M. de Montmorin, reprend la plume et expose à nouveau les faits à M. Amelot de la manière suivante :

« ...Le sieur Dubois en qualité de Lieutenant de Robe longue, sans être reçu à la capitainerie, tient furtivement et seul une audience dans laquelle il s'installe lui-même sur les registres de la capitainerie, sachant bien que le capitaine lui avait refusé de l'installer jusqu'à ce qu'il plut au roi et à son ministre de me faire savoir ses volontés sur ses prétentions. C'est d'abord manquer de respect au roi, à son ministre et à son supérieur ; il a fait signifier par un huissier au greffier un exploit par lequel il lui enjoit de lui communiquer tous procès-verbaux, étant seul en droit d'instruire et de juger toutes les affaires malgré le capitaine des chasses et effectivement s'est conduit en conséquence. Que fait le sieur Dubois en qualité de Lieutenant général qu'il n'a pas par la création de sa charge ? Il tient des audiences à mon insu, il juge nul sans qu'il y aye aucun officiers...

« Mais ce qui va achever de peindre le sieur Dubois et sa fausseté, il est venu chez moi me dire qu'il était au désespoir de ce qu'il avait fait, qu'il reconnaissait ses torts, m'a demandé pardon, m'a prié, ce sont là ses termes, de vouloir bien passer l'éponge sur le passé, que par sa conduite à venir il espérait me faire oublier ses torts, qu'il se soumettait à tout ce que j'y ferais décider, qu'il ne ferait aucune démarche et qu'il m'en donnait sa parole d'honneur. Je lui ai répondu que je ne lui en voulais point, qu'ayant toujours bien servi je ne ferais point usage des pièces que j'avais fait relever sur les registres de la capitainerie que je tâcherais d'obtenir qu'il y eut un assesseur comme à St-Germain et que je le proposerais aux mêmes appointements. » (1)

C'était en effet, beaucoup moins à la personne de M. Dubois qu'à sa charge de Lieutenant de Robe longue, qu'en voulait M. de Montmorin. Il considérait que la présence au siège de la capitainerie d'un magistrat de carrière, revêtu d'un titre analogue à celui du premier des officiers inscrits au rôle après le capitaine des chasses, était de nature à porter ombrage à tous les autres. Aussi, voulait-il amener Dubois à accepter l'emploi plus modeste d'« assesseur ». Il fit remettre au Ministre, M. Amelot, une requête dans ce sens.

(1) A. N. O¹ 1034, N. 445. M. de Montmorin à M. Amelot, (s.d.)

Mais, cette solution n'était pas du goût de M. Dubois, qui, non seulement entendait conserver sa charge, mais qui avait pris le titre de Lieutenant général de Robe longue, dans le procès-verbal de l'audience du 9 octobre 1777, au cours de laquelle il s'était installé lui-même au siège de la capitainerie. Il s'était arrogé le même titre dans les pièces de l'instruction d'une affaire de braconnage, et dans le texte de la signification faite à sa requête au greffier de la capitainerie d'avoir à lui communiquer les procès-verbaux et actes concernant les affaires en cours.

M. de Montmorin ne cacha pas ses desseins à M. Dubois.

Celui-ci lui répondit « en se contenant beaucoup qu'il ne pouvait consentir à devenir d'Evêque, Meunier, mais que le Roi était le Maître, et qu'il était fait pour obéir d'après ses plus humbles représentations » (1).

Toutefois, Dubois n'était pas de taille à lutter indéfiniment contre l'influence du capitaine des chasses, et dès la fin de 1778, il envisageait l'éventualité de sa retraite, après cession de sa charge à un autre.

Mais le Ministre voulut connaître l'opinion des magistrats compétents en la matière, ainsi que les usages pratiqués dans les autres capitaineries.

L'enquête fut favorable aux prétentions de M. Dubois, et il fut reconnu que les lieutenants de Robe longue présidaient les audiences dans toutes les capitaineries, à l'exception de deux où les Lieutenants de Robe courte avaient les honneurs de la présidence, en raison de leur titre de Lieutenant général (2).

L'affaire s'arrangea.

Le Procureur général au Parlement de Paris, ayant soutenu Dubois dans cette affaire, (ce qui ne pouvait manquer d'arriver), on déclara que les Lieutenants de Robe longue avaient été institués pour juger, alors que les officiers des capitaineries n'y entendaient rien.

C'était contraire au texte de l'Ordonnance de 1669, mais certains jugements prononcés par des Lieutenants de Robe courte étaient de nature à justifier cette opinion.

(1) A. N., O¹ 1034, N. 129, (*Lettre de M. Dubois à M. Leschevin*, 22 juin 1778).

(2) A. N., O¹ 1034, N. 136, Réponse de MM. les procureurs du Roy au sujet du rang qu'y occupe le lieutenant général de robe longue (sans date).

Après avoir été sur le point de donner sa démission, M. Dubois fut confirmé dans sa charge de Lieutenant de Robe longue au siège de la Capitainerie de Fontainebleau. Il dût renoncer au titre de Lieutenant Général, qu'il s'était adjugé sous droit, mais on lui accorda, comme compensation, la nomination de son fils, M. Dubois d'Arneuville, à la charge de Procureur du Roi, dans la même capitainerie que son père. (1)

Quand à M. de Montmorin, il obtint, lui aussi, satisfaction, car les arrêts prononcés par M. Dubois à la suite de l'installation à laquelle il avait procédé pour son compte personnel, furent annulés, ainsi que l'installation elle-même, et le capitaine des chasses la fit faire à nouveau en sa présence (2). Il se réconcilia d'ailleurs avec M. Dubois, et celui-ci en fit part à M. Amelot, dans une lettre où il lui mandait :

« M. le Marquis de Montmorin m'a dit qu'il voulait me recevoir et m'installer incessamment au siège de sa capitainerie, en la charge de Lieutenant de Robe longue, aux honneurs et fonctions désignées par les lettres, qu'il se contentait seulement d'annuler tous les actes que j'avais faits ci-devant en ma qualité de Lieutenant, que son intention n'avait jamais été de priver des grâces du Roi un officier qu'il avait toujours estimé. Comme j'avais perdu toute espérance sur l'exercice de cette charge, je ne puis, Monseigneur, vous dissimuler ma surprise et ma joie. » (3)

III

Cette réconciliation ne mit pas fin aux contestations entre officiers de robe longue et officiers de robe courte à Fontainebleau.

Peu de temps après l'arrangement intervenu entre M. de Montmorin et M. Dubois, ce dernier eût maille à partir avec le lieutenant de robe courte, M. de Lurieu, inspecteur des chasses par commission du Roi.

Dans cette affaires à laquelle, semble-t-il, n'était pas étranger cet antagonisme qui se manifestait asse fréquemment alors

(1) A. N. 0¹1034, n^o 160. Lettre de M. de Montmorin à M. Amelot. (29 août 1779).

(2) Ibid. 0¹1034, n^o 167. Démission de Dubois de ses fonctions de procureur du roi

(3) A. N. 0¹977, n^o 134. M. Dubois à M. Amelot. (s. d.)

entre gens de robe et gens d'épée, M. de Lurieu prétendait qu'en l'absence du capitaine des chasses, le lieutenant de robe longue n'avait pas qualité pour présider au siège, et il contesta effectivement ce droit à M. Dubois.

M. de Lurieu prétendait en outre, qu'au cas où le siège n'était occupé que par M. Dubois et lui, M. Dubois était tenu de s'en référer à son avis pour prononcer. En cas de divergence d'opinion entre les deux lieutenants, il fallait, d'après lui, renvoyer l'affaire à une séance ultérieure.

Là-dessus, M. de Lurieu écrit à M. de Montmorin pour lui exposer son point de vue. (1)

De son côté, M. Dubois, sans s'en référer à M. de Montmorin, son chef direct, écrit à M. Amelot, son protecteur.

Le capitaine des chasses, mécontent de ce procédé, adressa lui aussi à ce ministre une longue lettre pour se plaindre de n'avoir pas été saisi de l'affaire par son subordonné, comme le voulaient les règles de la subordination hiérarchique. (2)

D'après lui, ce n'est pas M. Dubois qu'il faut rendre responsable de ce manquement, auquel il semble attacher beaucoup plus d'importance qu'à la contestation primitive. M. Dubois est, au fond, animé des meilleures intentions. M. de Montmorin le connaît bien, il l'a reçu chez lui, il a causé longuement avec lui ; M. Dubois a reconnu avoir eu précédemment des toris vis-à-vis du capitaine des chasses, il s'en est excusé, il a même pleuré... Mais il est poussé dans la voie de la résistance par son fils, M. Dubois d'Arneville, un mauvais esprit, et aussi par sa femme. Cette situation ne peut durer. MM. Dubois, père et fils, l'un lieutenant de robe longue, l'autre procureur du Roi au même siège, apportent dans l'exercice de leurs fonctions, un esprit de famille qui paraît incompatible avec le fonctionnement normal d'une bonne justice. Il serait donc à désirer qu'on les séparât dans l'intérêt commun du service et de la solidarité des officiers de la capitainerie. (3)

(1) A. N. O¹ 1034 N. 168. Copie de la lettre de M. Dubois à Mgr Amelot en date de Fontainebleau le 25 février 1782.

(2) A. N. O¹ 1034. N. 198 à 171. Lettres de M. de Montmorin à M. Amelot.

(3) M. Dubois d'Arneville fut arrêté à Fontainebleau pendant la Révolution (23 Décembre 1793). Signalé comme adroit et d'un caractère difficile, il se tira de ce mauvais pas et fut relâché après une courte détention. (F. Herbert, Fontainebleau révolutionnaire.

En l'absence de documents faisant connaître la solution donnée à cette affaire, le maintien simultané de MM. Dubois, père et fils et de M. de Lurieu au siège de la capitainerie de Fontainebleau, tel que l'indiquent les Almanachs royaux de la fin du règne de Louis XVI, permet de supposer que les dissentiments s'apaisèrent.

On ne trouve dans les dossiers des autres capitaineries aucune indication permettant de supposer que ces singulières contestations fussent fréquentes. Il semble, au contraire, que celles qui se produisirent à Fontainebleau pendant le ministère de M. Amélot, furent exceptionnelles (1).

IV

« La chasse en France, écrivait Bocquet de Chanterenne, procureur du Roi dans la capitainerie de Montceaux, est un droit et un plaisir qui réside dans la personne du souverain à titre de *propriété* et dans la personne des seigneurs et nobles sur leurs terres, à titre de *concession*. » (2)

Ce point de vue est fondamental en matière de droit de chasse sous l'Ancien Régime, et depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution il ne fut jamais contesté.

Il avait pour conséquence la préoccupation marquée par le législateur dans tous les actes émanés de l'autorité royale, de garantir le gibier du roi contre « les pilleries, larcins et abus commis par les officiers et autres, ainsi que plusieurs n'ayant droit à chasse ».

Mais l'énorme quantité de ce gibier constituait une tentation trop forte pour des braconniers, dont le besoin de chasser quand

(1) M. Amélot, exerça les fonctions de ministre de la Maison du roi de 1776 à 1783. Issu de noblesse parlementaire, il était fils d'un conseiller d'Etat, et avait exercé les fonctions d'intendant en Bourgogne. Il y avait marqué son passage par l'exonération de certaines prestations qui étaient imposées aux populations rurales de la Bresse au profit de la Chambre des Comptes; par l'alimentation de la ville de Dijon en eau de source; l'abaissement des frais de justice perçus par le parlement de Bourgogne et une meilleure répartition de la taille. Une fois ministre il se refusa à exercer des dragonnades en Béarn, alors qu'il en était sollicité par l'intendant de cette province. Cf. Ardascheff, *Les intendants de province, passim*.

(2) Bocquet de Chanterenne *Plaisirs, Varennes et Capitaineries*, p. 6

même était inassouvisable en dépit des lois les plus draconiennes.

L'ordonnance de 1515, renouvelée en 1600, prévoyait une amende de deux cent cinquante livres, somme considérable pour l'époque, à la première infraction, et les verges en cas d'insolvabilité de l'infacteur. A la seconde fois, il était battu de verges autour des forêts et buissons où il avait été surpris braconnant. La troisième récidive, pouvait entraîner les galères. Et les braconniers incorrigibles encouraient peine de mort.

Comme nous l'avons déjà indiqué, il est certain que cette peine ne fut jamais prononcée. « Elle servait surtout à effrayer les braconniers, les juges ayant toute latitude pour ne pas l'appliquer. »

Les clercs n'échappaient pas aux sanctions.

« Pour ce que plusieurs clercs... se voudraient targuer de leurs tonsures... nous avons ordonné et ordonnons que si aucuns clercs, prêtres, moines ou religieux, attentaient contre nos dites ordonnances, qu'il leur soit défendu de demeurer à quatre lieues autour d'icelles forêts, buissons ou garennes, et néanmoins soient rendus à leurs juges chargés du cas privilégié et puni d'icelui, selon l'exigence du cas et s'ils étaient continués de le faire, leur sera défendu de demeurer à vingt lieues près desdites forêts et à ce seront contraints par la prise de leur temporel et par toutes autres voies dûes et raisonnables. » (1)

Les seigneurs n'étaient pas moins sévèrement châtiés le cas échéant.

Ces défenses furent renouvelées dans les édits et ordonnances qui parurent sur la matière au cours du xvi^e siècle.

L'ordonnance de 1600 interdit la capture des aires ou nids d'oiseaux, ainsi que la chasse aux filets dans les forêts royales, et il fut défendu d'y conduire des chiens. La même ordonnance qui prescrivait des battues au loup de trois en trois mois, à la diligence des seigneurs hauts-justiciers, maîtres des Eaux et Forêts et sergents de louveterie, prévoyait des peines contre ceux des ecclésiastiques et des officiers du Roi qui chassaient en terrain défendu.

(1) *Code des Chasses*. T. I, p. 106.

L'Ordonnance d'Orléans rappelant des prescriptions antérieures, interdisait la chasse dans les cultures « depuis que le blé est en tuyau et dans les vignes depuis le premier jour de mars jusqu'à la dépouille, à peine de tous dommages intérêts ». Cette défense fut rappelée sous Charles IX dans l'Ordonnance 1560, (art. 108) sous Henri III, dans l'Ordonnance de Blois, en 1579 (article 285), sous Henri IV, dans l'Ordonnance de 1596 (article 4) et sous Louis XIV (1669, 11 mai 1710 et 11 juin 1709) et toujours dans les mêmes termes. (1)

L'article 17 de l'Ordonnance de 1709 faisait « très expresses » inhibitions et défenses à tous gentilhommes et autres ayant » droit de chasse, de chasser avec chiens et oiseaux, à pied » ou à cheval, sur les terres ensemencées de quelques grains » que ce puisse être, jusqu'à la récolte prochaine, à peine de » privation de leur droit de chasse et de cinq cents livres » d'amende et en outre cinq cents livres d'aumône applica- » bles aux pauvres du lieu le plus prochain, ensemble de tous » dépens aux propriétaires usufruitiers ou fermiers. » (2)

De semblables interdictions ne s'appliquaient point aux équipages de chasse du Roi, mais il était rare qu'ils passassent outre, et les dégâts ainsi causés, étaient toujours indemnisés. Le total des frais ainsi payés était au témoignage des officiers de la Venerie, d'environ six cents livres par an (3).

L'Ordonnance de 1669 supprima par son article II la peine de mort prévue pour les criminels après la troisième récidive. Elle limita les peines encourues à trois degrés : les infractions étaient punies pour la première fois de trente livres d'amende, et la seconde fois du fouet, de la flétrissure et du bannissement. Au delà, les infracteurs pouvaient être puis des galères, mais, dans la pratique, ce genre de condamnation fut très rare.

Commentant l'Ordonnance de 1669 dans son Rapport sur la chasse et la pêche à l'Assemblée Nationale, Merlin de Douai écrivait cent vingt ans plus tard : « En voulant par une rigueur » aussi excessive réprimer le braconnage, elle l'a facilité, et » en quelque sorte favorisé. Car, quel homme honnête aurait » eu la force de se porter à une dénonciation qui aurait pu

(1) Code des chasses T. I passim.

(2) Ibid.

(3) Réfutation des calomnies hasardées contre l'équipage de la vénerie du roi. p. 7.

» conduire un malheureux à la ruine et quelquefois à l'infamie ? » (1)

Mais, depuis 1669, l'esprit public avait changé. A cette époque, le système pénitentiaire ni les lois pénales en vigueur, n'avaient suscité aucune protestation, et le régime des pénalités appliqué pour la chasse n'était, indépendamment des considérations historiques indiquées plus haut, que l'équivalent des sanctions appliquées par les tribunaux correctionnels ordinaires. Ni Beccaria, ni les protagonistes de la philanthropie nouvelle, n'avaient encore paru, et ce ne fut, dit M. Glasson, que « dans la seconde partie du XVIII^e siècle, que l'ancien système « de nos lois criminelles avec le secret de la procédure et la « rigueur des peines finit par soulever une réprobation générale. » (2)

L'Ordonnance interdisait le port et la possession d'armes de chasse, dans toute l'étendue des capitaineries. Les gardes-chasses eux-mêmes n'étaient autorisés à porter le fusil que dans le cas où ils accompagnaient leurs officiers.

Défense était faite de s'emparer des œufs d'oiseaux et de ruiner les « halots » et les « raboulières » ou « ramboullières », c'est-à-dire les gîtes des lièvres.

Par contre, l'article XI, qu'aucune autorité ne parvint jamais à faire appliquer, sauf sous Louis XIV, ordonnait aux officiers des chasses, à peine de cinq cents livres d'amende et de suspension de leur charge pendant un an, de faire détruire les lapins dans l'étendue de leur juridiction.

L'article XIV, renforcé par une ordonnance de 1722, autorisait les seuls nobles à chasser « à force de chiens et d'oiseaux » à une lieue des plaisirs du Roi et à trois lieues pour les bêtes noires et les chevreuils.

Il était interdit d'affermir la chasse, d'abord, « parce que » c'est un exercice noble réservé pour le plaisir des rois et de la noblesse à qui les rois ont bien voulu le permettre pour en prendre le plaisir, et non pour s'en procurer un profit en deniers, ensuite parce que les ordonnances maintenues sans interruption, défendent très expressément à tous *gens mé-*

(1) Merlin. Rapport sur la chasse et la pêche

(2) E. Glasson. Précis élémentaire de l'histoire du droit français p. 535.

» *caniques*, fermiers et roturiers d'user du port d'arme, ni chasser en manière quelconque. »

Cette interdiction d'affermir les chasses du Roi, fut enfreinte d'une manière constante à la fin du règne de Louis XV et sous celui de Louis XVI, par les capitaines de chasses.

Les personnes ayant droit de chasse pouvaient l'exercer à une lieue des plaisirs du Roi. La superficie ainsi déterminée était connue sous le nom de « *lieue de couvert* ».

Toutefois, la chasse au chien couchant était interdite jusqu'à trois lieues des plaisirs du Roi, car c'était, disait l'Ordonnance de 1578, « *chasse cuisinière* ».

En outre, il était défendu de laisser divaguer des chiens dans les capitaineries, faute de quoi « tous mâtins avaient le jarret coupé » à la première infraction. A la seconde, ils étaient abattus, et à la troisième, une amende était prononcée contre les maîtres responsables. Un règlement ultérieur permit la circulation des chiens moyennant qu'ils fussent porteurs d'un billot ou landon attaché au col, pour les empêcher de courir après le gibier.

A cet égard, les ordonnances royales du Moyen Age, étaient beaucoup plus libérales et les laboureurs étaient autorisés à conserver des chiens de garde en liberté, à la seule condition de ne pas les employer à la chasse.

« Toutefois, déclarait un acte de Charles VI, au temps que les porcs ou autres bêtes sauvages vont aux champs pour manger les blés, il nous plaît bien que les laboureurs puissent tenir chiens pour garder leurs dits blés et chasser les bêtes d'iceux sans ce que pour ce ils doivent perdre iceux chiens ne payer amende ; mais si en ce faisant, ils prenaient aucune bête, ils seront tenus la porter au seigneur ou à la justice à qui il appartiendra, ou si non, ils rétabliront ladite bête et paieront l'amende. » (1)

Indépendamment des prescriptions concernant directement la chasse et la conservation du gibier dans l'étendue des capitaineries, d'autres dispositions établissaient sur les territoires visés un ensemble de servitudes particulières.

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. T.VI, p. 774, Charles VI, 10 janvier 1396.

Il était interdit aux propriétaires d'élever des constructions, de creuser des fossés, d'enclore des terrains, ni d'ouvrir des carrières sans l'autorisation du capitaine des chasses compétent. La demande d'autorisation devait être accompagnée d'un plan indiquant exactement l'emplacement de la construction projetée. Ces demandes, fort nombreuses dans la banlieue de Paris, étaient toujours accordées. (1) Toutefois, la clôture des jardins attenants aux habitations dans les villages, était libre et dégagée de la nécessité d'obtenir une autorisation préalable.

Il était interdit de laisser dans les clôtures, des trous pouvant donner passage au gibier. Cette prescription était fréquemment enfreinte par les riverains des garennes royales, et cela, d'une manière assez curieuse.

Ils laissaient ouvertes les portes de leurs jardins après avoir eu soin d'en attacher le battant à une longue corde, qui pouvait être tirée de l'intérieur de la maison. Quand le gibier entraît dans le jardin, il suffisait de manœuvrer la corde pour fermer la porte, et l'animal était pris comme dans une soucière (2).

L'Ordonnance de 1669 renouvelait les défenses faites par les Ordonnances antérieures au sujet des prêtres, moines et religieux, auxquels la chasse était défendue, à peine d'interdiction de demeurer à moins de quatre lieues des forêts où ils avaient chassé. En cas de récidive, ils encouraient le bannissement à dix lieues, et la saisie de leur temporel. Les ecclésiastiques, en dépit de toutes les prescriptions légales, n'en chassaient pas moins constamment.

« Vous chassez beaucoup, Monsieur l'Evêque, disait » Louis XV à M. Dillon, évêque d'Evreux; j'en sais quelque » chose. Comment voulez-vous interdire la chasse à vos curés, » si vous passez votre vie à leur en donner l'exemple ? » — Sire, pour mes curés, la chasse est leur défaut ; pour » moi, c'est le défaut de mes ancêtres. » Explication concluante et de portée générale, au temps où tous les évêques avaient des ancêtres (3).

(1) A. N. O11035 nos 56 à 274. Demandes d'autorisation de construire.

(2) Arch. de Seine-et-Oise. Registres d'audience de la Capitainerie de St-Germain-en-Laye.

(3) Beugnot, Mémoire. (Cité par Taine).

Enfin, l'Ordonnance prescrivait que les condamnations au-dessous de 60 livres seraient exécutées par provision, que les prisonniers pour faits de chasse devraient consigner l'amende pour obtenir d'être élargis, que les gardes chasses ne pourraient verbaliser que pour faits de chasse, et enfin, que la collecte des amendes serait faite par des sergents affectés à cet emploi en vue d'être versées au Roi.

Dans la pratique, les frais de procédure absorbaient ou étaient censés absorber la totalité des amendes payées, et le trésor n'en percevait jamais quoi que ce fut.

Les prescriptions de l'Ordonnance de 1669 furent complétées par un règlement de même date, qui interdisait de conduire les bestiaux au pâturage dans les forêts, et d'y mener les pores à la glandée. Un autre règlement de 1707 fut, provoqué par les contestations qui s'élevèrent entre les officiers des capitaineries et les propriétaires des parcs et des jardins enclavés dans le périmètre de leurs juridictions. Défense leur fut faite de chasser dans leurs propriétés, encore que celles-ci fussent closes de murs. Les officiers des chasses reçurent au contraire l'autorisation de pénétrer dans ces enclos, pour y veiller à la conservation du gibier, et purent y chasser, « de laquelle liberté, disait l'Ordonnance, S. M. entend qu'ils usent modérément ».

Ces dernières prescriptions, si incompatibles avec l'idée moderne du droit de propriété, ne pouvaient être qu'une survivance de l'idée romaine, puis féodale, des deux domaines, l'utile et l'éminent, ce dernier demeuré aux mains de l'Etat et du Roi, maître et seigneur-né de toutes choses. C'était la théorie même de Louis XIV.

Cependant, le fait de chasser dans des propriétés privées closes de murs dut paraître si exorbitant, que dans la pratique, il ne semble avoir été exercé ni par les gardes, ni par les officiers des chasses. Les cahiers des paroisses établis à l'occasion de la convocation des Etats-Généraux de 1789, ne donnent aucune indication à ce sujet. Seule, celle de Charenton, sans alléguer aucun fait précis, y fait allusion (1).

(1) Mavidal et Laurent, Arch. parlementaire, Cahier de la paroisse de Charenton, T. IV, p. 403.

Le braconnier était donc, en droit comme en fait, le voleur du bien du roi, quelque fut le lieu où son délit ait été accompli : il était donc traité comme tel.

V

En 1756, c'est-à-dire vers l'époque où, sous l'impulsion des idées nouvelles, les institutions et les anciens dogmes politiques commençaient d'être battus en brèche, un règlement d'abord édicté par le duc d'Orléans pour la capitainerie de Vincennes dont il était capitaine, puis étendu en dehors de toute initiative de l'autorité royale, aux autres juridictions des chasses, vint aggraver les prescriptions anciennes. (1)

En ce qui concernait les clôtures, une Ordonnance de 1666 interdisait les fossés; désormais on défendit aussi les haies, et tandis que l'ancienne réglementation prévoyait l'octroi de permis de clore sans restriction, la nouvelle obligea les propriétaires à pratiquer dans leurs clôtures des entrées de quatre pieds de large toutes les cinquante toises.

Ainsi, les prescriptions du duc d'Orléans aboutissaient à ce résultat saugrenu, que les propriétaires pouvaient être poursuivis, à la fois pour n'avoir pas fermé leurs portes et pour n'avoir pas pratiqué d'ouvertures dans leurs murs.

Tandis qu'une Déclaration royale du 11 juin 1709 permettait à tous de faire arracher les mauvaises herbes dans leurs héritages à toute époque de l'année, le nouveau règlement interdit « à ceux qui auraient semé pois de bisaille ou dragées » de Champagne, d'y entrer après le 1^{er} avril sans une permission expresse. »

Une autre Déclaration royale de 1709 permettait d'échardonner les terres sans restriction. Le Règlement limitait cette permission à la culture des seigles jusqu'au 25 avril seulement,

(1) Code des Chasses T. II, p. 558, 5 mars 1756. Règlement de par le Roi et S. A. S. Mgr le duc d'Orléans, le prince du sang, M. le marquis de Poyanne, son capitaine en second ou son lieutenant général de robe longue et autres officiers de la capitainerie royale de Vincennes.

à la culture des froments jusqu'au 10 mai, à celle des avoines jusqu'au 25 du même mois, et il interdisait la visite des terres sans une permission spéciale.

Une Ordonnance de Charles IX prescrivait d'*épiner* les terres, c'est-à-dire de placer cinq épines par arpent cultivé, une au milieu et les quatre autres aux angles, afin d'empêcher les braconniers de chasser au traîneau. Et le Règlement obligeait à fixer ces épines au sol avec des chevilles de fer.

Enfin, il était précédemment ordonné de tuer tous les chiens divagants et sans maître.

Et le Règlement du Duc d'Orléans (1) disposait non seulement que tous les chiens errants seraient tués sans distinction, qu'ils eussent des maîtres ou non, mais il ordonnait encore la destruction des chats trouvés en dehors des villages et des lieux habités.

Aussi, grâce à l'incurie et au désordre qui s'étaient introduits dans la gestion des affaires publiques vers la fin du règne de Louis XV, au temps où « la bonne machine » était censée marcher toute seule, on en était arrivé à ce résultat étrange qu'une Ordonnance fondamentale en matière de chasse demeurerait inexécutée, tandis qu'un Règlement édicté par une personnalité sans autorité légale, lui substituait indûment des prescriptions nouvelles.

Il est remarquable que ces réglementations outrancières, imposées en quelque sorte en marge de la loi, émanaient de cette famille d'Orléans dont le chef, un peu plus tard, allait devenir l'un des agents les plus actifs du mouvement révolutionnaire (2).

Au temps de Louis XIV, l'idée de modifier une ordonnance royale par un règlement, émané d'un prince du sang, agissant comme capitaine des chasses n'aurait pu prendre corps. Sous son règne, la loi sur la chasse était dure, mais non intolérable; exigeante, mais non tracassière; sévère, mais non pas harcelante, et les officiers de la vénerie n'étaient pas en mesure de les faire changer de caractère au profit de leurs spéculations.

(1) Il s'agissait du quatrième duc d'Orléans, *petit-fils du Régent et père de Philippe Egalité, surnommé *Orléans-Montesson*.

(2) Le règlement de 1756 fut renouvelé par le duc d'Orléans le 23 Septembre 1762. (Code des chasses). T. III. p. 581.

Louis XIV était naturellement prévenu contre ces subalternes qui ne paraissent avoir été nantis d'une parcelle d'autorité que pour la rendre odieuse au public. « Il n'est point, écrivait-il dans ses Mémoires, de gouverneur qui ne s'attribue des droits injustes... point de receveur, point d'élu, point de sergent, qui n'exerce dans son détroit une insolence criminelle... Au lieu d'un seul roi que les peuples devraient avoir, ils ont à la fois mille tyrans, avec cette différence pourtant, que les ordres du Prince ne sont jamais que doux et modérés parce qu'ils sont fondés sur la raison, tandis que ceux de ces faux souverains, n'étant inspirés que par leurs passions déréglées, sont toujours injustes et violents. » (1)

VI

A toute époque, à la vérité, on avait pu voir l'autorité royale obligée de renouveler et de répéter sous des formes différentes, des prescriptions que les braconniers n'étaient jamais disposés à exécuter de bonne grâce.

Mais sous Louis XVI, on put enregistrer à propos du régime des chasses, l'une des manifestations les plus évidentes de cette faillite de l'autorité, qui fut la caractéristique générale de son règne.

Elle se produisit à l'occasion de l'Arrêt du Conseil du 21 janvier 1776, sur la destruction des lapins, œuvre personnelle de Louis XVI, et qui, inspiré par les considérations les plus justes, intervint de la manière la plus inopportune pour modifier les dispositions de l'ordonnance de 1669 que le gouvernement ne se sentait pas la force ni le courage d'appliquer. Dans cet acte, se révèle de la façon la plus frappante, ce mélange de philanthropie, de faiblesse, de bonté, d'idéologie, de manque de volonté et d'absence du sentiment de la réalité concrète, qui formait le fond du caractère du Roi.

(1) Louis XIV. Mémoires. T. II, p. 75.

Déjà, en 1739 et en 1743, le Conseil du Roi avait dû se préoccuper des ravages causés par les lapins dans les paroisses voisines de la forêt de Fontainebleau, et l'on avait prescrit à cette occasion, la mise en adjudication de la destruction de ces animaux, ainsi que le défoncement de leurs terriers.

L'Arrêt de 1739 concernait seulement certains cantons de la forêt.

Celui de 1743 s'appliquait à toute son étendue.

L'acte de 1776 prétendit inaugurer une autre méthode ; elle ne fut pas heureuse. (1)

« En ce qui a été représenté au Roi, disait le préambule de l'Arrêt, que les lapins sont tellement multipliés dans les forêts de S. M. qu'ils occasionnent des dommages immenses dans les terres dont elles sont environnées, et dont les propriétaires sont dans l'alternative de laisser ces terres entièrement incultes, ou de voir leurs moissons dévastées et de perdre les fruits de leurs travaux et dépenses ; que les habitants d'un grand nombre de paroisses limitrophes présentent actuellement des mémoires expositifs des pertes qu'ils éprouvent dans leurs récoltes... »

Les faits constatés, on reconnaissait que l'article 11 de l'Ordonnance de 1669, titre XXX, était mal exécuté. Or, cet article conçu dans des termes impératifs et formels, rendait responsables, comme on l'a vu précédemment, les officiers des chasses, de la destruction des lapins, et ce, à peine de suspension de leurs charges pendant un an, et de cinq cents livres d'amende. Il n'y avait qu'à appliquer purement et simplement ces dispositions, et quelques exemples auraient vraisemblablement suffi à enrayer le mal.

Au lieu de s'en tenir là, l'Arrêt de 1776 autorisait les intéressés à présenter des demandes de dégrèvement proportionnés aux dommages causés, ce qui équivalait à considérer la présence des lapins dans les terrains de chasse du Roi comme un fléau en quelque sorte normal et inéluctable, et à faire supporter au trésor les conséquences de l'incurie et de la spéculation des officiers, dont la responsabilité, d'après le législateur de 1669, se trouvait pourtant mise en jeu, du seul fait que l'on

(1) A. N. O¹ 1036 N^o 76. Arrêt du Conseil d'Etat du roi pour la destruction des lapins dans l'étendue des Capitaineries royales 21 Janvier 1776, Pièce imprimée.

pouvait constater l'existence des rongeurs dans le ressort de leurs capitaineries.

Bien plus, on devait désormais demander aux officiers la permission de détruire les lapins, permission, qu'à la vérité, ils ne pouvaient refuser.

Ainsi, l'article 14 de l'Ordonnance de 1669 se trouvait éludé, et la responsabilité encourue par les officiers était, en fait et en droit, supprimée, puisque, d'une part, on reconnaissait implicitement que les lapins pouvaient exister dans les capitaineries, et que, de l'autre, on laissait aux victimes de leurs dépredations, le soin d'en provoquer la destruction, initiative qui aurait dû appartenir aux gardes chasses et aux inspecteurs des cantons dévastés.

Au point de vue de l'application pratique de ces prescriptions, l'Arrêt prêtait aux officiers et aux gardes chasses, une bonne volonté qui n'existait que dans l'esprit du Roi et de Turgot et il ordonnait des enquêtes, des démarches, des formalités et une intervention de l'autorité administrative qui devaient, inévitablement, rebuter les laboureurs et assurer l'échec de la réforme entreprise.

Elle échoua en effet, et les lapins continuèrent de se multiplier.

Elle eut néanmoins pour résultat d'attirer l'attention du Parlement sur une question qui, pour n'être point de sa compétence, (considération qui, on le sait, ne l'arrêtait guère), intéressait les justiciables étrangers aux circonscriptions des capitaineries royales. Il rendit les 21 juillet 1778 et 15 mai 1779, deux arrêts destinés à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires et fermiers dont les récoltes seraient endommagées par le gibier, en général, pourraient faire valoir leurs droits à réparations, après constatation des dégâts, le tout à la diligence et compétence des officiers des maîtrises des Eaux et Forêts. (1)

(1) Isambert. Recueil des anciennes lois françaises.

VII

Au Conseil du Roi, haute juridiction toute puissante quand le Roi était fort, et pleine de timidité quand il ne l'était pas, appartenait le jugement en dernier ressort des appels interjetés des sentences rendues dans les tribunaux des capitaineries.

En 1600, Henri IV avait donné compétence à ce sujet, au Parlement de Paris.

Mais, nombre de conseillers étaient propriétaires de maisons de campagne, qui subissaient les conséquences fâcheuses du voisinage des capitaineries. Aussi, se vengeaient-ils en acquittant tous les appelants.

Louis XIII avait cru pouvoir éviter cet inconvénient en déférant la compétence au Grand Conseil.

Mais, les magistrats de cette assemblée étaient dans le même cas, et se trouvèrent être dans les mêmes dispositions d'esprit que leurs collègues du Parlement, et dès lors, Louis XIV, par Déclaration de 1656, se réserva, à lui et à son Conseil, la connaissance des appels interjetés en l'espèce. (1)

A l'époque de la suppression de la capitainerie de Livry, en 1758, le Parlement, alors en lutte avec l'autorité royale, saisit dans cette circonstance l'occasion de manifester son hostilité contre Louis XV, et il n'enregistra l'édit de suppression qu'en stipulant que l'appel des jugements rendus par la capitainerie de Vincennes, à laquelle était rattachée une partie de celle de Livry, serait porté à la Table de Marbre (2).

Le Roi ne protesta pas, mais au début de 1774, une fois, les parlements dissous et remplacés par les tribunaux créés par le chancelier de Maupeou, il édicta une déclaration dont le principal passage était ainsi conçu : « Voulons et nous plaît que les appellations qui pourraient être interjetées des sentences et jugements rendus par les officiers de notre capitainerie royale

(1) Bocquet de Chanterenne, *Plaisirs, Varennes et Capitaineries* p. 39 et *Code des Chasses* T. II. p. 223. Déclaration portant que S. M. se réserve et à son conseil privé la connaissance des appellations des jugements rendus par les officiers des chasses. 1656.

(2) Guyot, *Répertoire de Jurisprudence*, T. II. p. 652. Mot *Capitainerie*.

des chasses de Vincennes ne puissent être portées qu'en notre Conseil, ainsi et dans la même forme qu'il en est usé dans nos autres capitaineries royales, cassant et annulant tout ce qui pourrait être ou avoir été fait à ce contraire, et y dérogeant en tant que de besoin. » (1)

Il convient d'ajouter que les appels n'étaient pas suspensifs, et la partie appelante devait en être dûment avertie dans l'arrêt rendu sur son pourvoi, à peine de nullité.

Les jugements rendus par le Conseil du Roi, sur appel des sentences prononcées par les capitaineries, avaient le plus souvent pour effet d'atténuer considérablement la sévérité de ces dernières.

Dans certaines capitaineries, comme celles d'Halatte, Compiègne et du Bois de Boulogne, où les fonctions de capitaine des chasses étaient distinctes de celles des maîtres particuliers des Eaux et Forêts, il y avait parfois conflit entre les deux juridictions.

Ces contestations avaient pour point de départ la différence des intérêts envisagés.

Les premiers ne voyaient dans les forêts que des remises à gibier. Ils étaient ennemis des hautes futaies, car elles permettaient aux oiseaux de proie de voler sous leurs couverts et de détruire ainsi les levrauts, et ils leur préféraient les taillis et les buissons.

Les forestiers, comme de juste, se plaignaient des dégâts causés par les cerfs qui écorçaient les arbres, et par les sangliers qui fouillaient le sol et détruisaient les racines, et ils considéraient les bois au seul point de vue des coupes.

Mais leurs arguments avaient rarement la préférence.

Une démarche assez malavisée d'un représentant de la Gruerie, qui avait manifesté l'intention de mettre en coupe le Bois de Boulogne, avait permis au maréchal de Soubise, capitaine des chasses, mieux inspiré ce jour-là qu'à Rosbach, de plaider la cause de la promenade favorite des Parisiens et d'éviter ce vandalisme (2).

(1) *Code des Chasses*, T. II, p. 570 et Gnyot, *Répertoire de Jurisprudence*, T. II p. 653.

(2) Archives de Seine-et-Oise n° 2962.

Cette intervention heureuse avait eu pour résultat de discréditer pour autant l'influence d'une administration, dont le rôle était déjà fort ingrat dans les juridictions des chasses royales.

VIII

Il reste à examiner de quelle façon étaient appliquées dans les capitaineries, les diverses prescriptions légales que nous avons résumées précédemment.

En principe, la procédure suivie était la même qu'au Châtelet et dans les présidiaux, en matière correctionnelle ou criminelle. (1)

Elle commençait presque toujours par un procès-verbal de garde chasse, qui devait être déposé au greffe de la capitainerie dans les quarante-huit heures qui suivaient le délit constaté, puis, affirmé à l'audience.

Les gardes chasses des capitaineries disposaient d'un délai d'une durée double de celle qui était accordée aux gardes des maîtrises, pour le dépôt de leurs procès-verbaux, en raison de l'étendue de bois, généralement beaucoup plus considérable, et par conséquent des distances plus grandes qu'ils avaient à parcourir. De plus, ils étaient dispensés de l'obligation de signifier l'assignation à domicile, en raison de la perte de temps et de l'absence de surveillance qui seraient résultés de leurs déplacements. Enfin, ils étaient autorisés à assigner les délinquants par interpellation verbale. Ces dispositions étaient devenues légales à la suite d'un arrêt du Conseil du 26 avril 1738, rendu sur les avis motivés de M. le Duc d'Humières, capitaines des chasses de Compiègne, de M. le Marquis de Montmorin, capitaine des chasses de Fontainebleau, et de M. de la Faluère, grand maître des Eaux et Forêts de l'Île de France (2).

« Certifions en outre, spécifiait l'avis de M. de Montmorin, que cet usage est encore formé sur l'impossibilité où se trouverait un garde chasse, de donner copie de son exploit ou de

(1) Il y a lieu de rappeler que les faits qualifiés crimes sous l'ancien régime sont loin d'avoir conservé cette désignation ou droit criminel moderne.

(2) Guyot. Répertoire de Jurisprudence raisonnée.

son assignation à un braconnier ou chasseur qui ne cherche qu'à se cacher et à l'éviter, et que souvent un garde ne peut approcher sans risquer sa vie. »

Quand l'auteur de l'infraction était arrêté, il était conduit par les gardes à l'un des officiers de la capitainerie, qui, après un interrogatoire d'identité et une information sommaire, portant sur les faits incriminés et les témoignages recueillis, ordonnait l'incarcération de l'inculpé dans les prisons de la juridiction.

Le prisonnier était aussitôt visité par un médecin, à l'effet de reconnaître s'il présentait à la surface de la peau les lettres G. A. L., ou la fleur de lys que l'exécuteur des hautes œuvres imprimait au fer rouge sur le corps des condamnés aux galères.

Le Procureur du Roi déposait alors des réquisitions tendant à lui faire délivrer un ordre d'informer, qui était donné en forme de jugement par le lieutenant de robe courte.

L'information proprement dite commençait alors contre l'inculpé, qui, selon l'usage, était tenu de prêter serment, comme les témoins. Quand elle était terminée, le Procureur déposait des réquisitions à nouveau, aux fins d'obtenir une sentence destinée à régler la procédure à l'extraordinaire. (1)

Cette sentence, rendue par le lieutenant de robe courte, ordonnait le recolement des témoins, la confrontation des accusés avec les témoins et entre eux, si elle était jugée nécessaire ; elle comportait en outre un décret de prise de corps qui était signifié aux inculpés par un huissier à verge.

En somme, l'instruction recommençait. Elle se terminait par des réquisitions définitives, tendant soit au renvoi des inculpés des fins de la plainte, soit au prononcé d'un jugement dont tous les éléments, exposé des faits et condamnation, étaient intégralement indiqués. La sentence était rendue en audience publique et immédiatement exécutoire, sauf appel devant le Conseil du Roi qui prononçait en dernier ressort.

1. On sait qu'en dépit de son nom, la procédure "à l'extraordinaire" était devenue la règle générale dans le dernier état de l'ancien droit et qu'elle se distinguait de l'ancienne procédure dite "ordinaire" par l'emploi du procédé *inquisitoire* où le magistrat faisait l'information lui-même. Dans la procédure ordinaire, usitée au Moyen-Âge, on employait le système dit *accusatoire*, dans lequel c'était la victime ou ses parents qui étaient chargés d'apporter la preuve de leurs allégations devant les juges.

Ainsi, l'ensemble de la procédure était secret. La question, préalable au préparatoire, n'était pas employée en matière de chasse.

IX

Le 15 décembre 1764, le garde chasse Julien Sérrou, déposait au greffe de la capitainerie royale des chasses de la Varenne du Louvre un rapport où étaient consignés les faits suivants. Etant de service aux environs d'Ablon pendant la nuit du 13 au 14, le garde avait entendu tirer des coups de feu dans les vignes vers trois heures du matin. Ayant requis l'assistance de quatre voituriers de la terre de Villeneuve-le-Roi pour l'accompagner, les cinq hommes virent la flamme de plusieurs autres coups de fusil, ce qui leur permit de diriger leur marche et d'entourer deux braconniers qui tirèrent sur eux et les manquèrent. Sommes de mettre bas les armes et de se rendre, les braconniers, après avoir nié qu'ils eussent chassé, finirent par présenter au garde un sac contenant onze faisans.

Arrêtés, ils furent conduits à Choisy-le-Roi, présentée à M. Vinfray, l'un des officiers de la capitainerie et reconnus pour être les frères Pierre et Louis Le Merle, ce dernier, déjà condamné deux fois pour faits de chasse. Un sac teint de sang de lièvre, un carnier, une poire à poudre, un manche de fléau et un fusil de chasse, tous objets saisis sur la personne des inculpés, furent déposés au greffe, à titre de pièces de conviction et les frères Le Merle furent envoyés au Fort l'Evêque.

Le garde, ayant certifié son rapport véritable en présence d'Antoine Bourgogne, Lieutenant de robe courte, au baillage de la Varenne du Louvre, le Procureur du Roi déposa un réquisitoire, tendant à ce qu'il lui soit donné acte des faits insérés au rapport, et permission d'en faire informer.

Le 17, une sentence conforme à ces réquisitions était rendue par le Lieutenant de robe courte. D'autre part, le même jour, procès-verbal d'écrou était dressé par l'huissier à verge à l'égard des inculpés, et ceux-ci comparaissaient devant Maître Jacques Louis Levasseur, Avocat au Parlement et conseiller au siège de la capitainerie, assisté de son greffier. Interrogé le pre-

mier, Louis Le Merle se déclara natif de Brunoy, âgé de quarante et un ans, garçon jardinier de profession et demeurant à Nandy. Etant allé à Athis, travailler chez un propriétaire avec son frère Pierre, il y était resté jusqu'à une heure du matin, et s'était rendu dans les vignes d'Ablon avec son frère. C'était ce dernier qui avait tué les faisans. Le fusil avait été acheté à la veuve d'un garde chasse. Il comptait s'en servir pour tirer des lapins dans la forêt de Sénart et les vendre à Longjumeau. Cependant, il n'avait pas de complice dans cette localité pour y effectuer la vente du gibier. Quant à la poudre, elle avait été achetée chez un épicier d'Athis, nommé Nota.

Le Merle reconnut avoir été condamné dix ans auparavant à cinquante sous d'amende et au bannissement pour neuf ans, pour avoir chassé dans la capitainerie de Corbeil, et avoir vendu le gibier à un cavalier de la maréchaussée, qui avait été renvoyé du service pour ce fait. Il avait encouru une seconde condamnation pour n'avoir pas gardé son ban. Il ajouta qu'il n'avait pas de complices, et reconnut les pièces de conviction comme authentiques.

Pierre Le Merle, natif de Brunoy, âgé de quarante huit ans, batteur en grange, sans domicile fixe, avoua qu'il avait tiré sur les faisans, mais nia avoir fait feu sur le garde et ses compagnons. Il reconnut avoir encouru trois condamnations antérieures, dont deux pour braconnage et une pour vagabondage.

Le 20 décembre, les gardes chasses Sérrou et Dumesnil, les sieurs Leblanc, Dubois, Bougi, charretiers, Baudesson propriétaire et le sieur Boutigny, domestique, furent convoqués comme témoins par les soins de l'huissier à verge. Recueillies le 24 décembre, les dépositions de Boutigny, Bougi, Dubois, Dumesnil et Sérrou concordèrent pour établir qu'après avoir tué les 11 faisans, Pierre Le Merle avait fait feu sur le garde et ses compagnons, mais que l'amorce seule ayant brûlé, le coup n'était pas parti.

Le 6 février 1765, le Procureur du Roi déposait un réquisitoire établissant les faits conformément à l'enquête, et concluant que Pierre et Louis Le Merle ayant contrevenu pour la troisième fois aux Ordonnances, ils étaient dans le cas d'être poursuivis conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le 7, une sentence du Lieutenant de robe courte réglant la procédure, ordonnait récolement des témoins et toutes confron-

tations nécessaires. Un décret de prise de corps rendu contre les frères Le Merle, leur était signifié par huissier, et un nouveau procès-verbal d'écrou était établi. Le 11, deux médecins rédigeaient un procès-verbal, constatant que les frères Le Merle n'étaient porteurs d'aucune marque.

Le même jour, les témoins assignés de nouveau, reproduisaient leurs déclarations précédentes et les inculpés, confrontés, dirent n'avoir point de reproches à se faire mutuellement. Les 13, 15 et 16, eurent lieu le récolement, c'est-à-dire le collationnement et la confirmation des témoignages, dépositions et confrontations antérieures. En outre, sommation était faite au greffier de la capitainerie de Corbeil d'avoir à produire les dossiers de la procédure précédemment établie contre les frères Le Merle.

Il résulta de ces dossiers que le 16 février 1753, les frères Le Merle, inculpés de braconnage, avaient été condamnés conformément à leurs dires. De plus, en février 1762, ils avaient été arrêtés en forêt de Sénart, au moment où ils posaient des collets pour prendre des lapins. Mais aucun jugement n'était intervenu, M. le duc de Villeroi, capitaines des chasses, les ayant fait mettre en liberté sans formalité, après quelques jours de détention.

Le 18 mars 1765, le Procureur déposait des conclusions définitives contre les frères Le Merle, qui furent, en conséquence,

...Dûment atteints et convaincus d'avoir pendant la nuit du 13 au 14 décembre dernier, chassé avec armes à feu dans les vignes qui sont entre le parc de Villeneuve-le-Roy et Ablon, et d'avoir tiré sur les gardes chasses, pour réparation de quoi, être condamnés à être attachés au carcan pendant trois heures, à jour de marché dans la place publique de Villeneuve-le-Roy, ayant écriteau par devant et par derrière, portant les mots: « Braconnier de nuit avec violences ». Ce fait flétri d'un fer chaud en forme de lettres G. A. L., par l'exécuteur de la haute justice et conduits à la chaîne pour y être attachés et servir le Roi comme forçats sur ses galères pendant le temps et espace de six ans, le fusil être confisqué au profit de Sa Majesté ; sans préjudice de cent livres d'amende chacun pour le port d'armes de nuit, suivant l'article 4 de l'Ordonnance de 1669. Etre fait très expresses inhibitions et défenses au sieur Nota, marchand épiciier à Thiais, de plus à l'avenir vendre plomb et poudre à tirer, et pour avoir facilité de braconnage aux dits frères Le Merle en leur vendant de la poudre et du plomb, être condamnés en six livres d'amende.

« Etre dit en outre, que la sentence définitive qui interviendra, sera à ma requête poursuite et diligence imprimée et affichée dans toute l'étendue de la capitainerie de La Varenne du Louvre, notamment aux villages de Villeneuve-le-Roi, Ablon, Brunoy et partout où besoin sera. »

Le 28 novembre 1765, sentence, était rendue contre Pierre et Louis Le Merle, qui étaient condamnés à deux heures de carcan, à la marque sur l'épaule droit et à six ans de galères. En outre, Louis Le Merle était condamné à être banni pendant trois ans du ressort de la capitainerie.

Pierre Le Merle mourut en prison le 9 décembre 1769.

Quant à son frère, il fit appel au Conseil du Roi qui le condamna à deux heures de carcan, annula la condamnation aux galères et la commua en trois ans de bannissement du ressort de la capitainerie. (1)

X

Assez fréquemment, les gardes chasses arrêtaient pour faits de braconnage des individus qui avaient déjà eu maille à partir avec la justice pour d'autres causes.

Le 22 avril 1770, le garde Bourdon, de service à la Butte aux Cailles (2), alors en pleine campagne, apercevait un chien errant.

S'adressant à deux passants, il leur demanda s'ils étaient propriétaires de l'animal, et, sur leur réponse négative, il l'abattit, d'un coup de fusil. Là-dessus, deux autres individus survinrent, et, apercevant le garde le fusil à la main, l'un d'eux, canne levée, se jeta sur lui en criant : « B... tu n'as plus rien dans ton fusil, il faut que je te tue. »

Arrêtés tous deux, l'homme à la canne fût aussitôt reconnu pour être un sieur Lefèvre, commis des fermes.

L'autre ne put être identifié qu'au bout d'un certain temps, et fut reconnu pour être un certain Vaucher, précédemment procureur en la Prévôté de l'Hôtel du Roi, qui avait été con-

(1) A. N. Z 1 Q. 94. Dossier de la procédure contre les frères Le Merle. Liasse, Rôles non numérotés.

(2) Aujourd'hui comprise dans le xiii^e arrondissement de Paris.

damné aux galères pour forfaiture, condamnation commuée par le Roi en celle du bannissement. Le jugement de condamnation rendu par le Grand Conseil le 20 mars 1769, portait que le dit Vaucher « ferait amende honorable en la Prévôté de l'Hôtel » du Roi, au siège de Paris, l'audience tenante, où il sera mené » par l'exécuteur de la haute justice, nu en chemise, la corde » au col, tenant en ses mains une torche de cire ardente, du » poids de deux livres, avec écriteaux devant et derrière, portant les mots de *faussaire*, et là, étant nu-tête et à genoux, » dire et déclarer à haute et intelligible voix que, faussement » et méchamment, il a altéré et fait fabriquer les pièces dont il » est question, dont il se repent et demande pardon à Dieu, au » Roi et à Justice et que lesd. pièces seront lacérées par » l'exécuteur en présence dudit accusé, il soit mené et conduit » en les galères du Roi pour, en icelles, y être détenu et servir » ledit seigneur Roi comme forçat le temps et espace d'une année, icelui préalablement flétri des trois lettres G. A. L. sur » l'épaule droite. »

Vaucher s'en tira à meilleur compte avec la capitainerie.

Condamné à neuf ans de bannissement hors du ressort, il fut mis en liberté le 21 mars 1771.

Toutes les pièces de la procédure sont signées du Lieutenant général au siège, Caron de Beaumarchais (1).

Souvent, les gardes étaient victimes des violences des braconniers.

C'étaient là les risques d'un métier qui avait aussi ses profits.

Le 13 octobre 1785, le garde Allevin, des chasses de Monsieur, frère du Roi, à Brunoy, rencontre près de Vitry deux individus accompagnés de deux chiens qu'ils laissaient courir dans la plaine. Le garde, ayant fait observer que l'on ne devait pas laisser divaguer les chiens dans les terrains de chasse, reçoit « mille injures » et un violent coup de bâton sur les reins.

L'agresseur arrêté est condamné à cent livres d'amende.

Pendant l'été 1774, les nommés Sioville et Oudin sont convaincus « d'avoir fait complot de voler du gibier dans la carrière » de la Cibelle et d'avoir employé contre un garde chasse de » ladite capitainerie (de la Varenne du Louvre), faisant fonc-

(1) A. N. Z 1 Q. 94. Dossier de la procédure contre le sieur Vaucher (Liasse), Rôles non numérotés.

» tions de service, voies de fait et rébellion au danger de la vie, » dudit garde et de lui avoir porté un coup de fusil sur la tête ». En réparation de quoi, les inculpés furent condamnés à être attachés de midi à deux heures au poteau, à la jonction des chemins de Montrouge et de Bagneux, porteurs d'écriteaux mentionnant leur crime : « Voleurs de gibier avec rébellion et voies de fait » et ce, pendant trois jours, au bannissement du ressort à perpétuité et à trois livres d'amende. (1)

Les rigueurs de la justice n'épargnaient point les gardes, à l'occasion.

Le 13 juin 1787, à dix heures du soir, le garde Foucault était assailli dans une rue du village de Vitry par un gros chien qui lui sauta à la gorge et faillit l'étrangler. Foucault ne s'en débarrassa qu'en tirant un coup de fusil qui blessa l'animal. Le propriétaire de celui-ci, un sieur Croux, « marchand d'arbres », ayant porté plainte, le garde Foucault fut condamné le 22 janvier 1788, à 50 livres d'amende pour avoir tiré un coup de fusil dans la rue, et il fût enjoint à Croux de se conformer aux ordonnances qui interdisaient de laisser divaguer les chiens sans billot (2).

Fort nombreuses étaient les infractions commises par les militaires de la Maison du Roi.

Le 6 juillet 1703, toute une bande de gardes françaises et de gardes suisses entreprennent une véritable battue dans la forêt de Sénart, y tuent nombre de cerfs et de biches, et vont les vendre dans les villages voisins. Le sieur Pelletier, lieutenant de la maréchaussée, fait une enquête qui établit que la viande a été débitée et vendue « avec une facilité extraordinaire » (3). De pareils faits se renouvelaient constamment. Les soldats, les cavaliers de la maréchaussée eux-mêmes braconnaient jusque sous les yeux du Roi pendant ses chasses.

Le 20 novembre 1788, le sieur Rosset, cavalier de la maréchaussée de la Compagnie de l'Île de France, commandé de service à la chasse de Louis XVI dans la plaine de Chevilly, aperçoit une perdrix démontée d'une aile. Il descend de cheval, la tue avec son sabre et la met dans sa poche, « en prenant la pré-

(1) A. N. série z 1 q. 95. Dossiers de la procédure contre Foucher, Sierville et Oudin (liasses). Rôles non numérotés.

(2) A. N. série z. 1 q. 95 et série 013704. (Liasses) pièces et rôles non numérotés.

(3) Code des chasses. T. II, p. 22.

» caution, ajoute le procès-verbal, de secouer son habit pour
» qu'aucune plume ne fasse connaître son délit. » Interrogé à
l'instruction, il donna comme excuse « que chaque individu,
» quelque petit qu'il soit, est jaloux de contribuer aux plaisirs
» de son maître. Je crus, ajouta-t-il, que cette perdrix blessée ne
» devait pas échapper et je me laissai emporter par un excès
» de zèle. »

Ce gendarme trop zélé se vit infliger vingt-quatre heures de prison et cinquante livres d'amende, par M. de Beaumarchais qui présidait l'audience. (1)

XI

Il résulte de la lecture des registres d'audience et d'écrou des capitaineries, que les crimes et les délits graves étaient exceptionnels.

Cela n'a rien que de naturel d'ailleurs, car les braconniers, seuls capables de commettre des infractions justiciables de pénalités sévères, avaient, grâce à la complicité tacite et universelle des paysans et des propriétaires, chez lesquels ils détruisaient un gibier ennemi des cultures, toutes les facilités possibles pour échapper à la poursuite de gardes, généralement détestés.

A Fontainebleau, l'une des capitaineries les plus peuplées, on ne tient guère qu'une seule audience par mois, rarement deux. On y juge en moyenne une quinzaine d'affaires par audience. Il en est de même à la Varenne, du Louvre et à Saint-Germain.

Il s'agit le plus souvent de propriétaires qui laissent divaguer leurs chiens dans les terrains de chasse du Roi ; de voituriers qui conduisent des véhicules sur les routes interdites à la circulation ; de bergers qui mènent leurs troupeaux à la pâture dans la forêt en temps défendu ; de cultivateurs qui ont négligé d'« épiner » leurs terres ; de femmes qui s'avisent de couper des genêts ou de la bruyère dans les bois du Roi ; de particuliers qui invectivent les gardes chasses.

(1) A. N. série z. 1 q. 55 (registre) et z. 1 q. 95. (Liasse). Dossier de la procédure contre le cavalier de maréchaussée Rosset. 11 déc. 1782

Quant à la qualité des délinquants, ceux-ci appartiennent à toutes les classes de la société; sur le registre d'audience le nom du chevalier de Trouville, gratifié d'une condamnation pour avoir laissé son chien chasser, voisine avec ceux de deux paysans condamnés à cent sols d'amende pour n'avoir pas épiné, et de M. Pignard de la Brosse, qui paiera dix livres pour le même motif. Le tarif des condamnations est généralement modéré. La majorité d'entre elles ne dépasse pas dix livres, quelques unes atteignent cinquante et soixante livres; rarement elles dépassent cent livres. Il semble que les amendes soient moins fortes à Fontainebleau qu'ailleurs.

A St-Germain, il en coûte vingt-cinq livres d'insulter un garde-chasse, tandis que sous le régime de M. de Montmorin, l'on peut s'en tirer avec dix livres.

Prendre un lapin au collet, entraîne à St-Germain une amende de 50 livres. A Fontainebleau, le même délit est taxé à trente livres seulement.

Ces différences d'appréciation sont la conséquence de la règle générale, qui veut laisser aux tribunaux de tout ordre, la liberté de doser les châtimens.

Le nombre des affaires jugées à St-Germain est moindre qu'à Fontainebleau. En 1787, on en compte cent quarante et une, en 1788, cent cinquante cinq (1).

En ce qui concerne l'exécution des jugemens, les amendes sont rarement payées.

Le registre de comptabilité du greffier de la Varenne du Louvre pour l'année 1787, indique que le montant total des amendes prononcées s'est élevé à 6.784 livres 14 deniers, mais il n'a été payé que 1.734 livres 14 deniers.

Encore, l'année 1787 paraît-elle avoir été relativement féconde en condamnations de ce genre.

De ces amendes, le trésor royal n'encaisse pas un sol ; la totalité en est absorbée par les frais de justice et les gratifications faites aux gardes (2).

(1) Registres d'audience des capitaineries de St-Germain et de Fontainebleau. Archives de Seine et Oise et Seine et Marne).

(2) Mémoire contre les capitaineries lu et signé dans l'assemblée tenue en la ville de Melun. 1788. (A. N. 0¹1036, n^o 190).

Quant à la prison, les capitaineries n'infligent que des peines généralement inférieures à huit jours, à moins qu'il ne s'agisse de braconniers dangereux, comme Labruyère, qui passa plusieurs mois à Bicêtre, avant d'en sortir garde-chasse du comte de Clermont. (1)

Les capitaines des chasses ne paraissent pas se soucier de conserver beaucoup de prisonniers dans leurs geôles, qui d'ailleurs sont exigües et en mauvais état.

Le registre d'écrou de la capitainerie de St-Germain mentionne fréquemment des libérations de prisonniers faites sur l'initiative du maréchal de Noailles, sans aucune formalité.

Le duc de Villeroy en use de même dans sa capitainerie de Corbeil.

Le Roi fait également relâcher des condamnés de la même façon, et il semble que ces libérations par ordre souverain devaient être fréquentes, car il existe dans le registre d'audience de la capitainerie de St-Germain, des formules imprimées d'élargissement demeurées en blanc. Ces formules, signées du Roi et du ministre de sa maison, étaient adressées directement au concierge même des prisons de la capitainerie, et cet obscur subalterne recevait « in originali » des ordres ainsi libellés : *De par le Roi, il est ordonné au concierge des prisons de Saint-Germain-en-Laye où est actuellement détenu le nommé N..., de le mettre en liberté, quoi faisant, il en sera bien et valablement déchargé.* Fait à Versailles, le.... (signé) Louis, et plus bas : Amelot (2).

Nulle part on ne rencontre procès-verbal d'exécution des peines corporelles prévues par l'ordonnance, à l'exception toutefois de l'exposition au pilori et de la marque, mais ces peines sont rares.

Les libérations anticipées sont en harmonie avec le régime pénal du temps, qui comportait des amnisties et des lettres d'abolition générale assez souvent renouvelées.

Sous l'ancienne monarchie, la peine d'amende était beaucoup plus fréquente, en matière délictuelle, que la prison, mode de répression onéreuse pour le trésor. En matière de chasse, les

(1) Labruyère. Histoire d'un braconnier. p. 8.

(2) Arch. de Seine et Oise. Registre d'écrou de la capitainerie de St-Germain en Laye, (feuilles détachées sans numéros.)

sévérités de la loi s'appliquaient souvent à des insolvable et par suite, demeuraient sans effet.

XII

Bien que dégagée des prescriptions qui étaient la conséquence d'institutions abolies, la législation moderne sur la chasse a conservé des traces évidentes de celle qui l'a précédée.

Le législateur révolutionnaire avait toléré la chasse dans les forêts de l'Etat après la disparition de la Monarchie. Mais il fallut bientôt revenir aux anciennes prohibitions, et les lois du 10 messidor an V, et du 28 vendémiaire même année, l'interdirent dans toutes les forêts de la République.

Les anciennes interdictions relatives au colportage des œufs d'oiseaux de chasse et du gibier, furent également rétablies, et elles figurent dans la loi du 3 mai 1844, encore en vigueur.

De même, comme sous l'Ancien Régime, les procès-verbaux des gardes-chasses font foi jusqu'à preuve contraire, et la loi qui leur attribue la qualité d'officiers de police judiciaire, leur prescrit d'affirmer leurs constatations.

La chasse pendant la nuit est interdite; de même en temps de neige. Ces prescriptions existaient avant la Révolution.

Par contre, la jurisprudence n'a pas voulu considérer le fait de pratiquer des trappes dans une clôture de parc comme délictuelle, quand ces trappes ont pour objet la capture du gibier. Elle a jugé en sens contraire, quand les trappes sont pratiquées dans la clôture d'un jardin de dimensions restreintes où le gibier se trouve à la merci du propriétaire.

La loi contemporaine punit encore la simple détention d'engins prohibés, tels que lacets et collets.

Enfin, les peines encourues sont considérablement adoucies, elles peuvent néanmoins en certains cas, s'élever à deux ans de prison et mille francs d'amende.

CHAPITRE V

LES CAPITAINERIES ROYALES

DES ENVIRONS DE PARIS

I. Importance particulière de la limitation du territoire des capitaineries. — II. La capitainerie de la Varenne du Louvre. — III. Les capitaineries de la Varenne des Tuileries et du Bois de Boulogne. — IV. La capitainerie de Livry. — V. La capitainerie de Vincennes. — VI. La capitainerie de Montceaux. — VII Les capitaineries de Corbeil et Sénart. — VIII. La capitainerie de St Germain en Laye. — IX. Les chasses de Rambouillet et de St Hubert. — X. La capitainerie de Meudon. — XI Les capitaineries de Chantilly et d'Halatte. XII. La capitainerie de Compiègne. —

Il serait sans doute exagéré de prétendre que chacune des capitaineries royales a eu son histoire, si l'on veut dire par là qu'une série chronologique d'incidents dignes d'être transmis à la postérité, a eu ces juridictions pour théâtre.

Elles constituent à la fois l'un des aspects de l'histoire locale de chacun des pays auxquels elles ont appartenu, et l'une des pages de l'histoire de l'Ancienne Maison du Roi.

Toutefois, chacune d'entre elles présente une physionomie très différente, et cette diversité résulte à la fois de leur importance

respective, des séjours plus ou moins prolongés que faisait la Cour dans les résidences dont elles étaient les annexes, et enfin, des capitaines qui les ont administrées, certains d'entre eux ayant, dans leurs juridictions, fait souche de véritables dynasties. (1)

Nous avons essayé, dans les chapitres suivants, de mettre en valeur les traits caractéristiques des capitaineries qui existaient encore dans les domaines de la Couronne, à la fin de l'Ancien Régime.

I

Il importe, tout d'abord, de signaler l'importance que présentait à cette époque la délimitation des régions soumises à la juridiction particulière aux terrains de chasse du Roi. Et il est singulier de remarquer combien cette importance paraît avoir été perdue de vue par Taine, dans son étude sur la Maison du Roi et la vénerie. « Tout le territoire à dix lieues de Paris est chasse gardée, dit-il, on n'y saurait tirer un coup de fusil; aussi, voyez-vous dans toutes les plaines, les perdrix, familiarisées avec l'homme, becqueter quand il passe. Joignez-y les capitaineries des princes, jusqu'à Villers-Cotterets et Orléans; cela fait, autour de Paris, un cercle presque continu, ayant trente lieues de rayon, où le gibier, protégé, remisé, multiplié, fourmille pour les plaisirs du Roi. » (2)

On pourrait penser, d'après ces indications, qu'il était indifférent d'estimer à une ou plusieurs lieues près, la longueur du rayon de ce cercle de chasses gardées, dont Paris était le centre.

Or, c'est là une impression tout-à-fait inexacte. Taine lui-même, prend soin de nous prévenir que le seul fait d'être enclavée dans une capitainerie, pouvait constituer une cause de

(1) Le nombre des documents existant sur chacune des capitaineries est des plus variables. Assez abondants en ce qui concerne celle de Fontainebleau, ils sont rares quant à la plupart des autres; insignifiants pour quelques-unes. De plus, quantité de manuscrits, notamment les nombreuses liasses et registres d'audience des capitaineries de la Varenne du Louvre et de St-Germain en Laye, ressemblent aux archives de nos tribunaux de simple police, et ils présentent peu d'intérêt pour l'histoire.

(2) H. Taine, *L'Ancien Régime*, T. I L. II p. 146. On lit dans l'ouvrage de M. de Loménie sur Beaumarchais : *La Capitainerie de la Varenne du Louvre embrassait un rayon de 12 à 15 lieues autour de Paris.* (Beaumarchais et son temps, T. I, p. 123.)

moins-value pour une propriété foncière. (1) Les ayants-cause avaient donc un intérêt de premier ordre à connaître exactement les limites des capitaineries dont ils étaient les riverains, à savoir jusqu'où ils pouvaient exercer leur droit de chasse quand ils en étaient légalement détenteurs, et à partir d'où ils étaient, au contraire, obligés de tolérer l'exercice de celui du Roi, avec les sujétions qu'il comportait.

Un cercle de trente lieues de rayon tracé autour de Paris aurait englobé Rouen, Amiens, Laon, Epernay, Sens, Montargis, Orléans. Or, ces deux dernières villes seules se trouvaient comprises dans les capitaineries de l'apanage d'Orléans. Encore, ces dernières formaient-elles des îlots, dont le plus rapproché des capitaineries royales voisines de Paris, en était éloigné d'environ dix lieues.

En réalité, sous le règne de Louis XVI, la géographie générale des capitaineries royales et princières se présentait sous la forme suivante :

En premier lieu, une longue bande de territoire s'étendant sur vingt-cinq lieues entre Nemours et Mantes, de largeur très variable, et dont la Seine était l'axe principal. Vers Nemours, à l'extrémité sud-est de cette vaste région, s'étendait sur les deux rives du fleuve la capitainerie de Fontainebleau, avec ses soixante-treize paroisses. Vers Mantes, à l'extrémité nord-ouest, on rencontrait la capitainerie de St-Germain-en-Laye comprenant cent-quarante paroisses, touchant au sud à la forêt de Rambouillet, et débordant, au nord, sur la rive droite de la Seine et les deux rives de l'Oise.

Entre ces deux vastes circonscriptions, étaient échelonnées du sud-est au nord-ouest, la capitainerie de Corbeil, touchant vers le sud à celle de Fontainebleau, et, vers le nord, à celles de la Varenne du Louvre et de Vincennes; au nord de cette dernière, celle de Livry; à l'ouest de la Varenne du Louvre, celle de Meudon. La Varenne du Louvre, alors réduite à la banlieue sud de Paris, comprenait environ vingt villages. Les deux capitaineries réunies de Vincennes et de Livry en comptaient une quarantaine. Les limites de la capitainerie de Meudon se confondaient avec celles du petit bailliage de ce nom, et ne comportaient que des bois de faible étendue. A l'ouest de Paris, s'

(1) Taine, *L'Ancien Régime*, T. I p. 89.

trouvaient enfin les deux capitaineries réunies de la Varenne des Tuileries et du Bois de Boulogne, qui confinaient, ainsi que, Meudon et la Varenne du Louvre, à la juridiction de St-Germain-en-Laye.

Au nord du groupement principal ainsi constitué, et dans l'angle formé par le confluent de l'Aisne et de l'Oise, on trouvait les deux capitaineries de Compiègne et d'Halatte, appartenant au roi, et au sud de cette dernière, celle de Chantilly appartenant aux princes de Condé. Plus au sud encore, une quatrième capitainerie, dépendant de l'apanage des princes de Conti, s'étendait autour de la forêt de l'Île Adam.

A une lieue au sud-est de la forêt de Compiègne, commençait celle de Villers-Cotterêts, dont la capitainerie faisait partie de l'apanage des ducs d'Orléans. A ce même apanage, appartenait encore la forêt de Laigue ou de l'Aigle, qui limitait vers le nord la forêt de Compiègne.

Plus à l'est encore, et comprise dans les limites de la province de Champagne, on rencontrait à trois lieues des capitaineries réunies de Vincennes et Livry, celles de Meaux et Montceaux, qui comptaient une vingtaine de villages sur les deux rives de la Marne.

Enfin, dans la vallée de la Loire se trouvaient les capitaineries d'Orléans, de Sologne et de Montargis, de Blois et de Chambord, les trois premières appartenant au duc d'Orléans, les deux dernières au Roi. Celle de Blois avait été supprimée par Louis XV; celle de Chambord le fut par Louis XVI.

En comparant ces indications avec celle des distances fournies par les cartes, on peut constater que, de la limite nord de la capitainerie de Blois, à la limite sud de celle de St-Germain-en-Laye, on compte environ trente-trois lieues en dehors de toute capitainerie royale ou princière. Il y a vingt lieues de la Varenne du Louvre à la capitainerie d'Orléans; il y en a huit de la capitainerie de Fontainebleau à celle de Montceaux, et quatre de cette dernière à celle de Villers-Cotterêts.

Les données fournies à cet égard par Taine sont donc inexactes.

Cependant, la délimitation des capitaineries royales n'était établie au temps des derniers Valois, et sous les deux premiers Bourbons, que d'une manière imprécise et sommaire.

Les ordonnances édictées à ce sujet ne visent que les capitaineries les plus importantes, et se bornent à indiquer quelques points de repère pour en marquer le périmètre.

C'est seulement sous Louis XIV, qu'on se préoccupa d'en déterminer les bornes d'une manière plus administrative et plus exacte. Un règlement de limites conclu au moyen d'un arbitrage, en 1669, par le duc de Mortemart, à la demande des capitaines des chasses de la Varenne du Louvre et de Livry, permet de croire que, jusqu'à cette époque, le Roi, après avoir fixé sommairement la région où il se réservait la chasse, s'en remettait à ses officiers du soin d'en déterminer plus exactement les bornes.

I

La capitainerie de la Varenne du Louvre avait été créée par ordonnance du 25 mars 1594. (1)

Elle ne comprit tout d'abord que la banlieue sud de Paris, entre la Seine et la ville, d'une part, et de l'autre, une ligne passant par Clamart, Rungis et Villeneuve-le-Roi.

Elle tirait son importance du fait qu'elle correspondait, de par sa situation, aux terrains de chasse les plus voisins de la capitale du royaume, et de la résidence ordinaire du roi. C'est à ce titre que son tribunal était celui du Grand Veneur de France, possesseur de la plus importante parmi les charges du service des chasses.

D'après l'ordonnance du 15 mai 1579, cette juridiction comprenait à cette époque toute la banlieue de Paris. (2)

En 1612, une Déclaration royale prescrivit cependant la réunion de la capitainerie avec celle du Bois de Boulogne, d'où l'on peut conclure qu'à l'intervalle, les deux circonscriptions avaient été temporairement séparées. Encore, le *Recueil des Titres des Bailliages et Capitainerie des Chasses de la Varenne du Louvre*, document officiel, imprimé en 1676, ne fait-il mention d'aucune décision à cet égard, à l'époque dont il s'agit.

(1) Bocquet de Chanterenne. Plaisirs, Varennes et Capitaineries, p. 401.

(2) A. N. 0'4035, n° 1 à 44.

En 1669, le règlement fait par le duc de Mortemart auquel nous venons de faire allusion, limita exactement la capitainerie centrale sur la rive droite de la Seine. Voici ce curieux document :

Règlement

fait par l'avis de Mgr le duc de Mortemart, ci-devant capitaine des chasses de la Varenne du Louvre, entre M. de Marcilly, capitaine desdites chasses de la Varenne du Louvre et Bois de Boulogne, et M. de Sanguins, capitaine des chasses de Livry. (1)

Messieurs les capitaines des chasses, tant de la Varenne du Louvre et Bois de Boulogne que de Livry, voulant éviter toutes matières de contestations, touchant l'étendue et limites de leurs capitaineries, ont cru que personnes n'en pouvoit être mieux informé que moi, qui ai été plus de 30 ans capitaine de celle du Louvre et Boulogne. Et pour cet effet, ils m'ont choisi pour régler leurs prétentions, selon que je les jugerai raisonnables, et ils m'ont promis à même temps de souscrire et d'approuver l'arrêté qui s'ensuit, dont voici la teneur :

« Le Ruisseau qui traverse la plaine de Neuilly (Neuilly-sur-Marne) qui passant auprès de Pereux, (Le Perreux), va se perdre dans la Rivière de la Marne, servira de limite jusqu'au village de Rosny, et de Rosny, on prendra le chemin qui conduit à Noisy (Noisy-le-Sec), et de Noisy, on gagnera celui qui va à Romainville et de là au Moulin du Plâtre ; du Moulin du Plâtre on ira à Baubigny (Bobigny), et on longera environ cinq ou six cents pas le petit Ruisseau qui passe au pied des murailles pour, de là, tirer droit à la Garenne de Dransy (Drancy), aux environs de laquelle les deux capitaines promettent et s'engagent de ne donner ni billets, ni gardes, pour accompagner les chasseurs, plus près de quinze cents pas, ils soient traités comme gens sans aveu et contrevenants aux Ordres desdits capitaines (sic), et on en usera de même depuis le Bourget jusqu'à la Marne, dans tous les lieux ci-dessus dénommés, pour servir de limites, que l'on appellera neutres ; dans lesquels toutefois les susdits capitaines pourront chasser avec leurs amis, mais non pas y envoyer, comme dit est ci-dessus.

« Nota. — Que comme la Plaine de Bondy est fort resserrée par le côteau de Noisy, et que du chemin qui sert de limite, il n'y a guère que quinze cents pas jusqu'aux dernières maisons du village de Bondy, on ne réservera que deux ou trois cents pas dans la plaine au-delà du chemin

(1) Recueil des Titres du Bailliage de la Varenne du Louvre, p. 133. B-N. Lf. 12-1.

tirant vers le village de Bondy. Et de l'autre côté, qui regarde le coleau, on prendra les quinze cents pas réservés pour la neutralité, depuis Rosny jusqu'à la Marne. Les dits capitaines sont convenus que l'étendue de la neutralité commencerait au bord du bois de Neuilly, du côté qui regarde le Ruisseau qui va se perdre dans la Marne, et continuerait jusqu'au coleau qui regarde ledit Ruisseau, lequel, comme il est dit ci-dessus, sert de limite aux deux capitaineries depuis la Marne jusqu'à Rosny.

« Je ne dis rien du Bourget, puisqu'il est constant que, de là, jusqu'au Pont Iblon, ce qui est à la droite est de Livry. Et ce qui est à la gauche du chemin est à la Varenne du Louvre et Bois de Boulogne.

« Voilà ce que j'ai à dire à ce sujet. Si ces Messieurs jugent qu'il soit raisonnable, ils signeront comme je vais faire.

« Fait à Paris, le 12^e septembre mil six cent soixante-neuf. Le duc de Mortemar, Marcilly, Sanguins. »

En 1676, Louis XIV créa pour le duc de Mazarin (1), la capitainerie de Vincennes, qui fut constituée par un prélèvement sur les deux capitaineries de Livry et de la Varenne du Louvre, réduisant cette dernière à la banlieue sud de Paris. L'ordonnance d'érection donnait à la nouvelle juridiction les limites suivantes :

Porte du Pont-aux-Choux, la Seine et la Marne, moins Saint-Maur-des-Fossés, port de Gournay, Rivière Madame (Ruisseau des Dames, Bois des Coudreaux, Courtry l'Étang, Bois de Mony (celui-ci exclus), Bois de St-Denis, La Villette aux Aulnes, Aulnay, Ruisseau de la Madeleine jusqu'au Bourget, Moulin de Bobigny, Pantin, chemin du Pré-St-Gervais, parc de Ménilmontant, le Pont-aux-Choux. (2)

En 1705, un nouveau démembrement de la Varenne du Louvre créa la capitainerie de la Varenne des Tuileries, formée du Bois de Boulogne, avec le château de Madrid et la Muette. Le siège de la nouvelle juridiction fut placé aux Tuileries, et le premier titulaire de la charge de capitaine des chasses y fut le sieur de Catelan, dont une partie du Bois de Boulogne a conservé le nom jusqu'à nos jours. (3)

(1) Armand Charles de la Porte, marquis de la Meilleraye, duc de Mazarin (1632 1713). il avait épousé Hortense Mancini nièce du cardinal Mazarin.

(2) A. N. 0¹1035, n^o 431 à 430. Ordonnance d'érection de la capitainerie de Vincennes.

(3) Ibid. A D IV 3-67. Déclaration royale portant séparation des capitaineries de la Varenne des Tuileries et de la Varenne du Louvre.

chassent en ladite plaine, et ce, dans quinzaine après la publication des présentes à peine d'encourir l'amende ci-dessus. Enjoignons en outre au sieur de Laleu, Bailly et capitaine de ladite Varenne et au sieur de Chantemesle, son lieutenant général, et autres officiers d'icelle, d'y tenir la main et faire incontinent appréhender par leurs officiers ou autres, par eux commis, les contrevenants aux susdites ordonnances et défenses, interdisant la connaissance au prévôt de Paris, maître particulier et officiers des Eaux et Forêts et autres juges quelconques. Mandons aux officiers de ladite Varenne de faire publier et enregistrer les présentes défenses, et icelles faire lire à son de trompe et cri public, tant au devant du Château du Louvre que par toute la ville, faubourgs et villages qui sont dans l'étendue de ladite Varenne, à ce que personne n'en puisse ci-après prétendre cause d'ignorance.

« Fait à Compiègne, le 25^e jour de juin 1624. Signé : Louis, et plus bas : de Loménie. » (1)

Cette Ordonnance fût renouvelée quatre fois dans des termes à peu près analogues sous le règne de Louis XIV. (2)

Celle du 30 mai 1654 reproduisait intégralement la précédente. (3) Celle d'avril 1657 faisait en outre « inhibitions et défenses à tous les propriétaires et locataires des terres situées dans les dites plaines de l'étendue des six lieues de ladite Varenne du Louvre, de bâtir maisons, ni faire fossés autour de leurs héritages, qui peuvent empêcher le plaisir de la chasse à Sadite Majesté ». (4)

Cette prescription demeura en vigueur jusqu'à la fin de l'Ancien Régime dans la banlieue immédiate de Paris. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les intéressés, loin de s'en plaindre, demandaient au contraire qu'elle fût appliquée rigoureusement. C'est ainsi que lors de la convocation des Etats Généraux en 1789, Gentilly, le Petit Gentilly et St-Saturnin-le-Grand, demandent « que les capitaines des chasses ou leurs représentants, ne permettent plus de creuser et d'exploiter près des grandes routes, des carrières au mépris des ordonnances. » (5)

(1) *Recueil des Titres des Baillage et Capitainerie de la Varenne du Louvre*, p. 44.

(2) *ibid.* p. 30 et suivantes.

(3) *Recueil des Titres des Baillage etc.* p. 88.

(4) *ibid.* p. 93.

(5) Chassin, *Les élections et les cahiers de Paris aux Etats-Généraux de 1789*, T. 4 p. 255.

Une autre décision d'avril 1658, renouvelant les précédentes, vint interdire aux capitaines et officiers des équipages de chasse du roi, « de n'exercer les dits chiens lévriers et oiseaux qu'à trois lieues loin de Paris, sous peine de désobéissance ».

Enfin, une dernière ordonnance du 9 août 1666, obligea les fermiers et propriétaires à « ficher en terre des épines au nombre de cinq, savoir une au milieu, et les quatre autres aux coins, pour empêcher les chasseurs de nuit aux traîneaux ». (1)

Les défenses concernant la zone circulaire paraissaient être tombées en désuétude au cours du siècle suivant, car en 1761, lors de la suppression de la capitainerie de Livry, l'ordonnance qui prévoyait cette réforme, considérait les paroisses désormais libérées, comme exemptes de toute sujétion à cet égard, alors qu'elles auraient dû être comprises dans le périmètre où le chasse demeurait interdite.

« La vacance de la charge de capitainerie de nos chasses de la capitainerie de Livry et Bondy, où nous n'avons point de maison royale, dit le préambule, nous a déterminés à rendre à ceux de nos sujets qui sont propriétaires des fiefs et seigneuries qui composent la plus grande partie de cette capitainerie, la liberté de la chasse, ensemble à diminuer le nombre des privilégiés que le service de ladite capitainerie occasionne, et procurer par ce moyen un avantage aux paroisses qui y sont enclavées.. » (2)

L'examen des registres d'audience de la capitainerie de la Varenne du Louvre qui ont été conservés pour les xvii^e et xviii^e siècles, ne mentionnent point de délits commis dans la zone circulaire de six lieues de rayon autour de Paris, si ce n'est dans les limites de la capitainerie proprement dite.

Enfin, l'Atlas de la Varenne du Louvre, curieux document non daté, mais qui semble contemporain du milieu du règne de Louis XV, ne fait aucune mention du rayon de six lieues qui au-

(1) *Recueil des Titres*, etc. p. 227.

(2) *Code des Chasses*. T. II. p. 571. *Ordonnance de juin 1761, portant suppression de la capitainerie de Livry et Bondy*.

rait déterminé le périmètre des chasses interdites aux environs de Paris.

II

Les charges de capitaine et de lieutenant général de la Varenne du Louvre, du Château de Madrid, parc et Bois de Boulogne, furent créées par ordonnance du 15 mai 1597, en faveur de Nicolas Moreau, sieur d'Autheuil et de Ponce Sauvage. Les officiers et gardes titulaires de cette capitainerie étaient, depuis le 25 mars 1594, annexés au corps de la Venerie royale. A ce titre, ils étaient placés sous les ordres du Grand Veneur de France, et ils avaient le droit, comme nous l'avons vu précédemment, de connaître de tous procès de chasse dans tout le royaume, et d'instruire à l'extraordinaire contre tous délinquants.

Outre le capitaine et le lieutenant général, un nombreux personnel assurait le service du tribunal et celui de la police des chasses.

(1) D'après l'Atlas de la Varenne du Louvre, la partie de la capitainerie située sur la rive gauche de la Seine était divisée en douze cantons dont chacun était surveillé par un garde. Les cantons étaient les suivants :

1^{er} Canton. — Chemin d'Orly à Thiais, château de Choisy, la Seine jusqu'au chemin des Saules et Orly.

2^e Canton. — Chemin de Vitry à Choisy, Ivry, Port-à-l'Anglais, la Seine, Choisy, Thiais.

3^e Canton. — Port-à-l'Anglais, château de M. de Beringhem, Ivry, chemin de Paris, Paris, la Seine.

4^e Canton. — Villejuif, chemin de Paris à Fontainebleau, Paris (marché aux chevaux) Ivry, château de M. de Beringhem, Villejuif.

5^e Canton. — Croix de Chevilly, La Saussaye, Villejuif, chemin de St-Frambourg, Vitry, Thiais, Croix de Chevilly.

6^e Canton. — Chemin de Fontainebleau à Paris, Croix de Chevilly, Thiais, Grignon, Orly, La Souchère.

7^e Canton. — Villejuif, chemin de Fontainebleau à Paris, couvent de la Saussaye, Chevilly, Lay, (L'Hay) petite rivière des Gobelins, Cachan, Villejuif.

8^e Canton. — Paris, Villejuif par le chemin de Fontainebleau, Cachan, rivière des Gobelins Paris.

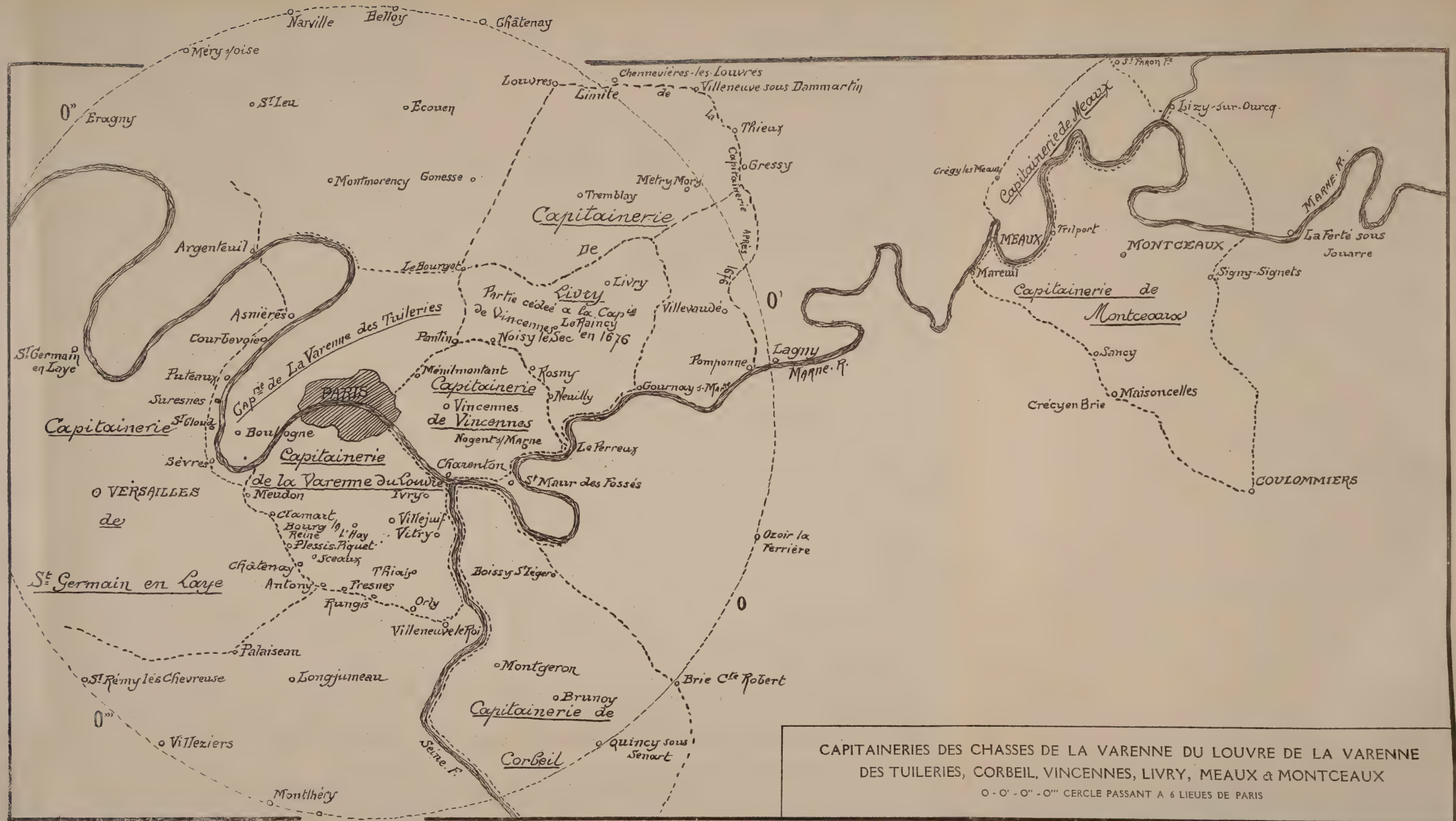
9^e Canton. — Croix d'Arcueil, chemin de Paris à Orléans, Bourg la Reine, Ruisseau de la Fontaine des Moulins, Châtillon.

10^e Canton. — Issy, Vanves, Chemin d'Arcueil à Issy, Châtillon, Clamart, le Val Fleury, les Moulinaux.

11^e Canton. — Paris, Moulin des Charbonniers, le Petit Montrouge, Vanves, Issy, Vaugirard, Paris.

12^e Canton. — Vaugirard, Issy, les Moulinaux, la Seine, le Gros Caillon, Vaugirard.

Les quatre premiers cantons et le douzième étaient réservés au Roi, le huitième au capitaine, le neuvième aux officiers. Des permissions de chasse pouvaient être données sur les autres cantons par le Roi ou le Capitaine.



On y trouvait en 1776, un premier et un second lieutenant, un lieutenant de robe courte, un premier Procureur du Roi, un second Procureur, deux substituts, un greffier-chef, un garde-scel, un inspecteur général des chasses, onze exempts, un receveur des amendes, deux voyers et un renardier. L'Almanach royal mentionne en outre toute une série d'Officiers par commission du Roi ou du capitaine, qui étaient inconnus au temps de Louis XIV. Depuis lors, l'étendue de la capitainerie avait diminué, mais le nombre des charges y avait doublé. Figurent comme officiers ainsi commissionnés, un lieutenant, deux avocats et trois conseillers du Roi, un sous-lieutenant, un exempt, un fonctionnaire curieusement qualifié *sans titre*, neuf inspecteurs, un contrôleur des amendes, un commis voyer et trois huissiers, soit, en tout, cinquante deux magistrats et fonctionnaires, non compris les gardes-chasses. (1)

Les fonctions de capitaine des chasses de la Varenne du Louvre furent presque toujours remplies par des personnages considérables.

Il y a lieu de citer parmi eux le duc de Mortemart, auteur de l'arbitrage que nous avons relaté ci-dessus.

Gabriel de Rochechouart, marquis, puis duc de Mortemart, à la suite de l'érection de son marquisat en duché-pairie par Louis XIV, en 1650, prince de Tonnay-Charente, premier gentilhomme de la Chambre du Roi, Gouverneur de Paris et de l'Île de France, était issu d'une très ancienne maison féodale, tirant origine des anciens Vicomtes souverains de Limoges. Né en 1600, décédé en 1675, il passait pour être l'un des seigneurs les plus aimables et les plus instruits de la Cour, et justifia le mot, déjà connu avant lui, sur *l'esprit des Mortemart*. C'est vraisemblablement à sa réputation de courtoisie et d'esprit, qu'il dût d'être choisi comme arbitre dans une circonstance rendue délicate par la qualité des parties intéressées. Il fut le père de quatre filles, dont trois sont demeurées célèbres, Mesdames de Montespan, de Thianges et l'abbesse de Fontevrauld.

Parmi ses successeurs dans la charge de capitaine des chasses de la Varenne du Louvre, au XVIII^e siècle, il convient de citer le duc de La Vallière, que nous avons déjà rencontré

(1) Almanach royal, année 1776.

comme grand fauconnier de France et, après lui, son successeur le duc de Coigny. Celui-ci, fils du comte Antoine de Coigny, lieutenant général sous Louis XV, avait perdu son père, tué en duel en 1748, par le prince de Dombes. Devenu lieutenant général à son tour et pair de France, il fut député de la Noblesse aux Etats-Généraux de 1789, émigra en Portugal et acheva sa carrière à Paris en 1816, comme gouverneur de l'Hôtel des Invalides. (1)

Le plus célèbre parmi les lieutenants généraux qui présidèrent les audiences de la capitainerie de la Varenne du Louvre, fut, sans contredit, Beaumarchais, qui était encore titulaire de la charge au temps de la Révolution. (2)

M. de Loménie, l'un des biographes de Beaumarchais, cité par Taine, a fait grief au célèbre auteur d'un jugement qu'il rendit le 31 juillet 1766 contre un certain Ragondet, coupable d'avoir fait construire un bâtiment d'exploitation rurale sur les terrains de chasse de la Varenne du Louvre, sans l'autorisation de la capitainerie. (3)

Condamné à cent livres d'amende, Ragondet reçut en outre injonction d'avoir à faire démolir son bâtiment qui était situé entre le chemin de Vitry et celui de Villejuif. (4)

Mais on ne saurait reprocher à Beaumarchais la sévérité de cette sentence, car il se borna à appliquer le texte impératif de l'ordonnance du 25 juin 1624, dont nous avons cité le texte précédemment, et qui prévoyait le tarif de cent livres d'amende à l'égard de l'infraction commise.

Au cours de la même audience, une dame Lebye, de Vanves, fut également condamnée à cent livres d'amende pour avoir contrevenu à l'arrêt du Conseil du 14 mars 1741, inter-

(1) Marie François Henri de Franquetot, duc de Coigny, marquis de Bordage et de la Moussaye en Bretagne, grand bailli de Caen, fils de Jean Anloine, comte de Coigny et de Marie Thérèse de Nevet. Capitaine des chasses de la Varenne du Louvre en 1775, il avait épousé Marie Jeanne Olympe de Bonnevie dame de la Ville. Le comté de Coigny en Franche-Comté avait été érigé en duché en 1747. (D'après l'Etat Général de la France en 1789 par le comte de Waroquier. T. II. p. 50).

(2) Cette charge appartient au XVII^e siècle à Bontemps, le valet de chambre de Louis XIV.

(3) De Lomenie. Beaumarchais et son temps. T. I. p. 125.

(4) A. N. Z1 Q. 43. Registre d'audience de la Varenne du Louvre. 1766-1767. Fol. 91-92

disant de « creuser des trous de carrière qu'à trente deux toises des grands chemins ». (1)

Mais, dès l'audience du 2 octobre suivant, Ragondet obtenait l'autorisation de construire, et il est probable que dans l'inter valle, il avait attendu la seconde décision de la capitainerie avant d'exécuter la première. (2)

Ce fut à l'occasion de ses démêlés avec l'autorité, que Beaumarchais envoyé par lettre de cachet au For l'Evêque, écrivit au duc de la Vallière, capitaine des chasses de la Varenne du Louvre, la curieuse lettre suivante :

Il s'agissait du *droit de bougies*, ou jetons de présence, qui étaient attribués au lieutenant général de la Varenne du Louvre, et dont il avait été privé à la suite de son incarcération.

« Monsieur le Duc, Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, Lieutenant Général au siège de votre capitainerie, a l'honneur de vous représenter que sa détention par un ordre du Roi ne détruisant pas son état-civil, il a été fort surpris d'apprendre qu'au mépris du règlement de la capitainerie du 17 mai 1754, qui porte que tout officier qui n'apporte pas d'excuse valable pour ne pas se trouver à la réception d'un nouvel officier, sera privé de son droit de bougies, le greffier de la capitainerie, a non seulement fait un état de répartition des bougies, où le nom et le droit de bougies du suppliant étaient supprimés, par la plus coupable infraction audit règlement, (puisqu'il n'y a pas une excuse plus valable de manquer au tribunal un jour de réception, que d'avoir le malheur d'être arrêté par ordre du Roi), mais encore a transporté à un autre officier le droit de répartir et signer l'ordre d'envoi desdites bougies qui, de tout temps a appartenu au Lieutenant Général de votre siège.

« L'exactitude et le zèle avec lesquels le suppliant a toujours rempli les fonctions de sa charge jusqu'à ce jour, lui font espérer, Monsieur le Duc, que vous voudrez bien le maintenir dans tous les droits de ladite charge contre toute espèce d'entreprise et d'innovation. Lorsque M. de Schomberg fut à la Bastille, le Roi trouva bon qu'il y fit le travail des Suisses qu'il avait l'honneur de commander. La même chose est arrivée à M. le Duc du Maine. Le suppliant est peut-être le moins digne des officiers de

1 A. N. Z1 Q. 43. Registre d'audience de la Capitainerie 1766-1767. Fol. 90. — L'arrêt du conseil de 1741 confirmait une sentence antérieure de la Varenne du Louvre du 5 novembre 1722 (*Code des Chasses*, T. II).

(1) A. N. Ibid. fol. 123 et 124. M. de Loménie ne mentionne pas la deuxième audience de l'affaire Ragondet — O¹1035, n^o 109, Supplique de Ragondet.

vosre capitainerie, mais il a l'honneur d'en être le Lieutenant général, et vous ne désapprouverez certainement pas, Monsieur le Duc, qu'il empêche que la première charge de la capitainerie ne s'amointrisse entre ses mains, et qu'aucun officier ne s'immisce dans ses fonctions à son préjudice. » (1)

En 1785, Beaumarchais, envoyé à nouveau en prison, adressa sa démission de lieutenant général de la capitainerie au duc de la Vallière, dans les termes suivants :

« Monsieur le Duc. L'affront que j'ai reçu sans que je l'ai mérité, d'une main trop respectée pour que je puisse faire autre chose que gémir en attendant que les preuves les plus éclatantes de mon innocence soient mises sous les yeux du Roi, l'affront que j'ai reçu, dis-je, Monsieur le Duc, m'ayant rayé de la société des hommes, je me suis imposé chez moi une prison perpétuelle, et comme M. le Duc de Coigny ne doit être effleuré en rien de ce qui se rapporte à lui par un événement aussi étrange, j'ai l'honneur de vous prier d'accepter ma démission de la place de votre Lieutenant général. Ce changement dans mon sort n'altérera en rien le respectueux dévouement avec lequel je suis, Monsieur le Duc, votre très humble et très obéissant serviteur. » (2)

Mais, Beaumarchais reprit sa démission, et la capitainerie de la Varenne du Louvre continua de fonctionner sous sa direction, jusqu'au 2 novembre 1789. Le 31 octobre, le comte de St-Priest, ministre de la maison du Roi, avait fait connaître à Beaumarchais que l'emplacement ci-devant occupé par le siège de la capitainerie de la Varenne du Louvre, devenait nécessaire pour une autre destination, il le pria de s'y transporter avec le greffier de la capitainerie, pour y dresser procès-verbal de l'état des armoires, registres et minutes du greffe.

Le 2 novembre, le greffier était chargé par l'inspecteur du château du Louvre de prévenir les officiers de la capitainerie que « dans la circonstance où le Décret de l'Assemblée Nationale est formel sur la suppression du tribunal, il n'y aura plus d'audience jusqu'à ce qu'il en soit autrement statué.

« Les juridictions des chasses royales entraient désormais dans le domaine du passé. »

Les archives de la Varenne du Louvre ont été conservées depuis 1611 jusqu'en 1789.

(1) De Loménie, *Beaumarchais et son temps*, t. I, p. 125.

(2) *ibid* t. I, p. 127.

(1) A. N. Z1Q, N° 91 (minutes sans dates et non signées.)

Malgré leur nombre considérable, ces documents présentent peu d'intérêt. Les affaires sensationnelles sont bannies de ces dossiers, où les procès se rencontrent en nombre inférieur à ces formalités d'ordre purement administratif, auxquelles les anciennes coutumes judiciaires voulaient que l'on donnât la consécration et la publicité de l'audience d'un tribunal. Tels étaient les permis de construire et de clore sur les terrains de chasse du roi, les permis de chasse donnés aux particuliers par le grand veneur dans les forêts royales de province, et les prestations de serment des inspecteurs et gardes-chasses, qui aujourd'hui encore, se font dans des formes analogues.

Les affaires contentieuses concernent généralement des infractions sans gravité aux règlements et ordonnances.

Le nombre des audiences tenues était de quinze à vingt par an ; on jugeait et l'on statuait en moyenne sur une dizaine d'affaires par audience.

III

Comme nous l'avons rappelé plus haut, la capitainerie de la Varenne des Tuileries, fut détachée, en 1705, de celle du Louvre.

A cette époque, le comte de Toulouse venait d'acquérir la terre et le château de Rambouillet, qu'il avait payé cinq cent mille livres au sieur d'Armenonville. Cet achat, fait sur le désir exprimé par Louis XIV, ayant eu un certain caractère d'expropriation, le Roi décida que le vendeur conserverait à titre de dédommagement, la jouissance du Bois de Boulogne et celle des jardins et du château de la Muette, qu'on désignait alors sous le nom de *la Meutte*. (1) D'Armenonville fut, en outre, gratifié d'un brevet de vingt-cinq mille livres. Quant au sieur de Catelan, qui, comme nous l'avons indiqué avait été nommé capitaine de la Varenne des Tuileries, sa circonscription s'étant trouvée diminuée, il reçut une indemnité de cinquante mille livres. Le siège de sa capitainerie fut fixé au château de Madrid. (2)

(1) Louis XVI dans son journal parle également de « *La Meutte* » où il a chassé le 19 septembre 1776. C. Journal de Louis XVI. A. N. A. E. II 4281, 1^{er} portefeuille (musée).

(2) St. Simon. *Mémoires*.

Une Déclaration de 1716, délimita la nouvelle capitainerie du côté de l'est, par une ligne qui la séparait de celle de Vincennes de la manière suivante :

Paris, porte du Pont-au-Choux, porte du parc de Ménilmontant, chemin des Bruyères, chemin de Pantin, Moulin de Romainville Bobigny. A ce point, commençait la limite particulière de la capitainerie du Bois de Boulogne, qui fut, par la suite, réunie à celle de la Varenne des Tuileries. Elle était jalonnée par la garenne de Drancy, Pont-Iblon, Dugny, St-Léger, Pierrefitte, Pont-St-Ladre, St-Denis et Paris. (1)

A partir de 1749 jusqu'en 1789, la charge de capitaine de la Varenne des Tuileries appartint à Charles de Rohan, prince de Soubise, d'Epinoy et de Maubuisson, gouverneur de Flandre et du Hainaut, maréchal de France, dont la fille devait épouser le prince de Condé, et être la mère de celui des Condés qui devait mourir à St-Leu en 1830, d'une mort mystérieuse et tragique, au souvenir de laquelle est demeuré attaché le nom de la baronne de Feuchères.

Pendant sa jeunesse, Louis XV chassait fréquemment au Bois de Boulogne, et Barbier nous a laissé une description pittoresque de ces divertissements, qui avaient pour théâtre une promenade déjà familière aux Parisiens, bien que la ville en fut encore relativement éloignée :

« Depuis que le roi est à Meudon, écrit-il, il a fait deux chasses, l'une avec les équipages de M. le Duc, l'autre avec les siens ; ils n'ont rien pris : ces chasses sont pour le cerf. M. le Prince de Conti, qui a un équipage magnifique de quatre vingt chevaux et de cent cinquante chiens, proposa au roi de lui donner une chasse au Bois de Boulogne. Cela fut exécuté hier, mardi 15, par une très grande chaleur. Pour n'être point embarrassé par le peuple de Paris et par les carrosses, les portes du Bois ont été saisies à quatre heures du matin par les gardes du corps, avec défense de laisser entrer qui que ce soit, ni à pied, ni en carrosse ; on avait même posté des gardes aux maisons qui ont communication avec le Bois dans les villages de Passy, Auteuil et Boulogne. Au moyen de la petite maison que j'ai dans la cour du Château, moi et ceux qui y ont des logements, nous n'avons pas été compris dans les défenses. Nous y avons été coucher la veille, et l'on nous a même donné permission pour les dames d'aller en

(1) A. N. O¹ 1035 N^o 340-430 Etats de paiement des officiers. Ordonnance d'érection de la capitainerie.

carrosse au rendez-vous de chasse qui était à deux heures après-midi, à la Croix de Mortemart. L'équipage du Prince de Conti était presque habillé de neuf ; le Prince et ses principaux officiers en drap jaune galonné d'argent sur toutes les coutures avec les parements de velours bleu, les piqueurs et autres, demi-galonnés ; plusieurs seigneurs avaient prit l'habit uniforme du Prince. Le Roi était dans sa calèche avec M. le Duc de Charost, son ci-devant gouverneur. Quatre calèches de M. le Prince de Conti remplies de femmes, Mademoiselle de la Rocheguyon à cheval avec quelques autres, Mademoiselle de Charolais, M. le Duc de Chartres, M. le Duc et tous les jeunes seigneurs de la Cour suivaient la chasse. Au moyen de la fermeture des portes, il n'y avait dans le Bois que les carrosses de la Cour de Madrid, lesquels ne couraient point, et pas vingt personnes inutiles en honnêtes gens. On a lancé le cerf du côté de Madrid ; la chasse a été très mal pendant près de quatre heures : le Prince de Conti avait fait dresser des rafraichissements considérables en viande pour tout le monde, à la Croix de Mortemart. On a relancé plusieurs fois et l'on désespérait de la réussite, lorsqu'en me promenant tout doucement avec deux personnes, du côté de la mare aux biches, j'ai vu venir le cerf droit à nous. Il était assez fatigué et s'est jeté dans la mare, n'étant suivi ni de chiens, ni de piqueurs, ni de qui que ce fût de la chasse. Il s'est baigné pendant un demi quart d'heure, puis, il est sorti ; à la fin, il est arrivé un piqueur, qui, sur notre rapport, a été chercher la chasse ; les chiens sont arrivés et nous avons indiqué les voies aux chasseurs. Le bruit s'est répandu dans tout le bois que le cerf était à la mare aux biches, et en moins d'un quart d'heure, le roi ainsi que toute la chasse, sont arrivés à nous. On s'est informé des faits, on a remis de nouveaux chiens encore, plus juste sur la voie et après une demi-heure, le cerf a été forcé contre les murs, entre la porte de Longchamp et le terrain de Madrid. M. de la Chevaleraie, capitaine des chasses de M. le Prince de Conti à l'Ile Adam, et colonel réformé, est venu en apporter la nouvelle au roi, de sorte que, sans chevaux, nous avons vu tout le beau de la chasse. Nous nous intéressions d'autant plus à donner ces renseignements, que M. le Prince de Conti s'était donné des mouvements épouvantables et n'ayant pas quitté les chiens, avait été très chagrin du mauvais succès de la chasse et que M. le Duc en était bien aise. Parmi les seigneurs de la Cour du Prince de Conti, il y a le marquis du Bellai qui est pis qu'un piqueur. Tous ces seigneurs étaient magnifiquement montés, avaient changé plusieurs fois de chevaux et allaient comme des diables à travers bois ; je ne sais com-

ment ils peuvent résister à une pareille fatigue. Le roi et les autres se sont rendus à l'endroit de la mort et là on a fait la curée. » (1)

IV

La capitainerie de Livry était bornée au sud par la Marne jusqu'à Pomponne ; vers l'est, par la ligne Pomponne, Montjay, Villevaudé, Claye ; au nord, par les bois de Groslay, St-Martin, St-Denis et du Tremblay. Elle rejoignait ainsi la limite est de la Varenne du Louvre.

Réduite de plus de moitié lors de la création de la capitainerie de Vincennes, elle fut agrandie en 1700 du côté du nord. et par sa lieue de couvert, elle confina dans cette direction avec les bois d'Ermenonville qui dépendaient de la capitainerie d'Halatte et Chantilly. La limite fut alors prolongée au nord de Claye, par une ligne passant par Gressy, le pont de la Sablonnière, Compans, l'étang aujourd'hui desséché de Thieux et Villeneuve-sous-Dammartin. Tournant vers l'ouest, elle passait alors par Mauregard et Louvres (exclus), puis redescendait vers le sud en suivant le ruisseau de Gonesse, laissant cette localité à l'ouest, et rejoignait les limites de la capitainerie de Vincennes par le Pont-Iblon et le Bourget. (2)

La capitainerie de Livry, qui, comme nous l'avons indiqué, fût supprimée en 1761, et fut rattachée pour la partie sud à celle de Vincennes, demeura pendant de longues années, et de père en fils, dans la famille Sanguins, à laquelle appartenait le marquisat de Livry et les seigneuries voisines de Couberon et Vaujours. (3) Cette famille descendait de Simon Sanguins, seigneur de Livry, capitaine gruyer pour le roi des forêts de Livry et Bondy, qui vivait en 1474.

Jacques Sanguins, troisième du nom, chevalier, seigneur de Livry et du Genitoy, était devenu capitaine des chasses en 1622, après la démission du marquis de Mailly. Devenu maître de

(1) Barbier. *Journal*. T. I p. 178-179-180 Juin 1723.

(2) Code des Chasses. T. II, p. 342. Déclaration du roi concernant les limites de la capitainerie de Livry et Bondy.

(3) Ibid. T. II, p. 571.

l'Hôtel du Roi, il mourut en 1680. C'est de lui dont il s'agit, dans le règlement des limites de la capitainerie de Livry avec celles de la Varenne du Louvre, auquel procéda le duc de Mortemart en 1669.

Son fils, Louis Sanguins, reçut la capitainerie de Livry en survivance de son père. Il épousa la fille de François de Beauvilliers, duc de St-Aignan, et transmit sa charge à son fils Paul.

Il existe aux Archives, une ordonnance de ce dernier, en date du 10 septembre 1755, concernant la destruction des lapins dans sa capitainerie, conformément à l'ordonnance de 1669. (1)

V

Comme nous l'avons déjà indiqué, la capitainerie de Vincennes fut créée en avril 1676, par un prélèvement opéré sur celles de Livry et de la Varenne du Louvre.

A cette époque, la nouvelle juridiction comprenait onze paroisses.

Le duc de Mazarin, pour lequel le roi l'avait constituée, conjointement avec le gouvernement de Vincennes qui rapportait vingt-quatre mille livres de rentes, est certainement à la fin du règne de Louis XIV et de tous ceux qui occupèrent alors des situations considérables, l'un des personnages les plus effacés.(2)

Saint-Simon a fait de lui le portrait le plus incohérent, l'un des moins réussis de la galerie dont il est l'auteur :

« Le Duc de Mazarin, écrit-il, mourut de 1712, dans ses terres, où il s'était retiré depuis trente ans; il en avait plus de quatre vingts et ce ne fut une perte pour personne, tant le travers d'esprit porté à un certain point, pervertit les plus excellentes choses. J'ai ouï dire aux contemporains qu'on ne pouvait pas avoir plus d'esprit, ni plus agréable, qu'il était de la meilleure compagnie, et fort instruit, magnifique, de goût à tout, de la valeur, dans l'intime familiarité du Roi, qui n'a jamais cessé de l'aimer

(1) A. N. AD IV n° 150. Ordonnance de Louis Sanguins, marquis de Livry, capitaine des chasses de la capitainerie de Livry et Bondy.

(2) A. N. 94035, n° 433. Etat des officiers pourvus en titre d'officiers par S. M. dans la capitainerie de Vincennes.

et de lui en donner des marques, quoi qu'il ait fait pour être plus qu'oublié. » (1).

Fils du maréchal de la Meilleraye, le duc de Mazarin devint propriétaire de ce titre par son mariage avec Hortense Mancini, et par la substitution dont le cardinal, oncle de sa femme, était l'auteur. Il cumula les fonctions multiples de gouverneur de Bretagne, d'Alsace, de Brisach, de Belfort, de Nantes, de Brest, de Port-Louis et de St-Malo, la charge de grand maître de l'artillerie et celle de grand bailli d'Haguenau qui, à elle seule, rapportait trente mille livres de rente. (2)

En 1681, le gouvernement et la capitainerie de Vincennes échurent à son gendre, le maréchal de Bellefonds. (3)

Acquise en 1752 par le duc d'Orléans, la capitainerie devait s'accroître neuf ans plus tard de la plus grande partie de celle de Livry supprimée. (4)

Jusqu'en 1763, la charge de capitaine des chasses demeura réunie à celle de gouverneur du château de Vincennes. A cette époque, une déclaration du roi les rendit indépendantes l'une de l'autre et le marquis de Voyer d'Argenson, fils du ministre de la Guerre, fut nommé titulaire de la seconde. (5)

D'après un mémoire de cette époque, rédigé par M. de Ferrier, « de la part de Mgr le duc d'Orléans », cette disjonction de charges eût des résultats fâcheux. Le gouverneur du château, en perdant la charge de capitaine des chasses, avait conservé le droit de présentation pour les places de portiers du bois de Vincennes. Ces places qui auraient dû, selon l'usage, être, confiées à des gardes de la capitainerie ou des Eaux et Forêts, furent, d'après le Mémoire de M. de Ferrier, « abusivement vendues et louées par les gens d'affaires de M. de Voyer

(1) St Simon. Mémoires. T. XXIII. p. 202.

(2) Mlle de Montpensier. Mémoires. T. VI, p. 5.

(3) Bernardin Gigault, marquis de Bellefonds, (1630-1694), maréchal de France, obtint cette haute dignité sans avoir acquis de titres particuliers à en être revêtu. Ambassadeur extraordinaire en Angleterre sous le règne de Charles II, il commandait les troupes chargées de repousser le débarquement projeté par les Anglais sur les côtes de la Manche en 1692.

(4) Code des chasses. T. II. p. 595. Provisions de Capitaine des chasses de Vincennes en faveur de S.A.S. Mgr le duc d'Orléans, 21 décembre 1752.

(5) Marc René de Voyer, marquis d'Argenson, (1722-1782.) Fils du comte Marc Pierre, il exerça les fonctions de commandant des provinces de Poitou, Aunis et Saintonge. Il était le neveu de l'auteur des *Mémoires* et le cousin du second ministre de la guerre de ce nom sous le règne de Louis XV. Son fils, Marc René, devint aide de camp de Lafayette et compta en 1815, parmi les députés de l'opposition libérale. (La Chesnaye des Bois, *passim*.)

à divers particuliers, à qui la conservation du gibier et du bois du parc était absolument indifférents, qui laissaient la nuit toutes les portes ouvertes, de manière que le bois est absolument livré à la discrétion des braconniers et des coupeurs de bois; qui y commettent des délits de tout genre, délits que les gardes de la capitainerie et des Eaux et Forêts ne peuvent empêcher. » (1)

À l'époque de la Révolution, le duc d'Orléans (Philippe-Egalité), avait hérité de son père la capitainerie de Vincennes.

VI

Complètement séparée des autres capitaineries, celle de Montceaux, très à l'est de leur principal groupe, formait une juridiction particulière autour du château qu'avait fait construire Catherine de Médicis par le Primatice, dans une situation particulièrement favorisée; à la naissance d'une presqu'île formée par la Marne.

Cette magnifique demeure, dont il ne subsiste aujourd'hui que quelques pans de murs, a eu son histoire.

Là s'était rendu le prince de Condé, au début des guerres de religion pour demander justice au moment du massacre des huguenots à Vassy.

Et Montceaux, théâtre d'une des premières scènes du grand drame de la fin du xvi^e siècle, avait été aussi de la scène finale, car c'était dans les jardins du château qu'avait eu lieu la célèbre réconciliation du Béarnais pacificateur et triomphant, avec le duc de Mayenne vaincu, à bout de souffle, de moyens et d'arguments.

La création de la capitainerie datait du 26 avril 1596. Elle comprenait une simple zone de deux lieues en tous sens, aux environs du château. Celui-ci fût offerte par Henri IV à Gabrielle d'Estrées, sa maîtresse, qui y séjourna avec son fils le duc de Vendôme (2). Plus tard, le Vert-Galant en fit don à

(1) A. N. O¹1035, n^o 436. Mémoire remis par M. de Ferrier de la part de Mgr le duc d'Orléans, sans date ni nom de destinataire.)

(2) Pierre de l'Etoile écrivait dans son Journal en 1595 : « Le roi était à la campagne qui chassait autour de Paris avec sa Gabrielle nouvellement comtesse de Montceaux, côte à côte du roi qui lui tenait la main. Elle était à cheval montée en homme, tout habillée de vert et rentra avec lui à Paris dans cet équipage. » (Journal, année 1595, p. 260.)

sa femme légitime, Marie de Médicis, à l'occasion de la naissance de Louis XIII. Le célèbre Bassompierre en était alors le capitaine gouverneur. (1)

Sous la Régence, Marie de Médicis y séjourna en 1615, 1616 et 1617.

Plus tard, Louis XIII y signa les lettres patentes d'érection en duché-pairie, de la terre de Richelieu, en faveur du cardinal-ministre.

Louis de Vieupont, capitaine de Montceaux, eût pour successeur Louis Potier, comte de Gesvres qui fût tué à l'ennemi en 1645, et transmit la capitainerie avec le gouvernement du château, à Léon Potier, comte, puis duc de Tresmes et de Gesvres. (2)

En 1719, son fils cédait la capitainerie de Montceaux au comte d'Evreux, de la maison de la Tour d'Auvergne, en s'en réservant la survivance. A la mort de celui-ci, en 1753, elle entra dans la famille de Tresmes, dont le dernier représentant mourut pendant la Terreur, en 1794. (3)

En 1718, une Déclaration royale avait déterminé les limites de la capitainerie comme il suit : Mareuil, les bords de la Marne, la Grange-Dumont, la route de Meaux à Crécy-en-Brie, le ruisseau de Segy, le chemin de Meaux à Coulommiers, les villages de Sancy et Maisoncelles, la chaussée de l'étang de St-Denis, Signy-Signets inclus, Bac-à-Fay, le chemin de la Ferté-sous-Jouarre à Lizy-sur-Ourcq, la rive gauche de l'Ourcq, la rive gauche de la Marne, le pont de Trilport et Mareuil. (4)

(1) Th. Lhuillier. L'ancien château royal de Montceaux en Brie p.p. 4 à 12 et passim.

(2) Ce personnage fait partie des innombrables victimes de St-Simon. « Quand on lui parlait de ses grands revenus, dit le mémorialiste, du mauvais état de ses affaires malgré sa richesse, du désordre de sa maison et de l'inutilité et de la folie de ses dépenses, il se mettait à rire et répondait qu'il ne les faisait que pour ruiner ses enfants. Il disait vrai et y réussit complètement. Dernier trait qui fut démenti par les faits de la manière la plus péremptoire, car non seulement le fils évita la ruine, mais paya les dettes de son père moyennant que celui-ci se démette du titre de duc. Cet événement caractéristique se produisit en 1703, date à laquelle Léon Potier se remaria à l'âge de quatre vingt trois ans.

Issu de cette noblesse de hauts fonctionnaires de l'Ancien Régime, à laquelle appartirent plusieurs personnages célèbres, dont les origines étaient parfois fort modestes, le duc de Tresmes ne se faisait aucune illusion sur l'ancienneté de sa généalogie. Interpellant un jour le maréchal de Villeroi, allié aux Créquins comme lui-même l'était aux Tingry-Luxembourg, et faisant allusion aux secrétaires d'Etat dont ils étaient tous les deux issus, ainsi qu'à la progressive élévation des deux familles, il lui disait : « Arrêtons-nous Monsieur le Maréchal, n'allons pas plus loin, car qui étaient leurs pères, à ces deux secrétaires d'Etat de petits commis et commis eux-mêmes : et de qui venaient-ils ? le vôtre d'un vendeur de marée aux Halles, et le mien d'un porte balles et peut-être pis. » (St Simon. Mémoires T. VI. p.p. 413-415 et notes de M. de Boislisle.)

(3) Louis-Joachim Paris. Potier, fils de Léon Potier, duc de Tresmes, marquis de Gesvres et d'Eléonore de Montmorency-Luxembourg-Tingry, né le 3 mai 1733, gouverneur de l'île-de-France et de Montceaux. Gesvres avait été érigé en baronnie en 1597, puis en marquisat en 1625. Tresmes en Franche-Comté, avait été érigé en duché en 1643 et avait pris le nom de Gesvres en 1678. Le duc de Gesvres avait acquis le droit à la succession à la duché-pairie de Piney-Luxembourg. (D'après l'Etat Général de la France, de Waroquier. L. II. p. 24.)

(4) A. N. 01035 n° 282-293 et AD IV 3-73. Déclaration royale portant délimitation de la capitainerie de Montceaux. Etats des officiers. Code des Chasses. T. II. p. 388.

Entre Meaux et la Ferté-sous-Jouarre, existait une autre capitainerie, de dimensions fort restreintes, précédemment constituée en faveur du maréchal de Vitry. En 1691, son fils s'en étant démis, elle fut donnée au duc de Tresmes, et réunie à celle de Montceaux.

On lui donnait le nom de capitainerie de Meaux, et un Edit de 1718 la limita comme il suit : Pont de Trilport, la Marne jusqu'au ruisseau de Brasset, St-Faron, l'église de Crégy, le chemin de Meaux à Damléger, le moulin de Poincy et le pont de Trilport. (1)

En 1788, les capitaineries de Meaux et Montceaux, réunies, (tel était leur titre officiel), comptaient, outre le capitaine, un lieutenant de robe longue, un premier lieutenant, un lieutenant honoraire, un sous-lieutenant, un procureur du roi, un greffier, un receveur des amendes, un inspecteur, un sous-inspecteur et dix-huit gardes.

Depuis le règne de Louis XIV, aucun souverain ne vint jamais chasser à Montceaux. Dès 1726, un Edit avait supprimé la lieue de couvert de la capitainerie. Pendant le cours du XVIII^e siècle, l'ancienne résidence des Médicis et d'Henri IV fut laissée à peu près à l'abandon. Le Roi y logeait semble-t-il vers 1760, des réfugiés catholiques irlandais, chassés par les proscriptions consécutives à l'avènement de la branche féminine des Stuart-Hanovre. Une demoiselle O'Gilvy paraît avoir été l'une des dernières pensionnaires de Montceaux. Vers la fin du règne de Louis XV, le comte de la Marche avait manifesté l'intention d'y venir chasser, mais il semble résulter de la correspondance échangée entre le marquis de Marigny, surintendant des bâtiments, et le conservateur du domaine, que le mauvais état du château ne permettait déjà plus d'y recevoir personne. (2)

La capitainerie de Montceaux était l'une de celles dont les paroisses qui, en 1789, consentaient au maintien des capitaineries royales, demandaient la suppression, comme n'étant pour le Roi d'aucune utilité.

Louis XVI, en 1787, en avait fait cadeau au prince de Conti. (3)

(1) Arch. de Seine et Marne. A. 86-87. Code des Chasses. T. II. p. 385. Edit du roi portant union de la Varenne de Meaux et plaines adjacentes à la capitainerie de Montceaux et suppression d'un lieutenant et gardes à pied de la Varenne de Meaux, sept. 1691.

(2) A. N. 0^e1709. Lettre du conservateur du château à M. de Marigny, 2 mai 1787.

(3) A. N. 0^e1039. n^o 292. Ordonnance royale concédant la terre de Montceaux au prince de Conti, mars 1777.

VII

Au sud-ouest de Montceaux, unissant les limites de la capitainerie de Fontainebleau à celles de la capitainerie de Vincennes, existaient de vastes terrains de chasse qui, jusqu'au début du règne de Louis XVI, formèrent une juridiction unique sous le nom de Corbeil ou de Sénart, et dont la forêt de ce nom constituait la partie principale. (1)

Fondée en 1538, la capitainerie de Corbeil entra dans la famille de Villeroy, qui avait donné à Henri IV l'un de ses meilleurs ministres et à Louis XIV, l'un de ses plus médiocres chefs d'armée. Elle y resta jusqu'à la Révolution. A cette époque, la famille était représentée par le duc Louis Gabriel, qui mourut sur l'échafaud pendant la Terreur, et avec lequel le nom s'éteignit. (2)

La capitainerie de Corbeil était limitée à l'ouest par le cours de la Seine entre Melun et Charenton ; à l'est, par la route de Paris à Melun passant par Boissy-St-Léger et Brie-Comte-Robert. Elle formait ainsi une bande d'une longueur d'environ neuf lieues, et d'une largeur qui atteignait deux lieues et demie vers Brie-Comte-Robert.

En 1774, Louis XVI voulant doter son frère, le comte de Provence, d'une capitainerie royale dont il serait le chef, détacha de la capitainerie de Corbeil la forêt de Sénart et quelques territoires voisins, dont il fit une juridiction particulière.

L'Edit d'érection la délimitait comme il suit : la rivière de Seine depuis Villeneuve-St-Georges en remontant la rivière par le chemin de Corbeil jusqu'au grand chemin de Villeneuve-St-Georges à Melun ; d'un autre côté, par le grand chemin depuis l'endroit où y aboutit celui de Corbeil jusqu'au Plessis Picard, et de là, en suivant les anciennes limites de la capitainerie de Corbeil, par une ligne passant par Moissy et par Combs-la-Ville, remontant à Villeneuve, descendant à Villecresnes, de

(1) A. N. 0°1035. n° 325 à 339. Les patentes d'érection de la capitainerie de Sénart. Etats des officiers de cette capitainerie. Code des Chasses : Ordonnances royales d'érection de la capitainerie de Corbeil. T. II. p.p. 422 et suivantes ; 40 avril 1538 — 19 janvier 1549 — 2 mai 1580 — 5 février 1589 — 12 décembre 1613 — Septembre 1654 — 15 décembre 1662 — 12 janvier 1672 — 3 mai 1694.

(2) Louis Gabriel de Neuville, duc de Villeroy, seigneur engagiste du comté de Corbeil, fils de François Camille, duc d'Alaincourt, baron de St-Marc et de Julie de Boufflers.

CAPITAINEE DES CHASSES DE ST-GERMAIN-EN-LAYE
D'APRÈS L'ORDONNANCE ROYALE DE 1679



là à Boissy-St-Léger et enfin, de Boissy-St-Léger à Villeneuve-St-Georges par une ligne droite en longeant la réserve du Roi, à l'exception seulement de la portion de la forêt de Sénart appelée le petit Sénart, qui demeurera comprise dans la capitainerie de Corbeil. » (1)

Outre Monsieur, frère du Roi, capitaine, la nouvelle juridiction comprit un capitaine en second, marquis de Montesquiou, un lieutenant général de robe longue, un autre de robe courte, un lieutenant particulier, un procureur et un avocat du roi, un greffier, un receveur des amendes et douze gardes. (2)

La capitainerie de Sénart avait été créée, comme annexe et complément du marquisat de Brunoy, dont Monsieur était devenu titulaire.

La création de la capitainerie de Sénart réduisit celle de Corbeil des deux tiers. L'une et l'autre subsistèrent jusqu'à la Révolution.

VIII

La capitainerie de St-Germain-en-Laye était limitée au nord par le cours de la Seine, entre Mantes et Meulan, puis, par une ligne passant par Sagy, Cergy, Eragny, Herblay, Franconville, Sannois et Argenteuil. La plainte de Gennevilliers formait une fraction indivise entre la capitainerie de St-Germain et celle de la Varenne du Louvre. La limite longeait ensuite à l'ouest le parc de Meudon, et courait vers le Sud, par Verrières, Antony, Massy et Palaiseau. De ce point, elle se dirigeait vers le nord-ouest, après avoir décrit une courbe vers le sud. Longeant les bord de l'Yvette et de son petit affluent, la Mérentaise, elle passait par Port-Royal, l'abbaye de Vaumuriel, La Villedieu, La Boissière, Eslancourt, La Richarderie, Chennevière, Néauphle le Château, Saulxmarchais, Thoiry, Petitmont, Goupilières, Hargeville et St-Corantin, puis regagnait Mantes, par Rosay et Villette. (3)

(1) A. N. O¹1035, n^o 325. Edit d'érection de la capitainerie de Sénart en faveur de Monsieur frère du Roi, 1774.

(2) Ibid O¹1035, n^o 327. Etat des officiers.

(3) On orthographiait autrefois: Saulmuraux, Marc-Thoiry et Hercheville.

Ces limites avaient été fixées par un édit de 1679, faisant suite à un acte de 1607, dans lequel on s'était borné à indiquer un jalonnement approximatif comme il était d'usage au temps d'Henri IV. (1)

Cette énorme superficie correspond actuellement au territoire d'environ cent quarante communes, soit à peu près le double de ce que comportait la capitainerie de Fontainebleau. Cette différence provient de l'absence de tout massif forestier comparable à celui de l'ancien pays de Bière, dans la région de St-Germain-en-Laye et de Versailles, où, en dehors du groupe formé par la forêt de Laye, prolongée vers l'ouest par le bois des Alluets, il n'existe guère que des boqueteaux d'assez faible étendue.

Le Roi, déjà propriétaire au commencement du ^{xvii}e siècle, de la forêt de St-Germain, s'était rendu acquéreur de terres considérables à Versailles et aux environs, depuis l'époque où Louis XIII avait fait construire le rendez-vous de chasse qui devait plus tard devenir la résidence ordinaire de son successeur.

A la fin du ^{xviii}e siècle, le Roi possédait aux environs de Versailles trente six fermes, de rendement généralement médiocre, et dont les baux étaient le plus souvent conclus pour six ans. Les unes contenaient cinq cents arpents de labour, soit environ deux cent cinquante hectares, d'autres étaient beaucoup moindres. Elles ne jouissaient d'aucun privilège particulier, et subissaient, comme les autres, les inconvénients du régime des capitaineries. Néanmoins, dans les mauvaises années et dans les circonstances difficiles, le Roi accordait des secours à ses fermiers. C'est ainsi qu'en 1755, Louis XV donna cinq mille livres à six d'entre eux. En juillet 1788, Louis XVI leur en accorda également dix mille. (2)

En 1775, il avait fait défense à la paroisse de St Cyr d'imposer ceux de Gally et de la Ménagerie. Le Petit Parc, qui comprenait les environs immédiats du château du côté de l'ouest, avait une contenance d'environ deux mille cinq cents hectares. Il était entouré d'un mur percé de seize portes à l'intérieur duquel se

(1) A. N. O¹ 4035 n^o 294-324. Code des chasse. T. II p. 303

(2) Les subsistances dans le district de Versailles par Defresne et Evrard. Introduction p. 28

trouvaient la pièce d'eau des Suisses, les bois de Cerf volant et de Satory, le grand canal et ses abords, les Trianons, l'emplacement de l'ancien village de Choisy et les deux fermes de Gally et de la Ménagerie, la première située près de la Grille royale, la seconde près de St-Cyr.

Le Grand Parc, concentrique au Petit, n'était propriété du Roi que pour les deux tiers, et le reste appartenait en grande partie à des mainmortables. Il comprenait les paroisses de Bailly, Rennemoulin, Noisy le Roi, Fontenay le Fleuri, Bois d'Arcy, St-Cyr, Buc et Guyancourt.

Comme nous l'avons précédemment indiqué, un Edit de 1744 avait soumis les deux parcs à la juridiction du Bailliage de Versailles. Toutefois, le personnel de surveillance était demeuré sous la haute direction du capitaine des chasses de St-Germain en Laye.

Les parcs étaient clos de murs, et il en était de même de la forêt de St-Germain, depuis cette ville jusqu'à Poissy, du côté du Sud, et jusqu'au point situé en face de la Frette, du côté de l'Est. Le reste du pourtour de la forêt était clos par les berges assez escarpées de la Seine. (1)

Les cerfs ne se plaisaient point dans les séjours des parcs, ni dans celui des forêts de St-Germain, et de Marly; les gardes, qui, dans ces forêts, cumulaient avec leurs fonctions ordinaires celles de portiers, y apportaient des faons venus des autres capitaineries, et pendant l'hiver il fallait pourvoir à la subsistance des fauves, à l'usage desquels des rateliers étaient disposés dans les bois.

De tout temps, les rois avaient chassé en forêt de Laye, et les bois superbes qui couronnent la colline située au nord de la ville et du château, étaient le complément naturel des avantages exceptionnels de ce site célèbre et universellement connu.

En 1498, Guillaume de Montmorency, père du connétable Anne, remplissait les fonctions de gouverneur du château de St-Germain en Laye « avec la superintendance et le regard sur les offices des eaux et forêts et garde des chasses de ce lieu, que tenait auparavant Jean Louan, chevalier, gouverneur de la duchée

(1) D'Yauville. Traité de Vénérie p. 349.

d'Orléans ». Il eut comme successeur Jacques de Dinteville, jusqu'en 1506, puis Louis de Rouville, que nous avons déjà rencontré dans les fonctions de grand veneur en 1488. (1)

Pierre de Ruthie, Jean de la Salle et Jean, deuxième du nom, son frère, tous trois originaires du pays de Soule, et après eux Charles de la Salle leur fils, et neveu, exercèrent les fonctions de capitaine gouverneur jusqu'en 1591, époque à laquelle Henri IV leur donna comme successeurs Antoine de Buade, comte de Frontenac, et son fils Henri. (2)

Après eux, la charge parvint aux mains de Charles de Mornay, marquis de Montchevreuil, seigneur de Fresneau, Vilette et Vaudampierre, colonel d'un régiment de son nom, et lieutenant-général des armées du roi, vivant en 1647.

Avant sa mort, il avait cédé l'emploi à François de Baradat, « favori de nul mérite, assure un chroniqueur contemporain, venu en une nuit, comme un potiron, non élu, mais reçu du Roi par une bonne fortune. » (3)

Il fût remplacé par Claude de Rouvroy de St Simon, premier écuyer de la Petite Ecurie, premier gentilhomme de la Chambre, qui se démit en 1645 en faveur de René de Longueil. (4)

Claude de Rouvroy de St Simon était le père du mémorialiste qui naquit de son second mariage avec Anne Charlotte de l'Aubespine.

René de Longueil fut nommé surintendant des finances après Particelli, qui exerçait ces fonctions au début des troubles de la Fronde. Ses successeurs furent Jean son fils et Louis le Normant de Beaumont, qui périt assassiné dans la forêt de St Germain.

Remplacés par Jean de Daillon, duc du Lude, ce dernier remit la charge à Henri de Montchevreuil, deuxième marquis de ce nom, et elle resta dans la famille de ce titulaire jusqu'au commencement du XVIII^e siècle, époque à laquelle elle devait entrer dans la maison de Noailles, où elle demeura jusqu'à la Révolution. (5)

(1) La devise de la Maison de Rouville, bien faite pour un veneur était: Qui le droit chasse garde le change. *Duon St Germain, en Laye, Capitaines et Gouverneurs*, p. 92, P. Anselme. Histoire de la maison de France. T. VIII. p. 708.

(2) P. Anselme. Histoire généalogique de la Maison de France. T. VIII. p. 267 et suivantes.

(3) St Simon. Mémoires. T. I. p. 146.

(4) Baron de Noirmont. Histoire de la chasse en France. T I p. 182 et suivantes.

(5) Ancien cabinet des titres. Dossiers bleus. n° 229. Familles de Daillon. A. N. Z. 1 F. Registre p. 90. O 1035. n° 301. Etat général des noms, surnoms, dates et provenance, réception et demeures, de tous les officiers, portiers, gardes à cheval et à pied en titre de la capitainerie royale de St-Germain.

Adrien Maurice, troisième duc de Noailles, maréchal de France, qui avait été président du conseil des finances au temps de la polysynodie, sous la Régence du duc d'Orléans, devint « gouverneur et capitaine des chasses de St Germain en Laye et maître particulier des villes, pays, forêts et grueries qui en dépendent », en 1717, par lettres patentes du 17 octobre de cette année. (1) Ces lettres sont ainsi conçues :

« La charge de capitaine gouverneur et maître concierge de nos châteaux, jardins, parcs et forêts et chasses de Saint Germain étant vacante par le décès du comte de Mornay, Nous avons cru ne pouvoir faire plus digne choix pour le remplir que de la personne de notre très cher et bien aimé cousin. Adrien, Maurice, duc de Noailles, pair de France, chevalier de la Toison d'Or, grand d'Espagne, lieutenant-général de nos armées, capitaine de la compagnie écossaise des gardes de notre corps, président de notre conseil des finances. Les preuves qu'il a données de sa capacité, de son zèle et de son dévouement au service de notre feu roi, l'affection et l'attachement qu'il a pour nous et la connaissance particulière que Nous avons de ses rares vertus. Nous ont porté dès Notre avènement à la couronne à le charger de l'administration de Nos finances, (2) et comme Nous ne voulons pas laisser échapper aucune occasion de lui témoigner des marques de notre satisfaction, Nous avons jugé à propos de le pourvoir, de l'avis de notre oncle, le duc d'Orléans, Régent, de la charge de capitaine gouverneur et maître concierge de nos châteaux, jardins, parcs, forêts, plaines, garennes et chasses de Saint Germain, La Muette-Saint-James et dépendances, à la réserve de la ville et pont de Poissy et de la terre et seigneurie de Maisons. » (3)

Le duc Adrien Maurice fit conférer la charge qui lui avait été ainsi donnée en 1717, à son fils Philippe, qui, né le 7 décembre 1715, prêta serment le 22 juin 1720 comme capitaine des chasses entre les mains du chancelier de France, à l'âge de cinq ans. Son père en conserva l'exercice pendant sa minorité.

Battu à Dettingen au début de la guerre de succession d'Autriche, celui-ci se démit de la charge de capitaine de St Germain en Laye en 1755, en faveur de son fils Louis.

Il avait fait construire dans St Germain un somptueux hôtel qu'entourait un parc de quatre-vingt-dix arpents. (4)

(1) La Chesnaye des Bois. Dictionnaire de la noblesse. T. XIV p. p. 567 et suivantes.

(2) Louis XV, âgé de cinq ans lors de son avènement, était évidemment étranger à la nomination du duc de Noailles très attaché, comme le fut sa famille, par la suite, à la branche d'Orléans.

(3) A. N. Z. 1 p. Registre, folio 120. Provision de capitaines des chasses de St-Germain-en-Laye accordées à Mgr le duc de Noailles.

(4) J. Dulon. St Germain en Laye. Capitaines et Gouverneurs. Maîtrise et Gruerie. Possim.

Louis, quatrième duc de Noailles, fils et successeur du précédent, prit part à la bataille de Dettingen avec son père, et y fût blessé. Ayant épousé Françoise Charlotte de Cossé-Brissac, il transmit la survivance de sa charge à son fils Jean, Louis, François, Paul, duc d'Ayen, qui, lui-même, épousa la fille du chancelier d'Aguesseau, et eut de ce mariage plusieurs filles dont l'une épousa le général La Fayette. (1)

Le duc Louis de Noailles conserva les fonctions de capitaine des chasses de St-Germain jusqu'à la Révolution, et il mourut dans cette ville en 1793, sans avoir été inquiété malgré ses relations avec la Cour. En mourant, il laissait par testament une somme de trente mille livres destinée aux pauvres.

Son fils Jean avait en plusieurs occasions défendu les intérêts de la ville de St-Germain, notamment en janvier 1788, époque à laquelle il offrait à l'intendant de prendre à sa charge une somme de vingt mille livres, dont il était question de grèver les finances municipales, pour achever la construction de l'église paroissiale. (2)

La physionomie des audiences de la capitainerie de St-Germain ne diffère point de celles de Fontainebleau ou de La Varenne du Louvre. Les très nombreuses archives du greffe ne contiennent guère que des délits de chasse sans gravité. Le nombre des audiences, celui des affaires jugées à chacune d'elles, sont sensiblement analogues à ceux qui résultent de l'examen des registres des autres capitaineries. (3) La qualité des prévenus semble indiquer que les cultivateurs ne sont pas toujours la majorité. En 1778, on rencontre parmi eux des bouchers, des pêcheurs, des coquetiers, des jardiniers, des voituriers, des blanchisseurs, des maréchaux-ferrants, des domestiques et des bourgeois. Les peines infligées sont parfois sévères, plus sévères, semble-t-il, qu'à la Varenne du Louvre et à Fontainebleau. Laisser la porte de son jardin ouverte et manœuvrer cette porte avec une corde, est taxé à 25 livres. Tenter d'assommer un lièvre avec un bâton, revient à quinze livres. Faire un trou au mur de son jardin, comporte une amende de cinquante livres ; placer des collets, cinquante livres ; être

(1) Comte de Waroquier : *Etat général de la France en 1789*. T. II p. 25.

(2) A. N. Commission des secours, carton G. (cité par Dulong, dans *St-Germain en Laye*).

(3) A. de Seine et Oise: En 1789, 141 affaires. En 1788, 455.

trouvé possesseur de fusil, cinquante livres ; chasser au fusil, cent livres ; être trouvé « raudant » quarante sols. (1)

La capitainerie fut, en 1777, amputée d'un canton de chasse au profit du Comte d'Artois. Ce canton comprenait les trois paroisses d'Argenteuil, Neuilly et le Pecq et celles qui se trouvaient comprises dans le territoire ainsi délimité. Les infractions commises dans ce canton restèrent soumises à la compétence de la capitainerie de St-Germain. (2)

Telle qu'elle se trouvait constituée par l'édit de 1679, cette juridiction s'étendait sur environ deux cent huit lieues carrées, et son périmètre formait un vaste quadrilatère irrégulier, dont les sommets se trouvaient marqués par Pontoise au nord, Gennevilliers à l'est, Palaiseau au sud et Mantes à l'ouest, et dont les diagonales mesuraient près de dix lieues.

IX

Comme si cette énorme chasse gardée ne pouvait suffire à Louis XV, elle se trouva, en fait, accrue de toute l'immense forêt de Rambouillet qui la prolongeait vers le sud.

L'acquisition faite de Rambouillet en 1705 par Louis XIV, en faveur du comte de Toulouse, avait ultérieurement été décuplée par de nouveaux achats de propriétés, et notamment par celui de la terre de St-Léger, qui avait fait entrer dans le patrimoine de ce prince, la totalité de la forêt Yveline.

Il n'apparaît nulle part que celui-ci, ni son fils le duc de Penthièvre, aient appliqué dans cette vaste seigneurie, le régime des capitaineries qui existait à St-Germain.

Lors de l'acquisition de ce superbe domaine par Louis XVI, il resta également en dehors des capitaineries voisines.

L'époque à laquelle Louis XV parut accorder à la forêt de Rambouillet une prédilection particulière, correspond à cette période de relâchement général des mœurs et de désorgani-

(1) Arch. de Seine-et-Oise. Registres d'audience de la capitainerie de St-Germain-en-Laye.

(2) A. N. O1035, n° 303. Ordonnance portant attribution d'un canton de chasse à Mgr le comte d'Artois dans la capitainerie royale de St-Germain (septembre 1777).

sation matérielle qui est contemporaine de la guerre de Sept Ans, A cette époque, où la Monarchie descendait d'elle-même du piédestal où l'avaient fait monter Henri IV et Louis XIV, leur couronne paraissait décidément trop lourde à leur successeur, l'art de régner trop absorbant, le protocole trop exigeant, les cérémonies trop prolongées, les courtisans trop nombreux, les palais trop vastes. N'ayant pu obtenir du duc de Penthièvre la cession de Rambouillet, qui eût été pour lui une sorte de Trianon éloigné de Versailles, où il aurait pu se rendre avec les commensaux habituels de ses petits soupers, Louis XV fit bâtir St-Hubert, d'abord simple pavillon de chasse, et qui fut pour lui l'équivalent de ces « folies », que faisaient alors construire aux environs de Paris de nombreux riches particuliers. La construction en fut longue. Commencée en 1755, le pavillon désigné d'abord sous le nom de Pourras, qui était celui de l'étang voisin, devint peu-à-peu un assez vaste château et ne fut guère terminé que vers 1760.

En 1758, époque à laquelle les séjours de Louis XV à St-Hubert furent très fréquents, comme l'indique le Journal de Barbier, le château était aménagé pour recevoir vingt cinq personnes. (1)

La vaste nappe d'eau, longue de près de sept mille toises et large de huit cents, qui avait été artificiellement créée à St-Hubert lors de la construction des canalisations destinées à alimenter les bassins de Versailles, était entièrement entourée de bois.

C'est dans ce mélancolique paysage, que seules égayaient de leurs notes claires la terrasse et la façade du château, que devait commencer de décroître définitivement le soleil royal dont Versailles avait jadis connu, sous Louis XIV, une éphémère et triomphale apothéose.

1) J. Maillard: Le château royal de St Hubert. Passim.

D'APRÈS L'EDIT DE 1724 & L'ARRÊT
DU CONSEIL DE 1740

D'APRÈS L'EDIT DE 1724 & L'ARRÊT
DU CONSEIL DE 1740



X

Louis XV, par un Edit d'avril 1773, créa une nouvelle capitainerie à Meudon. Les limites de cette juridiction se confondaient avec celles du petit bailliage de ce nom, qui se trouvait enclavé entre le vicomté de Paris à l'est, et le vaste bailliage de Versailles à l'ouest. Elle ne comprenait que les bois de Meudon et de Verrières, et le siège de la capitainerie fut placé au château où jadis le Grand Dauphin avait établi sa résidence préférée.

Louis Quentin de Richebourg, marquis de Champcenetz, fut nommé capitaine des chasses de Meudon: il avait sous ses ordres neuf officiers, chiffre tout à fait hors de proportions avec l'importance de la nouvelle capitainerie limitée à quelques lieues carrées.

Il est très vraisemblable que la vente des offices dont cette création nouvelle fut l'occasion, dut en être la cause principale. Ce genre de ressource fiscale fut l'un de ceux auxquels eut le plus volontiers recours la médiocre politique financière de l'abbé Terray, alors contrôleur général.

Le château de Meudon, construit en 1695, par le Grand Dauphin, et qui subsista jusqu'en 1871, époque à laquelle il fut incendié par les Allemands, ne semble pas avoir été utilisé sous Louis XV et Louis XVI autrement que comme logement du gouverneur, et plus tard comme siège de la capitainerie.

Louis XVI chassait fréquemment dans les bois voisins.

La plupart des routes de chasses qui y subsistent encore, datent de son règne et furent percées en exécution de ses ordres.

XI

La vaste région boisée qu'on rencontre à sept lieues au nord de Paris, forme trois groupes principaux disposés en triangle, dont le sommet est marqué par les forêts de Laigue et de Compiègne, l'angle oriental par celle de Villers-Cotterêts, et l'angle occidental par les forêts d'Halatte et de Chantilly.

Ces bois étaient connus aux temps mérovingiens sous le nom de forêt de Cuise.

Clotaire I^{er}, en 561, et Louis V en 986, y moururent d'accidents de chasse.

Les Valois directs, et notamment Jean-le-Bon et Charles VI, y conduisirent fréquemment leurs équipages.

Prisonnier à la Cour d'Henri III, c'est pendant une journée de chasse en forêt d'Halatte, qu'Henri de Navarre parvint à se débarrasser de ses deux gardes du corps, de St-Martin et d'Espalungue, en les envoyant successivement porter des lettres au Roi et à la Reine-mère, tandis qu'il galopait sur la route d'Alençon.

A cette époque, les forêts de Chantilly, du Lys, et d'Ermenonville appartenaient depuis la fin du siècle précédent, à la famille de Montmorency. Elles demeurèrent en sa possession jusqu'à la confiscation qui suivit l'exécution du connétable de ce nom en 1632, et entrèrent alors dans la maison de Condé par leur attribution à Charlotte de Montmorency, sœur du connétable et épouse d'Henri de Bourbon, père de vainqueur de Rocroy. Elles devaient appartenir aux Condé jusqu'à la Révolution. (1)

Au point de vue des chasses, la situation de ces princes était particulière à Chantilly.

D'une part, ils exerçaient pour leur compte une juridiction de capitainerie non royale sur les forêts de leur apanage; de l'autre, ils étaient, pour le roi, héréditairement, capitaines des chasses en ce qui concernait la forêt d'Halatte.

Dans la pratique, les doubles fonctions de capitaine des chasses des fiefs de la maison de Condé et de la forêt d'Halatte, se trouvaient entre les mains du lieutenant du prince à Chantilly.

A la fin de l'Ancien Régime, ces fonctions étaient exercées par M. de Belleval, seigneur d'Eraignes, qui mourut en 1785, puis par le comte de Franchieu. M. le Mintier était alors écuyer du prince. (2)

Le Grand Condé n'habita Chantilly d'une façon suivie qu'à la fin de sa carrière.

Il n'avait plus, alors, la santé ni la vigueur physique nécessaire pour suivre les chasses et il se bornait le plus souvent à assister en spectateur aux exercices de sa fauconnerie. (3) Il

(1) Guilleminot, *Les forêts de Chantilly*, pp. 499, 200, 202.

(2) Macon, *Histoire du domaine forestier de Chantilly*, p. 125.

(3) Duc d'Aumale, *Histoire des princes de Condé*, T. VII, p. 710.

mettait ses magnifiques tirés à la dispositions des hôtes du château. Boileau et La Fontaine s'y faisaient remarquer davantage par leur assiduité que par leur adresse, s'il faut en croire les témoignages des veneurs du temps.

Tous les Condés contribuèrent plus ou moins à l'aménagement des forêts en vue des chasses, comme ils participèrent à l'agrandissement et à l'embellissement du château et de ses dépendances. Ils firent clore de murs certaines garennes, réalisant ainsi partiellement les améliorations que souhaitaient alors d'obtenir tous les riverains des capitaineries royales. (1) Notamment, le Grand Condé fit enclore celle du Bois-Bourdon, et son fils Henri-Jules fit de même pour le parc de Sylvie.

Louis-Henri, huitième prince de Condé, qui devait mourir en 1740, fit construire les chenils, les remises, le manège, les célèbres écuries de Chantilly et la plupart des routes de chasse des quatre forêts voisines.

Son successeur, Louis Joseph, qui devait plus tard être l'un des chefs de l'émigration, y fit bâtir seize pavillons : cinq dans la forêt de Chantilly, un dans la forêt du Lys, sept dans celle d'Halatte, et trois dans celle d'Ermenonville.

La délimitation des capitaineries réunies d'Halatte et de Chantilly donna lieu en 1724 à une série de contestations à laquelle mit fin un arrêt du Conseil, qui dut les préciser. Pour obtenir ce résultat, les seigneurs intéressés associèrent leurs intérêts, et c'est le seul exemple d'une réclamation collective présentée au Roi, à l'occasion de l'exercice de son droit de chasse. On comptait parmi eux, le marquis de Cotentin, la dame d'Orry et de la Chapelle, les chanoines réguliers de Ste-Geneviève de Paris, seigneurs de Borest, de Ver et de la Galie; le seigneur d'Ermenonville; les seigneurs hauts justiciers de Baron;* les dames abbesse et religieuses de l'abbaye royale de Chelles; le cardinal de la Trémoille, abbé de Lagny et seigneur de Dassy; le chapitre de Senlis, seigneur du Plessis-Cornefroid, de Montlognon et de St-Léonard; le sieur Davesnes, seigneur de Fontaine les Corps-Nuds; l'évêque de Senlis, M. Chamillard, seigneur de Montlévêque; les abbés Henriot et Huet, prieurs de l'abbaye de la Victoire; le marquis d'Orival, seigneur de Bras-seuse; le sieur Titon, seigneur du Plessis-Chamant; le titulaire du prieuré du grand Fresnay; le comte de la Motte, seigneur de Sacy le Petit, Chevrières et la Motte-Houdancourt; le sieur Du-

(1) Macon, *Histoire du domaine forestier de Chantilly*, p.p. 118 et suivante.

La chasse avait pris une importance considérable à Chantilly, depuis l'époque à laquelle Louis XIV avait donné la capitainerie d'Halatte au fils du Grand Condé.

Les nombreuses observations formulées par les gruyers au sujet de la conservation du domaine forestier demeurèrent sans résultat pendant tout le XVIII^e siècle.

Les gardes de la forêt s'apercevant que le représentant de la maîtrise demeurait en fait, sans autorité, s'habituèrent peu à peu à considérer le capitaine des chasses de Chantilly comme le seul chef qualifié pour leur donner des ordres.

En 1764, ces gardes ayant été commandés par le gruyer, M. Peyrard, pour assister à une vente par adjudication, M. de Belleval, capitaine des chasses, leur défendit d'y paraître. M. Peyrard ayant présenté des observations au prince à ce sujet, et faisant valoir les dégâts occasionnés aux bois par la multiplication des lapins dont la négligence des gardes étaient la cause, on se borna à rappeler platoniquement les défenses déjà maintes fois répétées à l'égard de ces animaux. (1)

M. Peyrard renouvela ses plaintes.

« Les lieutenant de la capitainerie d'Halatte qui prend le titre de capitaine des chasses de S.A.S, disait-il, prétend avoir seul autorité sur les gardes de la gruerie et que le gruyer doit lui demander la permission de leur faire faire leur devoir; plusieurs gardes ont été emprisonnés pour avoir exécuté les ordres du gruyer, d'autres ont suivi les ordres du capitaine; en sorte que cette alternative opère une négligence si considérable dans le service de la gruerie qu'elle est presque anéantie. Les fonctions de la capitainerie de la gruerie sont bien différentes. Le capitaine ne doit avoir que la conservation du gibier et la punition des infractions à l'ordonnance des chasses; la gruerie doit avoir la connaissance des bois, eaux et pêche, de tout ce qui y a trait, tels que les fossés, routes, chemins layons, élagages, permission de planter des bois et de les couper, arrachage de plants ramassage de glands, fâines et autres objets énoncés en l'ordonnance de 1669, enfin, la punition des délinquants de bois et de braconniers hors des limites de la capitainerie. Le lapin, dont les chasses se sont emparées comme gibier, n'en fait point partie, il est considéré comme animal destructible des bois, et sa ruine est dévolue par l'ordonnance aux maîtrises qui sont chargées d'en adjuger à l'audience la destruction, cela s'est fait plusieurs fois à la gruerie. »

(1) L'ordonnance d'érection avait éré 1 lieutenant de robe longue, 1 lieutenant de robe courte, 1 procureur du roi, 1 greffier, 2 racheurs, 2 regnardiers, 4 gardes à cheval 13 à pied. (A. N. O¹ 1034. n^o 7. La dépense correspondant à ce personnel s'élevait à 4040 livres. (O¹ 1034 n^o 6.)

Cette dernière observation était à la fois inexacte et maladroite, car elle était contraire aux dispositions de l'ordonnance, et l'on semblait tenir le capitaine des chasses pour déchargé d'une tâche qui, en réalité, lui incombait intégralement.

Cette fois, le prince eût égard aux réclamations de la gruerie, et il rendit une ordonnance destinée à améliorer la situation de la forêt, devenue inquiétante.

Mais c'était une habitude prise, à Chantilly, de considérer le capitaine des chasses comme l'autorité principale de la seigneurie. (1)

Le capitaine était l'un des gentilhommes commensaux du prince; par son intermédiaire, il était tenu au courant de tout ce qui se passait à Chantilly et aux environs et il le chargeait volontiers de toutes les besognes, même les plus hétéroclites et les moins compatibles avec les fonctions de chef du service des chasses.

C'est ainsi que, par ordonnance du 30 novembre 1771, M. de Belleval avait reçu mission de prendre toutes mesures d'édilité et de police nécessaires au maintien du bon ordre dans la ville de Chantilly. (2) Surveillance des étrangers, permis de séjour, surveillance des auberges, cabarets et lieux publics, police des contrebandiers, des vagabonds et des gens sans aveu, jugement des malfaiteurs, toute l'administration locale, y compris le soin de pourvoir au remplacement des prêtres de la paroisse, entraient, désormais, dans les attributions du capitaine des chasses.

Il en fut ainsi jusqu'en 1777, époque à laquelle la police de Chantilly fut retirée à cet officier, pour être confiée au procureur fiscal.

D'après l'ordonnance que rendit le prince, en conséquence du rapport du gruyer, la surveillance générale de la forêt fut laissée à M. de Belleval. Cependant, celui-ci devait mettre ses gardes à la disposition de M. Peyrard pour l'exécution des prescriptions relatives à la conservation des bois, et il était invité à ne point tolérer la multiplication des lapins, à l'égard desquels il devait, de décembre à mars, faire pratiquer les destructions prescrites.

(1) Macon. *Histoire du domaine forestier de Chantilly*, pp. 125 et suivantes.

(2) A. N. O¹1033 n^o 4. *Commission du sieur de Belleval des 24 septembre 1766 et 25 janvier 1768 pour exercer et continuer d'exercer les fonctions de lieutenant des chasses d'Halatte.*

Ces dispositions étaient d'ailleurs insuffisantes pour assurer la protection de la forêt.

En 1784, le prince dut ordonner de nouveau la destruction des lapins.

En 1787, il fallut prendre une détermination plus efficace, les clairières se multipliaient dans les bois et l'avenir de ceux-ci était en jeu.

On se décida donc à faire entourer les ventes au fur et à mesure des coupes, « l'expérience ayant démontré la nécessité de ces entourages pour la conservation des forêts. (1)

Quelle qu'ait été l'étendue des ravages causés par le gibier dans les forêts royales, la prolongation du régime spécial des chasses pendant de longs siècles eut tout au moins l'avantage précieux d'empêcher le déboisement. (2) Et l'on sait qu'après avoir tout d'abord toléré sans restriction le défrichement des régions boisées, le législateur révolutionnaire dut recourir à des prohibitions sévères pour éviter la destruction complète du patrimoine forestier de la France, qu'aurait infailliblement amené une politique de laisser-faire.

« C'est à ce fait qu'on chassait, que les massifs d'Halatte, Chantilly et Ermenonville doivent de s'être conservés pendant plusieurs siècles dans leur intégrité. Mais si la chasse a été un facteur important pour la conservation du territoire forestier, il faut bien reconnaître qu'elle nuisit beaucoup à l'aménagement des bois. L'abondance du gibier était une menace perpétuelle pour la croissance et la belle venue des arbres; les cerfs, les biches broutaient les revenus, les sangliers fouillaient les taillis, mettaient les racines à nu, les lapins seuls faisaient un dégât considérable. On aura une idée du dommage que pouvaient causer tous ces animaux, si l'on songe que dans une seule battue opérée le 28 mars 1753 dans le petit bois des Ageux, soixante-six sangliers figurèrent au tableau. Mais les gruyers et officiers forestiers avaient beau se plaindre, ils devaient toujours céder le pas aux capitaines des chasses seuls écoutés. » (3)

(1) G. Macon. *Histoire du domaine forestier de Chantilly*, pp. 127 et suiv.

(2) A. Maury. *Les Forêts de la Gaule et de l'ancienne France*.

(3) E. Clouzot *Bulletin de la Société de Géographie*. Année 1894.

XII

La capitainerie de Compiègne, contigüe à celle d'Halatte et indépendante des princes de Condé, qui néanmoins y chassaient fréquemment, avait eu comme chef à la fin du règne de Louis XIV et au commencement de celui de Louis XV, le duc d'Humières.

Bien que portant le même titre que le maréchal de ce nom, précédemment grand'maître de l'artillerie, battu à Valcourt, au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, en 1689, le duc d'Humières n'était que son parent par alliance, et il était devenu titulaire du duché en épousant la dernière héritière de la maison de Crevant, dont le maréchal était l'auteur.

Sous Louis XVI, le vicomte de Montmorency-Laval, était capitaine des chasses de Compiègne; nous le retrouverons plus loin. (1)

La capitainerie, contigüe à celle d'Halatte, était ainsi limitée :

Confluent de l'Oise et du ruisseau d'Automne; le ruisseau d'Automne; St-Isnes (aujourd'hui Saintines); Bethisy; Orrouy; Gillocourt; Morienval; chemin de Brossoir; Lessart l'Abbesse; Chelles; le rû de la Motte (aujourd'hui le ruisseau de Vandy); le cours de l'Aisne; Rethondes; la Belle Assise et le Franc-Port. A cet endroit, la limite formait une boucle sur la rive droite de l'Aisne, englobant le saillant sud-ouest de la forêt de Laigue, puis décrivait un arc de cercle irrégulier sur la rive droite de l'Oise en aval de Compiègne par Canly, Longueil et Chevières, et rejoignait enfin l'embouchure de l'Automne. (2)

Les forêts d'Halatte et de Compiègne étaient peu sûres vers la fin du XVIII^e siècle :

« En 1698 on représenta au Roi que le chemin traversant la forêt entre Senlis et Compiègne est fort étroit qu'il y a des sinuosités qui facilitent aux voleurs le moyen de se jeter sur les passants et les voler sans que les passants pussent les apercevoir, et qu'à l'extrémité du chemin, du

(1) Mathieu Paul-Louis de Montmorency Laval, vicomte de Laval, né le 3 août 1747, colonel du régiment d'Auvergne, brigadier des armées du roi, capitaine des chasses de Compiègne en 1785, épousa Catherine Taverrier de Boulogne. Son fils eut la survivance de la charge de capitaine des chasses en 1785. De Waroquier, état général de la France en 1789, T. II, p. 54.

(2) Arrêt du Conseil du 28 Octobre 1740. A. N. AD. IV - O¹4034 n^o 46 à 63 Code des chasses. T. II, p. 401.

côté de Compiègne, il y a une butte couverte de bois, sur laquelle on voit de loin ceux qui entrent dans le chemin du côté de Senlis et qu'il convient pour la sûreté publique de le rendre de la largeur de 20 toises sur 680 toises, en tirant la route d'un droit alignement à commencer à l'entrée de la forêt jusqu'à sa sortie, ôtant les sinuosités qui la rendent dangereux, coupant les buttes et remplissant les trous. » (1)

Le Roi donna des ordres en conséquence, et le sieur Payan, grand maître des Eaux et Forêts du Valois et du Soissonnais, fit exécuter ces travaux.

Les nombreuses routes de chasse qui furent percées dans les forêts d'Halatte et de Compiègne en 1716, 1721, 1726 et 1727, contribuèrent à augmenter la sécurité des voyageurs. « Gênés par ces routes, conclut M. Fautrat, les malandrins ne se montrèrent plus en pays senlisien, et si la capitainerie devint un fléau pour les champs, elle donna du moins, par toutes ces artères, le mouvement et la vie dans les bois enclavés. » (2)

(1) L. Fautrat. *La forêt d'Halatte et la Capitainerie* p. 26.

(2) Ibid. p. p. 27 et 28.

CHAPITRE VI

LES CAPITAINERIES DE FONTAINEBLEAU, CHAMBORD & BLOIS

I. La Forêt de Fontainebleau, ses limites et ses clôtures. — II Les deux juridictions de la capitainerie. — III Les capitaines des chasses de Fontainebleau: la famille de Montmorin. — IV Le marquis Jean de Montmorin. — V. Ses démêlés avec l'Intendant Bertier de Sauvigny et les seigneurs de la région. — VI Affaire du conseiller Héron. — VII Affaire de M. Moreau de la Rochette. — VIII Affaire du comte d'Allemand. — IX Affaire de M. Dupré de St Maur. — X Situation générale de la capitainerie de Fontainebleau. — XI Les capitaineries de Blois et de Chambord.

Parmi toutes les capitaineries, c'est celle de Fontainebleau dont l'histoire est la mieux connue.

C'est là que commença de s'organiser, sous François I^{er}, la vénerie royale, telle qu'elle devait subsister jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et depuis l'époque de la Renaissance jusqu'à celui de Louis XVI inclusivement, les rois de France ne cessèrent pas d'y chasser.

Enfin, les chasses de Fontainebleau ont associé leur souvenir aux sites universellement connus et admirés de l'une des plus belles forêts de France, et ce souvenir est demeuré d'autant plus vivant que, depuis la Révolution jusqu'à nos jours, les équipages de chasse n'ont pas cessé de parcourir ces paysages célèbres, qui rappellent presque toutes les pages de notre histoire nationale.

I

Au Moyen-Age, à une date inconnue, la forêt de Fontainebleau qui portait alors le nom de forêt de Bière, avait été entièrement enclose de murailles immenses, dont la solidité a défié les siècles, et dont il subsiste encore des vestiges assez importants. Il existe des traces de murs depuis la Route ronde, vers Thomery, jusqu'aux Sablons, (1) vers le Tertre blanc, à Montigny, le long de la route de Marlotte, aux ventes Nicole, au bois du Coulant, du côté de Melun et le long de l'ancienne route de Bourgogne jusqu'à la Seine. Ces clôtures, ainsi établies, contenaient une superficie d'environ quinze mille hectares, très voisine de celle que marquent encore aujourd'hui les bornes données à la forêt par l'administration forestière de l'Ancien Régime.

Plus soucieuse d'empêcher les fauves d'endommager les récoltes que ne le furent leurs successeurs, les souverains du Moyen-Age entretenirent ces murs en bon état jusqu'au temps des Guerres de Religion, où ils commencèrent à tomber en ruines. En 1661, époque à laquelle un procès-verbal d'abornement fut établi par M. Barillon, Conseiller du Roi, Maître des Requêtes et Commissaire député par Sa Majesté pour la Réformation générale des Eaux et Forêts du Département de l'Île de France, il n'en restait plus que des portions alors encore importantes, qui s'en sont allées diminuant jusqu'à nos jours. L'œuvre destructrice du temps a été d'ailleurs favorisée et accrue par celle des riverains, qui en ont utilisé les pierres pour la construction de maisons modernes, et il ne restera bientôt plus de ces antiques clôtures, qu'un souvenir encore marqué dans la désignation des lieux, par certains noms d'anciennes portes de la forêt, aujourd'hui disparues, telles la Porte Nadon et la Porte Cumier. (2)

En 1260, le Roi St-Louis, qui favorisait les ordres religieux établis en Terre Sainte, avait fait don aux Trinitaires de Fontainebleau de deux mille arpents de bois.

(1) Près Veneux-Nadon. Domet. *Histoire de la Forêt de Fontainebleau* p. 12.

(2) A. de Seine-et-Marne. B. 67. *Livre vert*.

Au xviii^e siècle, il y avait longtemps que les Trinitaires avaient cessé de racheter les chrétiens captifs des Turcs en Terre-Sainte, considération qui avait justifié jadis la donation faite. L'ordre s'était, il est vrai, perpétué sur la côte d'Afrique, mais les sévères leçons infligées sous Louis XIV aux pirates barbaresques n'avaient pas été sans diminuer la fréquence de leurs incursions dans les eaux françaises de la Méditerranée, et les Trinitaires ne rendaient plus guère de services à cet égard. De plus, le gouvernement royal était assez mal disposé à leur égard car de nombreux particuliers, étrangers à l'Eglise, s'y affiliaient, dans le seul but de profiter des privilèges nombreux qui leur avaient été concédés, entre autres le droit de faire des quêtes à domicile et l'exemption du logement des gens de guerre, et d'ailleurs, en 1725, un Arrêt du Conseil devait intervenir pour restreindre ces avantages. (1)

Dès le 2 juillet 1655, trois cents arpents, jadis concédés par St-Louis à l'Abbaye du Lys, près Melun, et vingt-cinq arpents contigus lui furent retirés, moyennant licence de prendre annuellement cent vingt cordes de bois dans la forêt.

Les 8 mars 1710 et 12 décembre 1713, trois cent quatre vingt quatre arpents, soixante deux perches, furent réunis aux bois du roi, à la suite d'un échange avec un particulier.

Enfin, des arrêts du Conseil des 21 novembre 1714, 1^{er} mars 1731 et 27 janvier 1733, et des Lettres patentes du 27 juin 1730, réunirent au domaine de la Couronne, douze cent trente-quatre arpents, cinquante perches, c'est-à-dire tout ce qui restait de la donation de St-Louis. (2)

Au temps de la Révolution, la forêt comprenait seize mille six cent soixante trois hectares, ainsi qu'il résulte d'un arpentage exécuté en 1796, par ordre du Directoire.

Une Ordonnance royale de 1687 avait déterminé les limites de la capitainerie comme il suit : « Ville de Melun, le long du Ruisseau des Trois Moulins ou de Bretignon (actuellement Ruisseau d'*Ancœur*) jusqu'à Fontenailles; le long du même Ruisseau jusqu'à la Chapelle-Rabelais et Guerchy (*Gurey*); Forges; Montreau-Faut-Yonne (*Montereau*); Dormeuil (*Dormelles*); Nanteau; Nonville; Grez, sans entrer dans le duché de Nemours;

(1) Michel Lhéritier. *L'Intendant Tourny*. T. I. p. 141.

(2) Domet. *Histoire de la forêt de Fontainebleau*. pp. 9-25.

La Chapelle-la-Reine; Feuillard; Noisy; Milly, le long du ruisseau d'Ecole jusqu'à Ponthierry et le long de la Seine jusqu'à Melun. » (1)

L'immense étendue ainsi délimitée, bien supérieure à celle de la forêt elle-même, englobait ainsi sur la rive droite de la Seine les bois de Valence, de St-Martin, du Fresnoy, de St-Germain-Laval, d'Echou, de Villefermoy, de la Borde et de Massoury. Soixante-dix-huit communes sont, de nos jours, comprises dans ce périmètre, dont les diagonales est-ouest et nord-sud mesurent respectivement cinquante-huit et trente-six kilomètres à vol d'oiseau.

Sous Louis XIII, la forêt proprement dite, fut divisée en huit « triages » ou circonscriptions qui, chacune, fut marquée par l'érection d'une croix. La plupart de ces monuments existent encore en totalité ou en partie. Les noms donnés à ces croix rappellent ceux de plusieurs capitaines des chasses de Fontainebleau. Les triages étaient, du nord au sud, ceux de Vitry, d'Au-gas, de la Belle-Croix, du Grand-Veneur, de Franchard, de Guise, du Grand Maître, de St-Hérem et de Souvray. (2)

La Table du Grand Maître fut érigée en 1723 par M. de la Faluère, Grand Maître des Eaux et Forêts de l'Île de France. La Croix de Montmorin, qui en est peu éloignée, fut érigée la même année, ainsi que la Croix du Grand Maître. La Croix de Toulouse fut placée au lieu où elle est encore, par ordre du Comte de Toulouse, grand veneur, en 1726. En 1731 et en 1755, on éleva un calvaire à la Plaine du Fort des Moulins. (3)

L'indication de ces lieux si connus des touristes, revient constamment dans les registres de chasse au loup et au sanglier de la vénerie au XVIII^e siècle.

(1) *Code des chasses*, T. II, p. 350. *Ordonnance royale déterminant les limites de la capitainerie de Fontainebleau, confirmée par l'ordonnance du 20 décembre 1700.*

(2) Domet, *Histoire de la forêt de Fontainebleau*, p. 82.

(3) *Ibid.* p. 241.

II

Érigée en 1531, la capitainerie de Fontainebleau comprenait deux juridictions distinctes, toutes deux placées sous la direction du même capitaine des chasses. La première avait son siège à Fontainebleau; la seconde au Châtelet en Brie. L'origine de cette dernière juridiction était mal connue, et quand, sous le règne de Louis XVI, on voulut la rechercher, M. Dubois, lieutenant de robe longue, crut pouvoir affirmer que dès 1669, on ne la connaissait plus exactement.

Vingt ans auparavant, Thiboust de Berry, comte de la Chapelle, avait succédé au Cardinal Mazarin dans les fonctions de maître particulier, capitaine des chasses et gouverneur du château. La terre où résidait le comte de la Chapelle étant située à deux lieues du Châtelet en Brie, M. Dubois croyait pouvoir en conclure que pour s'éviter d'aller jusqu'à Fontainebleau, il avait pu obtenir des religieuses de St-Louis de Poissy, l'autorisation de tenir le premier lundi de chaque mois, une audience dans leur couvent, situé au village du Châtelet. (1)

Le marquis de Montmorin tenta vainement d'obtenir la suppression du siège du Châtelet, et le rattachement de toute la capitainerie à celui de Fontainebleau. Il rédigea plusieurs mémoires en conséquence, mais il n'obtint pas satisfaction, et les deux juridictions demeurèrent séparées jusqu'à la Révolution.(2)

Elles étaient divisées par le cours de la Seine, tout au moins dans la partie nord. La ligne de séparation totale n'est pas connue.

(1) A. N. O¹ 1034 n. 192 *Lettre de M. Dubois lieutenant de robe longue à la capitainerie de Fontainebleau à un inconnu* 28 avril 1386.

(2) A. N. O¹ 1034 n^o 89 et 90. *Lettre et Mémoire de M. de Montmorin sans date ni nom de destinataire.*

III

Le premier capitaine des chasses de Fontainebleau semble avoir été Henri Alof de l'Hospital, qui était pourvu de la charge au temps de l'érection de la capitainerie en juridiction particulière. Il eut pour successeurs immédiats Pierre d'Aymar (1546), Jean d'Augé (1583), Pierre de la Garigue (1584) et Jean Lefaure, qui, en 1585, acheta la charge de capitaine et gouverneur des château et forêt de Bière moyennant quatre mille écus, d'or. (1)

Louis de l'Hospital, seigneur de Vitry, ami particulier d'Henri IV, en était pourvu en 1595. Il la laissa à son gendre le baron de Persan, en 1614. Celui-ci la transmit à l'un des parents de sa femme, François de l'Hospital, à qui le cardinal Mazarin paraît l'avoir acheté à une date inconnue, pour la revendre au comte de la Chapelle.

En 1655, la charge appartenait au duc de Damville, de la Maison de Levis-Ventadour. A cette date, l'emploi de capitaine des chasses et gouverneur de Fontainebleau fut disjoint de celui de surintendant des bâtiments avec lequel il avait été jusque là confondu, et il fut acquis par François Gaspard de Montmorin, marquis de St-Hérem, dans la descendance duquel il devait demeurer jusqu'à la Révolution.

Le rôle important que fut celui de la famille de Montmorin à Fontainebleau au point de vue des chasses, nécessite quelques indications particulières.

Originaire d'Auvergne, elle faisait remonter sa généalogie au temps du Roi Lothaire en 986. (2) L'éclat des services rendus par ses membres, a permis à la Chesnaye Desbois de la

(1) Domet. Histoire de la forêt de Fontainebleau. p. 81.

(2) C'est par suite d'une erreur certaine que M. Ardascheff, dans son remarquable ouvrage *sur les Intendants de provinces sous Louis XVI*, limite au XIV^e siècle l'ascendance connue des Montmorin. Il n'y a aucune raison de mettre en doute l'affirmation contraire de la Chesnaye Desbois, que confirme avec toute l'autorité d'un document officiel, *l'Histoire généalogique des grands officiers de la Couronne*, du père Anselme. La filiation articulée de cette famille remonte sans contestation possible à Calixtus Montismaurini, cité avec son fils dans une charte authentique de la fin du X^e siècle. Tous les degrés de génération sont affirmés, selon la règle posée par Chérin, par au moins deux actes à date certaine ou d'origine sûre; circonstances exceptionnellement rare en matière nobiliaire. Il faut ajouter, de plus qu'une alliance ayant été contractée par la famille de Montmorin avec la Maison de France datant du XVI^e siècle, il n'est pas douteux que, dès cette date elle comptait beaucoup plus de 200 ans de noblesse.

considérer comme « l'une des plus illustres de sa province, et l'une de celles qui a le mieux mérité de l'Etat et de la Patrie. » Thomas de Montmorin avait été fait prisonnier à la bataille de Poitiers en 1356; François, l'un de ses descendants fut tué à la prise de Fontarabie, pendant la guerre de Trente Ans; Jean François et Gilbert, ce dernier lieutenant-colonel au régiment de Condé, périrent tous deux à la bataille de Norlingue, le 3 août 1645. L'un et l'autre descendaient de ce Gaspard de Montmorin de St-Hérem, gouverneur d'Auvergne, sous Charles IX, qui avait refusé de faire exécuter les ordres concernant le massacre des calvinistes dans sa province, après la Ste-Barthélémy. Gaspard de Montmorin avait épousé la fille unique de François de Joyeuse, fils de Jeanne de Bourbon, sœur de François de Bourbon, comte de Vendôme, huitième aïeul de Louis XV. Un autre Montmorin, Nicolas, avait servi sous Condé pendant la guerre de Trente Ans en Espagne, et avait été tué à Lérída. Roger Charles, capitaine au régiment de Créquy, avait été tué à Béthune, en 1656, et François Charles, capitaine au régiment de Mazarin, était mort glorieusement au pont de Kermen, au cours de l'expédition de Hongrie, en 1661.

François Gaspard de Montmorin, marquis de St-Hérem, seigneur de Vologne, Châteauneuf, St-Germain, la Molière, etc., avait acquis, comme nous l'avons indiqué précédemment, la charge de capitaine des chasses de Fontainebleau en 1655, après avoir pris part à la guerre de Trente Ans, comme colonel du régiment de cavalerie de la Tour-Bassompierre. (1) La même année, il était devenu Grand Louvetier de France. Il eut pour fils Charles Louis de Montmorin, qui succéda comme capitaine des chasses à son père et mourut en 1722. De son mariage avec demoiselle Marie-Geneviève Rioult de Douilly, naquit Jean Baptiste François, qui remplit les mêmes fonctions que son père et son aïeul sous Louis XV et Louis XVI. (2)

(1) Il avait épousé Anne Le Gras, fille d'un des secrétaires des commandements de la Reine. « Cette Madame de St-Hérem, dit St-Simon, était la créature du monde la plus étrange dans sa figure et la plus singulière dans ses façons. Elle se grilla une fois une cuisse au milieu de la rivière de Seine auprès de Fontainebleau où elle se baignait; elle trouva l'eau trop froide, elle voulut la chauffer et pour cela elle en fit bouillir quantité au bord de l'eau qu'elle fit verser tout auprès d'elle et au-dessus, tellement qu'elle en fut brûlée, à garder le lit, avant que cette eau put être refroidie dans celle de la rivière. Quand il tonnait, elle se fourrait à quatre pattes sous un lit de repos, puis faisait coucher tous ses gens dessus, l'un sur l'autre en pile, afin que si le tonnerre tombait il eût fait son effet sur avant de pénétrer jusqu'à elle (St. Simon, *Mémoires*, T. IX, p. 65).

(2) P. Anselme, *Histoire généalogique de la Maison de France*, T. IX p. p. 813-822-955. La Chesnaye Desbois, *Dictionnaire de la noblesse*, T. XIV, p. 420.

IV

Capitaine de dragons en 1720, colonel du régiment de Forez, infanterie, puis du régiment de son nom en 1734 et 1738, le marquis Jean Baptiste François prit part à la guerre de succession de Pologne, et notamment aux batailles de Parme et de Guastalla. Nommé brigadier des armées du roi en 1743, il assistait à la bataille de Raucoux, où il était blessé d'un coup de feu à la jambe, à celle de Lawfeld et à celle de Bergen-op-Zoom. (1) Lors de la paix de 1748, il venait de s'emparer de la place forte du Sas de Gand, et avait reçu le commandement de celle d'Anvers. Maréchal de camp depuis 1745, il avait été nommé lieutenant-général en 1748.

Il eût pour survivancier et successeur à Fontainebleau, son fils Louis Victor, comte de Montmorin, dont nous avons précédemment relaté l'installation en 1783.

Le marquis d'Argenson a fait du lieutenant-général de Montmorin, un portrait peu flatteur :

« L'on remarqua, dit-il, l'anarchie du gouvernement et quantité de désordres particulières où les plaintes sont inutiles et l'abus progressif et multiplié. Dans les capitaineries des chasses, c'est à qui usurpera les uns sur les autres. Le sieur de Montmorin, capitaine des chasses de Fontainebleau, tire de sa poche des sommes immenses et se conduit en vrai brigand. Il étende les bornes de sa capitainerie et les porte sur les terres voisines par des ordres qu'il surprend. Il vend à qui il veut des charges et des permissions de chasse... ainsi les propriétaires ont le chagrin que leur servitude affreuse de la chasse ne serve de rien au Roi, mais à des particuliers qui achètent le droit de les vexer avec tyrannie... Les habitants de plus de cent villages voisins ne sèment plus leurs terres, les fruits et graines étant mangés par les biches, cerfs et autres gibiers. Ils ont seulement quelques vignes qu'ils gardent six mois de l'année en faisant des factions et gardes jour et nuit avec tambour et charivari pour faire fuir les bêtes destructives. » (2)

Le rapprochement établi entre la désorganisation progressive et générale du régime, et les abus qui se produisaient dans les

(1) Ancien cabinet des titres. Fonds Chérin. 141. Etat des services du lieutenant général de Montmorin.

(2) D'Argenson. Mémoires. T. VII, p.p. 387-388.

capitaineries ne manque ni d'à-propos ni de justesse, mais la question de personnes soulevée à propos du marquis de Montmorin, paraît moins heureuse et l'on voudrait être sûr de n'y point trouver une manifestation de cette hostilité qui divisait alors fréquemment gens de robe et gens d'épée. D'autre part, s'il traite le marquis de brigand, d'Argenson traite son parent l'évêque de Langres et pair de France Gilbert de Montmorin, de « grand fanatique » et de « fripon ». C'est beaucoup pour la même famille. (1)

Il n'existe aucune preuve de l'extension de la capitainerie de Fontainebleau par le moyen d'ordres surpris au Roi. Les limites avaient été fixées par deux actes de Louis XIV, et il n'apparaît nulle part qu'on les ait dépassées. Les documents officiels sont loin de signaler un abandon des terres aussi complet que l'indique le mémorialiste. La preuve du contraire est faite par le genre même des dégâts qui étaient commis par le gibier dans les cultures, et au sujet desquels on trouve des réclamations ou des pièces de procédure à toutes les époques, depuis le règne de Louis XIII jusqu'à la Révolution.

Or, le gibier ne ravage point le désert et l'on ne saurait détruire dans le néant. Il était vrai que M. de Montmorin vendit des charges et des permissions de chasse. Il était vrai que les cultivateurs se trouvaient dans l'obligation de garder leurs cultures, et que le roi ne tirait aucune espèce d'avantage de ces abus dont profitaient seuls les officiers des capitaineries. C'étaient là des griefs suffisamment établis et des reproches assez justifiés pour mériter d'être signalés, mais ils ne s'appliquaient pas au seul Montmorin. Les institutions ou plus exactement les défauts qu'elles avaient acquis, en étaient plus responsables que les individus. Le marquis de Montmorin profitait des avantages d'une situation qu'il n'avait pas créée, et dont les résultats, déplorables pour l'agriculture locale et profitables pour ses intérêts personnels, provenaient de la tendance générale des mœurs publiques, et d'abus d'ordre social que d'Argenson lui-même, ni sa famille, depuis longtemps postée aux avenues du pouvoir, n'avaient jamais rien fait pour réprimer. (2)

(1) d'Argenson, *Mémoires*, T. VII, pp. 387-388.

(2) D'après une tradition de famille qui nous a été communiquée par M. le Marquis de Matharel, apparenté aux Montmorin, le lieutenant général, capitaine des chasses de Fontainebleau n'était pas courtisan, ses critiques à l'égard de madame de Pompadour l'auraient empêché d'être nommé maréchal de France.

V

Toutes exagérations déduites, le régime des capitaineries devait être considéré dans son fonctionnement normal, comme une lourde charge pour la culture. Il suffit d'avoir eu l'occasion de constater, de nos jours, combien facilement s'attirent à la campagne, l'inimitié des cultivateurs, ceux qui font garder sévèrement leurs chasses, pour se faire une idée des sentiments que pouvaient inspirer aux victimes des déprédations du gibier de la capitainerie le représentant d'une administration aussi tracassière.

Mais deux sortes de tempéraments sont à considérer, avant de se prononcer définitivement sur le compte de celui que le marquis d'Argenson traitait si mal. D'une part, comme nous le verrons plus loin, la famille de Montmorin était estimée à Fontainebleau où elle résidait depuis plus d'un siècle, quand survint la Révolution, et cette estime se traduisit par l'élection trois fois renouvelée, du comte Louis Victor, second fils du marquis, aux fonctions de maire, de 1789 à 1792. Il est peu croyable que cette manifestation de sympathie aurait pu se produire au temps où l'opinion publique était surexcitée contre les institutions de l'Ancien Régime, si le marquis eût été considéré comme un « brigand ».

En outre, dans ses fonctions de capitaine des chasses, chargé de veiller à la conservation du gibier du Roi, Montmorin avait à faire à forte partie. Ce n'étaient pas seulement des paysans et des braconniers, pauvres hères ou gens sans scrupules, auxquels il s'agissait d'appliquer le code des chasses. Les seigneurs voisins, courtisans, financiers, parlementaires, tous gens ayant des relations puissantes, en étaient également justiciables et n'hésitaient pas, le cas échéant, à faire de l'opposition au Roi lui-même, prenant fait et cause au besoin pour les cultivateurs, leurs vassaux et fermiers, que la dévastation des récoltes empêchaient d'acquitter les tailles et les dîmes seigneuriales comme de payer les fermages. Et là, se dressait un autre ennemi des chasses royales, c'était l'intendant de la province, auquel les paysans se refusaient à payer la taille, présentant à l'appui de

leurs réclamations force procès-verbaux auxquels il fallait bien accorder créance et faire crédit, au préjudice du trésor invariablement obéré.

M. de Montmorin louait des cantons de chasse. Il n'en avait légalement pas le droit, mais une pratique constante et générale avait fini par faire admettre ce genre d'abus. Quel que fut le goût du Roi pour la chasse, il ne parvenait point, loin de là, à parcourir l'immense région réservée à ses plaisirs, et nombreux étaient les cantons où il ne paraissait jamais.

Et mieux valait pour les cultivateurs riverains de ces cantons, que la multiplication du gibier y eut quelques limites. Ici, du moins, leur intérêt se confondait avec celui du capitaine des chasses.

VI

En 1782, M. Héron, conseiller honoraire au Parlement de Paris, était seigneur d'Argeville, terre située dans la paroisse de Vernou, sur la rive droite de la Seine entre Moret et Montcreau. Or, M. de Montmorin avait loué à M. de Selves, officier des chasses, le canton dans lequel se trouvait compris le bois de l'Argenterie, propriété de M. Héron. Ce dernier se trouvait donc dans l'obligation de tolérer que M. de Selves usât du droit de chasse dont il était locataire sur les terrains qui lui appartenaient à lui, Héron, propriétaire et de plus, seigneur du lieu.

Fort de sa situation de Conseiller du Parlement, M. Héron saisit la première occasion favorable pour s'adresser, non pas à Montmorin, mais directement à l'intendant Bertier de Sauvigny, se plaignant des dégâts causés aux récoltes de ses fermiers par les lapins de M. de Selves. L'intendant ayant fait constater les dégâts par deux procès-verbaux successivement établis en avril et en juin, en écrivit à Montmorin lequel répondit, mal satisfait de cette intervention administrative, que le sieur Héron n'était pas fondé à se plaindre. (1)

(1) A. N. O¹ 1634-237. *Lettre de Bertier à Anquetot*, 14 août 1782 et n. 238. *Mémoire pour M. Héron, conseiller au parlement, Seigneur d'Argeville* (s. d.).

L'intendant Bertier ayant rendu compte de l'incident à M. Amelot, ministre de la Maison du Roi, celui-ci l'invita à rendre une ordonnance en conformité de l'Edit de 1776, relatif à la destruction des lapins. Bertier exécuta donc les instructions du ministre et, par la même ordonnance, il crut devoir charger M. Héron lui-même de la destruction prescrite.

C'était pour Montmorin un véritable affront. Aussi, répondit-il de bonne encre, à Bertier, qui l'informait de l'ordonnance rendue :

« J'ai reçu Monsieur, votre lettre par laquelle vous me marquez que M. Amelot vous a dit qu'il n'y avait pas d'inconvénient que vous rendiez une ordonnance qui autorise le Sieur Héron à détruire les lapins sur sa terre.

« Je ne pense pas de même, en conséquence j'écris à M. Amelot et lui marque qu'il n'y a pas d'exemple que MM. les intendants se mêlent des capitaineries Royales, S. M. s'en étant réservé à elle seule et à son conseil la connaissance, c'est pourquoi je vous préviens que je ne laisserai pas exécuter votre ordonnance à moins que le Roi ou son ministre ne me, l'ordonne de sa part. »

J'ai l'honneur d'être, etc... (1)

Quand au ministre Amelot qui a autorisé Bertier, Montmorin lui écrit aussi. A la forme près, ici, plus courtoise, le fond est le même. Et l'occasion s'en présentant, il va rappeler les démêlés que le conseiller Héron a déjà eu précédemment avec la justice, tout en faisant observer que Bertier a négligé de se conformer aux prescriptions de l'Edit de 1776 qu'on invoque :

A Fontainebleau, 13 novembre 1789

« Monsieur,

« J'ai été, je vous l'avoue très surpris d'une lettre de M. Bertier, intendant de Paris, qui me marque que sur les plaintes des dégâts que faisaient les lapins sur la terre de M. Héron, vous ne trouviez pas d'inconvénient qu'il rendit une ordonnance qui l'autorise à les détruire, »

« Connaissant votre honnêteté, j'ai lieu de penser que vous auriez en celle de m'écrire auparavant, que de faire rendre une ordonnance par M. l'Intendant qui n'a rien à voir dans les capitaineries du Roi? Accablé d'affaires comme vous êtes, il n'est pas étonnant que vous ayez oublié que le Sieur Héron par surprise ait obtenu un Arrêt du Conseil sur le faux exposé, qu'ayant eu affaire à la capitainerie il y avait renoncé et qu'alors il avait dans ses poches les pièces de la capitainerie; que l'avocat au con-

(1) A. N. O¹ 1034-n^o 242. Montmorin à Bertier 13 novembre 1782.

seil lui avait donné en communication après plusieurs sommations de les rendre. Le jugement qu'il attaquait fût cassé parcequ'il n'avait pas été rendu par un officier de robe longue, quoiqu'il n'y en eut jamais eu et c'est vous Monsieur, qui en avez depuis fait créer un. L'affaire contre lui était qu'il prétendait faire passer ses charrettes dans les routes appartenant au Roi sans vouloir les faire réparer ainsi que pour des trous à ses murs par ou le gibier entraît dans son parc et que ses domestiques tuaient. »

« Si M. Héron a reçu du dommage des lapins, c'est sa faute. Il devait demander à la Capitainerie qu'on envoie des fureteurs et pannoteurs pour les détruire, il n'ose dire l'avoir demandé. Je me rappelle fort bien qu'il y a trois ou quatre ans qu'à sa prière j'envoyai un officier avec des gardes pour les détruire au mont de Vernou, il fallait renverser d'énormes terriers à blaireaux et à renards, que vu la grande quantité de terriers de tout genre il était très impraticable de réussir; il dit à l'office qu'il ne voulait pas faire la dépense de les faire défoncer.

« En conséquence, j'espère que vous voudrez bien faire retirer l'ordonnance de M. l'Intendant que je ne veux ni ne dois reconnaître, Sa Majesté s'étant réservé la connaissance des affaires des capitaineries royales, d'autant que M. Bertier s'est déjà permis quelques petites légèretés qui n'étaient point de son ressort et notamment l'été dernier à Fontainebleau. »

« J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. » (1)

Cependant, fort de l'ordonnance de Bertier, le conseiller Héron avait fait faire des battues et tué de nombreux lapins.

Mais M. de Selves avait constaté que, contrairement à l'Edit de 1776, le subdélégué n'était pas présent à cette opération. (2) Chose plus grave, l'ordonnance de l'Intendant n'avait point prévu d'y envoyer ce fonctionnaire. Amelot prévenu de cette irrégularité, fit remarquer à Bertier qu'il ne s'était pas conformé aux prescriptions légales dans cette circonstance, et de-rechef, Bertier rendit une ordonnance nouvelle enjoignant au subdélégué de Fontainebleau de se rendre sur les lieux pour assister aux battues.

Là-dessus, M. de Selves découvrit que l'Edit prescrivait aussi d'effectuer les battues avec des chiens. Et justement, M. Héron se permettait de traquer les lapins sans autres concours que celui des rabatteurs du village de Vernou. (3)

(1) A. N. O¹ 1034. n^o 24¹. Montmorin à Amelot. 13 novembre. 1782.

(2) Ibid. n^o 245. Lettre de Berthier à Amelot. 19 mars 1783.

(3) A. N. O¹ 1034 n^o 250. Lettre de M. de Selves d'Audeville à M. Amelot. 25 Décembre 1782.

A cela, M. Héron ripostait que cette prescription ne saurait s'appliquer à un propriétaire détruisant lui-même des lapins sur sa propre terre, et autorisé, « ipso facto », à employer tous les moyens à sa convenance. D'ailleurs, en vertu de son droit de chasse, M. de Selves ne prétendait-il pas s'attribuer les lapins tués par M. Héron? Et que faisait-il de l'article 11 de l'ordonnance de 1669, qui prescrivait la destruction des lapins par les officiers des chasses à peine de suspension de leur office et de cinq cents livres d'amende? De quel droit réclamait-on un gibier qui ne devait pas exister sur les terrains réservés aux chasses royales? M. de Selves ne devait-il pas s'estimer heureux au contraire, qu'on fit son métier, et qu'il fût tenu quitte de l'amende?

Pendant que les maîtres écrivaient, les serviteurs se battaient et écrivaient aussi.

Au cours d'une battue exécutée par les gens de M. Héron et son garde particulier, le garde-chasse de la capitainerie avait rencontré ceux-ci, il y avait eu discussion, puis coups échangés et finalement les deux gardes avaient verbalisé l'un contre l'autre. (1)

Du procès-verbal rédigé par le garde de M. Héron, il résultait que M. de Selves présent sur les lieux, avait donné l'ordre à son propre garde, de tuer un chien mené par l'un des hommes du conseiller. Ce qui, évidemment, pouvait l'autoriser à dire, après cela, que la battue se faisait sans chien.

Et du procès-verbal rédigé par le garde de M. de Selves, il fallait conclure que celui-ci n'ayant pas tué le chien, avait cependant été battu, à la suite de quoi, il avait assigné les contrevenants à comparaître au premier jour d'audience par devant le capitaine des chasses de Fontainebleau ou son lieutenant. (2)

L'affaire vint à l'audience en effet, le 13 mars 1783, mais encore que le sieur Simon, garde de M. Héron, ni son jardinier, Faucheux, qui avait frappé le garde de la capitainerie, n'aient comparu l'un ni l'autre, l'arrêt se borna à donner défaut contre eux, et à faire « très expresse défenses au sieur Héron,

(1) A. N. O¹ 1034. n° 247. *Procès-verbal du garde-chasse de M. Héron*. 12 janvier 1783 et n° 246. *Procès-verbal du garde-chasse de M. de Selves*, même date.

(2) A. N. O¹ 1034. n° 246 et 247.

nes, et sont destinés à l'ornementation des environs du château et non pas à faire des dons aux paysans. Loin d'être leur bienfaiteur, il les terrorise par ses mauvais procédés, les oblige à lui vendre leurs terres à bas prix pour arrondir son domaine; « il est craint et abhorré de tous les habitants ».

Moreau a été pendant quelque temps pourvu d'une charge à la capitainerie, mais il a été obligé de s'en démettre sur les plaintes des seigneurs. Braconnier incorrigible, il a été condamné à plus de mille livres d'amende au cours de nombreux procès. Non content de chasser sans permission dans les bois du Roi, il y fait faire des battues par les enfants trouvés et par des paysans, qui, assignés pour ce fait, ont déposé avoir agi d'après ses ordres.

Sur la recommandation de M. de St-Florentin, à qui Moreau faisait sa cour, M. de Montmorin a consenti, à son corps défendant, à lui céder un canton de chasse, et il s'autorise de cette concession imméritée pour continuer ses infractions de plus belle. Quand il s'est agi d'exécuter l'Arrêt du Conseil de 1776 sur la destruction des lapins, on n'a pu s'y conformer dans les terres voisines de la Rochette, car Moreau les avait déjà tous pris.

Une autre fois, Moreau averti qu'on devait procéder à des battues régulières pour détruire les lapins dans un canton désigné à l'avance, fit battre le bois par les enfants trouvés, terroriser les lapins et boucher les terriers, de sorte que l'on ne pût en prendre un seul. Ce ne fut qu'après avoir éventé la ruse, que l'on parvint à s'emparer des rongeurs. Dans une autre circonstance analogue, Moreau prévenu qu'on allait faire une battue, devança encore les gardes de la capitainerie avec ses enfants trouvés, fit tuer les lapins mâles et emporter les femelles dans des sacs à son château. Quand les gardes furent passés, les lapins furent lâchés dans les bois.

Tous ces faits ont été affirmés sous serment par des paysans assignés en justice.

Enfin, Moreau prend tous les lièvres du pays avec ses panneaux, si bien qu'en 1776, le Roi n'en trouva pas un seul à chasser dans la plaine de la Rochette. Il prend de même toutes les perdrix rouges et tous les faisans, « chasse dans le temps des défenses, avec chiens et limiers, même la nuit », fait voler les

œufs des perdrix par les enfants trouvés et les fait rapporter dans son canton. Et outre cela, il envoie ses bœufs paître sur les terres des paroisses voisines et dans celles de l'abbaye du Lys..

Et le marquis de conclure au rejet de la demande, non sans observer que « si Monsieur le Duc d'Orléans connaissait le sieur Moreau, il ne l'honorerait pas de sa protection. » (1)

M. Moreau de la Rochette, antipathique à M. de Montmorin était, par contre, en termes excellents avec M. Dubois, son lieutenant de robe longue et pendant l'été de 1778, celui-ci, qui venait de se réconcilier avec le capitaine des chasses, intervint probablement pour améliorer les rapports du marquis et du financier. Par jugement du 15 juillet, en effet, M. de Montmorin déchargea M. Moreau des dix ou douze amendes prononcées contre lui et l'acquitta de l'inculpation de chasse sur les terres du Roi. (2)

D'après une lettre qui paraît adressées à l'un des officiers de la capitainerie par M. Moreau, il semble bien que l'intervention de certain garde chasse n'avait pas été étrangère à la fâcheuse réputation que le seigneur de la Rochette s'était faite auprès de M. de Montmorin.

« Monsieur, écrivait M. Moreau, voici joint copie du supplément de requête que j'ai adressé au Ministre, le 30 juin dernier, vous verrez, Monsieur, que j'insiste sur ce qu'il me soit accordé une indemnité proportionnée au dommage que j'ai souffert, puisqu'il faut renoncer à l'espérance de pouvoir obtenir la distraction de ma terre de la capitainerie de Fontainebleau. Peut-être serait-il possible cependant d'obtenir cette grâce par la voie de conciliation avec M. le Marquis de Montmorin qui paraît avoir mis de l'eau dans son vin et qui vient de me décharger de 10 à 12 amendes qui avaient été prononcées contre moi en sa capitainerie sur les rapports d'un coquin de garde contre lesquels j'étais très décidé à m'inscrire en faux; il paraît que c'étoit là les griefs que M. de Montmorin a dit à M. Amelot qu'il avoit à m'imputer, mais aujourd'hui que tout cela a fini à ma satisfaction comme vous le verrez par la petite note de M. Dubois ci-jointe, j'imagine Monsieur qu'il serait possible de nous rendre M. de Montmorin favorable, ou du moins d'en obtenir que pour de l'argent (3) il

(1) A. N. O¹1034, n^o 214. Lettres de Montmorin sans dates ni nom de destinataire.

(2) A. de Seine-et-Marne. B. 62. Liasse 1777-1780. Décharges d'amende accordées par M. de Montmorin.

(3) Souligné dans le texte.

ajoute mes pépinières à mon canton de chasse; si vous croyez qu'il ne soit pas possible de faire mieux. J'engage M. Amelot à lui proposer un moyen d'arrangement. Faites-moi l'amitié, Monsieur, de me marquer le plus tôt possible ce que vous en pensez. J'ai l'honneur d'être avec un respectueux attachement.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Moreau de la Rochette. (1)

Les « moyens d'arrangement » auxquels songeait M. Moreau n'eurent probablement pas d'effet, car la lettre ci-dessus tomba entre les mains de M. de Montmorin qui la fit plus tard parvenir à M. Amelot avec les commentaires que l'on devine. Il y joignait copie d'une condamnation à cinq cents livres d'amende infligée à M. Moreau pour avoir envoyé ses bœufs paître dans les pâturages de l'abbaye du Lys et faisait remarquer que ne possédant pas assez de prés pour suffire à la nourriture de ses bestiaux pendant une journée entière, il ne pouvait les faire subsister qu'aux dépens des voisins. Quant aux prétendues déprédations causées par les lapins dans les terres de M. Moreau, le capitaine des chasses assurait que ces allégations n'avaient d'autre but que de justifier ses braconnages dans les bois du roi. (2)

Finalement, M. de Montmorin remboursa à M. Moreau de la Rochette la finance de son canton et l'affaire en resta là. (3)

(1) A. N. O¹1034 n^o 220, 22 juillet 1778. M. Moreau de la Rochette à un inconnu.

(2) A. N. O¹1036 n^o 215, 22 juin 1780. M. de Montmorin à M. Amelot.

(3) L'édition de 1814 du Nobiliaire de France de St-Allais présente son fils, M. Jean-Baptiste-François Moreau d'Olibon, baron de la Rochette, comme issu d'une ancienne famille originaire de Bourgogne. Quant à l'ancien « rat de cave » il devient dans cet ouvrage : M. François Thomas, Moreau, seigneur de la Rochette, inspecteur général des pépinières de France en 1767, créé en 1769, chevalier de l'ordre du St-Esprit. Cette transformation de la modeste décoration de l'ordre de St Michel en une distinction qui n'était accordé qu'aux plus grands seigneurs du royaume aurait sans doute beaucoup surpris M. de Montmorin s'il avait vécu plus longtemps.

VIII

En 1782, le comte d'Allemand seigneur de Milly-en-Gâtinais, voulant protester contre la cession qui avait été faite du droit de chasser sur ses terres par M. de Montmorin à M. de Marsanges voulut faire état d'un brevet qui avait été accordé sous Louis XIV aux titulaires de son fief et qui leur concédait le droit de chasse. (1) M. d'Allemand sollicitait d'une part le maintien de son droit de chasse personnel, à l'exclusion de celui qui avait été concédé à M. Marsanges, et d'autre part, la distinction de la terre de Milly de la capitainerie. Il se fondait pour obtenir cette dernière faveur sur le fait que la région de Milly semée de rochers et, coupée de précipices, était impropre à la chasse à courre et que d'autre part, elle était infestée de lapins. (2) Il évoquait, à titre de précédent, la distraction faite de la capitainerie en ce qui concernait les terres de Courtry et de la Borde, au profit des héritiers de la comtesse de Mailly-Nesle. Les habitants de Milly avaient joint un mémoire à l'appui de la demande du comte d'Allemand, en vue de la destruction des lapins qui dévastaient leurs récoltes, et les dégâts commis par ces animaux étaient certifiés véritables par le marquis de Cherisey, garde du corps. (3)

Condamné le 4 juillet 1782, par jugement de la capitainerie à ne plus chasser dans sa terre de Milly, le comte d'Allemand fit appel de cette décision devant le conseil du Roi où il obtint l'annulation de la sentence, malgré l'opposition du marquis de Montmorin, mais sa demande de distraction de la juridiction de Fontainebleau fut rejetée, en raison de la nécessité invoquée de maintenir le ruisseau d'Ecole comme limite des terrains de chasse du roi. (4)

(1) A. N. O¹ 1033, n^o 13. *Provisions de Lieutenant des chasses de la capitainerie de Fontainebleau pour le sieur de Marranges*. 14 avril 1769.

(2) A. N. O¹ 1034, n^o 236. *Extrait des Registres du Greffe de la capitainerie royale de Fontainebleau*. Jeudi 4 juillet 1782.

(3) A. N. O¹ 1034 n^o 233.

(4) Ibid. O¹ 1034 n^o 225. *Arrêt de la capitainerie ci-dessus et arrêt du Conseil*, septembre 1782.

IX

En 1780, M. Dupré de St Maur, mestre de camp, chevalier de St Louis, lieutenant aux Gardes françaises et seigneur de la terre de Chamberjot, près de Milly, avait cru pouvoir espérer un meilleur succès d'une tentative analogue faite auprès du ministre Le Tonnelier de Breteuil, dont il était parent par sa bisayeule. Excipant de cette parenté, il avait tout d'abord demandé l'autorisation de chasser les lapins sur sa terre, et celle de l'enclorre. Il avait joint à sa requête celle de son fermier Troufleau, qui se plaignait des dégâts causés dans ses cultures par les sangliers, exposait que des gardes avaient tué deux de ses chiens, et sollicitait la permission d'en avoir d'autres, assurant que la récolte était à peine suffisante pour nourrir sa famille.

Malgré l'intervention du baron de Breteuil, M. Dupré de St Maur ne put obtenir qu'e l'autorisation d'enclorre ses terres.

Il revint à la charge pour obtenir la distraction de sa terre de la capitainerie. A ce moment les fonctions de capitaine des chasses étaient exercées par le comte Louis de Montmorin, fils du lieutenant général marquis, dont il avait eu la survivance, et qui était installé au siège depuis 1783. Voici le curieux document où se trouvent réfutées une à une toutes raisons invoquées par M. Dupré de St Maur. C'est un résumé assez complet du point de vue général des deux parties en cause.

Réponse du Comte de Montmorin au Mémoire présenté à Monsieur le Baron de Breteuil par M. Dupré de Saint Maur à l'effet d'obtenir que la terre de Chamberjot soit distraite de la Capitainerie de Fontainebleau.(1)

Mémoire de M. Dupré de St-Maur.

M. Dupré de St Maur, mestre de camp d'infanterie, etc, a l'honneur de représenter:

Réponse du Comte de Montmorin.

M. Dupré de St Maur ne doit pas douter de la satisfaction que le Comte de Montmorin aurait à entrer dans ses vues. Mais dans le cas dont il s'agit, ayant en main les intérêts du Roi, il est forcé de mettre sous les yeux du Ministre les objections et les réponses suivantes:

(1). A. N. O¹1034, n^o 282. Réponse du Comte de Montmorin au mémoire présenté à M. le Baron de Breteuil, etc...

Que la terre de Chamberjot qui a contenu autrefois cent feux, est réduite à l'enceinte du parc du château dans laquelle se trouve une ferme et à une maison formant le village de Chamberjot.*

Qu'il y a plus de 2000 arpents dans son territoire distant de Paris de 13 lieues seulement autrefois cultivés et maintenant en friche par la dévastation des sangliers, des biches, cerfs ou lapins.

Que cette portion de terre fait partie de la lieutenance des chasses de Milly, capitainerie de Fontainebleau.

Que jamais, depuis 80 ans qu'elle a le malheur d'être englobée dans la capitainerie de Fontainebleau, venu chasser, ni aucun Prince, Seigneur, ni personne enfin ayant d'Ecole pour bornes, le Roi n'y est lorsqu'on lui a donné le ruisseau permission de chasse.

Que cette terre est située à 4 lieues de Fontainebleau et en est séparée par plusieurs chaînes de

Il y a plus de cent ans que la terre de Chamberjot située dans la paroisse de Noisy est composée de trois ou quatre feux: on dit que du côté d'une mare il y avait autrefois quelques maisons; mais on n'en voit pas seulement les moindres vestiges et les plus anciens du pays n'en ont pas même connaissance.

Il y a à peu près 200 arpents attachés à la seigneurie de Chamberjot; mais en grande partie en rochers, bruyères, friches qu'il est impossible de cultiver et que l'on ne peut mettre en bois. A l'égard de la dévastation occasionnée par les fauves, il est certain que quand l'on distrairait de la capitainerie de Fontainebleau la partie de la terre de Chamberjot qui y est située, cela ne diminuerait pas le nombre des animaux qui, dans les grands voyages surtout se retirent dans cette partie et rentrent ensuite en fonds de forêts. Les lapins ont été détruits toutes les fois que M. Dupré de St-Maur l'a demandé; il lui a même été proposé par le Sr. de la Renommerie, lieutenant des chasses, de détruire lui-même, avec des furêts, ceux qui sont sur sa terre et il a refusé.

Le Sr. de la Renommerie est Premier Lieutenant des chasses de Fontainebleau à la conservation de cette partie et elle fournit des perdrix pendant le séjour du Roi.

M. le Prince de Lambesc, (1) lorsqu'il avait un équipage de cerf, chassait au Parc-forêt et dans les environs de Chamberjot. M. le duc de Bourbon y a chassé l'année dernière, le comte de Montmorin a eût l'honneur de l'y suivre, et l'équipage pour le sanglier de M. le Duc de Bourbon a attaqué à 5 ou 600 pas du mur de Chamberjot: il est venu en voiture jusqu'au Parc-

(1) Le prince de Lambesc, de la Maison de Lorraine (1751-1825) était grand écuyer de France.

rochers qui en rendent l'abord impraticable, même pour des chasseurs à cheval.

Que depuis 7 à 8 ans il a été ordonné des treillages aux paroisses de Milly et de Noisy en Gâtinais dans laquelle se trouve située Chamberjot, que ces treillages ont coûté 160.000 livres à ces deux paroisses sans que l'on ait pu cultiver un pouce de terrain de plus et qu'au contraire la misère et l'abandon du pays ont augmenté depuis ce temps.

Que le suppliant a obtenu la permission de clôre un terrain plus près de Fontainebleau et à une lieue et demie de château, contenant le dit terrain 220 arpents nommé butte de Sucremont entre les bois de Feuillardière et le Parc-forêt; que ce terrain clos à grands frais et défriché, a réussi les premières années; mais que les murs de clôture étant faits de gazon, se sont vus à la longue percés par les lapins sans que jamais il ait pu obtenir que l'on en diminuât le nombre.

Qu'enfin, de deux cultivateurs, l'un s'est enfui et l'autre est mort de misère avec l'un de ses bœufs dans sa baraque et à 24 heures l'un de l'autre: qu'il en a coûté au suppliant plus de 4.000 livres pour cette entreprise, outre le chagrin de voir périr un bon travailleur digne d'un meilleur sort.

Que de 300 arpents de bois du domaine de la seigneurie de Chamberjot, il n'en subsiste à présent que 180. Ce reste à chaque coupe, est dévoré par les biches et les sangliers qui étant une fois de l'autre côté du treillage ne peuvent plus passer pour rentrer dans la forêt.

forêt, et il est aussi facile d'y aller que partout ailleurs. Cette partie a été même affectée par le Roi pour l'équipage de M. le duc de Bourbon.

Les treillages des paroisses de Milly et de Noisy ont été aussi mal faits que mal entretenus et M. Dupré de St-Maur ayant demandé particulièrement une plus grande circonvallation il a nécessairement enfermé plus d'animaux qu'il n'y en aurait eu naturellement.

La qualité du terrain est telle qu'il est impossible que cela soit d'un bon rapport et des murs en gazon ne sont pas capables de résister aux sangliers, que des murs en pierre peuvent seulement arrêter. Si les lapins détruisent les terres de M. de St-Maur il ne peut s'en plaindre, vu le refus qu'il a fait de les détruire lui-même. L'enclos dont parle M. de St-Maur lui a été accordé par le Marquis de Montmorin qui le prévint du peu de réussite de son entreprise. Il fit un fossé surmonté de perches simples sans fils de fer et simplement debout, ce qui n'opposait rien aux biches, cerfs et sangliers.

M. Dupré de St-Maur avait fait bâtir à un auvergnat une baraque couverte de bruyères qui n'offrait aucune ressource, qui n'avait même pas un puits. Cet homme a péri par la force de l'hiver dernier: ce malheur n'a été que trop commun cette année. Ce défrichement a coûté fort cher au Sr. de St-Maur et surtout ses amis le lui avaient prédit et avaient essayé de l'en détourner.

Les cerfs et biches mangent à la vérité, le brou, mais pourquoi M. de St-Maur ne fait-il pas comme les particuliers qui ont des bois dans la capitainerie, M. de Palerme, par exemple, qui en a beaucoup dans un endroit où les sangliers, cerfs, biches, chevreuils, daims, abondent, les fait du Roi, et ne se plaint jamais.

D'après ces considérations et notamment sur ce que l'Exposant affirme, sur son honneur, que jamais ni le Roi, ni aucun Seigneur ni le capitaine des chasses lui-même n'est venu chasser sur Chamberjot.

D'après les trois lettres ci-jointes au Placet qui prouvent que la partie la plus loin du château de Chamberjot et la plus près de Fontainebleau est inutile aux plaisirs du Roi, le suppliant demande seulement que le Parc et enclos de Chamberjot et la partie de ladite seigneurie située entre la voyerie d'Oncy et le chemin du Parc forêt, les rochers de la Charme et de Château-Veau, la voyerie de Château-Veau et le ruisseau d'Ecole soient mis hors des limites de la capitainerie. Ce terrain contient à peu près 7 ou 800 arpens; c'est le seul qui soit à présent de culture et celui où se trouvent les domaines du Seigneur. Le suppliant rendu à la culture et au bonheur de tirer parti de ses fonds pourra se soutenir au service, y élever sa famille, etc. etc.

Le fait avancé ci-dessus que M. le Prince Lambesc y allait autrefois et que nouvellement M. le Duc de Bourbon et le Comte de Montmorin ont été jusqu'au près du parc de Chamberjot, est un fait très positif que l'on reproduit ici aussi affirmativement et qui détruit tout ce que dit à cet égard M. de St-Maur.

La partie la plus loin du château de Chamberjot est entre le Parc-forêt et la Guichère; c'est un pays très bon pour la chasse, sinon pour le Roi, au moins pour les princes de son sang. Cette partie dont M. de St Maur demande la distraction, occupe un terrain très considérable, et n'en tirerait pas parti davantage; car la nature du terrain est telle qu'il n'affermirait pas pour 40 s. l'arpent. S'il prétend que c'est pour empêcher que les cerfs, biches et sangliers lui fassent du tort, son projet est donc de les tuer, ce qui serait fort considérable dans le temps des grands voyages, tous les animaux se retirant alors dans les endroits où ils sont tranquilles, et fort nuisibles en tout temps au bien de la chose et à la tranquillité du pays.

Il est aussi essentiel pour le Roi que pour les particuliers d'avoir des limites immuables; c'est pour cela qu'on les a mises à la rivière d'Ecole qui depuis sa source jusqu'à la Seine, borne la capitainerie. Les limites qui ne sont pas aussi stables occasionnent des difficultés, soit par ignorance, soit par mauvaise foi, ou par une fausse interprétation de l'ordonnance. Le comte d'Allemand, voisin du Sr. de St Maur fit, il y a quelques années, une demande, pour que la partie de la terre de Milly englobée dans la capitainerie en fut distrait, cela lui a été refu-

sé, vu la nécessité de laisser la rivière d'Ecole pour limite. Cette facilité ouvrirait la porte à tous ceux qui sont sur le bord de cette rivière et serait en tout, infiniment préjudiciable au bien du service du Roi. Pour le sentir, il suffit que M. le Baron de Breteuil veuille bien se faire représenter le plan et y jeter les yeux. (1)

Plus tard, la convocation de l'Assemblée générale des représentants de la province permit à M. Dupré de St Maur de faire estimer les dégâts dont ses bois portaient la trace. Le 18 juillet 1788, un procès-verbal des dommages ainsi causés fut établi à la requête du marquis de Bizemont, procureur général de la noblesse du bailliage, par devant M. de Villerval de Roussay, député du Tiers Etat, et deux experts désignés par ce dernier. (2)

M. de la Renommière, lieutenant des chasses de la capitainerie, invité par le marquis de Bizemont à assister à l'expertise, ne crut pas devoir s'y rendre (3). L'ensemble des dommages fut estimé à 1405 livres. Le fermier Troufseau justifia également avoir subi une perte de 672 livres et de nombreux particuliers firent de même.

(1) M. Dupré de St-Maur, issu d'une ancienne famille de robe était parent du célèbre intendant de la généralité de Bordeaux. Il fut arrêté pendant la Révolution à Fontainebleau ainsi que sa femme, née Jeanne Billard, et leurs deux enfants, un garçon de 17 ans et une fille de 19 ans. Il fut toutefois relâché après une courte détention, avec sa famille.
(Félix Herbet. *Fontainebleau révolutionnaire*.)

(2) A. N. O¹1036, n° 160. *Procès-verbal de visite des territoires de Noisy et Vaudoué*, 18 juillet 1788.

(3) Le marquis de Bizemont André Parfait, été né le 31 mars 1752 de Nicolas Balthazar, colonel d'infanterie et d'Adelaide de Prunelle, fille du marquis. Par contrat de mariage les enfants à naître devaient hériter des noms et armes des Prunelé. La Chesnaye Desbois, T. III, p. 347.

X

De l'ensemble des documents concernant la capitainerie des chasses de Fontainebleau, il semble résulter une assez notable différence de régime entre les deux juridictions dont elle était composée.

Tandis que les plaintes des seigneurs et des paysans voisins de la forêt sont nombreuses, celles des habitants de la rive droite, à l'exception toutefois de la banlieue immédiate de Moret, sont rares; certains villages de cette région, inclus dans la capitainerie, ne sont mentionnés dans aucune des pièces des importants dossiers qui la concernent.

On n'en saurait conclure que, pour n'avoir pas d'histoire, la rive droite de la capitainerie était habitée par des populations particulièrement heureuses.

Il est certain, cependant, que les chasses royales ayant presque toujours lieu dans la forêt même ou dans ses environs immédiats, c'est dans cette région que se concentraient les efforts du personnel pour la protection et la multiplication du gibier.

La nature du sol, rocheux et très accidenté, y rendait d'autre part malaisée la destruction du lapin, le plus redoutable des fléaux de l'agriculture locale.

Dans la partie orientale de la capitainerie au contraire, la surveillance était moins étroite, et les lapins ne trouvaient pas dans les plaines de la Brie les fortifications naturelles, dont la rapacité des gardes et du personnel subalterne faisaient pour eux, sur la rive gauche, des asiles à peu près inviolables.

Les lapins n'étaient pas les seuls à profiter de la sécurité qu'offrait pour eux les profondeurs de la forêt. De tout temps, elle avait abrité des hôtes plus dangereux, et, depuis le XIII^e siècle, époque à laquelle St Louis, isolé de ses gens au cours d'une chasse, avait dû se défendre, l'épée à la main, contre des malandrins, jusqu'en 1701, époque à laquelle un ermite fut assassiné, la vieille sylvie avait donné asile à des malfaiteurs de la pire espèce.

En 1645, un sieur Jean Gautier, de Thomery, avait été pendu à Fontainebleau, pour avoir exercé le brigandage à main armée dans les bois voisins. En 1665, le capitaine des chasses avait dû faire couper tous les buissons sur une largeur de vingt toises des deux côtés des chemins, pour empêcher les voleurs de tendre leurs embuscades. En 1675 et en 1676, une bande de voleurs et d'assassins avait été arrêtée également près de Fontainebleau. (1)

Enfin, les paroisses limitrophes de la forêt trouvaient dans l'exercice des droits de pâture et de ramassage du bois une contre partie, sinon égale, du moins appréciable à tant d'inconvénients. Une ordonnance de M. Barillon, grand maître des Eaux et Forêts du département de l'Ile de France en 1664, l'avait accordé à ceux des habitants des paroisses limitrophes dont les maisons avaient plus de cent ans d'existence. (2)

XI

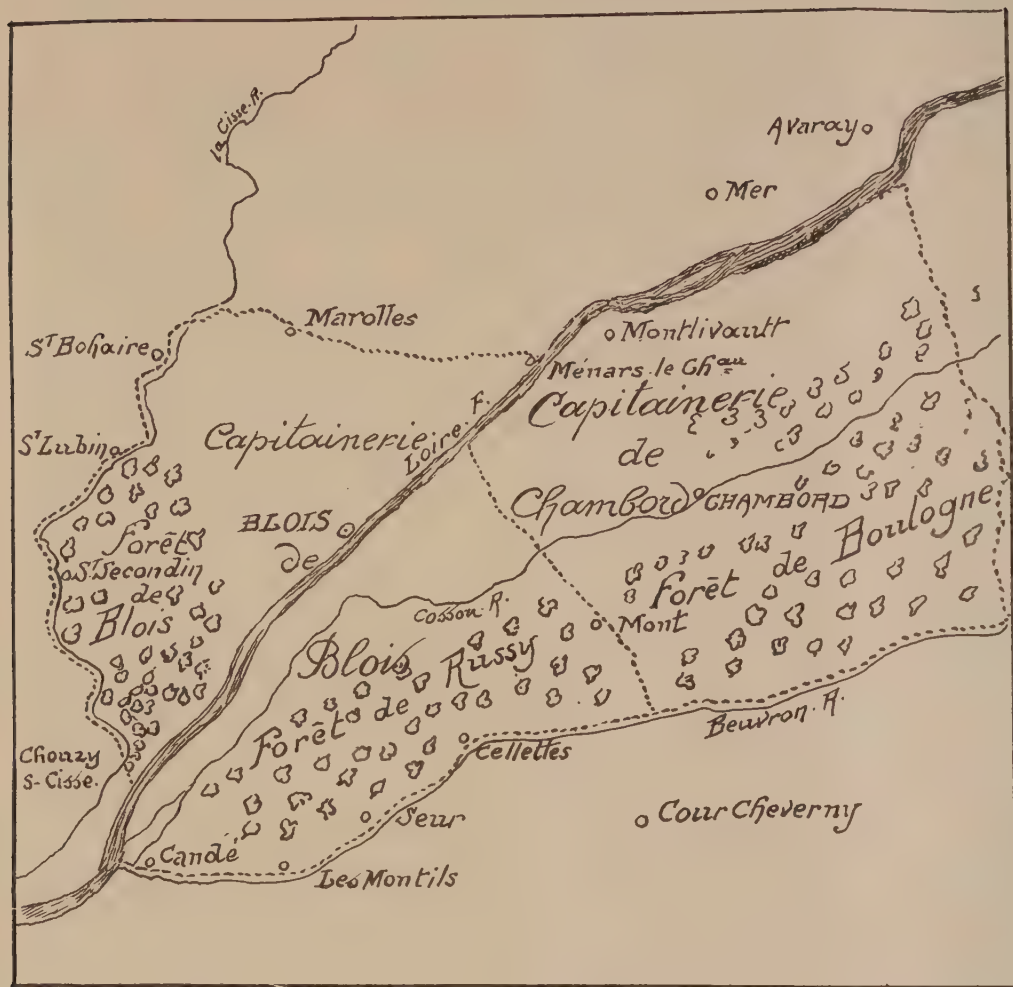
En 1788, le clergé des baillages de Melun et de Moret rédigeait un mémoire destiné à l'Assemblée provinciale de l'Ile de France, et dans lequel, à travers les formules du style perpétuellement larmoyant de l'époque, se trouvent assez bien résumés les griefs des cultivateurs et des propriétaires contre la capitainerie de Fontainebleau.

« Le clergé des Baillages de Melun et de Moret réunis, convoqués par le Roi pour y recevoir ses ordres, après avoir pris connaissance des motifs qui avaient déterminé à les appeler; a vu avec la satisfaction de l'attendrissement que ce n'était que par le désir de s'occuper du bien de ses sujets, les interroger sur la cause du mal qui s'était introduit dans l'Etat, sur les moyens d'en arrêter les progrès, et surtout pour lui faire connaître le plus prompt et le plus efficace remède nécessaire à apporter pour rendre le calme à son cœur, impatient de jouir de la douce consolation d'avoir rendu, ses sujets, ses enfants heureux. »

(1) Domet, *Histoire de la forêt de Fontainebleau*, p. 80.

2 Les paroisses désignées étaient : Fontainebleau, Avon, Monceau, Changis Basses-Loges, St-Aubin, Veneux, Nadon, Thomery, Ellondré, By, Montfort, les Sablons, Recloses, Fry, Arbonne, Villiers-sous-Grez, Busseau, Grez, Hulay, Bourron, Marlotte, Achères, Meun, Montigny, Houssot, Sorques St-Martin, Chailly, Barbizon, Fay, St-Ambroise de Melun, Bois-le-Roi, Hautes-Loges, Brolles, Samois, Le Petit-Barbeau, Gourbuisson, Port-à-l'Anguille, Terrouanne et le Prez. (A. de Seine-et-Marne, B. 65 bis. Livre vert, p. 60.)

CAPITAINEURIE DES CHASSES DE BLOIS ET CHAMBORD



2 lieues

Echelle

1
200.000

« La réclamation générale faite contre les capitaineries et surtout celle de Fontainebleau, c'est-à-dire contre les invasions de terrain pour la prolongation de cette même capitainerie, les abus, les vexations, les concussions, exercées au nom emprunté de Sa Majesté relativement à des chasses que l'intérêt et la cupidité des officiers a fait vendre à des particuliers, qui, jaloux de retirer l'intérêt des fonds qu'ils ont mis en avant, les font rentrer aux dépens du pauvre cultivateur, qui jusqu'à ce jour n'a pas même eu le droit de se plaindre impunément. Sa Majesté veut que le pauvre perce jusqu'à son trône; que là il dépose dans son sein paternel tout ce qui s'oppose à son bien-être, qu'il reçoive de la main même du Monarque les armes suffisantes pour repousser la vexation et qu'il entende de Sa Bouche ces paroles consolantes; vous n'avez tant et si longtemps souffert que parceque l'on n'avait caché vos maux. »

« L'établissement des capitaineries était juste et raisonnable dans son principe, puisqu'il était l'amusement de nos Rois qui se sont appliqués à les rendre supportables à leurs sujets, par les lois sages sur lesquelles ils l'ont établis et d'ailleurs quels sont les sujets qui ne s'empressent à l'envi les uns des autres d'offrir, toutes leurs possessions pour l'agrément et le délassement de leur souverain, ils ne se plaignent donc que de voir les terrains envahis depuis plusieurs années, devenus l'objet de la cupidité et de trafic pour les officiers de la capitainerie qui ont reculé les bornes jusqu'à sept lieues du chef-lieu. »

La capitainerie, continue le rédacteur, est une cause de dépopulation. Noisy, le Vaudoué, Milly, ont perdu, grâce au gibier qui a détruit les cultures une partie de leurs habitants; ceux-ci ont préféré abandonner leurs terres que de travailler sans espoir de récolte. Les remises à gibier sont un danger permanent pour les cultures.

Les treillages, fort coûteux à établir, n'empêchent pas le gibier de dévaster, et pour obtenir ce résultat, les communautés sont obligées de payer des gardes messiers. Les gardes chasses élèvent des lapins à leur profit en violation de la loi qui interdit leur existence; ils enlèvent les épines placées dans les champs, afin de provoquer des amendes à la charge des propriétaires; ils se livrent à des voies de fait contre les passants inoffensifs; dernièrement encore un jeune maçon de Vaudoué n'a-t-il pas reçu un coup de fusil de la part d'un garde pour avoir pris dans ses bras un chien en revenant de son travail. Les gardes se font aider de « garçons gardes » sans aucun mandat, auxquels ils prêtent leurs livrées et qui exercent les mêmes vexations. A la procession de la Fête-Dieu, à la chapelle Gontier, les gardes ont attaqué les hommes qui suivaient le St Sacrement. »

« Dernièrement encore, les dames de l'abbaye de Chelles ayant autorisé les haitants de Noisy et de Vaudoué à pannoter, les officiers de la capitainerie se sont rendus pendant la nuit chez des particuliers pour leur enlever leurs panneaux. »

« L'intérêt seul des officiers a fait étendre les limites de la capitainerie de façon qu'il se trouve dans cette enclave des endroits où Sa Majesté ni aucun Prince n'ont pas seulement chassé mais où il est impossible qu'ils puissent venir chasser, puisque Courance, Milly, Villacerf et autres paroisses limitrophes sont inabordables aux voitures et aux chevaux, et les terres éloignées du sein des plaisirs de Sa Majesté sont vendues à plusieurs personnes. L'officier subalterne même achète un canton et là il multiplie le gibier, le plus qu'il lui est possible, ce canton devient sa basse-cour, il a le droit exclusif d'en tuer, d'en faire tuer tant qu'il lui plaît et de le vendre pour faire rentrer les fonds qu'il a versés dans les mains du capitaine des chasses, qui, par conséquent, lui a vendu le droit de désoler ce canton et de dévaster tous les champs ensemencés. »

« Le fait matériel de la vente de ces cantons est aisé à prouver, continue ingénument le rédacteur, comme si cette pratique était ignorée des destinataires du Mémoire. « Actuellement M. de Marsanges, ci-devant lieutenant des chasses de Fontainebleau plaide devant le Châtelet au sujet d'un canton qu'il a acheté à M. de Montmorin moyennant dix mille livres, puis revendu en trois lots à M. le duc de Gramont, à M. d'Argouges et à M. de la Renommière; ce dernier actuellement lieutenant des chasses, aux prix respectifs de huit mille, quatorze mille et six mille livres. »

Enfin, les auteurs du mémoire terminent en exprimant le vœu de voir rétablir autour de la forêt les anciennes clôtures qui existaient encore au temps de Henri IV, de faire rendre le droit de chasse à tous les propriétaires sans distinction, et de remanier l'arrêt du Conseil de 1776 de manière à rendre efficaces les mesures concernant la destruction des lapins. (1)

(1) A. N. O¹1036, n^o 190. *Mémoire contre les capitaineries* lu et signé et arrêté dans l'assemblée tenue en la ville de Melun. 1788.

XII

Les longs séjours des Valois dans les châteaux du Blaisois, avaient eu pour conséquence la création des deux petites capitainerie de Blois et de Chambord.

Bien que les Bourbons aient fort peu séjourné dans la région de la Loire, ces juridictions furent maintenues pendant une partie des règnes de Louis XV et de Louis XVI.

Les documents que l'on possède sur elles sont rares.

La capitainerie de Blois fut délimitée par ordonnance de 1698, rendue à la demande du duc de Beauvilliers, du seigneur de Cheverny et du sieur Phelypeaux, seigneur d'Herbault, tous trois riverains des chasses royales. Elle s'étendit sur les deux rives de la Loire.

Sur la rive droite, elle était bornée par une ligne passant par Ménars le Château, Marolles St Bohaire, la rivière de Cisse-Cardaison, St Lubin, Orchères, St Secondin, Chambon, Coulanges et Choussy, tous ces villages exclus.

Sur la rive gauche, la limite passait par Condé les Montils, Sur, Sellettes, Tour, puis se confondait avec la limite de la capitainerie de Chambon. Elle fut supprimée par un Edit de 1739, dans le préambule duquel, le Roi déclare que les motifs qui l'avaient fait excepter de la suppression édictée en 1699 par Louis XIV ayant cessé d'exister, son maintien n'est plus nécessaire.. (1)

Le marquis Charron de Ménars, capitaine, conserva sa vie durant, ainsi que les officiers de la capitainerie, les honneurs et les émoluments auxquels ils avaient eu droit pendant l'exercice de leurs fonctions.

(1) A. N. AD IV n° 139. O¹ 1034. n° 1 à 4 et *Code des Chasses*, T. II, p. 418, *Ordonnance portant le règlement des limites de la capitainerie de Blois*.

Le marquis de Ménars descendait d'un précédent capitaine des chasses de Blois de ce nom, qui tenait sa capitainerie de Jacques de Saumery, son beau-frère, précédemment titulaire de la double juridiction de Blois et de Chambord.

Le premier ancêtre connu des Saumery, nommé Joannes, était venu du Béarn avec Henri IV. Les deux capitaineries de Blois et de Chambord étaient restées dans cette famille pendant trois générations, quand la première entra dans celle de Ménars. (1)

La capitainerie de Chambord était limitée au sud, entre Villesavin et Neuvy par le cours du Beuvron; à l'est, par une ligne à peu près droite se dirigeant vers Avaray. Avant d'atteindre cette localité, la limite se dirigeait vers le sud ouest en suivant la Loire jusqu'à Nasieux, puis elle rejoignait Villesavin par Monts. (2)

Elle fût supprimée en 1777, pour des motifs analogues à ceux qui avaient amené la suppression de celle de Blois. (3) Le marquis de Saumery, qui exerçait les fonctions de capitaine à cette époque, obtint dans cette circonstance, ainsi que son personnel, des compensations identiques à celles qui avaient été précédemment accordées à M. de Ménars.

(1) St Simon. *Mémoires*.

(2) A. N. O¹1034 n^o 5 à 45.

(3) Ibid. O¹1034 n^o 30. Note sans date au sujet de l'Edit de suppression de Septembre 1777.
(Sans signature.)

CHAPITRE VII

LES OFFICIERS SUBALTERNES ET LES GARDES CHASSES

I. Le personnel des gardes chasses. — II. Leurs relations avec les cultivateurs. — III. La paroisse d'Achères est ravagée par les lapins. Le curé et le seigneur d'Achères contre la capitainerie. — IV. L'enquête de M. Dubois, lieutenant de robe longue. — V. Affaire du garde Edme Caron, marchand de gibier. — VI. Louise Garnier, victime des violences du lieutenant de Livry. Intervention de la justice seigneuriale et du Conseil du Roi. — VII. Le duc de Noailles, capitaine des chasses de St-Germain-en-Laye, et le marquis de Grouchy, député de la Noblesse à l'Assemblée provinciale de l'Île de France.

Parmi tous ceux qui peuvent être rendus responsables des dommages causés à l'agriculture dans la région de l'Île de France, le Roi est le seul qui échappe entièrement à l'animadversion des cultivateurs.

C'est pour ses « plaisirs » que leurs moissons supportent les conséquences du surpeuplement des garennes voisines. Mais ils se rendent compte qu'à tout prendre, les plaisirs d'un seul homme, passât-il sa vie à la chasse, lui, sa famille et ses amis, ne sauraient comporter raisonnablement un développement aussi considérable de chasses gardées aux environs de ses résidences favorites.

Entre le Roi qui chasse avec ses chevaux et sa meute et eux, les paysans, qui peinent sur la charrue, se dressent de nombreux intermédiaires dont la rapacité et les spéculations n'augmentent ni ne favorisent en rien les plaisirs du maître, tout en les rendant insupportables aux laboureurs.

Aucun d'eux n'ignore que le Roi ne chasse jamais le lapin, l'ennemi le plus redoutable de leurs récoltes, et ils n'ignorent pas davantage que la présence de cet animal dans les capitaineries est contraire aux ordonnances.

Chassant un jour en forêt de St-Germain, Louis XV avait pensé se tuer en tombant de cheval, se blessant au bras et à la tête, cassant sa montre et son fusil, parce que sa monture avait mis le pied dans un terrier. Les paysans des environs avaient appris l'incident, et lors de la rédaction des cahiers des paroisses en vue de la réunion des Etats Généraux, ils le rappelèrent pour marquer l'inconvénient que présentait la surabondance des lapins dans les chasses royales, assurés que le Roi partageait leur opinion à cet égard (1).

Dans tous les documents concernant les plaintes adressées au Roi par les cultivateurs avant 1789, ils s'adressent à lui avec un entier loyalisme et une confiance qui paraît exclure tout ressentiment à l'égard de sa personne. « Non, ce n'est point au Roi, ce n'est même pas aux princes de son sang, aux grands de sa couronne qu'on sacrifie le repos et la félicité du citoyen, déclare l'auteur anonyme d'un pamphlet sur les capitaineries du début de la Révolution, c'est à l'avidité des subalternes. » (2)

Ces subalternes, ce sont d'abord les capitaines des chasses, auxquels s'en prennent surtout les seigneurs et propriétaires de fiefs enclavés; ce sont, plus encore, les officiers placés sous leurs ordres, qui, souvent, ont acheté leurs charges en même temps que leurs cantons de chasse, et veulent rentrer dans leurs débours; ce sont, enfin et surtout, les gardes, qui se trouvent en contact permanent avec les cultivateurs et avec les propriétaires, et qui sont haïs des premiers et méprisés des seconds.

(1) *Cahier de la Paroisse de St Germain de Pierrefitte.*

(2) *Vœux et demandes des bons citoyens pour la suppression des capitaineries par M. P.*

I

Le personnel des gardes chasses des capitaineries était généralement recruté parmi les anciens bas-officiers et soldats des corps de troupe. Quelquefois même, on les choisissait parmi ceux de ces militaires qui offraient le moins de garanties, témoin La Bruyère, ancien déserteur du régiment d'Aunis, et ancien braconnier, devenu garde chasse du Comte de Charolais.

Sans doute, le métier avait de nombreux revenants-bons, à commencer par le braconnage, que les gardes chasses devaient réprimer, et qu'à la fin de l'Ancien Régime, ils pratiquaient tout les premiers. De plus, les gardes étaient habillés aux frais du Roi, ils recevaient des gages réguliers, sans compter les gratifications du Roi et des princes, et les généreux pourboires des invités. Enfin, ils jouissaient de certaines immunités fiscales, entre autres, de l'exemption du droit de gros, prélevé sur tous les propriétaires de vignes, genre de culture alors fort répandu dans la région méridionale de l'Île de France, et dont nombre d'entre eux possédaient quelques lopins.

Mais, c'était aussi courir des risques que de porter la bandoulière du roi, et la garde du gibier dans les forêts comportait, de jour et de nuit, un service à la fois dangereux et fatigant. Les braconniers étaient fréquemment, tout comme les gardes, d'anciens militaires, habitués à faire le coup de feu, et ils n'hésitaient pas à tirer sur les représentants de l'autorité. Les exemples d'agressions de ce genre ne sont pas rares dans les dossiers de procédure de capitainerie, et la plupart du temps, les coupables échappent aux poursuites.

De plus, l'exercice des fonctions de garde chasse dans des régions où le pullulement du gibier causait à l'agriculture des dommages fréquents, était destiné à attirer sur les titulaires de l'emploi, la haine des cultivateurs. Aussi, devait-il être malaisé de trouver facilement des candidats, à la fois braves, honnêtes, consciencieux, vigoureux et insoucians de l'opinion des populations au milieu desquels ils étaient appelés à exercer leur profession.

Ce point de vue est des plus importants pour l'appréciation exacte du régime des capitaineries, car c'étaient les gardes, qui, en définitive, étaient chargés d'en appliquer journellement les dispositions légales, et les juges n'intervenaient que pour sanctionner les procès verbaux dressés par eux.

Sous le règne de Louis XVI, la situation matérielle qui était faite à ces subalternes, n'apparaissait pas comme susceptible de tenter les candidats désireux de vivre des revenus normaux de leurs emplois.

Ils n'hésitaient pas à profiter des facilités que leur offraient les chasses, pour présenter leurs réclamations au Roi et aux princes eux-mêmes.

Une correspondance du marquis de Montmorin mentionne une plainte ainsi présentée à Louis XVI et au Comte d'Artois par trois gardes à cheval, qui disent avoir acheté leurs charges « pour en exercer les fonctions et jouir des gages, habits, privilèges, gratifications pour la fourniture du gibier du Roi », et qui prétendent ne pouvoir profiter des légitimes bénéfices escomptés par eux.

Mais, M. de Montmorin fait observer qu'il a défendu le port d'armes à ces gardes, parce qu'ils braconnaient journellement et vendaient le gibier. Les plaignants, dit-il, jouissent de leurs privilèges et touchent leurs gages comme les autres ; si on ne leur a pas donné d'habits « c'est qu'il est inutile d'habiller des gens qui ne font point de service, et qui détruisent au lieu de conserver ».

Les gratifications sont données aux bons serviteurs et point aux mauvais. Tout dernièrement, l'un des plaignants a été surpris par M. de Lurieu, en train de chasser dans la capitainerie avec un chien. Cet officier a dû se transporter chez le garde, pour confisquer son fusil et faire tuer son chien.

Enfin, « quand on a voulu repeupler la plaine où tire Monseigneur le Comte d'Artois, il a fallu y mettre d'autres gardes pour surveiller le braconnage de ceux qui ont présenté le placet ». (1)

(1) A. N. O¹ 1034, n^o 109, *M. de Montmorin à M. Amelot*, (s.d).

Ce dernier trait caractérise la situation où l'on en était arrivé sous le règne de Louis XVI, en ce qui concernait le régime des capitaineries, et ces gardes chasses, dont une moitié se trouvait chargé de surveiller l'autre, reflète un des aspects multiples que prenait alors la décadence générale du régime d'autorité.

Sous Louis XIV, les choses se passaient tout autrement.

Braconner était alors un crime pour un garde, et c'est ainsi qu'un Arrêt du Conseil du 20 avril 1660, qualifie l'infraction commise par un garde chasse de la capitainerie de Corbeil, qui avait été trouvé dans celle de la Varenne du Louvre en train de ramasser les perdrix qu'il venait de tuer avec son fusil. Le délinquant s'étant, après condamnation, pourvu devant le Parlement, défense fût faite à cette Assemblée de recevoir le pourvoi dont le Conseil se réserva l'examen. (1)

Une curieuse lettre anonyme et sans date, rédigée par des gardes de la capitainerie de Fontainebleau, paraissant adressée au baron de Breteuil, ministre de la Maison du Roi, dénonce les mauvais procédés dont ils ont à se plaindre de la part de leurs officiers.

« Monseigneur,

« C'est au nom de tout mes camarades que nous osons avoir l'honneur de nous adresser à vous, sans pouvoir nous nommer et signer notre juste requête, crainte de perdre nos places et d'être emprisonnés.

« Il nous est dû, Monseigneur, dix neuf mois de nos gages, les faons qu'on nous paye sitôt qu'on les a reçus à Versailles nous sont encore dûs. Il y a de nos camarades qui en ont pour 300 livres.

« Nous sommes les plus malheureux gardes chasses qui soient au monde, rapinés ou volés sur toutes les parties de notre traitement, et menés bien durement.

« Notre capitaine ne se conduit, Monseigneur, que par les conseils de notre inspecteur Lurieu, qui est un méchant homme, mauvais mari, mauvais maître, mauvais officier qui ne se plaît qu'à flatter et qui ne connaît rien aux chasses que par ses livres.

(1) Recueil des titres des baillage et capitainerie des chasses de la Varenne du Louvre. Paris 1670

« Nous sommes dans la plus grande misère et nous savons que les gardes des autres capitaineries sont bien payés. Sur nos gages, notre contrôle, on nous vole impunément ou on nous fait même des retenues sur nos gages pour notre habillement, et nous n'osons nous plaindre, crainte de la prison ou d'être chassé, aussi, Monseigneur, devons-nous de tout côté et encore plus ceux à cheval, à cause du fourrage, bien cher.

« M. le Comte de Montmorin est fort dur et notre inspecteur encore plus, mais comme M. le Comte l'écoute et ne voit que par ses yeux, nous sommes dans la plus affreuse misère; que Monseigneur le Baron se fasse informer, Il connaîtra bien vite la vérité et encore plus que je n'en dis.

« C'est vous seul, Monseigneur, qui pourrez nous rendre justice et heureux et nous prions bien le bon Dieu pour vous, mais il est bien dur de manger le sien au service du Roi, d'être friponné sur tout et traité comme des galériens (1). »

II

Que les plaintes des gardes fussent fondées ou non, ils ne faisaient rien pour se rendre sympathiques.

En 1788, les nommés Fréville et Hérard, habitants de Crespières (2), condamnés l'un et l'autre à une amende sur la dénonciation d'un garde chasse nommé Aubry, portèrent plainte contre lui, et l'enquête faite par l'intendant Bertier fit connaître les faits suivants. (3)

Aubry, étant de service, avait aperçu dans les champs les deux enfants de Fréville, qui portaient dans un panier le repas de leur père. Leur ayant demandé ce que contenait le panier, il lui fût répondu n'y avoir « qu'un pot à soupe, une assiette et une bouteille ». Aubry insista, disant que le panier contenait un lièvre, et malgré les dénégations des enfants, il se jeta sur l'un d'eux, le frappa avec la crosse de son fusil et le renversa par terre.

(1) A. N. O¹1033 n^o 139. Sans date ni nom de destinataire.

(2) Crespières: village situé dans la capitainerie de St-Germain-en-Laye à l'ouest de Marly.

(3) A. N. O¹1036 n^o 150. Supplique de Fréville et d'Hérard à M. de Breteuil. (sans date).

Les faits étaient certifiés par quatre témoins, et il fût établi que quelques jours ayant, Aubry était entré dans la vigne d'Hébrard, avait mangé devant lui du raisin de cette vigne, et l'avait injurié lui et sa femme. Il prétendait se venger ainsi d'avoir été précédemment obligé de détruire une garenne qu'il entretenait sur les terres des suppliants.

Au dossier se trouve joint un certificat de bonne vie et mœurs, délivré à Hérard et à Fréville par le curé de Crespières, qui déclare qu'ils méritent d'être exonérés de l'amende prononcée contre eux (1).

Vers la même époque, M. de Villedeuil, ministre de la Maison du Roi, recevait d'un sieur Masson, de Ville d'Avray, une supplique du même genre, dans laquelle l'intéressé racontait comment, travaillant aux champs, il avait été « surpris de vin », s'était couché et endormi dans un fossé. Le garde du canton étant venu à passer par là, réveilla le dormeur en lui demandant ce qu'il faisait. « Qu'est-ce que cela te f... » lui répondit celui-ci. Le garde, offusqué de cette réponse « le bourra avec son fusil et lui meurtrit la tête ». Comme Masson se défendait, le garde avait fait feu, mais le coup n'était pas parti. (2)

Au cours de ses déboires avec M. de Montmorin en 1778, M. Dubois raconte que le 18 janvier de cette année, deux gardes de la capitainerie de Fontainebleau ayant aperçu de loin dans les vignes, deux hommes et un chien, ils voulurent les joindre. Chemin faisant, ils rencontrèrent deux autres individus sans armes, sans chiens et sans bâtons, « ne faisant exactement que marcher dans un chemin ». Ils les arrêtrèrent et les conduisirent en prison, d'où ils furent d'ailleurs relâchés le lendemain.

Ces exemples de violences n'apparaissent, malgré tout, que comme des faits exceptionnels, étant donné le chiffre considérable de population que comprenait la juridiction des capitaineries.

Mais ces détestables agissements étaient connus et commentés, grossis et multipliés par tous ceux que molestaient peu ou prou les règlements sur la chasse, et le discrédit des gardes en était confirmé pour autant.

(1) A. N. 01036, n° 153. *Certificat du curé de Crespières.*

(2) A. N. 01036 n° 163. *Supplique des ayants cause de Masson à M de Villedeuil.* 01036, n° 162 *Barentin au Garde des Sceaux*, 28 décembre 1788.

III

L'extrême mauvaise foi de certains gardes apparaît nettement dans l'affaire de la destruction des lapins de la paroisse d'Achères voisine de la forêt de Fontainebleau. (1)

Le territoire de cette paroisse était, au début de l'automne de 1776, infesté de lapins, dont les dégâts obligèrent les habitants à se plaindre auprès du marquis de Montmorin.

Celui-ci envoya sur les lieux des pannoteurs, mais les gardes du canton, intéressés à la conservation des rongeurs, les empêchèrent de travailler utilement, « usant de mille finesses » pour protéger ces animaux, attendu qu'ils ont la liberté d'en prendre tant qu'ils jugent à propos pour leurs maisons, et afin d'en vendre les peaux à leur profit ». (2)

Quand l'Arrêt du Conseil ordonnant la destruction des lapins fût connu à Achères, les habitants présentèrent une requête à l'intendant pour faire visiter leurs terres ravagées, et les gardes qui leur tenaient rigueur de cette démarche, la firent échouer de la manière suivante.

Le syndic de la paroisse ayant reçu l'ordre de commander cinquante hommes pour boucher les terriers, les gens de la capitainerie vinrent fureter les terriers avant qu'on ne les bouchât, et les travailleurs s'étant rendus chez le garde du canton celui-ci les envoya fureter à deux lieues plus loin, dans l'intérieur de la forêt. De plus, le garde ne fit faire la battue que trois jours plus tard, ce qui donna aux lapins tout le temps nécessaire pour déboucher leurs terriers, où ils purent rentrer quand les rabatteurs se présentèrent, et ceux-ci n'en purent tuer que quarante.

Quelques temps après, les pannoteurs s'étant rendus dans un bois nommé le Vaublas, un garde survint au moment où l'on allait commencer la battue, tira un coup de fusil et fit ainsi rentrer tous les lapins sous terre.

Pour tromper les autorités, les gardes se rendaient dans l'intérieur de la forêt, y prenaient quelques lapins et les pré-

(1) Achères avait été, en 1680, érigée en marquisat, en faveur de la famille d'Argouges d'origine féodale normande. Cette famille était représentée à Achères en 1776 par le comte, Michel d'Argouges qui avait épousé Henriette Charlotte Marie de Courtarvel de Pezé.

(2) AN. O¹ 4036, n^o 11. *Mémoire des habitants d'Achères.*

sentaient comme ayant été tués dans les localités où ils auraient dû les chasser.

Le mémoire des habitants d'Achères d'où sont tirés ces détails, se termine ainsi :

« Les manœuvres qui se pratiquent par les subalternes sont si opposées aux intentions de Votre Majesté, dont l'objet, par son Arrêt du Conseil, est de faire le bonheur de son peuple et de protéger spécialement les cultivateurs déjà encouragés par la liberté de se clore par les entreillagements, qu'ils supplient avec une entière confiance Votre Majesté de les charger de détruire eux-mêmes les lapins et d'écarter pareillement eux-mêmes les bêtes fauves qui s'introduisent dans l'enceinte de leurs entreillagements, en les faisant sortir avec le secours des chiens et bâtons seulement, ils ne cesseront de faire des vœux pour la conservation du meilleur des rois. »

Une autre supplique fait connaître la suite de l'incident.

« Au Roi,

« Le seigneur et les habitants de la paroisse d'Achères prennent la liberté de représenter très respectueusement à Votre Majesté, que d'après les démarches qu'ils ont faites depuis peu pour faire parvenir aux pieds de Votre Trône leurs justes plaintes sur la multitude des lapins qui ravagent contre Vos intentions les récoltes de leur paroisse : quelque garde et officier intéressés à la conservation de ces animaux destructeurs et à anéantir l'effet de ces premières démarches, viennent d'employer les moyens les plus iniques pour empêcher la vérité de parvenir à Vos yeux, ou la déguiser de manière à tendre à leurs fins.

« Le nommé Jean, dit Lagneau, garde de Votre Capitainerie à la résidence d'Achères, arrivé de Fontainebleau le cinq du présent mois, a été muni d'un écrit concerté, trouver le Syndic dudit Achères le priant de le copier, de le signer et de le faire signer aux habitants. Le Syndic ayant aperçu que cet écrit comportait attestation par les habitants que les lapins avaient été furetés et pannotés sur le terroir dudit Achères, et qu'il n'en existait plus que dans les rochers où ils sont indestructibles; a refusé sa signature et même déchiré ce projet. Mais ledit Lagneau qui n'avait point réussi seul est revenu le lendemain six novembre, accompagné du sieur Jorel, inspecteur des chasses de ladite capitainerie, retrouver le Syndic, où prétextant le bien de la paroisse, ils ont ensemble redemandé la signature d'un pareil écrit. Il répugnait au Syndic de signer cette,

fausseté, mais, intimidé par les menaces de ces deux hommes qui lui ont dit qu'ils lui en feraient coûter cinq ou six cents livres d'amende, il a succombé à la sollicitation et à la crainte, et a signé cet écrit. Les mêmes suggestions et menaces ayant été employées avec plusieurs autres habitants, ils ont eu la faiblesse de signer le même écrit qu'ils ont désavoué par un autre acte de rétractation qu'ils n'osent mettre sous les yeux de Votre Majesté.

« Ils espèrent qu'informés de ces excès et violences, on n'aura aucun égard à cet acte surpris et extorqué et que leur rétractation faite dans les vingt-quatre heures, anéantira la prévention qu'il aurait pu inspirer.

« Ils espèrent aussi que Votre Majesté, touchée de la perte de leurs récoltes causée par les animaux nuisibles aux chasses mêmes, voudra bien en ordonner l'entière destruction. C'est la grâce qu'ils implorent de Votre justice suprême; ils ne cesseront d'adresser leurs vœux au ciel pour la conservation de la précieuse santé du meilleur des Rois. »

Suivent quarante et une signatures dont celle du syndic (1).

Ce placet, sans date, est accompagné d'une lettre en double exemplaire de madame d'Argouges, née de Courtarvel, en date du 7 novembre 1776, et adressée vraisemblablement à M. Amelot, dans laquelle les faits sont présentés d'une manière identique. Elle l'informe qu'elle envoie le placet des habitants d'Achères au prince de Tingry, en le priant de le présenter au Roi. (2)

Une seconde lettre de Madame d'Argouges, en date du 13 novembre, fait connaître que M. de Montmorin, saisi de l'affaire n'a voulu y voir qu'une intrigue dirigée contre lui, par elle et par son mari, dans un but de vengeance. Elle proteste que « cette idée est très loin de sa façon de penser et qu'elle et son mari n'ont d'autre but que de soulager leurs paysans ». (3)

Parmi les pièces jointes au dossier, on trouve encore une note anonyme, indiquant le curé d'Achères comme ayant voulu se venger d'un garde qui avait tué le chien avec lequel il chassait, et ayant fait désister les habitants de sa paroisse de leurs précédentes attestations faites en présence de l'inspecteur Jorel. (4)

On y trouve également un certificat délivré par le syndic, et d'après lequel, Jorel s'était rendu pendant dix-huit jours consé-

(1) A. N. 01036, n° 12. La plupart de ces signatures sont illisibles.

(2) A. N. 01036, n° 13. Lettre de Madame d'Argouges, 7 novembre 1776.

(3) A. N. 01036, n° 14. Lettre de Madame d'Argouges, 13 novembre 1776.

(4) A. N. 01036, n° 17. (Note sans date).

cutifs sur le territoire de la paroisse, et que, « outre plus, on y a pannoté ainsi que les terriers ont été renversés par les habitants, et qu'il n'y a plus que les roches où les lapins se retirent qui en empêchent la destruction. » (1)

Enfin, le dernier en date des documents de ce dossier est une attestation de Jorel lui-même, qui certifie qu'il a été pris 1850 lapins depuis le courant de mars 1776 dans la garenne d'Achères, le bois de la Goutoire le Vaublas et les « bordages » de la forêt (2).

IV

Les incidents qui se produisaient dans la capitainerie de Fontainebleau déterminèrent le Ministre de la Maison du Roi, pendant l'été de 1778, à inviter le capitaine des chasses à faire une enquête sur les plaintes portées par les propriétaires et les cultivateurs. M. de Montmorin chargea M. Dubois, lieutenant de robe longue, d'y procéder dans les formes judiciaires, et voici comment s'exprimait le magistrat dans le mémoire qu'il adressa au Ministre à cette occasion :

« Monsieur le marquis de Montmorin, par suite de la confiance dont il veut bien m'honorer, m'a communiqué les plaintes qui ont été formées par différentes paroisses enclavées dans la capitainerie de Fontainebleau, et que Votre Grandeur lui avait adressées le 30 avril dernier.

« La gravité imposante de celle des habitants de la paroisse d'Achères a particulièrement fixé l'attention de ce seigneur, et comme elles inculpent un officier dont le zèle et la probité lui sont depuis longtemps connues, Monsieur le marquis de Montmorin a cru avec raison ne pouvoir mieux découvrir la vérité qu'il cherchait qu'en se servant des voies juridiques d'une information exacte et régulière; il m'a fait l'honneur de m'y appeler, et je suis témoin que les dépositions de 23 principaux habitants de la paroisse d'Achères et qui en font, je crois, la majeure partie, anéantissent non seulement tout ce dont le sieur Jorel était accusé, mais encore atténuent les plaintes sur la multiplicité des lapins.

« Le relevé des vingt-trois dépositions des témoins dont il s'agit est annexé au mémoire et certifié exact par la signature de M. Dubois.

(1). A. N. 0°1036, n° 21. Certificat du syndic d'Achères.

(2). A. N. 0°1036, n° 20. Attestation de l'inspecteur Jorel.

« D'où l'on doit nécessairement conclure, continue le magistrat, que l'on avait surpris la religion de M. le Comte d'Argouges, trop juste pour qu'un homme de sa qualité puisse sans surprise, se déterminer à n'employer son crédit qu'au soutien de plaintes prématurées ou tout-à-fait mal fondées. Il a cru sans doute ne pouvoir mieux se décider que d'après les assertions et l'activité du sieur curé de sa paroisse, que les dépositions de plusieurs de nos témoins désignent assez précisément pour l'agent et le moteur de la rétractation et des démarches des habitants d'Achères.

« Ainsi, Monseigneur, dès qu'il est authentiquement et juridiquement prouvé par nos informations : 1° que le certificat donné au sieur Jorel a été volontairement et sans la moindre contrainte signé par les habitants ; 2° que la rétractation qu'ils en ont faite le lendemain a été l'ouvrage de la cabale ; 3° et enfin, que la destruction réelle des lapins dans les endroits où elle a été possible a procuré l'ensemencement de beaucoup de terres précédemment en friche, ce qui a été reconnu par le sieur Christophe, commissaire-député et par M. l'Intendant, il serait inutile et surabondant de cumuler les preuves de la légèreté et du peu de fondement des plaintes des habitants d'Achères (1). »

L'accusation portée contre le curé d'Achères est à rapprocher de celle que nous verrons plus tard formulée contre celui de la paroisse de Noisy, voisine d'Achères, par le lieutenant des chasses du canton, M. Gillet de la Renommière.

Peut-être le curé d'Achères, auquel un garde avait tué son chien, avait-il, en effet, conservé quelque rancune à la capitainerie à la suite de cette exécution, et comme il est indiqué plus loin, il paraît certain que le curé de Noisy manqua à sa mission pacificatrice dans la circonstance où il fût l'objet des plaintes de M. de la Renommière. Il serait probablement inexact d'en conclure à une collusion établie entre les curés des paroisses et leurs ouailles, pour faire échec au régime des capitaineries. Les prônes des curés à cette époque étaient l'écho de tous les incidents de la vie matérielle des paroisses, et l'église, à défaut de mairie, était le centre où aboutissaient à la fois les intérêts moraux et matériels de la communauté. Les ordonnances royales et les actes de l'autorité recevaient la publicité de la chaire, et les communications faites au public étaient alors affichées à la porte de l'église. Le curé vivait de la même

(1) A. N. O¹ 1034, n° 145. Mémoire adressée par M. Dubois à M. Amelot, ministre de la maison du Roi, 22 Juin 1778.

vie que ses paroissiens, et il était naturel qu'il défendit leurs intérêts, circonstance d'ailleurs insuffisante pour justifier l'esprit de « cabale », auquel M. Dubois faisait allusion à l'égard du curé d'Achères.

Les mémoires du duc de Luynes signalent des incidents caractéristiques à cet égard, qui se produisirent en 1754, dans la capitainerie de St-Germain-en-Laye.

« Il y eût dernièrement, dit-il, une espèce d'émeute dans quelques paroisses entre Mantes et Meulan, auprès d'une terre que M. le duc de Bouillon a achetée dans ces cantons pour éviter de coucher lui et ses gens dans les cabarets.

« ...Les habitants se sont plaints de la grande quantité de gibier qui fait beaucoup de tort à leurs récoltes. Excités, encouragés par deux curés du canton (au moins, cela passe pour constant), ils se sont rassemblés au nombre de huit cents, armés seulement de bâtons et marchant très serrés. Ils tuèrent tout ce qu'ils pouvaient attraper de lièvres et de perdrix; ils en ont fait une grande destruction, ce qui pouvait leur échapper était obligé de se jeter dans la rivière ou de passer de l'autre côté. On prétend qu'il y eût un jour un des deux curés qui, en chaire, dit : Mes enfants, un tel jour, à telle heure, je ferai une battue, je vous exhorte à vous y trouver. Les gardes se sont opposés inutilement à cette sédition. Il a fallu faire marcher la maréchaussée. M. d'Ayen m'a dit hier qu'on a arrêté 27 de ces séditeux.

« Mai. — J'ai parlé des chasseurs de Mantes, et j'ai dit que de 27 qu'on avait arrêtés, il n'en était resté que 5 en prison. J'ai appris il y a quelques jours que ces 5 ont été mis en liberté et que l'on a trouvé justes les représentations sur l'immense quantité de gibier et que les officiers de la capitainerie ont fait faire des battues pour détruire les lièvres (1). »

Continuant l'exposé des résultats de son enquête, M. Dubois examinait la situation de la paroisse de Moret.

Le maire et les échevins avaient demandé qu'on recommençât le pannotage déjà exécuté trois fois sans succès. On avait détruit un grand terrier dont tous les lapins s'étaient enfuis dans les bois et les garennes voisines, faute de panneaux disposés en bonne place. Procès-verbal avait été dressé de l'état des cultures par un vérificateur, et il résultait de cette pièce qu'il avait trouvé dans la paroisse de nombreux lapins et quantité de terres en friche.

(1) Duc de Luynes, *Mémoires*, Année 1754. p. 206.

Mais ici, M. Dubois ripostait par des chiffres. Il avait été pris en décembre 1776, cent quatre vingt sept lapins, et dix-huit habitants avaient signé un certificat témoignent de leur reconnaissance. Toutefois, du 15 avril au 15 juillet, toute chasse étant interdite, on ne pouvait détruire les fauves sans un ordre spécial de Sa Majesté.

La paroisse de Vernou se plaint, en général, de la quantité de lapins, mais elle n'articule aucune précision.

On répond que toutes les fois que M. Héron, seigneur d'Argeville, a demandé qu'on détruise les lapins sur sa terre, un officier de la capitainerie et des pannoteurs s'y sont transportés. Mais, quand les fermiers ont été requis d'indiquer où les lapins avaient commis des dégâts ils ont convenu qu'ils n'en avaient trouvé nulle part.

La paroisse de Ville St-Jacques se plaint des expropriations dont plusieurs habitants ont été les victimes de la part de la capitainerie en vue de la plantation de remises.

M. Dubois déclare que la question concerne « les bâtiments du roi ».

Il est exact que ces plantations rentrent dans les attributions de la surintendance des bâtiments, mais à l'égard des remises plantées à Ville St-Jacques, ce service y est tout-à-fait étranger, et le magistrat a été mal informé.

Plus d'un an auparavant, l'intendant Bertier de Sauvigny avait échangé une correspondance à cet égard avec le Ministre de la Maison du Roi, et il l'avait informé qu'au début de l'hiver 1775-1776, le sieur Labrie, inspecteur des chasses de la capitainerie de Fontainebleau, avait choisi douze arpents de terre dans la paroisse de Ville St-Jacques « et sans prévenir en aucune façon les propriétaires, pour fournir 24 remises pour le gibier ». « Il n'a été question jusqu'ici, ajoutait l'intendant, d'aucun dédommagement. Et c'est la seconde fois que cette opération se renouvelle dans cette paroisse. Il y a vingt-huit ans qu'on surprit également cinq arpents de terre pour former cinq remises qui existent encore et dont les propriétaires n'ont point été indemnisés. Vous êtes trop juste, Monsieur, concluait Bertier de Sauvigny, pour ne pas faire cesser le silence dans lequel on est demeuré à cet égard, vis-à-vis de ceux qu'on a privés de leurs biens. Si la nécessité d'établir des remises est recon-

nue, l'intention du Roi est sans doute qu'en s'emparant de la propriété des particuliers, on les dédommage de leurs pertes. Oserais-je vous supplier, Monsieur, de vouloir bien faire informer des motifs qui ont suspendu le paiement de ces différents terrains aux différents propriétaires auxquels on les a enlevés, et de leur faire rendre justice à cet égard. » (1)

Réponse avait été faite à l'Intendant par M. Dangivilliers, l'un des commis du Ministère, qui avait invité les intéressés à produire leurs titres de propriété, en vue du remboursement des terres prescrit par Sa Majesté (2).

A l'égard de la paroisse de Montigny, dont les plaintes sont indiquées avec plus de détails dans le chapitre suivant, M. Dubois faisait connaître que l'autorisation lui été donnée de s'enclore de murs, et que cette enceinte était en voie d'achèvement.

Les réclamations de M. Dupré de St-Maur faisaient l'objet d'un paragraphe spécial.

Ce seigneur avait, « tant en son nom qu'au nom des seigneurs et habitants de Noisy, Vaudoué, Milly, Fleury et Courances », demandé la permission de faire des battues pour forcer le fauve à sortir des limites de leurs treillages.

Mais les habitants convoqués pour prendre part aux battues avaient refusé en partie leur concours. Une paroisse toute entière s'était abstenue d'y paraître.

Enfin, les plaintes multipliées de M. Moreau de la Rochette avaient été examinées, et notamment les procès-verbaux des officiers du bailliage de Melun établis les 17 février 1777 et 31 mars 1778, qui constataient que la majeure partie des arbres fruitiers de ses pépinières avaient été mangés ou pelés par les lapins.

Mais les habitants de la Rochette avaient certifié qu'en sept jours de travail, on avait capturé trois cent trente deux lapins dans les pépinières, et, le 21 janvier 1778, il en avait été pris deux cent treize.

« On ne nie pas formellement, disait M. Dubois, que les plantations de M. Moreau n'aient été un peu endommagées; les plus grandes précautions n'en préservent pas toujours les bois du roi, mais par le local et l'immensité des roches, la destruction complète des lapins est impossible, on ne peut qu'en diminuer le nombre, et ce n'est que par un tra-

1. A. N. 011036, n° 24. Lettre de Bertier à Amelot, 30 mars 1777.

(2) A. N. 011036, n° 32. Copie d'une lettre écrite de Versailles le 19 janvier 1778, par M. Dangivilliers à M. l'intendant

vail assidu que l'on pourra s'apercevoir de leur diminution et du bien que l'on en espère.

« J'ose donc croire, Monseigneur, ajoutait-il en terminant, que de toutes les plaintes qui ont été portées au Conseil, il résulte qu'elles ont été ou peu réfléchies, ou prématurées, et à moins que les demandes faites par les différents riverains de la forêt de Fontainebleau à M. le marquis de Montmorin, ne soient tout-à-fait contraires à la bonne police de sa capitainerie, je suis témoin que lorsqu'elles lui sont parvenues, il les a accueillies avec bonté, et procure les soulagements nécessaires suivant l'exigence des cas.

« Je suis avec un très profond respect,
Monseigneur,
de Votre Grandeur,
le très humble et très obéissant serviteur.

(signé) Du Bois.

A Fontainebleau, le 22 juin 1778 (1).

Rédigé en temps ordinaire, le mémoire de M. Dubois pourrait être soupçonné de constituer un plaidoyer *pro domo*, destiné à atténuer l'effet fâcheux pour la capitainerie, des plaintes adressées à la Cour, sinon par les cultivateurs, du moins par MM. d'Argouges et Dupré de St-Maur.

Mais il avait été établi, au moment où la contestation qui s'était élevée entre le capitaine des chasses et le lieutenant de robe longue avait pris une tournure aiguë, et, à cette même date du 22 juin 1778, à laquelle était signé le mémoire, M. Dubois, comme nous l'avons indiqué précédemment, pouvait se demander s'il allait devenir « évêque » ou « meunier ».

Il est donc permis de penser que sa défense de la capitainerie était pour le moins désintéressée, et que ses éloges à l'égard de M. de Montmorin n'étaient pas dépourvus d'équité.

(1) A. N. O¹ 1034, n^o 145, Mémoire adressée par M. Dubois à M. Amelot, ministre de la maison du Roi, 22 Juin 1778.

V

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les seigneurs et les propriétaires des terrains enclavés dans les capitaineries traitaient fréquemment avec les gardes, pour obtenir d'eux la fourniture d'un gibier qu'ils n'étaient pas autorisés à chasser eux-mêmes.

Un arrangement de ce genre, intervenu entre un garde de la capitainerie de Compiègne, nommé Edme Caron, et le seigneur du Hazoy, fût la cause d'un incident qui est de nature à laisser croire que les capitaines des chasses n'étaient pas toujours disposés à favoriser les spéculations de leurs subalternes.

Depuis de longues années, le garde Edme Caron était accoutumé à fournir du gibier à un certain nombre de seigneurs voisins de la forêt de Compiègne, et il recevait d'eux cinquante livres de gages par an.

Il eut un jour des difficultés avec un de ses clients, le seigneur du Hazoy, qui ne voulut pas le payer.

Ayant transigé avec lui, moyennant l'octroi de huit arpents de terre, la contestation paraissait terminée, quand, au cours d'une nuit pendant laquelle le garde était de service en forêt, celui-ci surprit le fils du fermier du Hasoy, en flagrant délit de chasse.

Arrêté et conduit en prison, le fermier en référa à son maître qui se plaignit au vicomte de Montmorency-Laval, capitaine des chasses.

De son côté, le garde en appela à tous les seigneurs et propriétaires auxquels il fournissait du gibier, et le vicomte de Montmorency reçut plus de trente lettres de recommandations en faveur d'Edme Caron.

Mais le vicomte informé que le garde *faisait métier marchand* de la vente du gibier du Roi, écarta les sollicitations de ces protecteurs, et déclara ne pas connaître certain règlement qu'on disait avoir été précédemment édicté par le duc d'Humières, son prédécesseur, et d'après lequel il était permis aux gardes chasses de se livrer à ce genre de commerce. Il rendit un jugement condamnant Edme Caron pour ses trafics prolongés, et le chassa de la capitainerie (1).

(1) A. N. O¹ 1034. n. 50. *Supplique du garde Edme Caron au baron de Breteuil.* (sans date)

VI

Les choses se passaient tout autrement, quand il s'agissait du gibier chassé sur les terres des propriétaires et des seigneurs privés de leur droit de chasse au profit du roi, ce qui était légal, ou au profit de particuliers auxquels les capitaines vendaient ce même droit de chasse, ce qui était défendu, encore que fréquemment pratiqué au XVIII^e siècle.

En avril 1785, l'intendant Bertier recevait le mémoire suivant :
M.

« Le curé, syndic et habitants de la paroisse de La Celle, La Thurelle et St-Fortuné près Moret (1), vous supplient de voler à leur secours dans les violences qu'ils éprouvent de la part du S. Livry. Comme dans ce moment-ci vous nous tendez une main bienfaisante, au milieu de la maladie épidémique qui nous accable, heureux par votre amour pour la justice et par vos bienfaits, quelle sera votre affliction d'apprendre que le 23 décembre 1784, le S. Livry, lieutenant des chasses par commission de la terre de Vulaines, que ne lui appartient pas, avait mis presque à la mort, une jeune fille nommée Louise Garnier. Elle fit sa plainte le lendemain, qui a été déposée le même jour au greffe de la Seigneurie. Cet homme aussi emporté que sanguinaire, inconnu sans doute à M. le marquis de Montmorin, avait placé à la porte de Louise Garnier, son valet armé d'un couteau de chasse nu et d'un fusil, avec ordre de ne laisser approcher personne, quelque cris qu'il entendit; les deux jeunes filles étaient avec leur petit vacher et un autre jeune homme dans leur maison; ne sachant ce qu'on voulait, effrayées, se sont barricadées. Le sieur Livry, suivi de trois personnes, dont deux gardes et son valet, tous armés comme lui, a saisi une bûche et brisé la porte, les a poursuivies, l'une par la frayeur, s'est réfugiée dans la cave. Que pouvait faire une jeune fille contre quatre hommes furieux? Le combat cependant a été long, c'est-à-dire qu'on a été longtemps à croire lui avoir ôté la vie, ou du moins le sentiment, c'est son évanouissement qui l'a sauvée, alors on entendait de la rue et de la vallée les cris horribles d'une fille assassinée qui appelle au secours (nous sommes accourus), femmes, enfants et hommes, mais le valet du sieur Livry, posté devant la porte nous a cou-

(1) Ces localités sont situées sur la rive droite de la Seine, faisant face à Moret qui est sur la rive gauche.

chés en joue en jurant le nom de Dieu, avec des blasphèmes qui font frémir, et nous a écartés en nous menaçant de la mort. Dès qu'ils se sont retirés en nous montrant le bout de leurs fusils, nous nous sommes jetés dans la cave pour en transporter le corps qui nous paraissait qu'un cadavre ensanglanté. Quelle horreur de la voir sans coiffe, les cheveux épars pleins de sang, une plaie profonde à la tête, les jupes arrachées, le sein meurtri, le cou tout noir, parce qu'on a tenté de l'étrangler. Ces blessures ont été constatées par un chirurgien. On a été quinze jours à désespérer de sa vie, le scandale a été public; c'est à quinze lieues de Paris qu'il a été commis, presque sous les yeux du plus juste des Rois, au milieu de nos larmes, de nos sanglots, ledit sieur Livry plein lui-même du sang de cette infortunée, disait avec des jurements aussi affreux que ceux de son valet, qu'elle était bien heureuse s'il ne l'avait pas tuée dans sa colère.

« Tous ces faits qui vous paraissent incroyables vous seront prouvés par tout un village à la moindre enquête que vous ferez. Nous ne vous parlons pas des autres cruautés que nous essayons de lui, souvent il nous fait condamner à 60 et 80 d'amende, pour des pattes ou des peaux de lapins qu'il trouve chez nous, qui nous viennent de la Dame du lieu qui nous les fait donner dans nos besoins. Elle en a bien le droit, ayant acheté la chasse de la seigneurie. Il fait mieux que nous, qui tue les cerfs et les biches. Ces amendes vont devenir nulles par l'excès de misère où il nous réduit, mais il s'agit de notre vie, c'est pour elle que nous implorons votre protection, car il ne nous parle jamais sans nous menacer de son fusil et de nous faire traîner dans les prisons. Nous vous supplions donc à mains jointes, d'obtenir par votre amour pour la justice et pour l'humanité, un ordre de notre bon roi pour qu'il aille demeurer dans son canton où le faire sortir de la capitainerie, car tôt ou tard ces violences auront le plus grand éclat.

« On dira peut-être que c'est pour garder les plaisirs du Roi que le sieur Livry a fait couler le sang d'une fille infortunée qui n'a tué ni cerfs ni biches, mais est-ce pour le meilleur des rois qu'on commet de pareils attentats ?

« Non, ces mêmes plaisirs sont gardés par l'amour et le respect, surtout dans les terres comme celles-ci dont le Seigneur a acheté le droit de chasse, eux qui ne peuvent être soupçonnés de s'avilir à en vendre le gibier, soit pour soutenir leur vie, soit pour payer l'achat du canton d'une terre dont ils ne sont pas seigneurs, et encore moins les pères. C'est alors qu'on devient féroce, ou par besoin ou pour imprimer la terreur au défaut de respect.

« Nous ne cesserons, Monseigneur, de faire des vœux pour que vous soyez, longues années, le soutien des infortunés (1). »

Ce mémoire fut placé sous les yeux du baron de Breteuil par l'intendant Bertier, qui y joignit une lettre faisant ressortir la gravité des accusations portées contre M. de Livry et contre les gardes. En ce qui concerne les poursuites arbitraires dont les habitants se plaignaient d'être l'objet de la part de M. de Livry, Bertier ne manquait pas de faire observer « qu'il y aurait à craindre que les poursuites qui se feraient contre ces malheureux pour le paiement de ces amendes ne les réduissent enfin à l'impossibilité de payer leurs impositions, et que ce seraient autant de non valeurs dans le recouvrement, ce qui lèserait d'autant les intérêts du Roi. » (2)

L'affaire de Louise Garnier, dont le mémoire ci-dessus ne met en évidence que la partie relative à l'agression commise par M. de Livry et les gardes chasses, présente le singulier exemple d'un conflit d'intérêts compliqué d'un conflit de juridictions. Et l'on y trouve aux prises, d'une part, les droits féodaux du seigneur du lieu, défendus par sa justice, et de l'autre les intérêts d'un lieutenant des chasses par commission du capitaine, sinon précisément défendus, car, en l'espèce, ils n'étaient pas défendables, du moins moralement protégés par l'autorité de la capitainerie.

Le village de la Celle, où habitait Louise Garnier, faisait partie de la seigneurie de Tournensi, également nommée Gravelle, qui, depuis fort longtemps, appartenait à la famille de Fresnoy.

En 1784, cette famille était représentée par la marquise de Fresnoy, alors veuve, dont les terres, étaient soumises à la juridiction de sa justice seigneuriale, tout en dépendant au point de vue de la chasse, du tribunal dont le comte de Montmorin, fils du marquis, était alors le président.

Ainsi, légalement privée du droit de chasser dans ses terres, la marquise l'avait loué moyennant six mille livres, et elle se trouvait dans cette situation juridique véritablement étrange de jouir à titre onéreux, comme simple détentrice précaire, d'un droit qui partout ailleurs que dans les capitaineries, était l'accessoire naturel de celui de suzeraineté féodale.

(1) A. N. Ol 3704. pièce non numérotées.

(2) Ibid.

Quant à M. de Livry, complètement étranger à la région, et dépourvu de tout droit réel dans le pays, il était simple locataire de la chasse dans le canton de Vulaines, paroisse voisine, mais distincte des fiefs de la marquise, et il avait été nommé lieutenant des chasses par commission du capitaine dans une lieutenance comportant l'inspection et la surveillance du pays environnant. Dans ces conditions, les relations que la marquise de Fresnoy pouvait entretenir avec la capitainerie, étaient du même genre que celles qu'entretenait avec cette juridiction le conseiller Héron, son proche voisin, M. et Madame d'Argouges. M. Dupré de St-Maur et les autres seigneurs de la région.

Telle était la situation quand se produisit l'affaire Garnier.

Dans les premiers jours de novembre 1784, comme le Roi courait le cerf dans la forêt de Fontainebleau, l'animal de chasse vint à disparaître brusquement, laissant les chiens en défaut, et, fait peut-être sans précédent, il n'avait pu être retrouvé.

Les gardes chasses de la région, mis aussitôt en campagne, n'avaient pu éclaircir le mystère, quand le 9 novembre, l'un d'eux, nommé Lemoine, signala par procès-verbal régulier, déposé au greffe du Châtelet-en-Brie, qu'il avait rencontré trois braconniers armés qui s'étaient immédiatement enfuis à son approche.

Le 20 décembre, un nouveau procès-verbal du garde Etienne Bretonnet, faisait connaître qu'il avait découvert, accroché à un bateau, sur les bords de la Seine, une peau de cerf encore saignante. Le 23, Lemoine et Bretonnet assistés de M. de Livry leur officier, accompagné lui-même de son domestique, opéraient une première perquisition chez les sieurs Nicolas Pay-san et Jacques Garnier, individus suspects de braconnage, et se présentaient ensuite chez la demoiselle Louise Garnier, sœur de Louis, également réputé braconnier dans la région. C'est alors qu'avait eu lieu la scène de violences, faisant objet du mémoire adressé à l'intendant Bertier de Sauvigny.

A la vérité, le procès-verbal rédigé par les gardes différait sensiblement de la version du curé et du syndic de la Celle.

A l'arrivée des représentants de l'autorité, Louise Garnier avait fermé sa porte, et celle-ci enfoncée, elle leur avait demandé « en termes injurieux », ce qu'ils venaient faire. Ayant répondu qu'ils venaient perquisitionner « de la part du Roi »,

Louise Garnier avait continué de les insulter. Ils avaient trouvé, dans la cave de la maison, de la paille teinte de sang frais, un morceau de corne de cerf et quatre pattes de lapin. Louise Garnier, invitée à vider ses poches, avait répondu à cette sommation en frappant les gardes et le sieur Livry, et l'on avait trouvé sur elle deux peaux de lapins fraîchement écorchés, De plus, les tiroirs de la maison recélaient une pierre à fusil, des balles, du plomb, une poire à poudre, une corne garnie de poudre, un pistolet, un porte-baguettes de fusil, le tout saisi et déposé au greffe (1).

Enfin, le 12 janvier 1785, le tribunal de la capitainerie, statuant sur le procès-verbal des gardes Lemoine et Bretonnet, avait condamné à une amende les frères Garnier, pour avoir été trouvés détenteurs d'engins prohibés et de dépouilles de gibier.

De son côté, la marquise avait saisi sa justice seigneuriale de Tournensi d'une plainte en règle contre M. de Livry; celui-ci avait été décrété d'ajournement personnel, et allait bientôt être l'objet d'un décret de prise de corps. Ces poursuites paraissaient d'ailleurs fort peu émouvoir l'inculpé, qui narguait le procureur fiscal de Tournensi, et menaçait de rouer de coups le greffier.

C'est alors, qu'à l'instigation de Madame de Fresnoy, le curé et le syndic de son village de la Celle avaient adressé à l'intendant Bertier de Sauvigny leur mémoire, et celui-ci l'avait transmis au baron de Breteuil, ministre de la Maison du Roi.

Suivant l'usage, le ministre adressa le dossier au capitaine des chasses compétent, et invita ou fit inviter M. de Livry à fournir des explications à l'intendant.

M. de Livry s'aperçut probablement alors de la gravité des conséquences de sa conduite. Convoqué, et vertement réprimandé par M. de Montmorin, à qui cette affaire allait créer des difficultés, le capitaine des chasses lui fit vraisemblablement comprendre qu'aucun règlement n'autorisait le locataire d'un canton de chasse, même lieutenant par commission de l'autorité locale, à exercer de pareilles violences.

C'est sous cette inspiration que M. de Livry écrivait à M. Bertier la lettre suivante :

(1) A. N. O¹ 3701 pièces non numérotées.

« J'ai l'honneur, Monsieur, de vous envoyer un petit mémoire en réponse aux demandes de Madame du Fresnoy, je vous prie de vouloir bien le joindre à mon procès-verbal pour votre travail de jeudi. Je me rendrai à Versailles et j'en attends le résultat. Je compte beaucoup sur votre justice et sur votre complaisance, M. le baron m'ayant renvoyé devant vous, tout dépend de vous. Je vous prie de vous souvenir que je suis enfant de la balle et que j'attends tout de votre honnêteté. J'ai été chez Madame du Fresnoy d'après votre avis. J'ai fait faire mon amour-propre. Je souffrais parce que en honneur, je n'ai pas tort. Je n'ai pas pu la voir, mais je lui ai fait parler par un de nos amis communs, je vous rendrai compte du résultat. J'ai l'honneur d'être, etc.. »

A cette lettre, était joint un mémoire d'après lequel M. de Livry se croyait autorisé à faire des perquisitions, mais il prenait l'engagement de n'en plus faire à l'avenir. Au cours de l'incident, il avait été injurié et frappé. Catherine Garnier, dont il n'avait pas encore été question, et qui se trouvait avec sa sœur Louise dans la maison, lui avait mis le couteau sur la gorge. Sentant la pointe, il avait appelé le garde et celui-ci aussitôt accouru, avait poussé Louise qui était tombée. M. de Livry offrait de payer à titre de dommages-intérêts telle somme que fixerait l'intendant, et il souhaitait d'être confronté avec la marquise de Fresnoy. Toutefois, celle-ci exigeait qu'il fût chassé du canton et c'était pour lui à la fois le deshonneur et la ruine; le deshonneur, parce qu'après une semblable expulsion, il resterait pour toujours déconsidéré et flétri; la ruine, parce qu'il perdrait vingt mille livres d'un seul coup, soit sept mille, prise de location du canton de chasse, deux mille quatre cents de « pot de vin » payés au capitaine, cent vingt à son secrétaire, cent cinquante de frais de réception, et dix mille pour frais d'installation dans sa résidence. (1)

Il ne pouvait souscrire à des exigences aussi draconiennes. Quant au Comte de Montmorin, il s'était lui aussi rendu chez Madame de Fresnoy et le 4 mai 1785, il écrivait au baron de Breteuil pour l'en informer.

« Les plaintes que Madame la marquise de Fresnoy a envoyées ne l'ont pas étonné, écrivait-il, il s'y attendait mais il s'attendait aussi que le ministre n'aurait pas ajouté foi à tout ce qu'elle avançait avant de lui en avoir écrit. »

(1) A. N. OI 3704. *Mémoire de M. de Livry*, sans date.

S'étant rendu chez elle pour lui demander ses griefs contre Livry, elle l'a prié de sévir contre lui.

Montmorin lui a répondu qu'il ne pourrait agir que conformément aux lois, et qu'il la priait de formuler une requête à son nom, au nom de son procureur fiscal ou au nom de Louise Garnier. Il attend encore cette requête qui seule doit déterminer la punition de Livry.

Il croit devoir mander au ministre quelle sera sa conduite: il ordonnera une enquête à la suite de laquelle un jugement sera rendu contre Livry. Montmorin n'a d'ailleurs pas attendu plus longtemps pour décharger les frères de Louise Garnier de l'amende prononcée contre eux. Il n'y a, d'autre part, aucune connexité entre l'affaire de ces hommes, condamnés pour faits de braconnage et celle de Louise Garnier, leur sœur, plaignante dans une affaire de violences exercées contre elle. Et il ajoute:

« Je ne conçois nullement l'esprit de vengeance, je croyais que vous me connaissiez assez, M. le Baron, pour ne pas me faire un pareil reproche, et je pensais être à l'abri de pareils soupçons. Il est fâcheux pour moi, ne cherchant uniquement que le bien de la chose, et détestant souverainement tout ce qui s'appelle procès, qu'on puisse croire que j'en suis le moteur, je crois vous avoir donné dernièrement la preuve du contraire. Je n'ai pas été moins étonné de voir que vous ayez été porté à croire que c'était par vindication, sans vous être fait rendre compte auparavant (1). »

Le 11 mai, la marquise écrit à son tour à Breteuil.

Elle a vu M. Berthier, et celui-ci compte demander au ministre de soumettre à l'agrément du Roi un arrêt du Conseil évouquant l'affaire devant sa haute juridiction. Et elle craint... « que la capitainerie ne se joue de son tribunal ». Elle préférerait évidemment qu'on déclarât le tribunal seigneurial de Tournensi seul compétent en l'espèce. Mais on lui a donné à entendre que selon un usage presque immémorial, le Parlement avait coutume de casser les jugements ainsi rendus par les justices féodales, disposé qu'il était à trouver partout des *cas royaux*. Que faire donc? Breteuil jugera. « Vous avez, lui dit-elle, les yeux d'un aigle, je n'ai que ceux d'une colombe. » Au surplus, Montmorin n'a pas tout dit. La marquise, diplomate, avait déjà parfaitement su tirer parti de la situation, et d'accord

(1) A. N. O¹ 3704. Sans numéro. *Montmorin au baron de Breteuil*. 4 mai 1785.

avec le capitaine des chasses, elle avait posé les bases d'une transaction dont elle faisait connaître les termes au ministre. (1) M. de Livry devait payer tous les frais de la procédure pendante devant la justice de Tournensi, les amendes des prisonniers et six cents livres de dommages intérêts à Louise Garnier. Il devait, en outre, chasser les gardes Lemoine et Bretonnet, celui-ci précédemment au service de la marquise, et accepté par méchanceté pure, au service de la capitainerie, après son renvoi. Enfin, M. de Livry devait s'engager à ne plus habiter au village de Champagne, où il avait alors fixé sa résidence, ni dans aucune autre paroisse de la seigneurie, et s'obliger, par avance, à payer vingt mille livres à Louise Garnier ou à ses héritiers, s'il venait à enfreindre cet arrangement. De plus, au cas où il serait obligé pour un motif de service de se rendre dans la seigneurie, il s'engageait à se démettre de ses fonctions plutôt que d'exécuter sa mission.

Le 19 mai, Madame du Fresnoy revient à la charge et accable Livry avec lequel la transaction proposée n'a plus de chance d'aboutir, et qu'il s'agit de faire condamner par le Conseil du Roi.

« *Aucun de mes malheureux vassaux de mon village de la Celle où il a été répandu du sang, dit-elle, n'ose plus conduire ses vaches par la corde sur la lisière des chemins, ni chercher une poignée d'herbes desséchées dans les buissons sans les outrages, et avec menaces d'aller mourir dans les prisons de Fontainebleau... Il n'y a donc que mes villages qui ne peuvent jouir des bontés du Roi, qui vient d'ordonner que les paysans pourront conduire leurs bestiaux dans ses forêts. Je viens de les faire consoler à la porte de l'église en les assurant que le meilleur des rois mettra un frein à tant de cruauté, ils ont tous fondé en larmes à ce nom sacré et si cher à tous les Français, et je me joins à eux en attendant que vous tarissiez la source de leurs larmes.* (2) »

Le 21 mai, elle insiste à nouveau pour faire observer que Livry n'est point lieutenant des chasses breveté du roi, mais seulement par la grâce de M. de Montmorin. Il a payé son canton six mille livres, tout comme elle même et comme ses autres voisins, M. d'Inval et le président Roland. Le garde du « sieur Livry » a été fouetté et marqué sur le marché de Montereau

(1) A. N. O¹ 3704 sans numéro. M. de Fresnoy au baron de Breteuil. 14 mai 1785.

(2) A. N. O¹ 3704 sans numéro. M. de Fresnoy au baron de Breteuil. 19 mai 1785.

il y a trois ans, et son ami, nommé Vincent, a été roué vif pour avoir violé, volé et tué une femme. De Livry a été accusé d'avoir tiré sur un des gardes de Tournensi, et ce malheureux est resté pendant six mois entre la vie et la mort.

« Chaque jour, ajoute la marquise, je reçois de nouvelles dénonciations contre lui, il est enfin sous le glaive des lois : pour remplir mes devoirs qui devraient être ceux de tous les seigneurs du royaume, je supporte tous les jours de nouveaux affronts ; on vient de donner l'ordre de désarmer mon homme d'affaires et mon garde dans mon canton de chasse que j'ai payé, mon garde bois avec ma livrée et l'écusson de mes armes est dans les prisons de la capitainerie, enfin, M. de Montmorin vient de faire inspecteur de mon canton mon propre et autre garde nommé Bretonet, que j'ai chassé comme complice du sieur Livry. »

Certes ! de la part de M. de Montmorin, le trait était noir, et l'on conçoit qu'avec le sentiment très vif de la propriété qui semblait animer Madame de Fresnoy, le coup dut lui être sensible. L'affaire eût son épilogue devant le conseil du Roi qui, conformément à la proposition de l'intendant, cassa toute la procédure, tant devant la capitainerie que devant le tribunal seigneurial de Tournensi, et évoqua la cause devant sa juridiction par un arrêt en date du 30 juillet 1785. (1)

Nous ignorons quelle fut la décision du Conseil, mais de ce qu'il avait évoqué l'affaire sur l'initiative de Bertier de Sauvigny, on peut conclure qu'elle fut conforme à l'opinion de l'intendant.

(1) A. N. O¹ 3705 sans numéro.

VII

Quelques années plus tard, un incident d'un genre tout différent mettait, une fois de plus, en lumière, les coupables complicités qui s'établissaient entre les gardes et les locataires des cantons de chasse, au préjudice des cultivateurs.

En 1787, au moment où, obéissant aux suggestions des Notables et de Loménie de Brienne, Louis XVI venait de convoquer des assemblées provinciales, destinées à donner une représentation élective aux intérêts régionaux, celle de l'Île de France eut à s'occuper d'une contestation qui s'éleva entre la capitainerie de St Germain en Laye et les cultivateurs de quatre petites paroisses voisines de sa limite nord : Vauréal, Puisieux, Boisémont et Jouy le Moutier. (1)

Agissant sous l'inspiration du marquis de Grouchy, seigneur de fiefs voisins, qui avait éprouvé quelques difficultés avec le capitaine des chasses de St Germain, trente huit laboureurs des paroisses dont il s'agit, adressèrent aux députés du département de Senlis, dont ils dépendaient, un mémoire au sujet des déprédations du gibier et notamment des lapins. « Les gardes chargés de les détruire, disaient-ils, insultent à nos désastres, chaque jour, il nous menacent de nous dénoncer à la capitainerie de St Germain comme des mutins et des séditeux, parce que chaque jour nous leur prouvons de nouveaux dégâts. »

Le principal responsable de ces dommages est un sieur Imbert, locataire de la chasse dans leur région.

Il est d'usage, en effet, dans la capitainerie de vendre les cantons de chasse les plus éloignés de Versailles... « Notre paroisse qui est dans votre département disent-ils, se trouve à l'extrémité de cette capitainerie par une nouvelle extension de ses limites, sans ordonnance de Sa Majesté et sans règlement qui l'autorise.

M. Imbert, « homme que l'orateur romain eut nommé homme nouveau... », a laissé multiplier le gibier d'une manière si excessive, que les environs des paroisses en sont infestés.

(1) Ces localités sont situées à environ 4 kilomètres au sud ouest et à l'ouest de Pontoise.

Sans propriété foncière, sans attache avec le pays, sans autre maison que celle de ses gardes, il jouit des droits de la noblesse, et se prétend exempt de toute contribution et même de la fourniture du pain bénit.

De plus, une route abandonnée, construite sous Louis XV à la demande de la princesse de la Roche-sur-Yon, traverse les paroisses, plaignantes sur une longueur de trois quarts de lieue (1). Malgré les ordres donnés par le feu Roi, on n'a pas remboursé la valeur des terrains que les propriétaires se sont vus enlever pour la construction de la route. Imbert, considérant que ce chemin lui appartenait, comme ayant été destiné aux usages de la chasse, en a laissé la jouissance aux gardes. Ceux-ci l'ont planté en jeune bois, réduisant la largeur du passage à un étroit sentier, et laissant pousser à droite et à gauche de ce chemin transformé en pépinière, d'énormes haies qui servent de remises aux lapins. De plus, et ici, la plainte apparaît quelque peu invraisemblable, les gardes n'échenillent point, de sorte que les environs « sont entièrement infectés » (2).

On ne conçoit guère comment les gardes pouvaient espérer voir grandir des plantations d'arbres en pépinières, sans songer à les protéger contre les chenilles.

Quoiqu'il en soit, le bureau intermédiaire du département de Senlis ayant été saisi de la plainte, désigna le marquis de Grouchy député de la noblesse, et le sieur de La Cour, député du Tiers-Etat, par décision du 19 mai 1788, pour en vérifier les motifs.

Ceux-ci, à leur tour, s'adjoignirent trois laboureurs comme experts, et les choisirent dans les paroisses voisines de Sagy, le Perchay et Montgeroult (3).

Ils rédigèrent un procès-verbal dont voici les passages principaux :

(1) Mademoiselle de la Roche-sur-Yon, née en 1707, était fille de François-Louis, prince de Conti, lieutenant-général des armées du roi, candidat au trône de Pologne en 1697, et de Marie-Thérèse de Condé.

(2) A. N. O¹ 1039-167. Mémoire adressé à MM. du bureau intermédiaire du département de Senlis (signé par 71 laboureurs).

(3) Ces localités sont situées à environ 12 kilomètres à l'ouest de Pontoise.

« Après avoir marché et examiné tous les cantons où l'on nous a fait observer que le gibier avait fait plus de dégât, accompagné du syndic de la Municipalité et du Messier de ladite paroisse et autres membres de ladite Municipalité et d'un très grand nombre d'habitants, nous avons vu et remarqué que, dans toute l'étendue du terroir de Vauréal qui n'est pas considérable, les terres ensemencées en bled d'hiver ont été fort endommagées par le gibier, laquelle perte nous n'avons pas pu précisément apprécier, du la saison trop avancée pour en faire la visite ; laquelle perte nous avons évaluée néanmoins en notre âme et conscience à onze cents livres.

« En outre, les habitants nous ont fait observer que le plus fort de leur négoce en leur paroisse, était les pois hâtifs, et qu'ils avaient été obligés de tout relabourer, ce que nous n'avons pu constater ne les ayant pu voir, et nous ayant fait observer qu'ils les avaient ensemencé de nouveau en haricots, et nous ayant conduit sur plusieurs pièces pour nous faire remarquer que la perdrix les attaquant à mesure qu'ils lèvent ; ensuite, nous avons été conduits par M. le Marquis de Grouchy sur le terroir de Boiesmont, dans une pièce de soixante arpents environ, semée en bled, que nous avons vue, traversée et examinée, et que nous avons trouvée considérablement endommagée par le lapin ; ce que nous n'avons cru ne devoir estimer ni apprécier, après avoir été informés qu'elle n'était pas située dans notre Election qu'elle relève de Mantes et du département de Meaux. »

Suivent les constatations relatives à la route dite de la Princesse, que les experts font suivre d'observations concluant à la restitution à ses propriétaires du terrain emprunté pour sa construction.

« Ce serait leur rendre la libre disposition d'un bien qui leur appartient de droit et pour l'usage duquel ils payent les impositions locales comme s'ils en avaient la jouissance ; ce serait rendre à l'agriculture de leur canton le moyen de faire renaître une augmentation de production entièrement nécessaire à leur subsistance, ce serait en un mot remplir les intentions bienfaisantes de Sa Majesté, consignées dans l'instruction remise par M. le commissaire du Roi à l'Assemblée provinciale dans sa séance du 4 décembre 1787, dans laquelle Sa Majesté a prescrit formellement qu'il soit recommandé à MM. des Assemblées provinciales et de département, d'apporter toute leur attention et tous leurs soins à tout ce qui peut concerner l'agriculture, étant persuadé que c'est dans cette source de production renaissante qu'est la base de la prospérité publi-

que, la force de son état et le bonheur particulier de ses peuples (1). »

A la suite de ce procès-verbal, signé des experts au château de Vilette, résidence de M. de Grouchy, à la date du 3 juin 1788, figure un compte-rendu duquel il résulte qu'un officier des chasses de la capitainerie vint troubler les opérations de la commission, pendant qu'elle se trouvait sur les lieux.

S'adressant au groupe de paysans qui escortait le marquis et les experts à travers champs, l'officier qui arrivait à cheval, le fusil en bandoulière, leur avait demandé en vertu de quel ordre ils se permettaient de marcher ainsi dans les grains, sans égards pour les œufs de perdrix. Ceux-ci l'ayant mis en présence de M. de Grouchy, l'officier, toujours à cheval et le chapeau sur la tête, l'avait sommé sur un ton impératif, de lui montrer les ordres en vertu desquels il marchait dans les blés avec les paysans, et lui avait enjoint de se retirer.

A quoi M. de Grouchy avait répondu que le connaissant pas, il ne jugeait pas à propos d'avoir des explications avec lui, et qu'au surplus c'était à lui, officier des chasses, de dire en vertu de quel ordre il se permettait d'interrompre une opération qu'il pouvait bien penser avoir été autorisée, étant donné qu'elle était depuis huit jours portée à la connaissance de tous, par une affiche apposée à la porte de toutes les églises du canton. Non seulement les opérations de la commission ne cesseraient pas sur une injonction pareille, mais elle allaient continuer jusqu'à achèvement complet.

Ce que voyant, le cavalier s'était retiré, déclarant qu'il en référerait à M. le Maréchal de Noailles, capitaine des chasses de St Germain en Laye.

Cet homme, ajoutait le compte rendu s'appelaît Maestrick, et était extrêmement lié avec le sieur Imbert. » (2)

Saisi de l'incident par l'Assemblée de l'Île de France, le baron de Breteuil en informa le Maréchal qui lui répondit le 4 juin en confirmant les indications données par M. de Grouchy, mais en ajoutant au récit des faits des considérations d'ordre tout différent.

(1) A. N. O¹ 1036. Copie du procès-verbal en présence de M. le Marquis de Grouchy à l'effet de constater et estimer le dommage occasionné sur le terrain de Vauréal par la trop grande quantité de gibier en date du 3 Juillet 1788.

(2) A. N. O¹ 1036, 168 in fine.

Le maréchal estimait que la question de la destruction des lapins avait été réglée une fois pour toutes par l'arrêt de 1776, et qu'on avait eu tort de ne pas se conformer aux dispositions de ce texte. En conséquence, le sieur Pain, syndic et maître d'école à Vauréal, qui avait apposé des affiches aux portes des églises, n'avait *aucune qualité pour cela* (1). C'était, d'ailleurs un ancien braconnier, personnage agité, turbulent et malintentionné, et le maréchal envoyait au ministre un exemplaire de ces affiches ainsi rédigé :

« On fait savoir à tous ceux qui ont des pièces d'héritage maltraitées par le gibier ou qui ont une connaissance de quelque terrier de lapins, d'aller dimanche prochain chez M. Pain, pour lui en faire leur rapport, comme aussi ceux qui ont des pièces d'héritage qui aboutissent ou qui traversent la route de la princesse aujourd'hui chemin du roi, d'en aller faire aussi leur déclaration, attendu que mardi prochain, 3 juin, MM. les commissaires viendront pour faire la vérification à Vauréal. (2) »

Quant au marquis de Grouchy c'est, d'après le maréchal, « un homme processif », dont une partie de la terre de Vilette se trouve enclavée dans la capitainerie. Et ceci explique bien des choses... Le maréchal s'insurge contre Grouchy, dont l'intervention dans cette affaire paraît lui être beaucoup plus désagréable que celle du sieur Pain.

Et il ajoute de sa main au bas de la lettre qu'a rédigée son secrétaire, la note suivante. « Je vous prie en grâce, Monsieur, de vouloir bien prendre cet objet dans une considération particulière, parceque une pareille conduite est susceptible des conséquences les plus fâcheuses. » (3)

M. de Bretueil a ainsi annoté la lettre du Maréchal: «Répondu au Mal. de N. le 18 juin, en lui adressant les ordres du Roi pour faire arrêter et conduire en prison pendant 8 jours seulement le Sr. Pain. »

Une seconde note, ajoutée à la première, fait connaître que « Les ordres contre le s. Pain n'ont pas été mis à exécution ».

Ce contre-ordre est dû, d'après la correspondance échangée, à une démarche faite en faveur de Pain, par le duc du Châtelet, l'archevêque de Sens et les membres du bureau intermédiaire de l'Assemblée.

(1) A. N. O¹ 1036 n^o 169. *Le maréchal de Noailles à M. de Villedeuil*, 4 Juin 1788.

(2) A. N. O¹ 1036, n^o 170. Affiche manuscrite.

(3) A. N. O¹ 1036, n^o 169.

Quant à M. de Grouchy, une lettre de Breteuil l'informa du mécontentement très vif éprouvé par Sa Majesté à son égard, et de la disposition où était le Roi de lui interdire le séjour dans ses capitaineries (1).

Piqué au vif, celui-ci riposta :

« Le Marquis de Grouchy a eu l'honneur d'adresser à Monsieur de Villedieuil, le récit fidèle de l'affaire qui a donné lieu aux plaintes qu'il lui a portées contre le nommé Maestrick, inspecteur des chasses de St-Germain : la satisfaction qu'il a droit d'attendre de l'insulte qu'il lui a fait en remettant à M. le Baron de Breteuil, un procès-verbal entièrement faux, qui lui a attiré de la part de ce Ministre une lettre aussi désagréable qu'affligeante, peut lui être d'autant moins refusée que le Bureau intermédiaire de Senlis et la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, ont sollicité depuis six mois, la punition de cet inspecteur et M. le Vicomte de Noailles, a été particulièrement chargé en dernier lieu de suivre cette sollicitation.

« Quelque sensible que puisse être au marquis de Grouchy de s'être vu la victime du zèle qu'il a mis à remplir les fonctions d'une commission qui avait pour objet de concourir aux vues bienfaisantes de Sa Majesté, pour le soulagement des malheureux habitants de Vauréal, qui ont perdu leur récolte, il est beaucoup moins affecté de l'insulte personnelle qui lui a été faite, que de voir ces habitants dans la plus grande indigence, le procès-verbal qui constate la perte qu'ils ont soufferte est resté sans effet, et cette perte dans leurs blés seuls, a été évalué à 1.100 l.; aujourd'hui, ils sont sans pain, sans ouvrage et dans l'impossibilité de payer les impositions.

« Le marquis de Grouchy qui est témoin de leur triste situation croit devoir solliciter en leur faveur le paiement de ces 1.100 livres, et demander que le sieur Imbert qui a acheté le canton de chasse de Vaux-réal, et qui est la cause réelle du malheur et de l'indigence de 130 familles, que son gibier réduit dans le plus déplorable état, soit tenu de remettre cette somme pour leur fournir le blé nécessaire pour leur subsistance.

« Cet acte de justice tiendra lieu au marquis de Grouchy de satisfaction de tous les désagréments qu'il a éprouvés, les sentiments d'humanité prévaudront toujours dans son cœur sur l'avantage qu'il aurait d'obtenir que Maestrick soit chassé de la place qu'il occupe. »

(2) A. N. O¹1036 n. 471. Copie d'une lettre de M. de Breteuil à M. le marquis de Grouchy. 18 Juin 1788.

« *Le rapport fait par les laboureurs qui constate la perte que les habitants de Vauréal ont souffert dans leur récolte, a été déposé dans les Archives de la Commission intermédiaire de Paris.*

« *Il ne s'agit que de faire homologuer le rapport des Experts laboureurs par un Arrêt du Conseil, qui, en même temps, condamnerait le sieur Imbert à payer le 1.100 livres d'indemnité fixées par le rapport, et à remettre la dite somme au Syndic de Vauréal, pour en faire l'emploi en grain au profit des malheureux. (1) »*

L'Assemblée provinciale, qui avait soutenu le maître d'école Pain, prit également fait et cause pour le marquis, et adressa une protestation courtoise mais très ferme au ministre.

« Nous aurions manqué à nos devoirs, déclarent les membres du bureau intermédiaire, et nous en sommes incapables, si nous avions refusé d'écouter les demandes qui nous ont été faites, et nous ne craignons pas d'avancer dès à présent, que le tort qu'éprouve la province de l'Ile de France par les dégâts du gibier s'élève annuellement à plus de trois millions. »

La lettre signée Tilly-Blaru, de la Bintinaye d'Ailly, comte de Crillon, et de trois autres (2), eût pour résultat de faire procéder à une enquête judiciaire qui fût conduite par M. de Mouthiers, lieutenant-général au bailliage de Pontoise.

L'enquêteur parut vouloir établir la vérité, principalement en ce qui concernait l'accusation de braconnage portée par le maréchal contre le maître d'école Pain.

Mais, sur une douzaine de témoignages recueillis, deux seulement furent affirmatifs à cet égard (3).

De son côté, le maréchal de Noailles adressait le 8 août 1788 aux membres de la Commission intermédiaire de Paris, la lettre suivante :

« Messieurs,

« *J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, touchant les plaintes que j'ai portées de la conduite du Sr Pain, j'ai trouvé joint copie de l'enquête extra-judiciaire faite sur cet objet par M. de Mouthiers et copie de la lettre que vous avez écrite en conséquence à M. le Baron de Breteuil.*

(1) A. N. O¹1036 n^o 172. M. de Grouchy à M. de la Chapelle, premier commis de la Maison du Roi (sans date).

(2) Indéchiffrables dans le texte. Cf. A. N. O¹1026174. Les députés de la commission intermédiaire à M. de Breteuil. 30 juin 1788.

(3) A. N. O¹1036. n^o 176. Procès-verbal de M. de Mouthiers.

« Dans cette enquête, Jacques Millet, syndic à Jouy-les-Moutiers, dépose que sur l'invitation qui lui a été faite par écrit par le S. Pain, le 29 mai dernier, (souligné dans le texte), il a fait mettre sous le porche de l'église de Jouy, une affiche pour avertir les habitants qui avaient à se plaindre du gibier, d'aller chez le S. Pain faire leurs déclarations.

« Il est donc vrai que le S. Pain a fait mettre cette affiche, et qu'elle avait pour objet d'exciter les paysans à se plaindre. C'est le seul tort que j'aie imputé à ce syndic municipal d'après le rapport de l'Inspecteur. Cet officier ne l'a donc pas accusé injustement, comme vous l'observez dans votre lettre au Ministre, puisqu'il n'a dit que la vérité démontrée par l'enquête même de M. de Mouthiers.

« J'ai présenté le S. Pain comme un homme turbulent qui a cherché à amener les habitants pour se plaindre d'un mal qui n'existait pas. Et cela est encore vrai. Le Procureur du Roi de la capitainerie s'est transporté dans la plaine de Vauréal, assisté du S. Petit, M^e de Poste, à Saint-Germain et du S. Cailloux, fermier à Glatigny (1). Ces deux laboureurs, dont la probité est reconnue, m'ont assuré qu'il n'y avait dans toute la plaine de Vauréal, aucun dégât causé par le gibier.

« La veuve Lointier, fermière à Boisemont, qui ne dépend pas de Vauréal, et dont les terres sont entourées des bois de Lautil, a seule souffert quelque dommage par les lapins ; mais elle n'est point plaignante, parce qu'aux mois d'octobre et de novembre derniers, elle a demandé que l'on fit des battues dans ces bois, et qu'à sa première réquisition il en a été fait quatre successivement, auxquelles ses gens ont assisté, et qu'à la dernière, ils ont déclaré qu'ils n'en feraient point davantage parce qu'il n'y avait plus de lapins. Elle sait que s'il en est revenu quelques uns des hauteurs de Lautil (2), ce n'a pas été la faute de l'officier des chasses qui a fait tout ce qui a dépendu de lui pour prévenir le petit dommage qu'elle a éprouvé, et que j'ai donné des ordres pour qu'il en soit usé de même à l'avenir ; mais encore une fois, elle n'est point plaignante, et le S. Pain n'avait aucun motif raisonnable pour exciter les paysans par des affiches à se plaindre du gibier.

« Cet homme vient encore tout récemment de donner une preuve de l'esprit d'humeur et de tracasserie dont il est sans cesse agité : il s'est adressé le 23 du mois dernier, à M. de Mouthiers, au nom de la municipalité de Vauréal, pour se plaindre qu'on avait fermé les barrières de la route de chasse du Roi qui va d'Ecquancourt au bois du Hazet ; il a

(1) Glatigny, village voisin de Vauréal.

(2) L'Hautil, colline boisée au sud-ouest de Vauréal.

osé dire au nom de la municipalité de Vauréal, que cette route était la seule par laquelle les habitants du lieu pussent enlever leurs grains, attendu que dans toute la paroisse de Vauréal, il n'y a pas d'autre route, (souligné dans le texte). Ce sont, mot à mot les expressions de M. de Mouthiers dans la lettre qu'il m'a écrite, et dont vous trouverez copie ci-jointe. Cependant, la route dont il s'agit est traversée par beaucoup de chemins conduisant tous à celui de Vauréal ; cette route appartient au Roi en toute propriété, depuis trente ans qu'elle existe, jamais elle n'a été ouverte au temps de la moisson, jamais on a demandé qu'elle le fut. jamais il n'a été fait aucune réclamation à cet égard, et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'il n'y a pas à Vauréal, une seule voiture d'exploitation; que l'enlèvement de la récolte s'y fait avec des chevaux de somme, que je laisse aux habitants la liberté de passer par la route avec ces mêmes chevaux; et qu'enfin, d'après leur propre aveu, la plupart n'y passent pas, parce que cette voie serait la plus longue et la moins commode pour eux.

« Le S. Pain en a donc imposé à M. de Mouthier en lui exposant un fait aussi faux qu'in vraisemblable. Comment ce magistrat a-t-il pu croire qu'il n'y a pas d'autre chemin dans la paroisse de Vauréal, qu'une route de chasse établie par le Roi pour son usage personnel ? Comment faisaient les habitants pour enlever leur récolte avant que cette route fût percée ? Comment ont-ils fait depuis trente ans qu'elle est établie et que les barrières en ont été constamment fermées ? Le S. Pain n'a pas dit que huit jours avant sa plainte, il avait été trouvé dans cette route avec une voiture de voyage, et que le garde l'avait assigné comme étant en contravention. Ce trait seul suffit, Messieurs, pour vous faire connaître le S. Pain qui, dans cette circonstance, a trompé la confiance et la bonne foi de M. de Mouthiers.

« Ce n'est point l'Inspecteur, c'est moi qui l'ai peint comme un ancien braconnier. C'est un fait que la déposition contraire de tous les vignerons de Vauréal ne saurait détruire, puisqu'il est de toute vérité qu'il a été repris plusieurs fois à la capitainerie et que les registres en font foi.

« En ne faisant point usage de l'ordre de Sa Majesté qui condamnait cet homme à huit jours de prison, et m'en remettant à vous, Messieurs, sur l'irrégularité de sa conduite, démontrée par l'enquête même que vous avez fait faire, je devais m'attendre à une satisfaction et je ne vous cache pas que je vois avec peine que non seulement vous me l'avez refusée, mais que vous ayez approuvé les procédés de ce syndic municipal, et, je ne doute pas que cette approbation ne l'ait encouragé à tenter la nouvelle tracasserie qu'il vient de susciter, relativement à la fermeture des barrières de la route de chasse du Roi.

« Quant à l'Inspecteur, il ne s'est permis contre M. de Grouchy, aucune inculpation: il a exposé dans son rapport ce qu'il avait vu et ce que M. de Grouchy lui avait dit, sans y ajouter la moindre réflexion: il n'a fait que son devoir avec modération, il aurait pu rigoureusement, d'après les ordonnances, s'opposer au transport de M. de Grouchy et de ceux qui le suivaient dans la Plaine, parce que la loi des capitaineries défend à qui que soit de fouler les grains, auteurs de la ponte. M. de Grouchy ne l'ignore pas.

« En admettant que les habitants de Vauréal eussent eu des motifs de plainte, comme ils n'en avaient pas, qu'ils se fussent adressés de leur propre mouvement à la municipalité de Vauréal (sic), au lieu d'être invités à se plaindre par une affiche, il était dans l'ordre que M. de Grouchy, n'informât du jour qu'il avait choisi pour sa vérification, afin qu'elle fut faite contradictoirement avec les officiers de la capitainerie, ce qui aurait évité toute altercation, mais M. de Grouchy paraît avoir lui-même dirigé cette visite, il y a mis de la personnalité, de l'humeur et de la tracasserie, comme il a fait très récemment avec moi par rapport aux limites de la capitainerie du côté de Sagy qu'il a voulu contester, quoique ces limites soient fixées par l'Edit, quoique la démarcation en ait été suivie à l'avantage de M. de Grouchy, en partant du clocher de Sagy, au lieu de renfermer dans la capitainerie, la totalité du village comme l'Edit m'y autorise. » (1)

En envoyant à M. de Villedeuil la copie de la lettre précédente, le maréchal ajoutait les réflexions suivantes :

« ...Ayant appris que le S. Pain était syndic municipal de Vauréal et qu'en cette qualité, il avait des relations avec l'assemblée provinciale, j'ai cru devoir par égard pour elle, ne pas faire mettre à exécution l'ordre du Roi qui m'autorisait à faire conduire cet homme en prison et m'en rapporter à la commission intermédiaire sur la punition qu'il méritait, pour avoir excité par une affiche les paysans à se plaindre sans sujet: non seulement je n'ai point obtenu de satisfaction, mais la commission intermédiaire s'est occupée de justifier M. de Grouchy et le syndic de Vauréal, quoiqu'il soit prouvé par l'enquête même qu'elle a fait faire, que ce syndic a fait mettre l'affiche dont il s'agit, seul objet de ma plainte. Je laisse à votre prudence et à votre justice, Monsieur, à décider ce qu'il convient de faire dans cette circonstance. Je ne tiens sûrement pas à l'emprisonnement du syndic de Vauréal, mais puisque l'irrégula-

(1) Sagy, village à 14 kilomètres à l'ouest de Pontoise

A. N. O' 1036, n° 184. Copie de la lettre adressée par le maréchal de Noailles à MM. les députés composant la commission intermédiaire de Paris. 8 août 1788.

rité de sa conduite est démontrée, je voudrais au moins qu'il fût enjoint à cet homme d'être plus circonspect à l'avenir.

« M. de Grouchy est encore moins excusable que lui, parce qu'il connaît les lois de la capitainerie et que s'il n'avait pas mis dans cette affaire de l'humeur et de la personnalité, il m'aurait prévenu de sa visite pour que j'y fisse trouver les officiers de la capitainerie.

« J'ai l'honneur d'être, avec un inviolable attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur. »

« Le Maréchal de Noailles. » (1)

Malgré la conviction où était le maréchal de la culpabilité du syndic et du mal fondé des réclamations des habitants de Vauréal, malgré la modération de la demande qu'il bornait à un simple avertissement donné au sieur Pain, il n'eut pas gain de cause.

Les membres de l'Assemblée provinciale, à quelque ordre qu'ils appartenissent, avaient sans aucun doute leur opinion faite à l'égard des capitaineries, et très vraisemblablement, il devait leur sembler étrange que l'on considérât les grains, « auteurs de la ponte », au point de vue réellement trop spécial du maréchal de Noailles.

Les documents relatifs à l'affaire, ne permettent pas de conclure d'une manière certaine à l'égard du marquis de Grouchy.

Peut-être, le maréchal qui s'était formalisé, non sans raison, d'ailleurs, de n'avoir pas été informé de la visite faite par les députés de l'Assemblée, à l'un des cantons de sa juridiction, obtint-il de ce côté une satisfaction qui lui avait été refusée à l'égard du syndic de Vauréal. Louis XVI n'aimait pas que l'on fît montre « d'humeur et de personnalité », pour créer des difficultés à sa vénerie, et il est probable que le marquis de Grouchy dut attendre assez longtemps un retour de la faveur du monarque.

En septembre 1788, il en était encore aux démarches, et il écrivait à M. de la Chapelle, premier commis de la Maison du Roi, une lettre exposant à nouveau son plaidoyer. Il y joignait un billet dans lequel il faisait allusion à son fils (2), alors sous-lieutenant aux Gardes du Corps, que M. de la Cha-

(1) A. N. O1 1036, n° 185. *Le Maréchal de Noailles à la commission intermédiaire de Paris* 8 août 1788.

(2) Le fils du marquis de Grouchy avait été nommé sous-lieutenant aux Gardes du Corps en 1786. Il devait plus tard rendre son nom célèbre au cours des guerres de la Révolution et de l'Empire et notamment à l'occasion de la bataille de Waterloo en 1815.

pelle avait reçu chez lui et qui se flattait, ainsi que son père, de voir aboutir une réclamation évidemment faite dans l'intérêt commun de la famille (1).

En mars 1789, M. de Grouchy avait eu la satisfaction d'informer ses collègues de l'Assemblée provinciale qu'un Arrêt du Conseil du Roi avait homologué le rapport des Experts dans l'affaire de la paroisse de Vauréal. Mais les députés n'avaient pu jusqu'alors que solliciter la bienveillante intervention des ministres en sa faveur sans obtenir du Roi sa rentrée en grâce. (2)

C'est ainsi qu'à la fin de l'Ancien Régime, les spéculations des locataires de cantons de chasse, accomplies avec la complicité des gardes, en étaient arrivées à provoquer des incidents, auxquels l'intervention des corps élus commençait à donner une importance destinée à augmenter avec les approches de la Révolution.

(1) A. N. O¹ 1036, n^o 187. *Lettre du Marquis de Grouchy à M. de la Chapelle* 20 septembre 1788

(2) A. N. O¹ 1036, n^o 189. *Lettre de la commission intermédiaire à M. de Villedeuil*, 9 mars 1789

CHAPITRE VIII

LE RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DU RÉGIME DES CHASSES DANS LES DOMAINES DE LA COURONNE

I. Une appréciation de St-Simon sur les capitaineries au temps de Louis XIV. — II. Affaires du duc de Luynes et du prince de Montmorency. — III. L'intendant Bertier de Sauvigny et les cultivateurs de la capitainerie de Fontainebleau. — IV. Affaire de la paroisse de Montigny. — V. Les « entreillagements » et M. de Châteauevillars, seigneur de Villiers-en-Bière. — VI. Réclamations des seigneurs hauts justiciers et des propriétaires de fiefs. — VII. L'indemnisation des dégâts. — VIII. Comment se défendaient les cultivateurs contre le gibier. — IX. Les remises. — X Les routes de Chasse. — XI Les désarmements de paroisses.

Malgré l'ancienneté de la législation relative aux capitaineries royales, ces institutions ont laissé peu de traces dans l'histoire avant la fin du règne de Louis XV.

On n'en saurait évidemment conclure qu'avant cette époque les propriétaires fonciers étaient beaucoup plus protégés, et que l'absence de leurs plaintes est la preuve certaine de leur sécurité. Il est même démontré, au contraire, que c'est sous le règne de Louis XVI que les tarifs d'impôts dégressifs, destinés à soulager les propriétaires d'héritages à faible rendement, furent appliqués pour la première fois dans la généralité de Paris.

Mais, étant donné le silence gardé par l'intendant Bertier de Sauvigny sur la situation des cultivateurs jusqu'au règne de Louis XVI, alors qu'il était pourvu de ses hautes fonctions depuis 1771, on peut s'étonner qu'il ait tout-à-coup pris leur défense, et il est permis de conclure à l'intervention de changements fâcheux de nature à justifier cette attitude.

D'autre part, le désastreux règlement édicté par le duc d'Orléans en 1756, et qui paraît avoir été appliqué progressivement dans la plupart des capitaineries à partir de 1762, était devenu une règle générale vers 1774. A cette date, la mort de Louis XV avait conduit au trône un souverain dont la faiblesse à l'égard des membres de sa famille, constituait un encouragement pour les exactions dont ceux-ci tiraient bénéfice, et cette circonstance était de nature à favoriser l'application des dispositions nouvelles. C'est alors qu'on vit l'intendant Bertier donner aux cultivateurs de sa généralité, les marques les plus efficaces d'une sollicitude administrative aussi constante qu'éclairée.

I

Antérieurement à cette époque, il faut remonter jusqu'à Louis XIV pour trouver dans l'œuvre de St-Simon une appréciation d'ordre un peu général sur les capitaineries, mais comme les détails qui l'accompagnent ont trait à l'un de ces méchants propos dont ses Mémoires abondent, on ne saurait l'accepter de confiance.

Il s'agit du Grand Condé qui n'avait pas l'heur de plaire au mémorialiste, fidèle partisan de la famille d'Orléans, celle-ci jalouse rivale de celle des maîtres de Chantilly.

« Un beau jour, dit-il, Monsieur le Prince alla trouver le marquis et la marquise de St-Simon, (oncle et tante du duc), et leur conta « que le Roi, importuné des plaintes de ceux qui se trouvaient enclavés dans les capitaineries royales, allait rendre un édit pour les supprimer toutes, à l'exception de celles de ses maisons qu'il habitait, et des bois et des plaines qui environnaient Paris ; que les leurs, (Halatte et Compiègne), allaient donc être supprimées ; que, cependant, il espérait cette considération du Roi, que si elles étaient entre ses mains, qu'il les lui conserverait ; qu'eux-mêmes y trouveraient doublement leur compte, parce que les capitaineries étant conservées, ils en demeureraient toujours les

maîtres comme lui-même, pour leurs gens, leur table et leurs amis, et qu'il leur donnerait volontiers deux ou trois cents pistoles pour cette complaisance, quoiqu'il ne fut pas sûr de faire changer le Roi là-dessus en sa faveur : les bonnes gens le crurent, pestèrent contre l'édit, donnèrent la démission à M. le Prince qui laissa deux cents pistoles en partant et se moqua d'eux. Tout le pays qui vivait en paix et sans inquiétude dans ces capitaineries, fut outré de douleur. Elle devint une tyrannie entre les mains de M. le Prince qui l'étendit tant qu'il put ; mais, il est vrai qu'il laissa ceux qu'il avait escamoté, les maîtres pour eux et leurs domestiques, le reste de leur vie. (1) »

Il semble bien qu'il y ait quelque contradiction entre « les plaintes de ceux qui se trouvaient enclavés dans les capitaineries », et « tout le pays qui vivait en paix », mais elle s'abrite derrière le pittoresque du raconter.

L'année 1762 à laquelle nous nous sommes placés, marque une période funeste dans l'histoire de l'Ancien Régime. Sans doute, dans ce système de monarchie absolue où le Roi était l'animateur principal et indispensable de toute l'organisation politique et sociale du royaume, le sceptre était depuis longtemps déjà, trop lourd aux mains de Louis XV. Mais vers cette époque, la carence du pouvoir central paraît manifestement s'accroître. Les mœurs administratives créées par Colbert et Louvois changent avec leurs successeurs qui s'inquiètent de conserver la faveur des maîtresses royales, auxquelles ils doivent parfois leur situation, et ces préoccupations personnelles ne sont point en harmonie avec les intérêts des administrés (2).

Les provinces, néanmoins, trouvent une compensation aux défaillances du régime chancelant, dans le zèle des intendants qui, plus éloignés de la Cour, ont conservé davantage les saines traditions de la grande époque (2).

A défaut des grands ministres, les Tourny, les Turgot, les d'Etigny, les Dupré de St-Maur, les Feydeau, les Blossac, les Caumartin, et, dans la généralité de Paris, les deux Bertier de Sauvigny, accomplissent un labeur fécond dont les résultats, encore parfois appréciables de nos jours, témoignent éloquemment en faveur de leurs initiatives (3).

(1) St Simon, *Mémoires*, T. III, pp. 140-141.

(2) Cf. Michel Lhéritier, *L'intendant Tourny*, passim.

(3) Cf. Ardascheff, *Les intendants de province sous Louis XVI*.

II

Nous allons trouver de nouveau les officiers de la vénerie aux prises avec l'intendance, à propos des dégâts causés par le gibier dans les paroisses voisines des capitaineries ou soumises à leur juridiction.

La lettre suivante, adressée le 27 octobre 1781, au ministre Amelot, par l'intendant Bertier de Sauvigny, paraît donner une idée assez exacte de ce qui se passait dans la plupart des capitaineries royales. Il s'agit ici, non pas du domaine du roi, mais de celui d'un grand seigneur, le duc de Luynes, l'une des personnalités les plus honorables et les plus distinguées de la Cour de Louis XVI, et d'autre part, connu pour son esprit de justice et d'humanité. A son égard, l'intendant se trouve plus à l'aise, et par conséquent plus à portée de faire connaître la vérité que lorsqu'il s'agit des terrains de chasse du Roi :

« Monsieur,

« Je me suis procuré des éclaircissements sur le mémoire qui a été présenté au Roi par les principaux habitants des paroisses de Dampierre, Maincourt, St-Forget, Choiselle et Senlis, qui se plaignent du tort considérable que la trop grande quantité de lapins fait éprouver à leur récolte depuis trois ans; et il en résulte que c'est avec raison que ces habitants se plaignent.

« M. le duc de Luynes, propriétaire de la chasse, est dans la meilleure disposition pour faire détruire les lapins, les habitants lui ont fait plusieurs fois des représentations et il a employé tous les moyens convenables pour leur rendre justice, mais j'aurai l'honneur de vous observer, Monsieur, que les gardes chasses qui ont presque toujours des motifs particuliers d'intérêt à s'opposer à l'exécution des ordres qu'ils reçoivent à cet égard, mettent tous les moyens possible en usage pour les éluder et trouvent un avantage si grand à la conservation de cette espèce de gibier, infiniment nuisible aux cultivateurs, que lorsque, d'après les ordres des propriétaires, ils sont forcés à détruire les lapins, ils font le furetage avec une telle négligence qu'il n'apporte aucun soulagement aux malheureux habitants des campagnes dont les plaintes se renouvellent alors, parce que le mal s'accroît tous les jours.

« Le moyen le plus efficace pour détruire les lapins, serait peut-être de laisser le champ libre aux propriétaires de terres, mais comme les inconvénients qu'il en résulterait, soit à cause des propriétés, soit à cause de la conservation d'autres espèces de gibier, empêcheront toujours de prendre ce parti ; le seul dont on pourrait faire usage dans la circonstance actuelle pour mettre la récolte des habitants de Dampierre, Maincourt, etc., en sûreté, serait, je crois, Monsieur, d'engager M. le duc de Luynes, non seulement à donner les ordres les plus précis et les plus sévères à ses gardes, pour qu'ils aient à détruire réellement les lapins, mais encore à permettre que les habitants fissent des battues dans les bois, de concert avec lesdits gardes, qu'ils tuassent tous les lapins qu'ils trouveront et qu'ils renversassent les terriers. Vous êtes plus à portée que moi, Monsieur, d'en conférer avec M. le duc de Luynes ; la position de ses habitants qui, depuis trois ans, voient leurs récoltes dévastées, mérité son attention et je ne doute pas que sa justice et son humanité ne le portent à se prêter au parti qu'il convient de prendre pour calmer les inquiétudes de ces malheureux habitants et faire cesser le découragement auquel ils s'abandonnent.

« Je suis avec beaucoup de respect, Monsieur, etc.... » (1)

Quand il s'agissait de défendre leurs intérêts contre l'exercice du droit de chasse des seigneurs de la région de Paris, les cultivateurs, soutenus d'ailleurs par l'intendance, n'hésitaient pas à s'engager à fond. Nous possédons un curieux exemple de contestation de ce genre, à propos d'une réclamation adressée au prince de Montmorency par les habitants de paroisses dépendant de ses seigneuries. On les voit constituer, en vue de faire aboutir leurs réclamations, une sorte d'association ressemblant beaucoup à ce que nous appellerions aujourd'hui un syndicat.

Au cours de l'été 1777, les cultivateurs des paroisses de Crécy, Tréon et Aunay, ayant eu à se plaindre des dommages causés par le gibier à leurs récoltes, sollicitèrent une indemnité du prince de Montmorency, leur seigneur. Celui-ci, ayant fait constater le bien-fondé des réclamations, accorda aux propriétaires lésés, une somme de trois mille livres. « Ils ne savaient alors, dit l'intendant Bertier, comment en marquer leur reconnaissance. » Vers la fin de 1778, les grains tardèrent à lever, en raison de l'abondance exceptionnelle des pluies et une partie des semailles pourrit dans les terres.

(1) A. N. 4036, n° 66. Bertier de Sauvigny à Amelot, 3 novembre 1781.

Les cultivateurs des paroisses, qui avaient, l'année précédente, bénéficié de l'indemnité accordée par M. de Montmorency, crurent devoir profiter de la circonstance pour lui faire à nouveau des réclamations analogues, en attribuant au gibier les méfaits de la mauvaise saison.

Sans se refuser à les entendre, le prince désigna des experts qu'il présenta à l'agrément de la maîtrise des eaux et forêts.

Mais, les cultivateurs prévenus avaient lié partie avec le personnel de cette juridiction, qui, pour d'autres causes, était en désaccord avec leur seigneur, aussi les experts ne furent-ils point agréés. Forts de ce succès, les paysans formèrent par devant notaire une association « dont les actes, dit Bertier, ont été rapportés ». Aux termes des engagements pris, les contractants y stipulaient que tous devraient soutenir conjointement les intérêts communs, à peine d'un dédit de deux cents livres. « pour quiconque d'entre eux entrerait particulièrement en conciliation avec M. de Montmorency. »

« Il paraît, ajoute l'intendant, qu'une telle considération doit rendre au moins très suspectes les plaintes qui en émanent. »

Là-dessus, M. de Montmorency interjeta appel de la décision des juges de la maîtrise qui avaient refusé ses experts, devant la Table de Marbre, et d'autre part, les plaignants s'adressèrent directement au Roi.

L'affaire en était là, quand l'intendant écrivit à Amelot pour le mettre au courant de l'incident. Il terminait sa lettre, en constatant que sur quarante-huit ou cinquante pièces de terre soit-disant endommagées par le gibier, dix-sept seulement se trouvent dans l'étendue des fiefs et seigneurie du prince de Montmorency, le surplus dépendant des fiefs de M. de Fitz-James, des moines de St-Vincent, des Célestins, et autres seigneurs. De plus, parmi les plaignants, il se trouve des braconniers, contre lesquels des procès-verbaux ont été régulièrement dressés.

La fin de l'affaire n'est pas connue. C'est une des rares, parmi celle dont on a conservé la trace, où l'intendance n'ait pas cru devoir prendre en main la cause des cultivateurs, et il semble permis d'en conclure que, dans l'espèce, les intéressés avaient pu exagérer l'étendue des dommages causés à leurs récoltes, et en dénaturer l'origine réelle (1).

(1) A. N. O 1036, n° 2. *Lettre de Bertier à Amelot* Août 1777.

III

Ce n'est pas seulement pour satisfaire à ses obligations professionnelles, que l'intendant Bertier croit devoir se faire l'écho de la plainte des laboureurs auprès du Ministre; on sent percer à travers les formules du style administratif, et celles de la courtoisie raffinée qui était de commande entre hauts fonctionnaires à cette époque, l'intérêt réel qu'il prend à leurs réclamations, quand celles-ci paraissent justifiées.

Le 30 mai 1777, il adresse à Amelot la lettre suivante:

Monsieur,

J'ai fait vérifier, ainsi que vous avez paru le désirer les plaintes qui ont été portées par les habitants de différentes paroisses de la capitainerie des chasses de Fontainebleau, au sujet des dommages que les lapins et la bête fauve y causent journellement. Je joins ici les informations qui ont été prises à ce sujet; vos y verrez, Monsieur, que les plaintes qui vous ont été adressées ne sont malheureusement que trop fondées, il paraît aussi que les opérations que l'on a faites pour la destruction des la pins, l'ont été très superficiellement, et qu'elles doivent être regardées à peu près comme nulles.

Je ne cesse de gémir sur les pertes continuellen et considérables que le gibier fait éprouver aux récoltes et aux cultivateurs dans cette généralité, il y a des cantons entiers que le découragement a voués à une inaction perpétuelle...

Personne ne désire, assurément, plus que moi, la conservation, et même l'embellissement des plaisirs du Roi, mais je crois, Monsieur qu'il ne serait pas impossible de les concilier avec l'intérêt des cultivateurs, et de mettre ceux-ci dans le cas de se livrer, avec un nouveau courage, à la culture des biens qu'ils se sont vus quelquefois forcés d'abandonner. (1)

Et l'intendant propose la seule solution compatible avec cette double nécessité : la reconstruction des murs d'enceinte de la forêt.

Quand les dommages causés prennent des proportions par trop considérables, l'intendant ne se contente pas de transmettre les plaintes au Ministre, il engage les cultivateurs à porter leurs doléances à Versailles même.

(1) A. N. O¹ 1036, n. 24. Berthier de Sauvigny à Amelot. 30 mai 1777.

Voici le texte d'une plainte adressée au Roi, à la suite des dégâts exceptionnellement graves causés à des cultivateurs de la paroisse d'Ury.

Sire,

Les nommés Philippe Thomas Thuin, Henry Barrage et Simon Lacour, tous trois laboureurs du bourg d'Ury en Bierre, contigu à la forêt de Fontainebleau qui, depuis le 26 février 1782, ont pris la respectueuse liberté de présenter à Votre Majesté plusieurs placets, relativement aux pertes considérables qu'ils éprouvent tous les jours, occasionnées par les bêtes fauves royales qui détruisent tous leur biens, ce qui les réduisent et leurs familles dans l'état le plus indigent, et dans l'impuissance de pouvoir satisfaire aux droits de Votre Majesté et par surcroît de malheur, les pertes qu'ils ont faites l'année dernière de leurs animaux, ainsi que de leurs grains, et vin, ce qui les a mis dans la dure nécessité de contracter des dettes pour subvenir aux besoins urgents de leurs nombreuse famille, et aujourd'hui se trouvent poursuivies rigoureusement par leurs créanciers, ce qui les a obligés et forcés de quitter leurs femmes et enfants pour se garantir d'un emprisonnement dont ils sont menacés, et viennent avec confiance se jeter à la miséricorde de Vetre Majesté, pour demander un prompt secours, n'ayant aucune satisfaction des placets qu'ils ont mis sous vos yeux, Sire, lesquels suppliants ont été renvoyés à M. Joly de Fleury, Ministre des finances, à M. l'intendant de la généralité de Paris, qui les a renvoyés à M. Amelot, le 29 mars 1783, leur disant que leurs demandes ne regardent que Sa Majesté et ses Ministres, desquels n'ont aucun succès, et que la continuation de leurs pertes existe toujours de plus en plus, que rapport au nommé Gorelle, officier des chasses, ne peuvent se garder, ni ôter l'herbe pour la substance des animaux, lequel garde du canton se rit de leur perte et ruine. Ils n'ont d'espoir que dans vos bontés et justice, Sire, et ils supplient Votre Majesté, d'en prendre pitié, en leur procurant des secours, et ne cesseront des faire des vœux pour la longue durée des jours de Votre Auguste Majesté. » (1)

Cette pièce porte une apostille de la main du Ministre ainsi conçue: « Voir ce qui a été fait sur ce mémoire. »

A l'appui de la plainte précédente, est joint un second placet, rédigé par les mêmes intéressés, qui disent être venus à Versailles « pour représenter au Roi et à la Reine le pitoyable état

(1) A. N. O¹ 1036. n. 98. *Mémoire adressée au Roi par les habitants d'Ury.* L'inspecteur Gorelle dont il est question dans ce mémoire paraît être le même que celui précédemment visé dans le mémoire des habitants d'Achères

où ils se trouvent ». Thuin dit avoir subi une perte de vingt mille livres sur ses récoltes et bestiaux : Barrage et Lacour évaluent leurs dommages à douze mille et onze mille livres. (1)

Le résultat de la plainte n'est pas connu, mais il paraît probable que les cultivateurs obtinrent une indemnité.

Bertier écrit, en effet, à Amelot qu'il s'est procuré des éclaircissements en conséquence de la lettre que le ministre lui a adressée à ce sujet, et « qu'il est très instant » de venir au secours des cultivateurs. « Des cantons entiers, dit-il, ne laissent aucun espoir de récolte non seulement dans la paroisse d'Ury, mais dans celle de Recloses, et plusieurs pièces de terre ont été tellement retournées avant la saison des semences, qu'il a été impossible de les emblaver, et elles sont restées en friche (2).

Amelot a apostillé la lettre de l'intendant comme il suit : *M. Bertier. Indemnité réclamée par les habitants des paroisses d'Uri et Recloses près Fontainebleau.*

L'année 1782 semble avoir été particulièrement défavorable aux cultivateurs, à l'égard des dommages causés par le gibier.

Le 18 avril, Bertier fait part au ministre Amelot des réclamations présentées par les habitants de Houilles, Bezons, Sartrouilles, la Frette, Chatou, Carrières St-Denis et Montesson à ce sujet. Leurs terres, situées dans la capitainerie de St-Germain en Laye, dépendent d'un canton de chasse appartenait au Comte d'Artois. L'Intendant prie le Ministre d'intervenir auprès du prince en faveur de ses administrés.

Le 23 avril, Bertier signale que deux mille deux cent cinquante arpents ont été ravagés par le gibier dans la plaine de Longboyau.

Le 26, même compte-rendu au sujet des paroisses de Limeil et Brévannes, cette dernière dépendant des fiefs du président de Brévannes, auquel on écrira pour l'inviter à faire détruire ses lapins (3).

Le 4 mai, l'Intendant appelle de nouveau l'attention du ministre sur le cas des habitants d'Enghien, Brie-Comte Robert, Comblaville, Varennes, Mandres et Périgny ; le 7, sur la paroisse de l'Isle St Denis ; le 11, sur le sieur Pierre Vivien, habitant de Triel, propriétaire d'une pièce de terre de 60 perches « dévorée par le gibier » (4).

(1) A. N. O¹ 1036 n. 99. *Placet adressé au Roi (sans date).*

(2) A. N. O¹ 1036-96.

(3) A. N. O¹ 1036 n. 82. *Bertier à M. Leschevin, 26 avril 1882.*

(4) A. N. O¹ 1036 n. 84. *Bertier à Amelot, 4 mai 1782.*

Les paroisses de Marcoussis et de Nozay, qui dépendent des fiefs de Mme la Comtesse d'Esclignac, étant ravagées par les lapins, Bertier lui écrit le 15 mai pour l'engager à autoriser les habitants à faire des battues pour les détruire.

Le 6 juin, il rappelle à Amelot « qu'il est, depuis 1777, dans l'usage de rendre tous les ans une ordonnance pour autoriser les fermiers des captiaines à faucher les luzernes et sainfoins dès le 15 juin, « ce qui est contraire aux ordonnances, d'après lesquelles cette fauchaison ne peut avoir lieu avant la St Jean, c'est-à-dire le 24. « Mais les pluies continuelles que nous eues depuis le mois de mars dernier, ayant prodigieusement avancé les luzernes et les sainfoins, il m'a été présenté, dit-il, plusieurs requêtes par les cultivateurs des environs de Paris, qui exposent que, pour faire aisément une troisième coupe, il serait important qu'ils obtiennent l'autorisation de faucher dès le 15 de ce mois. »

L'intendant demande l'autorisation de publier cette ordonnance.

Comme nous l'avons constaté, le marquis de Montmorin, à Fontainebleau, voyait d'un fort mauvais œil ces interventions de l'administration de la généralité, dans un domaine qu'il considérait comme étant le sien.

Mais il paraît beaucoup plus accommodant quand il s'agit des réclamations des cultivateurs, eux-mêmes, que s'il est question des intérêts de leurs seigneurs, bourgeois comme M. Héron, financiers comme M. Moreau, gentilshommes comme M. d'Allemand. Sous ce rapport, M. de Montmorin ressemble à la plupart des nobles de son temps. « Hautains avec le bourgeois, dit Taine ils sont bons ordinairement avec le villageois... détestés dans les villes, ils sont très aimés sur leurs terres... séparés (des paysan) par le rang, ils ne le sont point par la distance, or le voisinage est, à lui seul, un lien entre les hommes ». (1)

Ce n'est pas qu'il donne satisfaction à toutes les réclamations des paysans, il s'en faut, et de beaucoup. Mais du moins, il ne les écarte pas de parti pris. C'est ainsi qu'en janvier 1782, Bertier, vraisemblablement mal disposé à l'égard de M. de Montmorin, rappelle dans une lettre à Amelot, que le capitaine des chasses de Fontainebleau a admis sans difficulté les habitants

(1) *L'Ancien régime*, T. I, p. 51.

de Recluses à faucher leurs luzernes, avant le temps prescrit par les ordonnances.

Mais, sitôt que le marquis pressent l'intervention d'un tiers derrière les cultivateurs, il devient intraitable. Il considère les intervenants comme usurpant des droits qui lui sont personnels, et dont il a le libre exercice dans sa juridiction à l'exclusion de tous autres. Manifestement, il déteste les seigneurs hauts-justiciers voisins de sa capitainerie, et il ignore l'intendant. Il consent, à la rigueur, à en référer au Ministre et à lui répondre, mais, en définitive, il entend ne dépendre que du Roi; il « travaille » directement avec lui lors de ses voyages annuels à Fontainebleau, et il se considère comme étant lui-même une sorte de ministre des chasses, quant à sa capitainerie, ou peu s'en faut.

• IV

Dans une requête adressée à l'autorité administrative, les habitants de Montigny se représentent forcés d'abandonner la majeure partie de leurs terres, et de se réfugier sur un coteau qu'ils ont fait entourer de haies et d'un fossé profond (1). Cette protection étant demeurée insuffisante, ils se décident à s'enclore de murs. Le prix en devait être de trente cinq mille livres pour quatre mille toises, le tout payable en quatre annuités. Ils demandèrent, pendant ce laps de temps, la remise de leurs tailles qu'ils étaient hors d'état de payer, « ce qui n'était occasionné que par l'affreuse quantité de gibier ».

Montmorin pressenti, répond « qu'il a été tué des biches de tous côtés ». Si cela ne suffit pas il faut diminuer la taille et autres impôts. Quant à la clôture, il ne s'y oppose pas, et le Roi a déjà accordé la permission de s'enclore à beaucoup de paroisses. En ce qui concerne les lapins, on en a tué le plus qu'on a pu après le voyage du Roi l'année dernière, mais il est très difficile de les détruire dans les rochers dont Montigny est environnée.

« Enfiû, les habitants se plaignent de la police des règlements de la capitainerie, auxquels on les assujettit pendant les trois mois de défense, relativement à leurs chevaux, vaches, etc, qu'on empêche de paître, que l'on

(1) Aujourd'hui Montigny sur Loing, près Marlotte à 8 kilomètres du sud de Fontainebleau.

saisit et pour lesquels on fait payer dix livres d'amende, parce que c'est la réserve du capitaine des chasses auquel ils payent un boisseau d'avoine par an.

« Le capitaine répond » que ces réclamations ne peuvent venir des habitants de Montigny; elles ne sont que l'ouvrage de leur avocat, en effet, ils savent que leur territoire est en réserve pour les Princes, et non pour le capitaine qui ni chasse jamais; ils jouissent sans trouble de leurs usages, pour faire paître dans tous les temps de l'année la troupe de leurs vaches dans la forêt; il est vrai que depuis le 15 avril jusqu'au 15 juillet; les règlements et les ordonnances de toutes les capitaineries veulent qu'on empêche les particuliers qui négligent d'envoyer leurs bestiaux à la troupe commune, de les faire paître séparément et à garde faite, dans les buissons, remises et autres endroits où le gibier peut se retirer, mais quoique la peine de dix livres soit exprimée par les règlements, il est absolument faux qu'on les ait jamais condamnés à la rigueur; ces amendes sont de vingt sols ou de trois livres au plus, et il n'y a pas d'exemple qu'on ait confisqué leurs bestiaux... »

« En général, les plaintes des habitants de Montigny sont beaucoup exagérées, on ne peut que légèrement les soulager sur une partie et on doit rejeter celle que l'humeur de leur conseil leur a fait hasarder. » (1)

Montigny, situé à peu de distance de Marlotte, était au nombre de ces paroisses riveraines de la forêt, qui pâtissaient le plus de son voisinage. Ury, Achères, La Chapelle-la-Reine, Villiers sous Grez, Recloses, quasi encerclées par la lisière sud et par les bois de la Commanderie, formaient un centre de cultures prédestiné aux dévastations du gibier. Il en était de même au nord-ouest de la forêt, dont la lisière dessine un vaste croissant autour de l'ancien pays de Bière. Villiers-en-Bière, Perthes, Chailly-en-Bière, Fleury et St-Martin-en-Bière, Arbonne et toute la série des villages échelonnés sur la rive droite de l'Ecole, Boissise-le-Roi, Pringy, St-Sauveur, St-Germain, Courances, Milly. Noisy et le Vaudoué, se trouvaient dans une situation analogue, et, de ces paroisses, émanaient la plupart des plaintes (1). De plus, il existait dans la forêt, à proximité de ces paroisses, des parties rocheuses, aujourd'hui bien connues des touris-

(1) A. N. O¹ 1036, n^o 1. Lettre de Montmorin à Amelot et mémoire. (s. d.)

(2) Les villages situés le long du ruisseau d'Ecole sont à une distance moyenne d'environ 18 kilomètres de Fontainebleau et à l'ouest de cette ville.

tes, où pullulaient les lapins, à l'abri des « fureteurs et pannoteurs » prévues par les ordonnances. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les plaintes se renouvelaient constamment, plus ou moins accentuées, suivant que la saison avait favorisé ou non la multiplication des rongeurs.

Leur répétition fastidieuse, quoique instructive, ne peut être mentionnée par l'historien.

V

Comme l'indiquent les documents qui précèdent, l'une des préoccupations des paroisses ainsi ravagées par le gibier était de s'enclorre. A défaut de l'ancienne muraille qui entourait la forêt, les cultivateurs auraient voulu, tout au moins, protéger leurs récoltes par des clôtures, dont le prix, bien qu'élevé, équivalait à une prime d'assurance pour les moissons.

Ils obtenaient ainsi une sécurité très relative, car les treillages qui servaient à fabriquer les clôtures n'étaient nullement à l'épreuve des sangliers, à la suite desquels passaient d'autres ennemis des récoltes.

De plus, les clôtures avaient l'inconvénient de rejeter les animaux sur les terres des paroisses non encloses, et là, les désastres doublaient d'importance. L'arrivée de la chasse dans une partie quelconque de la forêt et les abois de la meute appuyée de trompes nombreuses, avait pour résultat de faire fuir le gibier dans toutes les directions. L'arrivée de la chasse produisait dans les réserves royales, l'effet d'une pierre jetée dans un vivier. Cerfs, biches, daims, chevreuils, lièvres et lapins, affelés par l'invasion des chasseurs, abandonnaient les couverts et se lançaient dans les campagnes voisines, où ils se nourrissaient pendant toute la durée de leur fugue au détriment des récoltes. Pour obvier à cet inconvénient, qui préjudiciait aux chasses comme aux cultures, on avait dès le Moyen Age, créé des emplois de « rachasseurs » ou rechasseurs, qui étaient confiés à des gentilshommes résidant aux environs des forêts royales, et dont les fonctions consistaient à donner la chasse au gibier, ainsi rejeté hors des forêts et à l'y ramener. (1)

(1) Guyot. *Répertoire universel de jurisprudence*. T. 18. p. 201.

Ces emplois avaient été conservés dans quelques capitaineries royales aux XVI^e et XII^e siècle. Il n'en existait plus guère au XVIII^e, et l'Almanach royal n'en mentionne qu'un à Sénart, et un à Fontainebleau sous le règne de Louis XVI.

En 1778, la question des clôtures donna, naissance à un incident au cours duquel M. de Châteauvillard, commissaire des guerres, seigneur de Villiers en Bière, prit en main les intérêts des cultivateurs de cette localité, dans des circonstances qu'il exposait comme il suit, par lettre adressée à M. Leschevin, premier commis de M. Amelot.

Paris, 18 janvier 1779.

« J'ai eu l'honneur de présenter le 11 de ce mois, Monsieur, à M. Amelot, deux mémoires, l'un plus détaillé, l'autre, beaucoup plus court, concernant le treillage de la paroisse de Villiers, de laquelle je suis seigneur. Il m'a écouté avec beaucoup d'attention et de bonté, et m'a fait l'honneur de me dire que vous seriez chargé du détail de cette affaire, et qu'il en parlerait à M. le Comte de Maurepas. Ce treillage était si nécessaire, surtout depuis la construction de celui de Chailly, qui faisait refluer sur les terres de Villiers les bêtes fauves de la forêt de Fontainebleau, qui, s'il n'avait pas eu lieu, les fermiers des habitants n'auraient pu se promettre aucune récolte. . . C'est ce dont ils se sont bien aperçus dans les années 1776 et 1777, malgré la garde qu'ils ont faite et qui leur a coûté fort cher. Cette fâcheuse situation les força de recourir à l'administration. Le Roi de son propre mouvement a eu la bonté de donner au mois de février un bon particulier à M. de Montmorin pour permettre cette clôture, dont le paiement a été ordonné par un arrêt du Conseil du 3 mars suivant. Cependant, Sa Majesté ayant fait, en novembre dernier, une chasse dans laquelle Elle n'eût pas le plaisir de courir pendant un certain temps un sanglier qui s'est trouvé arrêté par le treillage de Villiers, ordonna dans un moment d'humeur à M. de Montmorin de faire détruire le treillage. Je suis bien persuadé que le Roi ne s'est pas rappelé que ce treillage était celui-là même dont il venait de permettre l'établissement, et qui avait été ordonné par un arrêt du Conseil, Je dois avoir l'honneur de vous observer que quelque respectable que soit la volonté du Roi, même en ce qui concerne ses plaisirs, cependant les formes et les lois du royaume ne permettent pas qu'un Arrêt du Conseil soit détruit autrement que par un Arrêt du Conseil, que, dans ce cas, il faudrait que la question fût agitée dans un conseil qui serait tenu en présence de Sa Majesté, et qu'il n'est pas vraisemblable que le Roi veuille revenir contre son propre fait dans une occasion où il exposerait plus de six mille arpents de terre à une dévastation générale, et mettrait les ha-

bitants hors d'état de pourvoir à leur subsistance et de payer les contributions. Je dis, Monsieur, six mille arpents et plus, car il est certain que si le village de Villiers était détruit, celui de Chailly ne pourrait plus guère subsister, ou du moins deviendrait absolument inutile. Je plaide ici la cause des pauvres cultivateurs, cette classe si précieuse à l'Etat, et qui, par son travail et son industrie, mérite la protection la plus immédiate du Souverain.

Je vous prie, Monsieur, de mettre ces réflexions sous les yeux de M. Amelot, dont la bienfaisance et l'équité me sont connues, et qui ne manquera pas de prendre un intérêt particulier à une affaire aussi précieuse à l'humanité. Je vous serai très obligé, Monsieur, si vous voulez employer vos bons offices au succès d'une demande aussi juste, et me faire part de ce qui aura été décidé. » (1)

M. de Montmorin, se référant au propos tenu par le Roi, tenta de faire arracher la clôture, mais elle demeura en place, car la paroisse qui l'avait fait exécuter et l'avait payée au sieur Rabourdin cinq mille cent seize livres dix sept sols, n'eût point à renouveler ses plaintes. (2)

Dans les capitaineries autres que celles de Fontainebleau, les permissions de clore étaient accordées, non aux paroisses, mais aux particuliers, comme nous l'avons déjà constaté en ce qui concerne la Varenne du Louvre.

A St-Germain, les permis de clore étaient donnés l'audience tenante, sur le vu de la demande des intéressés et du plan des constructions projetées. Ces permis étaient confirmés par un arrêt du Conseil. Les formalités à faire pour obtenir l'autorisation de détruire les lapins étaient beaucoup moins compliquées à St-Germain qu'à Fontainebleau. Il suffisait aux intéressés de se présenter à l'audience de la capitainerie, et d'y exposer leurs demandes pour obtenir satisfaction. Le registre d'audience de la capitainerie, de 1787, indique, à la date du 19 novembre, que « le dit jour, ont comparu le syndic et les habitants de Sannois et Argenteuil, lesquels nous auraient, représenté que les lapins se sont tellement multipliés dans leur territoire, que leurs récoltes en sont diminuées sensiblement, et nous auraient supplié de leur permettre d'en faire la destruction, conformément à l'ordonnance du Roi du.....1776. Sur quoi, nous

(1) A. N. O¹ 1036. n^o 40. *Chateauevillard à Leschevin*, 18 Janvier 1779.

(2) A. N. O¹ 1036. n^o 48. *Mémoires des députés* (sans date).

avons permis aux habitants des dits Argenteuil et Sannois, de faire faire la dite destruction et renversement des terriers en se conformant à ladite Ordonnance. »

VI

Si les prescriptions rigoureuses et les contraintes impliquées par le régime des capitaineries étaient pénibles pour les paysans, elles étaient plus vivement ressenties encore par les propriétaires et les seigneurs, nobles et bourgeois, des fiefs voisins de la capitale.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les parlementaires avaient manifesté leurs sentiments à cet égard dès le temps d'Henri IV. La plupart d'entre eux subissaient, dans leurs maisons de campagne de la banlieue de Paris, les inconvénients du voisinage des capitaineries, et tel premier président, voire tel ministre du Roi, suprêmes dispensateurs de la justice, et interprètes des volontés du souverain étaient, en définitive, en tant que propriétaires, à la merci des gardes-chasses, autorisés à surveiller leurs terres. Pomponne qui appartenait au ministre de ce nom, de la famille des Arnauld, dépendait de la capitainerie de Livry; Pontchartrain, également propriété d'un autre ministre de Louis XIV, était compris dans la lieue de couvert de St-Germain, de même que Croissy, fief des Colbert. Pâris de Montmartel obtint de Louis XV la distraction du marquisat de Brunoy de la capitainerie de Corbeil, mais ce fut là faveur exceptionnelle. Quantité d'autre terres, appartenant à des personnages moins célèbres, se trouvaient dans une situation analogue. C'est d'ailleurs au fait que seigneurs et paysans supportaient les mêmes charges, que les réclamations de ces derniers devaient d'être présentées au Roi et aux ministres par les personnes les plus autorisées.

Il est permis de croire que les relations de parenté existant entre les familles des parlementaires intéressés et celles des intendants de la province, n'étaient pas étrangères aux exonérations fiscales accordées par ceux-ci aux fermiers de ceux-là, pour leur permettre de payer leurs termes.

Une brochure anonyme, sans nom du lieu de publication ni date, et qui paraît contemporaine du second ministère de Necker, résuma, au début de la Révolution, les doléances des seigneurs intéressés. (1)

L'auteur débute par des considérations historiques remontant, selon la mode du temps, à l'antiquité la plus reculée, et cherche à démontrer que l'exclusivité du droit de chasse royal n'a aucun fondement dans la tradition.

« S'il est certain, d't-il, que la chasse soit un droit inhérent à la propriété, si chaque propriétaire en a joui jusqu'au XIV^e siècle, sans trouble et sans interruption; si tous les seigneurs, nobles et roturiers, et les simples propriétaires vivant de leurs rentes l'ont conservé jusqu'au commencement du XVII^e siècle; si enfin, comme souverain, le Roi ne peut restreindre ni modifier l'exercice de la chasse que par un motif purement de police, d'ordre et d'intérêt public, il est de toute évidence que, cessant ce motif, chacun a dû continuer l'exercice d'un droit qui tient à sa chose, et l'autorité n'a pas eu plus de droit de l'en priver qu'elle n'aurait eu celui de lui enlever le fief même ».

« Est-ce l'intérêt public qui a fait enlever à deux cents seigneurs et propriétaires de fiefs le droit de tuer un animal qui vit à leurs dépens depuis sa naissance jusqu'à sa mort, et qui dévore leur propre substance, lorsque partout ailleurs les seigneurs jouissent de la plénitude de leurs droits? Ce droit de police générale, a-t-il pu jamais autoriser les princes à enlever à leurs sujets un droit aussi incontestable pour se l'attribuer à eux-mêmes? — N'ont-ils pas toujours reconnu qu'ils étaient dans l'heureuse impuissance d'atteindre au droit de propriété? Et s'ils n'en ont réellement pas le droit, comment autoriser plus longtemps le fléau destructeur des capitaineries? ».

« Autrefois, continue l'auteur, les Rois se contentaient, pour leurs plaisirs, d'une modeste réserve de chasse voisine de leurs maisons de campagne. Mais aujourd'hui, de Nemours, au delà de Fontainebleau, jusqu'à Mantes, c'est-à-dire sur une longueur de trente lieues sur plusieurs de largeur, toutes les terres sont gardées pour le Roi, et « nul propriétaire, nul seigneur, nul gentilhomme ne peut tirer un coup de fusil, et être dans son parc sans une permission expresse. »

Ainsi, les seigneurs sont dans l'alternative d'acheter leur propre chose, ou de la voir passer aux mains de quelque ancien va-

(1) *Mémoires servant de Doléances pour les Seigneurs et propriétaires de terre enclavées dans les capitaineries royales. Passim.*

let, ou d'un nouveau riche qui, à toute heure du jour, pourront venir tirer des coups de fusil jusque sous les fenêtres des légittimes propriétaires de leurs terrains de chasse.

Enfin, dernière sujétion, et vraisemblablement la plus intolérable, les seigneurs ne peuvent se promener seuls dans leurs propres parcs, (sans être troublés par la présence importune et la surveillance d'un garde, que les lois tyranniques de la capitainerie autorisent à y entrer et à s'y promener quand bon lui semble, comme le maître de la maison. »

Le mémoire conclut en sollicitant avec instance Sa Majesté de vouloir bien supprimer *hic et nunc* toutes les capitaineries où Elle ne chasse pas, et de restreindre les autres aux seuls terrains nécessaires à ses plaisirs, en supprimant notamment les « Lieutenances », qui « ne sont depuis un siècle dans les mains des capitaines, qu'un objet honteux de lucre et de commerce, qui se renouvelle à toutes les mutations. »

VII

De tout temps, les rois s'étaient préoccupés de solder les dommages directement causés aux cultures par leurs équipages de chasse.

Au Moyen Age, ces dommages étaient rares, car les rois chassaient principalement dans des forêts closes de murs.

Cependant, on voit Philippe le Bel et Charles IV, son fils, laisser par testament des sommes destinées à ces sortes d'indemnisation. Les comptes de Louis XI notent également des indemnités payées à des villageois, en dédommagement d'animaux de basse-cour étranglés par ses lévriers. Le 10 octobre 1572, Charles IX fait payer une somme de 25 livres à Guillaume de Haulsoy, « pauvre laveur », pour une vache que ses chiens ont mise à mal, et le 14 du même mois, Nicolas Audry reçoit deux cents livres pour une cause analogue. Comme nous l'avons indiqué, il était annuellement payé à ce titre, sous Louis XVI, une somme d'environ six cents livres.

Le Roi, tenait d'ailleurs à ne pas préjudicier aux cultures avec ses équipages; et s'il laissa se prolonger le dommage que leur causait le régime des capitaineries, c'est que, comme tous

ceux qui ne sont pas faits pour supporter les charges et les responsabilités du pouvoir, Louis XVI s'imposait à lui même des obligations qu'il était hors d'état d'imposer aux autres.

D'après d'Yauville, « quoique, selon l'intention du Roi, les particuliers soient bien dédommagés du tort qu'on leur fait en passant dans leurs grains, S. M. néanmoins, ne veut plus chasser dans les buissons qui viennent d'être nommés, (le bois des Alluets et environs), lorsque les blés commencent à devenir grands, ce qui fait que pour l'ordinaire, elle envoie ses équipages à Rambouillet vers le 15 de mai, jusqu'à fin juin, puis, va à Compiègne » (1).

Dans ses Mémoires, le marquis de Valfons raconte que Louis XVI dauphin étant à la chasse avec ses frères, « le cerf se jeta à l'eau. M. le Comte d'Artois criait très vivement de prendre le plus court. Le cocher allait obéir en traversant un champ plein de grains. M. le Dauphin se mettant à la portière ordonna au cocher de prendre le plus long pour sauver le grain, ce qui fâcha beaucoup M. le Comte d'Artois. « Mon frère, dit M. le Dauphin, avez-vous de l'argent pour indemniser le maître du champ de la perte que nous lui causerions? Il ne faut point détruire ce qui coûte si cher à venir (2). »

Mais les dégâts ainsi causés étaient très rares, et ce ne sont pas ceux dont se plaignent les cultivateurs.

Le premier en date, et par lettres patentes du 12 mars 1531, François I^{er} voulut soulager celles des paroisses les plus fréquemment ravagées par le gibier, et il exempta de toutes tailles « les manants de Samois, Avon et lieux circonvoisins ».

Sous Louis XIII, des lettres patentes abonnèrent les habitants de Fontainebleau et d'Avon au paiement forfaitaire d'une somme de deux cents livres tournois, pour toutes tailles et taillons. Ces lettres furent maintenues, et successivement confirmées jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, et notamment en 1634, 1628 1651, les 4 février, 20 mai et 1^{er} juin 1654, le 6 juin 1667 et le 17 avril 1725 (3).

Mais ce n'étaient là que des mesures particulières, et c'est à l'intendant Bertier que revient le mérite d'avoir, par une me-

(1) D'Yauville. *Traité de vénerie*, p. 302.

(2) Marquis de Valfons, *Mémoires*, pp. 366-367.

(3) Domet, *Histoire de la forêt de Fontainebleau*, p. 208.

sure générale, et par des procédés administratifs méthodiques et réguliers, apporté, au moyen de l'exonération fiscale, une équitable compensation aux pertes que subissait l'agriculture dans la généralité de Paris.

C'est ce dont il informait le ministre Amelot, à propos d'une réclamation présentée par les habitants de Bois-le-Roi dont M. de Montmorin prétendait faire diminuer les tailles, en raison de dommages dont ils se plaignaient.

« J'aurai, Monsieur, écrit Bertier en mars 1781, l'honneur de vous observer à cet égard, que je ne puis point faire cette diminution, sans donner une augmentation à d'autres, et il existe dans la généralité de Paris des tarifs qui s'opposent à cet énorme arbitraire. Dans l'Etat actuel, j'ai peu de paroisses qui soient traitées plus favorablement que celle de Bois-le-Roi. Le prix commun du loyer de l'arpent n'est fixé, à l'égard du gibier, qu'à 6d. 4s. Il en résulte un taux de 1s. 3d seulement, qui ne donne à cette paroisse que 330 livres d'impositions principales, ce qui peut être difficilement moindre ». (1)

Nous touchons, ici, à l'une des parties les plus intéressantes de l'histoire financière et fiscale de l'Ancien Régime, c'est-à-dire à l'établissement de la taille tarifée.

Ce système de répartition de l'impôt imaginé par l'abbé de St-Pierre, avait été appliqué pour la première fois en Limousin par l'intendant Tourny, en 1733 (2). Il consistait essentiellement à faire déclarer par les propriétaires, les superficies des terres de toute nature dont ils étaient détenteurs, la quantité de semences nécessaires aux emblavures, le nombre de personnes attachées à chaque exploitation, celui des bestiaux, les prix des baux et fermages et les conditions particulières intervenues dans les arrangements entre propriétaires et fermiers. Ces déclarations étaient vérifiées par le commissaire des tailles, en présence des collecteurs et de trois notables dans chaque paroisse. Le mesurage des terres était fait par des arpenteurs. Tourny avait établi, comme taux fondamental de la taille, celui de deux sols par livre de revenu, et la proportionnalité ainsi obtenue était rendue plus adéquate aux ressources des contribuables, par des exonérations ou des augmentations accordées soit au fermier soit au propriétaire, selon la part plus ou moins grande qui était attribuée à l'un ou à l'autre d'après les baux.

(1) A. N. Ol 1036, n° 65 22 mars 1781. *Lettre de Berthier de Sauvigny à Amelot.*

(2) Michel Lhéritier, *L'intendant Tourny*, T. 1, ch. XIII.

Les inconvénients de la répartition arbitraire de la taille, telle qu'elle résultait du « brevet » que le roi signait chaque année, avaient été mis en évidence dans les premières années de la minorité de Louis XV. Celui-ci, plus tard, avait pu suivre les expériences heureusement exécutées par Tourny en Limousin, et il avait tenté de les généraliser avec les contrôleurs des finances Bertin et de Laverdy. C'est dans ce but, qu'avaient été rendus les arrêts du Conseil d'avril 1763 et juillet 1768. Mais cette réforme avait échoué devant l'opposition systématique des parlements. Bertier, marquis de Sauvigny, fils d'un intendant qui avait administré la généralité de Paris pendant trente ans, eût l'honneur de la faire aboutir dans la première province de France. « Ce fût lui qui, de sa propre initiative, osa entreprendre l'arpentage des terres de la généralité de Paris, leur encadrement et leur division en vingt-quatre classes, selon le chiffre de revenu annuel, travail vainement ordonné et commencé pendant la Régence, sous l'inspiration de l'abbé de St-Pierre. Par les soins de M. Bertier, la taille personnelle perdit en partie son caractère arbitraire ; les contribuables furent appelés à prendre part à la répartition, les rôles furent diminués d'un quart environ et ces utiles réformes furent sanctionnées par les lettres patentes du 1^{er} août 1776... »

« L'instruction mise par lui aux mains du commissaire des tailles et qui est jointe au texte des lettres patentes fait connaître toutes les heureuses innovations de M. Bertier : classification des terres, enquête et déclaration faites par les contribuables eux-mêmes, répartition de l'impôt, division des cotes en taille réelle et en taille personnelle, etc. » (1)

Ces données permettent de se rendre compte de l'importance et de la valeur du soulagement apporté par l'action de l'intendance, et par les actes du gouvernement de Louis XVI aux charges que le régime des capitaineries causait alors aux cultivateurs de la région de Paris (2).

(1) A. de Boustille, *Mémoire des Intendants sur l'Etat des généralités.*

(2) La moins value résultant de la diminution des tailles ainsi réalisée dans l'île de France était estimé en 1788 à 400.000 livres. Doléances des propriétaires enclavés dans les capitaineries.

VIII

Pour se défendre contre les fauves et les lapins, les laboureurs employaient trois moyens.

Le premier, légal et efficace, mais coûteux, était celui des gardes-biches ou messiers, sentinelles placées jour et nuit dans les champs, pour en écarter le gibier, en menant grand bruit avec tambours, clairons et charivari.

Un second procédé, d'un emploi dangereux, mais efficace et des plus fréquents, était la protection du braconnage.

Les mémoires de Labruyerre montrent que les paysans ne se bornaient pas à favoriser les braconniers qui se trouvaient dans le pays. Ils les sollicitaient de venir, et ceux-ci accouraient aussitôt, chassant au traîneau, à la panetière, au halier, aux collets, à la tonnelle. Contre les canards, ils se servaient de pièges placés sous l'eau dans les étangs. (1) Contre les faisans, ils employaient des fumigations stupéfiantes, qu'ils pratiquaient la nuit, sous les branches des arbres où ces oiseaux s'étaient endormis. « Les paysans de Morangis me dirent un jour, qu'il y avait des remises où je n'avais pas encore été, écrit Labruyerre ; qu'il y avait bien du lapin, et que je devrais le détruire, parce qu'il ruinait tous les grains qui étaient proches, mais que je me donnasse garde d'être surpris par Gautier, qui était garde de Morangis, et ils montrèrent ces remises (2). Labruyerre ajoute que les paysans n'étaient pas les seuls à favoriser le braconnage : quantité de seigneurs, privés du droit de chasse par les règlements des capitaineries, achetaient le gibier, soit par eux-mêmes, soit par leurs domestiques.

La capitainerie de Corbeil suffit, dit-il, à elle seule, à ravitailler sept ou huit marchands de peaux de lapins (3).

La situation était la même à Sénart, et il est à présumer qu'il en était ainsi partout.

(1) Labruyerre *Histoire d'un braconnier* p. 37.

(2) *Ibid.* p. 15.

(3) *Ibid.* p. 384.

Enfin, pour empoisonner les lapins, les cultivateurs se servaient d'une plante nommée « scourgeon », qu'ils semaient au voisinage des remises, et qui avait la propriété, toujours d'après Labruyère, de donner aux rongeurs une sorte de ver solitaire, long de douze aunes, dont ils périssaient inmanquablement.

IX

Les remises auxquelles nous venons de faire allusion étaient, elles aussi, pour les cultivateurs, un sujet de mécontentement.

De forme rectangulaire et de dimensions variables, elles étaient plantées en plein champ, après expropriation du terrain: il va sans dire que leur voisinage était redoutable aux cultures.

Les achats de terrains à destination de remises varièrent beaucoup en nombre, suivant les époques.

Les bois dont elles étaient plantées étaient de qualité inférieure: on choisissait des bouleaux et des sycomores de préférence: ces arbres n'étaient pas mis en coupes réglées, car les capitaines de chasses s'opposaient à ce que le bois atteigne une hauteur suffisante pour que le gibier cesse d'être à couvert des oiseaux de proie. Le bois était, d'autre part, dévoré par les chenilles, les lièvres et les lapins, avant d'avoir atteint l'âge de sept à neuf ans, auquel il aurait pu être taillé avec profit. (1)

Les achats de terrains et les plantations de remises ressortissaient aux Bâtiments du Roi.

Sous le règne de Louis XV, le célèbre Gabriel fut chargé de ce service.

Le 18 janvier 1748, on le voit procéder à l'estimation de cinquante six remises à gibier que le Roi a fait planter dans des terrains appartenant à divers propriétaires; l'abbaye de St-Germain des Prés, le Séminaire de St-Sulpice, M. de Pomponne, M. Pileur, M. de Rancy, et situés dans les paroisses de Ville-

(1) A. N. O¹ 1319. *Lettre du conservateur des Bois de Meudon au ministre de la Maison du Roi*, avril 1764.

neuve St-Georges, Brévannes, Sucy-en-Brie, Bonneuil, Créteil, Maisons, Choisy-le-Roi, le tout valant treize mille neuf cent quarante neuf livres, huit deniers (1).

En 1750 et 1751, le Roi fit planter de nombreuses remises, notamment dans la Varenne des Tuileries et la Varenne du Louvre.

En 1753 et 1764, il en fait planter de nouvelles dans celles de Vincennes, « à la demande de Mgr le duc d'Orléans ».

D'après un « Etat général des remises à gibier des capitaineries royales qui sont sous la direction des Bâtiments du Roi à la date du 10 janvier 1761, » on comptait dans les six capitaineries de St-Germain, La Varenne du Louvre, Vincennes et la Varenne des Tuileries, un total de trois cent trente quatre remises, formant une superficie de trois cent soixante dix neuf arpents, soixante huit perches, dix sept pieds, quatre pouces. Ces chiffres permettent de conclure que chaque remise avait une superficie moyenne d'un peu moins d'un demi-hectare (2).

L'intendant protestait parfois contre les plantations de remises, dont s'autorisaient les cultivateurs pour solliciter des exonérations d'impôts. (3)

Un arrêt du Conseil du 14 novembre 1741 avait autorisé la plantation de 30 remises dans la capitainerie d'Halatte, à la demande du Comte de Charolais. Comme, en 1780, il était question d'en planter 44 nouvelles dans les terres de six paroisses voisines, l'intendant Bertier écrivit à Amelot pour lui représenter « que cette augmentation des retraits pour le gibier, ajoutée à celles que Mgr le Comte de Charolais avait fait planter, va causer incontestablement le plus grand tort aux propriétaires. » Et il ajoute que la plus grande quantité de gibier qui en résultera, ne pourra que favoriser davantage le braconnage dont les maux, si funestes, ne se sont que trop multipliés depuis quelques années. (4)

Le sort de la réclamation n'est pas connu.

Au cours de l'année 1793, le directoire du département de Seine-et-Marne eut à statuer sur la pétition suivante, qui lui fut transmise de la part de vingt habitants de la commune de Perthes, par les administrateurs du district de Melun.

(1) A. N. O¹ 1323. *Estimations de terrains et devis.*

(2) Ibid. O¹ 1319 à 1323.

(3) Ibid. O¹ 1034 n^o 7 et suivants.

(4) Fautrat. *La forêt d'Halatte et sa capitainerie.* p. 21.

« Aux citoyens administrateurs du district de Melun.

« Les citoyens de la commune de Perthes exposent que, dans leurs héritage, sont enclavés plusieurs bosquets de bois, connus sous le nom de parquets, ou remises, destinés jadis à loger le gibier que le ci-devant roi entretenait dans leurs plaines, pour ses plaisirs et pour le tourment des propriétaires. »

« Ces parquets sont des portions de leurs héritages qu'on a démembrés, suivant l'usage d'alors, sans daigner prendre leur avis, et en leur accordant une très faible indemnité, qu'ils étaient obligés d'accepter avec l'air de la reconnaissance, s'ils ne voulaient pas être traités comme des sujets désolés. »

« Aujourd'hui, que les parquets ne servent plus qu'à leur rappeler des idées humiliantes, ils demandent s'il ne serait pas possible de faire disparaître ces dernières traces de l'ancien régime, et de rendre à la culture environ 8 arpents de terrain qui en ont été distraits pour satisfaire les caprices d'un homme. Ils conviennent qu'en les dépouillant on a l'air de les indemniser, puisqu'on leur a accordé vingt sols par perche pour les terres qu'on leur enlevait. Mais chaque propriétaire est prêt à rapporter la somme qu'il a reçue; et si elle paraît insuffisante, les réclamants, plus justes qu'on ne l'a été envers eux, offrent de verser dans la caisse du district le prix qu'on exigera pour leur portion respective. La seule chose qu'ils demandent, c'est de rentrer légalement dans des héritages dont ils ont été arbitrairement expulsés, et d'éprouver enfin la protection des lois, qui, pendant beaucoup trop longtemps, ont été muettes pour la défense du faible ». (1)

A côté de ces réclamations, il convient de faire une place aux actes qui témoignent des remboursements dont ont bénéficié d'autres propriétaires, à l'occasion de plantations de remises. Ce sont des actes de ventes rédigés dans la forme ordinaire, et passés par devant notaires.

C'est ainsi que le 16 mars, en l'étude de maître Dutartre, notaire à Paris, Adrien Louis Huet, marchand épicier, et Louise Demonanteuil, sa femme, vendent au Roi représenté par M. Poisson de Vandières, directeur des bâtiments, un terrain d'un arpent soixante trois perches, sis à Aubervilliers, pour la somme de 648 livres 8 sols (2).

(1) Archives de Seine-et-Marne. Série L. n° 33. Lettre des citoyens de Perthes aux citoyens administrateurs du district de Melun. 22 mars 1793.

(2) A. N. O¹ 035 n° 365. Acte de vente. 16 mars 1753.

Le même jour et par le même acte, Pierre Robin et la dame Moreau son épouse, vendent également au Roi une pièce d'un arpent et une perche, neuf pieds, moyennant 380 livres, 12 sols. (1)

Le 21 février 1781, par devant M^e Picquart, notaire, Pierrette Le Bert, veuve de Claude Gressein, marchand de vin, et Marie Jeanne Sageret, femme de Leroux, maçon à Passy, vendent au Roi, représenté par M. de Flahault, une pièce de terre de 53 perches, située à Auteuil, et semée en luzerne au prix de 265 livres. (2)

X

Quant il s'agissait de tracer des routes à travers champs, pour desservir les garennes royales, un expert était désigné pour procéder à l'estimation des terrains. La dépense, ordonnée par le Grand Maître des Eaux et Forêts, était payée aux propriétaires par le receveur général de la généralité de Paris, auquel les intéressés devaient représenter leurs titres de propriété.

La détermination des routes à tracer était faite en Conseil du Roi.

D'après le procès-verbal d'arpentage de la forêt de Fontainebleau, qui fut dressé en 1750, ces opérations avaient été confiées au personnel de la maîtrise, mais, en principe, les travaux étaient exécutés par le service des Bâtiments du Roi.

Les routes de chasse extérieures à la forêt furent créées par arrêts des 23 décembre 1691, 17 juillet 1706, 14 mars 1713, 20 août 1720 et 19 décembre 1724. (3)

Ces routes avaient, en général, douze pieds de largeur.

Sous Louis XVI, un en construisit un grand nombre aux environs de Versailles.

Le 26 juillet 1781, un Arrêt du Conseil ordonnait la construction des routes nouvelles, dans les bois de la Roncerie, de Maincourt, de la Grève, de la Noron, de Chevreuse, de Méri-

(1) A. N. O¹ 1035 n^o 366. *Acte de Vente*, 16 mars 1753.

(2) A. N. O¹ 1035, n^o 388. *Acte de Vente*, 21 février 1788.

(3) Domet. *Histoire de la Forêt de Fontainebleau*, p. 295.

don, des Tartelets, des Gonnards et de Porchefontaine. Étaient compris dans ces travaux, des élargissements de routes existantes et la création de cent sept « étoiles » désignées et nommées par le Roi lui-même.

Le procès-verbal de réception de ces routes est doté du 14 mars 1782, s'élève à 14.550 livres 4 sols, 4 deniers. (1)

Le 17 avril 1783, le Roi ordonne la construction de diverses routes dans les bois de Marcoussis et les coteaux d'Orsay. Les expropriations de terrains s'élevèrent à 4.676 livres, 7 sols, 6 deniers et les travaux à 22.250 livres 9 sols.

Le 26 juillet 1784, Louis XVI ordonne la création de quinze routes de chasse dans le bois de Meudon.

Le 16 mars 1786, il commande quatorze nouvelles routes dans les bois de Marcoussis.

La largeur de ces dernières routes variait de dix à dix-huit pieds; quant à leur longueur, elle ne dépassait pas huit à neuf cents toises dans l'intérieur des forêts. Elles formaient les rayons des étoiles et étaient rarement plus longues.

Un compte établi le 19 janvier 1786, fait ressortir le montant total des routes construites au cours des dernières années à 175.919 livres, 5 sols, 4 deniers, soit 137.522 livres, 2 sols, 4 deniers pour la Maîtrise de Paris; 29.758 livres, 3 sols, 4 deniers pour la Maîtrise de St-Germain en Laye plus les faux frais (2).

On cite un officier des chasses, M. de Landsmath, qui, pour relier sa propriété à la forêt de Fontainebleau, fit faire de sa seule autorité, une route à travers les terres d'un seigneur voisin, M. de Fortoiseau.

Cet exemple d'une expropriation dans l'intérêt d'un simple particulier, qui n'avait aucune espèce de droit de seigneurie à faire valoir à cette occasion, paraît être unique en son genre, et les plaintes des intéressés ne visent pas de faits analogues au sujet des chasses. (3)

(1) A. N. Zie. n° 91 pièces non numérotées.

(2) Ibid.

(3) L'auteur de ce coup de force jouissait d'une réputation de vigueur physique en rapport avec ses procédés arbitraires. Passant un jour à cheval dans un chemin étroit où se trouvait un charretier qui escorter un tombereau rempli de boue liquide, ce dernier refusa de ranger son véhicule pour livrer passage au cavalier. Mais M. de Landsmath se penchant sur ses étriers, enleva à bout de bras l'automédon peu complaisant, le jeta au milieu de son tombereau et s'en fût.

XI

Le 29 janvier 1784, le duc de Gramont adressait au baron de Breteuil la lettre suivante :

« A Milly, le 29 Janvier 1784. (1)

Monsieur,

M. le duc de la Vrillière, Monsieur le Baron à qui je m'adressai au mois de janvier 1775, pour le supplier de donner des ordres pour que les braconniers de la ville de Milly en Gâtinais (lieu que j'habite une partie de l'année) et des paroisses et hameaux qui en dépendent, fussent désarmés, pour éviter des malheurs, et rendre la tranquillité au pays, voulut bien m'accorder un ordre pour le désarmement, dont il chargea le brigadier de la Maréchaussée de la Ferté Aleps. On a joui pendant quelques années du fruit de ce désarmement, mais le braconnage a recommencé de plus belle, et je me vois forcé de vous importuner, pour vous demander de nouveaux ordres pour le brigadier de la Maréchaussée qui réside à Milly même, dans les paroisses de Tousson, de Videlle, les hameaux de Beaumenard voisin de Tousson et lieux circonvoisins de la dépendance de Milly, tous les braconniers et les gens qui n'ont ni droits, ni caractère pour avoir des armes chez eux, s'il était possible aussi que l'ordre de ce brigadier pût porter de faire tuer tous les chiens inutiles qui inondent ce pays-ci faute d'être nourris, vous rendriez un service très important à tous les habitants de Milly et des environs, en mon nom particulier je vous en serais sensiblement obligé. (2) »

« J'ai l'honneur d'être avec le plus parfait attachement, Monsieur le Baron votre très humble et très obéissant serviteur. »

(signé) « *Le Duc de Gramont* » (3)

Le désarmement auquel la lettre précédente fait allusion, était l'une des pratiques usitées à cette époque pour réprimer le braconnage et aussi le brigandage, dont les forêts royales avaient été souvent le théâtre, même au temps de Louis XV. C'était la conséquence des anciennes ordonnances concernant l'interdiction du port d'armes, et qui trouvaient encore, l'occasion de s'appliquer dans les régions soumises au régime des capitaineries.

(1) A. N. O¹ 1036, n^o 109. *Le duc de Gramont au Baron de Breteuil*. 29 janvier 1784.

(2) Tousson, commune à 7 kilomètre au sud de Milly; le bois Minard, ferme à 2 kilomètres au sud ouest de Tousson. Videlle, paraît être une erreur de rédaction du scripteur ou une orthographe tombée en désuétude.

(3) Louis-Antoine Armand, duc de Gramont né en 1746, fils du duc Antoine-Antonin qui avait épousé sa cousine, Victoire de Gramont. Louis-Antoine épousa Catherine de Noailles.

Les désarmements de paroisses consistaient à faire exécuter des perquisitions dans les maisons des individus suspects de braconnage.

Ces opérations étaient exécutées par la maréchaussée et non par les gardes-chasses. Elles étaient délicates, et il eût été dangereux d'en confier l'exécution à un personnel susceptible de créer des incidents regrettables par sa maladresse et par sa brutalité.

La Compagnie de maréchaussée des Chasses et Voyages du Roi comprenait un prévôt général, qui, en 1789 était le chevalier Prioreau, en résidence à Versailles; un lieutenant, également en résidence à Versailles, un sous-lieutenant à Montfort l'Amaury et un autre à Linars.

Les brigades étaient stationnées à Orsay, Chevreuse, Limours, Ste-Geneviève, Ris, Montgeron, la Ferté Alais, Milly, Trappes, St-Hubert, Rambouillet, Montfort l'Amaury, Septeuil, Maule, Villepreux, Néauphle, Triel, l'Isle Adam et Luzarches. Elles se composaient, comme aujourd'hui nos brigades de gendarmerie, de trois ou quatre hommes, commandés par des brigadiers ou maréchaux des logis. La compagnie était à l'effectif de cent vingt deux sous-officiers et cavaliers. (1)

Chargée du maintien de l'ordre public en tout temps dans ses résidences, la compagnie escortait les déplacements périodiques de la Cour, qui entraînait chaque fois à sa suite plusieurs milliers de personnes, et elle faisait dans cette armée de domestiques, employés, commis, fournisseurs et fonctionnaires de tout ordre, l'office d'une véritable prévôté de troupes en campagne.

En 1779, la compagnie avait opéré le désarmement de nombreux villages voisins de la forêt de Rambouillet: les Essarts, Perray, les Bréviaires, Poigny, Gazeran, Vieilles Eglises, Sonchamp, Méré, Montfort, Adainville.

En 1781, d'autres localités avaient été désarmées dans la même région, entre autres Mesmes, la Queue, Grossouvres, Galny,

Mesmes, la Queue, Grossouvres, Galny, Bazoches; en 1783, ce même pays avait été de nouveau visité, une première fois en avril, une seconde fois en juin. (2)

(1) Arch. de Seine-et-Oise, n° 2962. *Etat de la Compagnie de maréchaussée des Chasses et Voyages du Roi.*

(2) Arch. de Seine-et-Oise, n° 2962.

Les ordres de perquisition portaient les noms des individus chez lesquels devaient être opérées les recherches, et au besoin, les confiscations. Ils étaient signés du Roi et du Ministre de sa Maison.

Tel était le genre d'opérations auquel le duc de Gramont faisait allusion dans la lettre citée plus haut.

L'intendant Bertier de Sauvigny, saisi de la demande par le Ministre, lui répondait, le 12 février 1784, en lui faisant observer que le moment était aussi mal choisi que possible pour effectuer de semblables opérations. « Je me permettrai, dit-il, renversant habilement les rôles, de ne vous *proposer* ce désarmement que dans le cas d'une nécessité absolue. Le moment où le Roi fait ressentir à ces malheureux habitants les effets de sa bonté paternelle, n'est pas celui, je crois, qui convient pour procéder à une opération dont le but ne peut que les alarmer et augmenter leurs peines. » (1)

On se trouvait, en effet, arrivé aux plus mauvais jours du terrible hiver de 1783-1784, qui fût une véritable catastrophe pour la plupart des campagnes de France.

Là-dessus, le Ministre n'ayant pas insisté davantage, Bertier attend au 24 mai suivant pour donner une réponse définitive, et il écrit ce qui suit au baron de Breteuil:

Paris, 24 mai 1784.

« Monsieur,

« *J'ai fait vérifier les représentations qui vous ont été faites par M. le Duc de Gramont relativement aux braconniers qui existent dans la ville de Milly et aux environs, et au grand nombre de chiens inutiles dont le pays est infesté.* »

« *Sur le premier objet, j'aurai l'honneur de vous observer, Monsieur, que pendant l'hiver dernier, quelques manouvriers se sont à la vérité adonnés au braconnage, et peut-être aussi par la loi impérieuse du besoin; mais dans ce moment que les cultivateurs ont repris leurs travaux, il paraît que tout est tranquille, au surplus, je ne pense pas que l'on puisse jamais retirer aucun fruit d'un désarmement dans ce canton; ce pays est couvert de bois et rempli de roches, c'est là que ceux qui font le métier de braconnier cachent leurs armes, et on peut assurer qu'il serait très difficile de les découvrir.* »

(1) A.N. O1036. n° 108. *L'Intendant Bertier de Sauvigny au baron de Breteuil. 12 février 1784.*

« Quant aux chiens, il est exact qu'ils pullulent à la suite d'un hiver ou, leurs propriétaires ne pouvant que difficilement pouvoir à leurs propres besoins, étaient hors d'état de les nourrir. Un certain nombre de ces animaux peuvent devenir enragés, et déjà en 1780, le Roi a donné des ordres pour faire tuer les chiens errants. Il y a donc lieu de renouveler cette mesure. »

En juin 1784, Bertier de Sauvigny a reçu la réclamation d'un sieur Féez, habitant de la paroisse de Saulxmarchais, et auquel on a enlevé son fusil au cours d'un désarmement (1). L'intendant a su que cet homme, habitant une maison isolée, avait besoin d'une arme à feu pour sa sécurité. Les renseignements pris sur sa moralité se trouvant être favorables, il convient de lui rendre son fusil et Bertier en signale aussitôt la nécessité au Ministre. (2)

Nous avons eu l'occasion de constater avec quelle sollicitude intelligente et avertie, cet excellent serviteur du roi et du bien public veillait aux intérêts des cultivateurs.

Aussi, grâce à ses efforts, et malgré le régime des capitaineries, les environs de la capitale, en 1789, ne font pas contraste avec les autres régions de la France.

Visitant le royaume en même temps que son compatriote Young, le docteur Rigby écrivait alors : « nous avons voyagé pendant cinq ou six cent milles en France, et nous avons vu à peine un arpent inculte, si ce n'est dans les forêts de Chantilly et de Fontainebleau. » (3)

Le mauvais état des cultures voisines de ces forêts, les villages à l'abandon et le tableau de désolation dont le marquis d'Argenson s'était fait l'auteur sous le règne précédent, n'ont pas attiré son attention. (4)

(1) Saulxmarchais; paroisse de la Capitainerie de St-Germain-en-Laye.

(2) A. N. O¹ 1047. n^o 122. *L'intendant Bertier de Sauvigny au baron de Breteuil*. 12 juin 1784.

(3) Ardascheff. *Les Intendants de Province*, p. 92.

(4) Il faudrait retracer la longue carrière administrative de l'intendant Bertier de Sauvigny pour mettre en valeur les services éminents que cet administrateur de la première province de France rendit à l'agriculture. Successeur de son père, qui avait occupé le même poste pendant trente ans, Louis Bénigne Bertier, investi de la confiance du Roi surintendant de la Maison de la Reine, fut le véritable créateur des Sociétés d'agriculture et Comices agricoles qui existent encore aujourd'hui sous une forme très semblable à celle qu'il leur avait donnée. Il employa la meilleure part de son activité à la défense des intérêts des cultivateurs de la région de Paris et il s'occupait avec son dévouement habituel du ravitaillement de la population, quand au cours de l'été de 1789, il fut arrêté en même temps que son beau-père Foulon de Doué, est assassiné dans des conditions dramatiques par des sicaires de la faction du duc d'Orléans.

CHAPITRE IX

LA FIN DU RÉGIME DES CAPITAINERIES

I. Les Capitaineries et les Cahiers des Paroisses en 1789. — II. Les pamphlets et l'opinion. — III. Les braconniers et le brigandage. — IV. Les vœux des Assemblées. — V. Les Capitaineries sont supprimées par décret de l'Assemblée Constituante. Attitude du duc d'Orléans dans cette circonstance. — VI. Emeutes et désordres dans les capitaineries. — VII. Rapport de Barère sur les Chasses du Roi. — VIII. Décret sur les Chasses. — IX. La fin des locations de cantons de chasse. — X. La Révolution à Fontainebleau. — XI. Un incident de chasse se produit à Dannemarie-les-Lys. — XII. Suppression de la Vénérerie par Louis XVI.

De tous les Etats Généraux qui furent assemblés depuis le règne de François I^{er}, sous lequel le régime des capitaineries prit naissance, jusqu'en 1789, seuls, les derniers en date eurent à s'occuper des chasses royales.

Les quatre réunions antérieurement provoquées en 1560, 1576, 1586 et 1614, s'étaient produites, en effet, au milieu de circonstances troublées, de nature à favoriser le braconnage de telle façon, que la multiplication du gibier, devenue impossible, ne pouvait nuire à l'agriculture.

Il en était tout autrement à la fin du xviii^e siècle, aussi, de nombreuses paroisses de l'Ile de France rédigèrent-elles dans leurs cahiers, des vœux tendant, soit à la suppression, soit à la modification du régime des capitaineries.

I

Ces vœux présentent un double caractère. D'une part, on les retrouve indistinctement dans les cahiers des trois ordres, et ceci est naturel, puisque les prohibitions en vigueur dans les capitaineries s'appliquaient à tous.

Mais, d'autre part, et ceci est moins explicable, quantité de paroisses, même parmi celles qui sont complètement enclavées, restent absolument muettes sur la question des chasses royales.

Parmi les plaignantes, il en est qui se bornent à des généralités, et demandent la suppression pure et simple des capitaineries, comme s'il s'agissait d'une réforme au sujet de laquelle tous les intéressés sont d'accord, et qui ne saurait soulever aucune divergence d'opinion.

« *L'idée de capitainerie, déclare le rédacteur du cahier de la paroisse de Vannes, pour quiconque possède et cultive des champs qui y sont enclavés, est si révoltante, et les vexations de toute espèce que commettent les gardes au profit desquels tourne cette immensité de gibier, sont si énormes, qu'elles ne permettent pas d'entrer dans des détails que, pour ainsi dire, tout le monde connaît, mais que personne ne peut rendre de sang froid.* »

Montfort l'Amaury, chef lieu d'un des bailliages les plus considérables des environs de Paris, présente un *Cahier des Trois Ordres Réunis* qui synthétise l'ensemble des principales réclamations. On souhaite « que les capitaineries, formant une juridiction étrangère aux lois du royaume, étant une violation manifeste du droit sacré de propriété, et plusieurs personnes usant de ces droits usurpés d'une manière oppressive et cruelle, les Etats-Généraux en décident au plus tôt l'entière destruction; que le nombre des bêtes fauves dans les forêts du Roi et autres soient diminuées; que les lapins soient détruits dans toute la France... que le Code des Chasses soit réformé. »

« L'Assemblée locale ou demeurant, tient à affirmer son loyalisme vis-à-vis de la personne du monarque, et exprime le désir que, la Bastille renversée, un monument soit élevé sur ses ruines « à la liberté publique et à la gloire de Louis XVI » (1)

(1) Mavidal et Laurent. *Arch. Parlementaire*, T.IV. p.41. §3. 4. 5. 6. et suivantes. *Cahier de Montfort l'Amaury*.

Dans le cahier de la paroisse de Charonne, figure une délibération des habitants, spéciale aux capitaineries, dans laquelle perçoit l'influence du futur Philippe Egalité, déjà en mal d'opposition dynastique.

D'après ce curieux document, les déclarants « ont lu avec attendrissement, l'article 15 des instructions données par S. A. S. Monseigneur le duc d'Orléans à ses fondés de pouvoir, de consentir et même de demander en son nom la suppression des capitaineries. Ils ont ensuite ajouté qu'une pareille déclaration, faite par un prince ami du peuple, qui s'est toujours fait un devoir de mépriser les abus, et de prévenir les malheurs de l'humanité dans les temps de calamité méritait de la part de tous les propriétaires dans l'enclave des capitaineries royales, et notamment dans celles de Vincennes et Bondy, la plus vive reconnaissance, et qu'ils désiraient en consigner le témoignage perpétuel dans un acte public; que l'établissement des capitaineries étant un attentat formel à la propriété des citoyens, la commune de Charonne suppliait Son Altesse Sérénissime d'interposer ses bons offices, pour que celle de Vincennes, dont il fait un sacrifice si généreux, soit très incessamment supprimée. » (1)

On sait généralement que la fortune du duc d'Orléans approchait à cette époque du chiffre de cent quarante millions, en y comprenant les « espérances » qu'il devait réaliser à la mort de son beau-père, le duc de Penthièvre. (2). Par suite, le « sacrifice » envisagé ne présentait rien de particulièrement héroïque, et le duc devait en tirer, dans l'étendue des capitaineries réunies de Vincennes et de Livry, où ils ne chassait jamais, l'avantage précieux d'une excellente réclame électorale.

Les « citoyens nobles de Paris » veulent que les capitaineries soient supprimées, comme attentatoires à la propriété et nuisibles à l'agriculture. La noblesse des 1^{er}, 7^e, 8^e, 9^e, et 14^e départements de Paris est du même avis ainsi que le Tiers-Etat de la ville, qui estime à quatre cents lieues carrées l'étendue de pays soumise aux lois des chasses royales. (3)

Le Perray, près Rambouillet, veut la fin d'un état de choses, grâce auquel les paysans « sont condamnés de porter plus de respect à un lièvre, et en général à tout le gibier, quadrupède ou volatile, qu'au seigneur ou au curé de la paroisse. »

(1) Chassin. *Les élections et cahiers de Paris aux Etats Généraux de 1789*. T. IV. p. 250. Mavidal et Laurent. *Arch. Parlementaires*. T. IV. p. 410.

(2) Gazeau de Vautibault. *Les d'Orléans au tribunal de l'Histoire*. T. 3. p. 255 et suivantes.

(3) Chassin. *Les élections*. T. II. pp. 259-266-271-274-283 (noblesse) et 415-524-432-444-453-474. Tiers-Etat.

Versailles (1), Meudon (2), Auteuil (3), Villiers-la-Garenne et Neuilly (4), Issy (5), Chatillon (5), Bagneux (6), Charenton (7), Fontenay (8), Vitry (9), Nogent-sur-Marne (10), Villejuif (11), et quantité d'autres paroisses demandent la suppression pure et simple des capitaineries.

Riom-ès-Montagnes, dont l'intervention dans les affaires de la généralité de Paris paraît au moins imprévue, « instruite des maux que produisent les capitaineries dans les campagnes qui environnent la capitale », recommande à ses représentant « d'en solliciter la suppression, ou ayant grande attention d'aller au devant de toutes les dispositions qui pourraient assurer à S. M. la jouissance de la chasse, sans nuire aussi essentiellement aux propriétés. » (12)

De nombreuses paroisses ont ce même souci de ne point gêner les chasses de Louis XVI.

Les habitants de Garches, « situés bien près de St-Cloud, et à moins de deux lieues de Versailles, s'abstiennent, par respect et par amour pour le Roi, ainsi que pour son auguste compagnie, de demander la suppression de la capitainerie dans laquelle cette paroisse se trouve, étant aussi juste que convenable que le souverain puisse prendre au moins dans les environs de sa résidence, le plaisir de la chasse dont tout seigneur a bien le droit de jouir sur ses terres. « Ils se bornent à demander la diminution de l'énorme quantité de gibier, et des pigeons, la destruction entière des lapins. » (13)

Les habitants d'Asnières, voisins de Garches, ont les mêmes sentiments loyalistes et modérés. « Ils voudraient pouvoir supprimer toutes les plaintes que la nécessité les oblige à cette occasion, pour ne pas peiner le cœur d'un Roi qu'ils aiment et respectent à juste titre. Mais, ils ne peuvent se dispenser d'observer que la prodigieuse quantité de gibier qu'il y a dévasté tellement leurs productions, que souvent dans un vaste canton, on ne peut faire récolte. » (14)

Les paysans veulent bien que le Roi puisse chasser à son aise, mais ils n'entendent point que les parasites en usent de même.

(1) Chassin. *Les élections* (2). T. IV. p. 159. (3) p. 173. (4 et 5) p. 257. (6) p. 258. (7) p. 267. (8 à 11) 270

(12) Arch. Parlementaires. T. VI. p. 401.

(13) Ibid. T. IV p. 572.

(14) Ibid T. IV p. 318. Asnières, § 13.

« Les gens de Carrières St-Denis estiment « qu'ils donnent assez de travail et assez de soucis à leur bon Roi pour contribuer un peu à ses délassements et à ses plaisirs, mais ils croient que lui seul dans le royaume doit avoir des capitaineries », et ils s'en remettent à lui pour en changer le régime « dont il ignore sûrement les abus ». (1)

Les Alleux-le-Roi demandent que la capitainerie de St-Germain soit réduite à ses premières limites, car le surplus est occupé « par des particuliers, qui n'ont ni fief, ni terrain ». Antony souhaite la disparition des capitaineries, réserve faite des garennes voisines des maisons royales (2).

Mêmes égards au sujet des princes. Sartrouville se plaint des dommages causés par les gardes, mais ils ont agi, dit-on, « à l'insu, et sans doute contre le gré de Monseigneur Comte d'Artois, prince si connu pour son humanité, et qui a donné des marques si éclatantes de sa bienfaisance dans les paroisses de ses plaisirs. » (3)

Parlant des vexations du régime le rédacteur du cahier d'Econen écrit: « Gardons-nous, chers concitoyens, gardons-nous d'attribuer rien de tout cela à Mgr le prince de Condé personnellement, parce que S. A. n'est constamment pas informée des dégâts et de toutes les tyrannies que l'on se permet impunément... » (4)

Et, après une longue liste de griefs, Ablon conclut: « Enfin le cœur de chaque Français est tout entier pour son Roi et les princes qui sont naturellement faits pour briller.... on voit même toujours avec un nouveau plaisir le riche appareil et l'ostentation du trône. » (5)

Tout au contraire, cependant, le comte de Provence se trouve pris à partie par la paroisse de Mandres, voisine de Brunoy, dans sa capitainerie de Sénart. Mais aussi... « Monsieur en a fait sa grande réserve de chasse, cette plaine ne peut porter aucun grain, les laboureurs peuvent à peine retrouver leur semence... les remises s'y trouvent à cinquante toises les unes des autres... les gardes traversent les terres sept ou huit fois par jour... de même les inspecteurs et les gardes à cheval...

(1) Arch. Parl. T. IV p. 391. *Carrières St-Denis*, § 4.

(2) Ibid. T. IV p. 291. art. 3. p. 293 art. 3.

(3) Ibid. T. V. p. 111.

(4) Ibid. T. IV. p. 595.

(5) Ibid. T. IV. p. 288.

on y apporte des lièvres en supplément de ceux qui y prennent gîte et les pièces de blé en sont couvertes. » (1)

A Ormoy, près de Lieursaint, dans la même capitainerie, on ne compte qu'un seul habitant.

Ce solitaire a rédigé son cahier, et il déclare que « la capitainerie de Sénart, qui a été créée pour Monsieur il y a une douzaine d'années, cause un retard considérable à tous propriétaires et cultivateurs par défaut de récolte qui en résulte, car cette plaine, autrefois abondante, diminue journellement depuis l'érection de la capitainerie. Le seul habitant d'Ormoy, qui en souffre plus que tout autre, a lieu d'espérer que le roi et les princes du sang royal qui n'ont encore chassé que six ou sept fois depuis douze ans, voudront bien supprimer cette capitainerie, et rendre aux propriétaires et aux cultivateurs la liberté de jouir de leurs terrains. » (2)

Par contre certains grands seigneurs bienfaisants voient s'affirmer leur popularité. La paroisse de Pontchartrain se plaint du gibier, mais elle avoue que c'est plutôt pour se conformer au désir de toute la nation que pour sa propre cause. « Nous sommes vassaux d'un seigneur et d'une dame, M. le duc et Madame la duchesse de Brissac, disent les rédacteurs du cahier, dont les bontés et la justice ne souffriront jamais que nous ayons de fortes plaintes à leur adresser. » (3)

A Brie-Comte-Robert, les habitants se louent « de l'exemple de bienfaisance que leur a donné le prince auguste et vertueux, seigneur de la ville, qui a daigné étendre sa bienfaisance sur les infortunés de la ville et des environs. »

C'est du duc de Penthièvre qu'il s'agit ici. Cependant, le rédacteur du cahier estime les dégâts causés par le gibier à 140.000 livres (4).

Quand il s'agit des gardes et des locataires de cantons de chasse, la note change.

Ignny-les-Paris demande la suppression des capitaineries « dans lesquelles il s'exerce des vexations affreuses, non seulement de la part des gardes, mais même des personnes qui achètent des charges dans les capitaineries, lesquelles laissent multi-

(1) Arch. Parlementaires. T. IV. p. 671.

(2) Chassin. *Les élections*. T. IV. p. 99.

(3) Arch. Parlementaires. T. IV. p. 785.

(4) Arch. Parlementaires. T. IV. p. 376.

plier le gibier, tant pour le plaisir de la chasse que pour en vendre. » (1)

« Il y a des gardes, observe-t-on à Gournay-sur-Marne, qui se font à part. trois et quatre mille livres par an, qui achètent journellement des terres et deviennent des hommes riches par le gibier. » (2)

A Pontault, mêmes observations dans des termes presque identiques. « Il est de notoriété que la chasse, par une suite d'abus et par l'abandon où on a laissé les cultivateurs, *est devenue un objet de spéculation*. Les gardes, à l'exemple de leurs maîtres, s'enrichissent, et il en est qui se font à part trois à quatre mille livres par an. » (3)

A St-Germain-le-Vieux-Corbeil, où le Roi et les princes ne chassent jamais, « les gardes y entretiennent toujours la même quantité de gibier et en élèvent encore particulièrement dans une vingtaine de remises. » (4)

A Carrières, on prétend que des gardes ont dressé procès-verbal à une troupe de braconniers « dont le chef n'avait pas sept ans.... »

A St-Denis, on les accuse d'avoir fait arrêter et condamner des cultivateurs pour avoir ramassé sur les chemins une pièce de gibier morte, et même d'avoir fait feu sur un soldat. (5)

A Fosses, près de Senlis l'accusation se précise on cite des noms: celui du garde Delion, qui aurait assassiné une vieille femme en train de ramasser des fraises, et celui du garde Dosmy, qui aurait également tué à coups de fusil un jeune homme qui cherchait du bois mort (6).

A Courberon, l'on met en cause l'irrégion des gardes, qui néanmoins sont crus sur serment; à Châtres en Brie et aux Trous, on demande qu'aucun garde ne puisse être cru sur sa simple déclaration, et l'on veut qu'il soit tenu la faire certifier par deux témoins (7).

Les gardes sont détestés pour leur grossièreté, et Clamart sollicite la destruction des cerfs daims, chevreuils, qui durant

(1) Arch. Parlementaires. T. IV p. 585.

(2) Ibid. T. IV. p. 572.

(3) Ibid. T. IV. p. 37.

(4) Ibid. T. V. p. 75.

(5) Ibid. T. IV. p. 391.

(6) Chassin. Les Elections. T. 4, p. 98

(7) Arch. Parlementaires. T. 4 p. 570.

l'hiver brisent les arbres et viennent braver les habitants « avec autant d'insolence que leurs gardes, jusqu'aux portes de leurs maisons et presque dans leurs foyers » (1).

A Ablon, à Périgny, dans la capitainerie de Monsieur, et dans nombre d'autres paroisses, on se plaint de voir les gardes et les inspecteurs passer et repasser à travers les cultures, sans y avoir égard. Et c'est là un grief que les laboureurs pardonnent malaisément.

Les gens de Sannois ayant voulu réclamer l'exécution des édits de Sa Majesté, ont été repoussés. « ou bien, on les amusait en faisant sortir des terriers les lapins, en les casant à l'abri, et en les faisant ensuite reparaitre après une visite simulée (2). »

A tous ces maux, certaines paroisses offrent des remèdes. Combaux, Pontault, Clamart, Torcy, rappellent les vieilles ordonnances de 1304 et de 1355, et en demandent l'application (3).

St-Remy-les-Chevreuse et plusieurs autres voudraient que tout le gibier soit enfermé dans des parcs, murés à hauteur convenable ; Villiers-le-Sec estime que le droit de chasse dépend uniquement du droit de propriété : « si les blés nous appartiennent, dit-on, les animaux qu'ils nourrissent sont aussi à nous. » (4)

A Villiers-le-Bel, on est du même avis ; à Plaisir, on demande que les édits protecteurs de l'agriculture comme celui de 1776, soient débarrassés des formalités qui en entravent l'application.

Moutarlot, petite paroisse située près de Moret, et sur le « finage » de la capitainerie de Fontainebleau, déclare que « l'agriculture que le gouvernement encourage partout, éprouve sur son territoire les plus dures entraves. Le lièvre broute l'herbe de la pousse du blé ; la perdrix en pique le cœur et souvent même l'arrache et le fait mourir. Ce qui échappe à la voracité de ces deux fléaux, s'il parvient à maturité, se trouve éparpillé et dispersé par une légion de canards qui tombe dessus. « La paroisse éprouve de ce chef une perte de trois mille livres.

(1) Chassin. *Les Elections*, T. 4. p. 273.

(2) Arch. Parlementaires. T. V. p. 105.

(3) Ibid. *Combaux*, T. 4. p. 454. *Pontault*, T. 4. p. 37. *Clamart*, T. 4. p. 438. *Torcy*, T. V. p. 331.

(4) Ibid. T. 5. p. 214. *St-Rémy-les-Chevreuse*, T. 5. p. 110.

Les gardes-chasses circulent perpétuellement, soit à pied, soit à cheval, dans les cultures; sous prétexte de chercher des lacs et des collets, « ils renversent une partie de la récolte, ce qui est absolument contre les ordonnances, qui, dans ce temps-là, interdisent, même aux seigneurs, l'exercice de la chasse.

Et ceci est rigoureusement exact : six ordonnances royales interdisent de chasser dans les cultures, depuis le premier jour de mars, jusqu'à la récolte à peine de tous dommages-intérêts.

La paroisse de Montarlot se récrie contre ces abus d'autant plus « qu'on les opère sous le spécieux prétexte que Monseigneur, Comte d'Artois, s'est choisi ce canton pour se former une réserve. » « Sous Louis XIV, outre le frère du Roi, il se trouvait plusieurs enfants de France, et on n'a jamais accordé de réserve. » « Et d'ailleurs, Monseigneur le Comte d'Artois est venu chasser dans la paroisse six fois en quinze ans. »

En réalité, cette soi-disant « réserve » est un prétexte imaginé par les officiers de la capitainerie pour usurper en remises à gibier. Avant l'établissement de la réserve, on ne comptait que deux de ces remises. Actuellement, il y en a dix.

Deux ont un arpent de superficie, les autres un demi-arpent. De plus, on s'est emparé des terrains des particuliers sans les payer. On y a planté des bois, dont les gardes se réservent la coupe, et qui, en attendant, servent d'asile aux lapins.

« Pour comble d'horreur, on a formé de petits buissons que les gardes appellent cages ou cagerons, et que l'on nomme hallier. On en compte une centaine à Montarlot. Chaque « cageron » a dix pieds de long, et l'ensemble de ces petites remises forme une étendue totale de plus de deux arpents.

M. le duc du Châtelet, voisin de Montarlot par sa terre de Varennes, paye aux particuliers trente sols par cageron. « Pourquoi MM. les officiers de la capitainerie n'imitent-ils pas la conduite équitable de ce seigneur ? disent les campagnards (1).

(1) Arch. Parlementaires. T. III. p. 750.

II

Les plaintes formulées dans les cahiers des paroisses sont basées sur un ensemble de faits, dont l'authenticité est garantie, à la fois au moyen de la correspondance administrative de l'intendant Bertier de Sauvigny, et par le loyalisme évident et général des populations rurales à l'égard de Louis XVI.

La situation de celles-ci ne pouvait manquer d'être exploitée dans les villes par les pamphétaires et les agitateurs, qui avaient tout intérêt, quoiqu'il advint, à exciter les passions politiques pour en tirer avantage.

Dans le flot de publications de tout genre dont les prodromes de la Révolution furent l'occasion, les capitaineries eurent leur contingent de brochures, et l'on en compta de plusieurs espèces d'allure; les unes en forme de mémoires, les autres en forme de dialogues, celle-ci, d'allure lugubre, comme l'Essai sur les capitaineries cité par Taine, où l'auteur prend pour épigraphe :

*Quis talia fando
Temperet a lacrymis,*

celles-là, écrites sur le monde sarcastique, telles les *Délibérations et remontrances arrêtées par les Notables hôtes des bois, bipèdes, quadrupèdes et volailles adressées aux Etats-Généraux*.

« Ce serait, écrivait l'auteur de ce dernier factum, renverser toutes lois divines, naturelles, humaines et féodales, que d'attenter à l'antique et sacrée prérogative de la gent agreste ou fauve, en abolissant les capitaineries et cantons de réserve; parce que, selon les Saintes Ecritures, et les archives de l'esprit humain, les volatiles, reptiles, bipèdes et quadrupèdes sont plus anciens que l'Homme dans le monde, que Dieu ne créa l'homme qu'après les animaux, qu'ils étaient possesseurs de la terre et de ses productions avant que l'homme existât, et que, par conséquent, toutes les productions de la terre ont été créées pour la gent volatile ou reptile comme pour l'homme... »

« Eh! quoi, les seigneurs en seraient donc réduits à végéter à la campagne, en s'occupant de leurs terres, de leurs fermiers, des pauvres, de tous leurs devoirs sociaux?

Voilà en effet quelle serait la triste existence des princes et seigneurs, s'ils renonçaient au privilège exclusif des chasses et des capitaineries. Combien plus douces, plus magnifiques, plus humaines sont leurs réjouissances d'aujourd'hui. Je me les représente dans ces vastes parcs, dans ces plaines immenses, l'unique espoir du laboureur et des villes, précédés de trois à quatre mille chiens, escortés d'autant d'hommes et de chevaux, détruisant dans un instant les fruits des travaux d'une année de plusieurs familles, pour voir courir devant eux un lièvre effrayé ou voltiger la perdrix au pied léger et rouge... (1) »

Le *Dialogue sur les Capitaineries* par l'« Auteur de l'Impôt volontaire », est un curieux spécimen de comédie à thèse, où plusieurs personnages, un vieillard, et son fils « qui a servi dans les troupes du roi », un curé, le régisseur de la terre du seigneur, et un procureur fiscal, discutent sur les maux produits par le régime des capitaineries, aux environs de St-Germain. Le régisseur demande au procureur fiscal à combien il estime le produit de la vente du gibier pour deux inspecteurs (2).

« Le Procureur fiscal. — A 12000 livres pour chacun au moins. Vous conviendrez bien que les gardes et autres préposés à la conservation de la chasse en retirent autant, ce qui fait 48000 livres. »

« On ne disconvient pas encore que dans le courant d'une année, on ne tue soit en chasse, soit pour les tables des seigneurs et principaux officiers, au moins :

20 mille lapins,

15 mille lièvres,

20 mille perdrix,

55 mille pièces.

« Je ne parle pas des faisans, des cailles, alouettes et autres petites bêtes à plumes.

« Je dois, à présent, évaluer les 48 mille livres de bénéfices indépendants :

« Je suppose qu'on se les procure avec 20000 lapins que l'on vend 20

(1) Rappelons que lorsque les équipages du Roi et des princes étaient réunis ou atteignait au maximum neuf cents chiens, et l'on ne pouvait songer à chasser avec des meutes pareilles au XVIII^e siècle dans la banlieue de Paris.

(2) *Délibérations et remontrances arrêtées par les notables hôtes des bois*, p. 14.

(3) Il y a lieu d'observer ici que d'après l'Almanach royal de 1788, il existait non pas deux mais bien onze inspecteurs dans la capitainerie de St-Germain-en-Laye. On peut juger par là de la valeur de la documentation dont s'est servi l'auteur.

sols pièce, 10.000 levrauts, que l'on vend 40 sols pièce, et 12.000 perdrix, que l'on vend 15 sols pièce. Ceci ajouté au premier nombre produit donc :

40 mille lapins,
25 mille levrauts,
32 mille perdreaux.

97 mille pièces.

qu'il faut élever et nourrir avec nos productions.

« Mais ce n'est pas là tout. On se garde bien de détruire l'espèce, on a grand soin au contraire, d'en conserver pour la régénération, aussi, il doit toujours subsister dans ces plaines, au moins :

10 mille lapins ou hases,
10 mille lièvres ou hases,
10 mille perdrix.

30 mille pièces.

ce qui fait, avec les 97 mille ci-dessus, 127 mille pièces. »

« Voyons maintenant combien la nourriture de cette formidable armée coûte aux cultivateurs. »

« 50000 lapins consomment au moins la valeur de 2 sous par jour, car il est reconnu qu'on pourrait nourrir une vache avec ce qu'il faut à 3 hases et leurs petits. Mais pour ne pas commettre d'erreur, je supposerai qu'on n'en nourrit que 10000 pendant un an, et 40000 pendant 4 mois seulement, d'où il résulte que :

les 10000 coûtent	360.000. l.
et les 40000 pour 4 mois, ci	480.000. l.
Pour les lièvres et hases, je ferai la même distinction et je dis que les 10.000 pendant une année coûtent aussi	360.000. l.
et les 250.000 levrauts qu'on nourrit pendant 6 mois	450.000. l.
A l'égard des perdrix, je ne leur allouerai qu'un sou par jour ce qui fait, pour 10000 pendant 1 an	180000. l.
Et pour les 32000 pendant 4 mois	1.920000. l.

TOTAL: 3.750.000. l.

Le Curé. Savez-vous bien que vous m'effrayez avec votre calcul, comment! il serait possible que dans une superficie de 20 lieues, le gibier enlevât à l'agriculture trois millions sept cent cinquante mille livres,

Cependant, je sens que vos conclusions ne sont pas forcées, car vous ne parlez pas des dégâts que chaque pièce de gibier fait dans le terrain où il est. ».

Le curé ne s'aperçoit pas que le procureur fiscal a ajouté un zéro de trop à la consommation accordée aux trente deux mille perdrix (1).

De même, il réduit à vingt lieues de superficie la capitainerie de St-Germain qui est neuf fois plus étendue, sans compter la lieue de couvert.

A ce compte, la capitainerie occasionne à l'agriculture une perte plus élevée de sept cent cinquante mille livres, que celle qui était alors estimée par l'assemblée provinciale de l'Île de France pour toute l'étendue de la généralité (2).

Mais, à cette époque, le gouvernement royal avait annoncé la prochaine convocation des Etats-Généraux, et l'on faisait déjà de l'arithmétique de période électorale.

Les officiers de la capitainerie de St-Germain pris à partie ne ripostèrent pas, semble-t-il, aux accusations dont ils étaient l'objet.

Il n'en fût pas de même à la capitainerie d'Halatte, où le procureur du Roi, nommé Crestel, répondit point par point à une violente diatribe anonyme intitulé : « *Vœu patriotique pour suppression des capitaineries.* »

Le procureur Crestel commençait par flétrir l'anonymat de l'auteur du pamphlet, et il le mettait en demeure de nommer ceux des cultivateurs qui, prétendait-il, avaient été ruinés par la capitainerie. Si le pamphlétaire pouvait en citer un seul, le procureur se chargeait d'en citer mille que le régime des chasses avait enrichis.

On déclarait que les récoltes étaient devenues « la proie de l'intempérie des saisons » parce que la loi interdisait de les engranger avant le temps? Mais lui, procureur, se chargeait de démontrer que, bien loin d'avoir été rebutés, on était allé devant des désirs des laboureurs à cet égard.

« *Qu'il dise, continuait le magistrat, si abusant de l'inflexibilité de la loi, on a jamais confondu l'imprudence avec l'intention réfléchie, ou la*

(1) *Dialogue sur les capitaineries par l'auteur de l'Impôt volontaire.* p.p. 43-46.

(2) Voir plus haut l'affaire du marquis de Grouchy.

faiblesse avec le crime, et je lui prouverai qu'on observe avec autant d'attention que dans les autres tribunaux, les nuances qui différencient les actions des hommes, et les passions qui constituent leur moralité. »

« Qu'il nomme les épouses infortunées dont les pleurs n'ont pu briser les chaînes de leurs époux, les enfants qui ont redemandé leurs pères sans pouvoir les arracher des mains avarés d'un Tribunal oppresseur, et je lui ferai voir que jamais le spectacle de la misère ne s'est présenté à ses yeux, que jamais les cris de la douleur n'ont frappé ses oreilles, sans émouvoir son cœur. Je ferai voir aux hommes sensibles, aux esprits crédules, que cette peinture effrayante aurait pu alarmer, qu'elle est l'ouvrage d'une imagination perverse et d'une âme atroce. »

« Qu'il nomme ces pasteurs généreux, dont la charité touchante n'a pu se faire entendre parce que l'or ne brillait pas dans leurs mains, et je lui ferai voir encore que le crédit de ces hommes célestes est toujours le plus puissant de ceux que l'on invoque, et que les grâces qu'elles obtiennent sont l'effet du respect qu'inspire leur vertu et non le prix de leur offrande. »

« Qu'il cite un seul de ces jugements iniques, où la cupidité tenant la balance, inflige quatre amendes pour un seul délit, et je lui prouverai qu'elles sont toujours au-dessous de la somme que la loi détermine, et que les ordonnances, dont on exagère la sévérité, sont plutôt une arme dont on intimide le coupable, que l'instrument de son supplice. »

« Qu'il nomme ce code inhumain, où un simple fait de chasse ne peut être expié que par la peine des galères, et qu'il dise si, à la honte de l'humanité, la capitainerie d'Halatte en a jamais souillé ses sentences. »

« Qu'il cite ses flétrissures qui, par la faute d'un seul moment, impriment une tache éternelle sur la vie des citoyens, et je lui ferai voir que si cette capitainerie a éprouvé anciennement la dure nécessité de prononcer une condamnation aussi sévère, l'action qu'elle était contrainte de punir tenait plus du crime que du délit, et que le tribunal l'a confirmée. » (1)

Le procureur aurait sans doute été bien embarrassé s'il avait été mis en demeure de citer mille paysans enrichis par le régime des capitaineries, et il est au moins douteux que les officiers des chasses d'Halatte compromissent le sort des œufs de perdrix, en autorisant continuellement les cultivateurs à faucher avant la St-Jean, date fixée par l'ordonnance. Mais il était dans son droit en défendant ses collègues contre les accus-

(1) Observations sur un imprimé ayant pour titre: « Vœu patriotique pour la suppression des capitaineries. » par M. Crestel fils, procureur du Roi à la Capitainerie royale d'Halatte. (Sans date ni lieu d'impression). pp. 5 et 6.

sations de prévarication dont ils étaient gratuitement l'objet. Et quant aux « épouses infortunées » « aux enfants qui redemandaient leurs pères » aux « hommes sensibles » aux « pasteurs généreux à la charité touchante », c'étaient les lieux communs dont on usait alors à satiété, pour dramatiser les situations que les événements allaient bientôt se charger de rendre poignants, sans le secours d'aucune rhétorique.

Ainsi, s'élevait peu-à-peu le diapason de la discussion quotidienne, et, dans le grand procès qui s'engageait autour de la chose publique, la question des chasses royales avait sa part.

III

Cependant, tandis que dans les villes et dans les villages, l'on rédige et l'on péroré, dans les forêts, les gens de main et les braconniers que le rude et désastreux hiver de 1788-89 a multipliés, s'apprêtent à profiter de la disparition prochaine des représentants ordinaires de l'autorité. Déjà, sont recrutées les bandes de « chauffeurs » du Directoire, dans ces régions voisines de Paris et des routes qui y conduisent, où les capitaineries royales vont bientôt cesser d'exister.

Dès le début de l'année 1789, il semble que la législation des chasses ait d'ores et déjà été abrogée.

Au commencement de mars, on signale, à Séquigny, des bandes de six et huit personnes armées chassant ensemble. Le curé de la paroisse donne l'exemple, prétendant « en avoir reçu le pouvoir du nouveau prier ». Et les bois du comte d'Artois sont dévastés.

Le 18 mars, M. Moreau de la Rochette, l'ancien adversaire du marquis de Montmorin, constate que décidément les têtes s'échauffent et que les esprits fermentent, et il offre « les conseils d'une expérience de trente ans » comme Lieutenant et Inspecteur des Chasses.

Le 27, le curé de la paroisse du Vaudoué, limitrophe de la forêt de Fontainebleau, l'abbé Harmand, écrit à M. de Villedeuil, ministre de la Maison du Roi, pour l'informer des nombreux dégâts commis dans les bois voisins, (2)

(1) A. N. O¹1036. M. Moreau de la Rochette à un inconnu.

(2) Ibid. O¹1036 n^o 206. Le curé du Vaudoué à M. de la Chapelle. 27 mars 1789.

Et vers la même époque, l'abbé Mariette, curé de Villiers en Bière, la paroisse dont M. de Châteauvillard était seigneur, écrivait au premier commis, M. de la Chapelle, une lettre dans laquelle « il le supplie de vouloir bien s'intéresser au sort de cent mille citoyens, dont les biens, enclavés dans la capitainerie de Fontainebleau, deviennent la proie des lapins, de la bête fauve, du lièvre, et de la perdrix. »

Ces plaintes n'étaient plus de saison. Bientôt, les curés, syndics et seigneurs de Bois-le-Roi, Milly, Noisy et la Chapelle-St-Denis renouvellent leurs doléances, et M. de Villedeuil, devant la marée montante des réclamations, croit devoir accorder aux paroisses intéressées l'autorisation de faire des battues en forêt.

Ainsi, le représentant de l'autorité royale capitule, et les autorités locales en prennent avantage et, le 1^{er} avril, le garde Mansard, de la capitainerie de St-Germain, rend compte que le nommé Razé, habitant du village de Boiesmont et *membre de l'assemblée provinciale*, accompagné d'un sieur Jean Louis Le Sage, marchand de fruits, ont parcouru tout Boiesmont, ameutant les paysans pour chasser dans les bois et dans les plaines environnantes.

Le 14 avril, le Roi se décide à rendre une ordonnance interdisant les attroupements. Il faudrait une armée pour la mettre à exécution, et bientôt la compagnie de la maréchaussée de l'Île de France, affectée à la police des chasses et voyages de la cour, devient insuffisante (1).

A Chatou, M. Bertin, ancien ministre de Louis XV, avait fait construire des murs de clôture qui, tout en enfermant ses terres, coupaient certains chemins ou servitudes, et il avait désintéressé les usagers de ces passages, jusqu'à concurrence de mille livres. (2)

Ces constructions deviennent le prétexte d'une véritable émeute dans le village, le syndic y a pris part, et il faut envoyer des garnisaires dans la localité, pour y rétablir le calme.

Le 23 mai, M. de Flers, maréchal des camps et armées du Roi, propriétaire à Bailly, près Lagny-en-Brie, écrit à M. de Villedeuil pour l'informer qu'il a reçu en pleine nuit la visite de braconniers en armes. (3) Ils l'ont menacé de mort, ont tué son chien, et ont tiré des coups de fusil devant le château.

1) Chassin. *Les Elections*. T. 4, pp. 89 à 97 et A.N. O¹4036. *Le baron de Besenval à de Villedeuil*, 2 juin 1789.

2) Ibid. O¹4036 n^o 276 et suiv. *Convocation du syndic de Chatou à Versailles*, (s.d.).

(3) Ibid. O¹4036 n^o 283. *M. de Flers à M. de Villedeuil*, 23 mars 1789.

Le 7 juin, M. de Montmorin fait connaître à M. de Villedeuil que trois gardes-chasses ont été assommés sur place par les habitants de Villiers-en-Bière, au moment où ils se disposaient à verbaliser contre un braconnier, qui a ameuté la population. Deux des gardes sont à demi morts. (1)

Le 11, Louis XVI donne l'ordre au prévôt général de la maréchaussée de faire désarmer les paroisses d'Orsay, Chevreuse, Limours, Ste-Geneviève, Linars, St-Hubert, Trappes, Montfort, Vilepreux, Neauphle, Dourdan, Arpajon, Rambouillet (2).

L'ordre est sans doute d'une exécution malaisée, car il faut le renouveler le 16. (3)

Le 18, le procureur fiscal de Houdan fait connaître que « les attroupements de nuit deviennent dangereux, les hommes s'assemblent au nombre de soixante à quatre vingts, tous armés, ils escaladent les murs des presbytères et des fermes, et forcent à donner de l'argent. Sinon ils font des décharges de fusils dans les croisées qui font craindre que les grains des Laboureurs ne soient coupés et enlevés nuitamment. Je crois, dit-il, qu'il serait nécessaire de faire fouiller chez tous les particuliers de la campagne, et de les désarmer, mais pour cela il faudrait que la brigade y fût autorisée par une ordonnance du Roi (4). »

Ici, nous touchons au point où le braconnage confirme au brigandage, et ce ne sont certainement pas les paisibles cultivateurs de Houdan et des environs, qui menacent de voler les grains de leurs compatriotes.

Le 21, pour la troisième fois, Louis XVI donne l'ordre de désarmer les paroisses (5).

Le mois suivant, le désordre s'accroît et s'étend, le 14 la Bastille est prise.

Vers le 27, survient enfin au milieu de l'agitation générale, la *grande peur*, cette invraisemblable et universelle panique, dont toute la France fût secouée comme d'un frisson, à l'approche des dramatiques événements déjà proches.

A Paris, à cette occasion, on annonce l'arrivée de quarante mille brigands, et la garde nationale, tout nouvellement créée,

(1) A. N. O14036, n° 285. M. de Montmorin à M. de la Chapelle 7 juin 1789.

(2) Ibid. O14036. Ordre du Roi au chevalier Prioreau, signé du Roi, 11 juin 1789.

(3) Ibid. O16036 n° 292. Même ordre. 16 juin 1789.

(4) Ibid. O14036, n° 293. Lettre du procureur fiscal de Houdan à un inconnu. 18 juin 1789.

(5) Ibid. O14036 n° 295. Ordre de désarmement adressé au chevalier Prioreau. 21 juin 1789. A. de Seine-et-Oise. E. 2971. 1788-1789. Ordre de désarmement de paroisses donnés à M. Prioreau.

est envoyée du côté de Montmorency, où l'on sonne le tocsin. Elle se rend dans cette direction, et aucun brigand n'ayant été aperçu, elle rebrousse chemin.

En revenant, on rencontre un lièvre, et tous les fusils partent à la fois. Aussitôt les cloches de sonner à toute volée dans soixante paroisses, et la cavalerie de galoper, sur toutes les routes environnantes. (1)

IV

Dès le début de leurs séances, les Etats-Généraux avaient reçu de l'assemblée des trois Etats dans les bailliages réunis de Melun et de Moret un long mémoire, où étaient récapitulés les griefs des habitants de la région contre la capitainerie de Fontainebleau.

Ce document leur avait été transmis par une commission spéciale, nommée par les élus des bailliages et comprenant : M. l'abbé Gaucher, pour le Clergé, M. le marquis de Gouy d'Arcy pour la noblesse, M. Guillot de Blancheville et M. Boucher de la Richarderie pour le Tiers-Etat.

« L'on peut dire enfin, assurait le Mémoire, que la Nation entière réclame contre les capitaineries; les Provinces mêmes qui n'auraient point à s'en plaindre, parce qu'elles ne sont pas soumises à leur Empire, touchées du malheur de leurs frères, ont demandé leur suppression, avec autant de force que de justice. »

« Celles qui ont le malheur d'en ressentir les effets, en ont fait le principal objet de leurs doléances, disons mieux, de leurs demandes, et des mandats donnés à leurs Députés. »

Reprenant les arguments déjà exposés par les cahiers des paroisses, les représentants des bailliages de Melun et Moret exprimaient la conviction que « Sa Majesté informée, s'empresserait comme Elle l'avait promis, de réformer et de prévenir par de bons et solides moyens les abus de tout genre dont on se plaint à si juste titre et de commencer, du moins, en cela, la félicité de plus de 100.000 sujets renfermés dans l'enclave de cette capitainerie. »

(1) Baron de Noirmont, *Histoire de la chasse en France*, T. I. p. 367.

Les fauves et les lapins dévorent les grains abroutissent les jeunes bois, arrêtent le recru des anciens et « n'épargnent pas même ces grossiers légumes, si utiles à la subsistance des malheureux cultivateurs ».

L'établissement des halliers, des remises, des routes de chasse, et « les vexations continues dispendieuses qui révoltent », rendent l'existence des cultivateurs trop précaire.

On demande à Sa Majesté, que, « sans rien retrancher de ses plaisirs, soigneusement réservés pour la chasse », Elle fasse enclore la forêt et supprime les capitaineries.

En attendant des mesures définitives, le Roi est prié, en raison des résultats de l'hiver exceptionnellement rigoureux qui vient de finir, d'autoriser « un amendement provisoire dans l'exercice de la capitainerie de Fontainebleau. »

« Enfin, les Etats Généraux sont suppliés de vouloir bien prendre, dès à présent, en considération une calamité qu'il est au pouvoir du Monarque de faire cesser, ou dont, en tout cas, ils doivent garantir désormais les victimes malheureuses du despotisme. »

Une note, imprimée au bas d'une page du mémoire, fait connaître que « l'on n'a que pannoté et pannoté avec précautions, après les premières satisfactions accordées par le Roi, parce que, détruire l'espèce et les moyens de la reproduire, c'eût été pour le Capitaine et ses adhérents, s'ôter de 20 à 30.000 livres de rente. » (1)

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le Tiers-Etat n'était nullement la partie de l'Assemblée qui était la plus hostile à la capitainerie de Fontainebleau.

Le Tiers ne demandait même pas sa suppression, mais seulement sa limitation aux bornes de la forêt close de murs.

Au cours d'une délibération, l'assemblée des députés du Tiers-Etat des bailliages de Melun et Moret demanda la suppression des capitaineries autres que celles de Corbeil et de Sénart, la restitution à leurs propriétaires des terrains empruntés pour la plantation des remises et « la clôture de la forêt qui a existé autrefois, ainsi qu'il résulte de quelques monuments historiques et de vestiges encore subsistants d'anciens murs ».

(1) A. N. O¹ 4036, n^o 24 Pièce imprimée, sans nom de lieu ni date d'impression.

Cette clôture « sera commencée aux frais du Roi le 1^{er} mars 1790, et parachevée sans interruption pour quelque cause que ce soit; les murs commencés aux frais des personnes et qui seront construits par delà les limites de la forêt, seront interrompus et la dépense déjà faite payée par le Roi, ainsi que la dépense de la totalité faite pour les murs commencés qui pourront servir de clôture à la forêt, et auprès des portes qui seront les gardes chargés d'ouvrir et de fermer les portes à toute heure du jour et de la nuit. »

Mais, si le Tiers consent à conserver la capitainerie de Fontainebleau dans les limites de la forêt, c'est à titre de police, et non plus comme juridiction, car il demande que « la connaissance des délits et contestations qui pourront avoir lieu dans ladite capitainerie ainsi circonscrite, soit rendue aux juges ordinaires, ainsi que celle relative aux chasses en général. » (1)

V

Aux Etats Généraux, les députés du Tiers-Etat conservèrent la même attitude modérée.

Au cours de la séance du 7 août 1789, l'assemblée, devenue désormais « Constituante », fût appelée à donner une forme régulière aux décisions prises en bloc pendant la nuit du 4.

Les membres de la Noblesse attaquèrent vivement le régime des capitaineries, et se firent les interprètes fidèle des seigneurs des environs de Paris à cet égard.

Ayant traité du droit de chasse en général, le comte de Clermont-Tonnerre déclara : « Il est un autre objet qui doit vous occuper ; le régime des capitaineries pèse sur les propriétés, leurs prisons sont remplies de victimes. Je propose qu'il soit ajouté à l'article (précédent)...

« Toute capitainerie est dès ce moment abolie, ainsi que les tribunaux établis pour connaître des délits de chasse. Il y sera pourvu par des moyens compatibles avec la liberté et le respect dûs au Roi, et à la conservation des plaisirs personnels à Sa Majesté. »

(1) . *Arch. Parlementaires*. Collection Mavidal et Laurent. T. 3, pp. 746-747.

« Le président sera autorisé à demander au Roi que les prisonniers arrêtés pour délits de chasse soient remis en liberté. »

M. le duc d'Orléans. « J'observe que, dans la rédaction du second article proposé par M. le comte de Clermont-Tonnerre, il faut ajouter « capitaineries royales », parce que les capitaineries dont nous jouissons sont appelées royales. »

C'était beaucoup de cynisme, que d'oublier à ce point que la famille d'Orléans jouissait elle-même, depuis plus de cent cinquante ans, des capitaineries non-royales de ses apanages.

Ce n'était pas des capitaineries royales, mais bien des siennes qu'il se plaignaient, les justiciables de son duché d'Orléans, et l'on trouvait dans le cahier de la capitale de cet apanage le xœu suivant :

ART. 187 — Culture, *Que les propriétaires et cultivateurs ne pourront être gênés dans l'exploitation de leurs héritages sous aucun prétexte, et notamment celui de la conservation du gibier en faveur des seigneurs, qui ne pourront, conformément à la déclaration de 1699 pour la capitainerie de l'apanage d'Orléans, contraindre les fermiers de mettre des épines dans leurs héritages ni d'attacher des landons au col de leurs chiens, ni empêcher de cueillir de l'herbe dans les blés en quelque temps que ce soit, ou d'arracher les chaumes lorsqu'ils le jugeront à propos.* » (1)

On reconnaît ici le trop fameux règlement de 1756, que l'on appliquait dans l'apanage d'Orléans, comme dans la capitainerie de Vincennes. »

La ville d'Orléans, par l'article 191 de son cahier, demandait l'abolissement pur et simple des capitaineries appartenant aux seigneurs apanagés. (2) Il en était de même du cahier du Tiers de Beaugency et de celui du clergé d'Orléans.

Quant au cahier de la noblesse de cette ville, il sollicitait la suppression des capitaineries « comme oppressives pour les campagnes », mais il exemptait précisément de cette mesure « les capitaineries à l'usage personnel de Sa Majesté, qui sera suppliée d'y faire toutes les réformes que l'amour de son peuple lui inspirera. (3)

Ainsi, le duc d'Orléans n'était d'accord ni avec lui-même, ni avec ses vassaux.

(1) Camille Bloch. *Cahier de Doléances du Bailliage d'Orléans pour les Etats Généraux de 1789*. T. II, pp. 331-332.

(2) Ibid. p. 333.

(3) Ibid. p. 431. *Doléances relatives à l'administrateur des provinces*, (art. 18).

Un an plus tard, cet accord n'existait pas davantage, si l'on en juge par la lettre suivante, adressée à l'Assemblée par un justiciable de la capitainerie de Villers-Cotterets, alors légalement supprimée :

« Messieurs, supplie humblement Jacques Dupuy, à vous qui êtes le bonheur et l'espérance des citoyens, je ne peux me dispenser de vous faire part de l'aristocratie qu'il m'a paru dans la capitainerie et maîtrise de Villers-Cotterets. Il paraît que les décrets de l'Assemblée et sanction royale n'y sont pas connus et encore moins les droits de l'homme. »

« En voici un exemple. Mon fils revenant de chasser sur mes terres, qui sont au delà de la forêt, obligé de passer dans des bordures appartenant à S. A. S. Monseigneur le duc d'Orléans, sans y commettre aucun délit, je fus assigné par ordre de la dite maîtrise comme responsable de mon fils. J'ai été condamné le 15 de ce mois, à 100 livres d'amende et 10 livres de port d'armes, ainsi que plusieurs autres citoyens de même. Jugez, Messieurs, s'il vous plaît, si un père de famille, citoyens, doit subir à une pareille aristocratie (sic). J'implore votre secours et me soumetts à vos lois. » (1)

Le Président Le Chapelier ayant mis en délibération l'amendement proposé sur l'abolition des capitaineries, certains députés manifestèrent le désir de laisser au Roi « l'honneur d'un pareil sacrifice », ignorant sans doute que les capitaineries, par elles-mêmes, ne constituaient pour le Roi aucun avantage particulier.

D'autres membres demandaient qu'on ne touchât point aux plaisirs du Roi.

Le comte de Mirabeau prit alors la parole, déclarant que « l'auguste délégué de la Nation ne peut être dispensé de la loi commune », l'assemblée ne pouvant elle même disposer en sa faveur de propriétés qui ne sont pas les siennes. »

« La prérogative royale, dit-il, est d'un prix trop élevé pour que je consente à la faire consister dans le futile privilège d'un passe-temps agressif. Elle n'a rien de commun avec ce qu'on appelle les plaisirs du Roi, qui n'enserrent pas une étendue moindre que la circonférence d'un rayon de vingt lieues. »

Sous le bénéfice de ces observations, l'Assemblée vota la résolution suivante :

(1) Ph. Sagnac et P. Caron, *Les Comités des Droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial*, 1789-1793. p. 52.

Le droit exclusif de chasse et des garennes est pareillement aboli et tout propriétaire a le droit de détruire et de faire détruire, seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourroient être faites relativement à la sûreté publique. »

« Toutes capitaineries, même royales, et toutes réserves que ce soit, sont pareillement abolies, et il sera pourvu par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés et à la liberté, à la conservation des plaisirs personnels du Roi. »

Le régime des capitaineries avait pris fin.

VI

Huit jours plus tard, le vicomte de Laval écrivait à M. de Villedeuil pour l'informer que « les habitants de Compiègne, s'attroupent par bandes de 200 ou 300, et chassent sur les plaisirs de Sa Majesté : l'on aurait certainement prévu ces désastres, si l'on avait déclaré que les ordonnances concernant les chasses conservaient leur force jusqu'à la publication du règlement nouveau ».

Le 25 août, les gardes de la capitainerie de Meudon signalent des groupes de neuf et quatorze personnes, chassant en ligne dans les bois du Roi.

A Fontainebleau, un grave incident avait marqué la soirée du 27 juillet, et M. de Villedeuil en avait été informé par la lettre suivante .

3 août 1789.

« Monseigneur,

Permettez-moi, non de vous adresser des plaintes, mais de vous montrer ma situation, afin que, s'il m'arrivait un accident, je puisse avoir recours à la justice du Roi.

Lundi 27 à six heures du soir, le village de Noisy et 5 ou 6 hommes du Vaudoué, au nombre de 140, à peu près armés de fourches et ayant en tête M. Cordier, curé de Noisy et le fermier de l'abbaye de Chelles qui a protesté devant les habitants de venir de la sorte, sont entrés jusque dans la chambre de ma femme et lui ont signifié que j'aie à leur rendre tous les fusils qui pourraient leur avoir été enlevés par la capitainerie, tant depuis que je suis lieutenant des chasses, que du temps de mon prédécesseur de-

puis 20 ans; de rendre toute les panneaux et furets qui ont été pris aux habitants pris en chassant, ils se sont plaints que l'on ne leur donnait pas assez de biches, ont menacé de casser et autres menaces.

« On m'a envoyé sur le champ, et j'ai écrit pour rassurer ma femme qui heureusement à l'âme forte, lui ait envoyé un garde à cheval en sauvegarde, (et c'est aux curés syndics et municipalités des deux villages,) que les armes étaient aux greffes, que je n'en avais pas, les panneaux de même, que une députation n'était ni armée, ni composée de cette sorte et que c'était un attroupement, que je portais mes plaintes au ministre, que je mettais mes biens sous la sauvegarde du roi et de l'Assemblée Nationale, afin de demandes... si l'on me ferait du tort que si l'on m'attaquait, que je me défendrais avec l'assurance d'une vertu intacte, contre un village qui ne connaissait ni ses droits ni son intérêt. » (sic).

« Le mardi 28 est arrivée cette alarme des brigands qui était sans fondement et a mis tout le monde sous les armes, on est revenu alarmer ma femme elle est partie la nuit elle et ses enfants, et arrivant à Fontainebleau elle a excité une autre alarme ayant eu deux coups de fusils tirés à sa voiture ses chevaux n'arrêtant pas. »

Les villages menaçant hautement de feu dans les grains, au château et toutes les menaces possibles qu'ils n'exécuteront pas, mes gens gardent la nuit et je suis ici dans une place orageuse. »

« M. Antoine, Monseigneur, vous rendra compte de tout. »

« Je vais faire relever sur le registre du greffe depuis 20 ans les fusils pris et je ne crois pas que ce soit considérable, je vous en rendrai compte. »

« Je sais, Monseigneur, que la place que j'occupe est dans le moment très peu d'accord avec leurs idées, mais je suis étonné que un curé ne soit pas l'homme de paix, car il lance les menaces et les jactances de cette espèce d'hommes qui sont sûrement fâchés de ce qu'ils ont fait le moment d'après.

« Je suis avec respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

La Renommière.

Major d'infanterie. Lieutenant des chasses du Roi à Fontainebleau. (1)

Compiègne, 5 avril 1790.

(1) A. N. Ol 1036. n° 310. M. de la Renommière à M. de la Chapelle, 30 août 1789. Arch. de Seine-et-Marne. B. 61. 1773-1777. Installation de M. Gillet de la Renommière comme sous-lieutenant des chasses de Fontainebleau.

Nous verrons plus loin ce qu'étaient les distributions de biches auxquelles fait allusion la lettre précédente, et dont les émeutiers réclamaient le renouvellement.

A défaut de la réglementation nouvelle qu'on avait pas prévue, M. de la Renommière essayait de maintenir l'ancienne, qui était cependant abrogée.

Le 22 septembre, il faisait saisir cinq fusils à Dannemarie-les Lys. Mais M. Boucher de la Richarderie, député du Tiers-Etat de l'assemblée du bailliage de Melun, en réclama la restitution à M. de Neuville, commandant de la milice de Fontainebleau.

Le 27 de nombreux dégâts ayant été commis dans la forêt, les bourgeois de Melun s'en inquiètent. La Compagnie des Chevaliers d'Arquebuse envoie une adresse au Roi, s'offrant à faire respecter ses propriétés et ses plaisirs. (1)

Le 28, une grave affaire se produit dans la capitainerie de St-Germain-en-Laye.

Des gardes ayant désarmé trois individus qui chassaient dans la forêt, où depuis quelque temps, les bois et le gibier étaient à la merci de tous les passants, une bande de cent vingt habitants de Poissy envahissent les loges des gardes-portiers en demandant leurs têtes. N'ayant trouvé personne, les envahisseurs emportent les propres fusils des gardes, en déclarant qu'il ne les rendront que contre ceux confisqués aux braconniers précédemment désarmés (2).

Après les journées d'octobre, à Versailles, le désordre augmente, et le 22 de ce mois, le chevalier Prioreau demande que la brigade de la maréchaussée de la ville soit autorisée à faire des patrouilles sur les routes de St-Cloud et de Meudon, pour arrêter les soldats du régiment de Flandre qui vont à Paris sans permission (3).

Enfin, l'activité des dangereux habitants des forêts se manifeste de plus en plus, et les environs de Versailles ne sont plus en sécurité. « Tous les environs, écrit en 1790, « un citoyen de

(1) L'adresse est signée du colonel chevalier de la Bruyère, Gilbert, capitaine; Lesieur, major Rousseau, lieutenant des Grenadiers; Larpenteur, prévôt, Viollette, Merceron, Duverger, Roussel Empereur, Chartier, Delaporte, Braconnier, Rémi, procureur du Roi et Gougneau, secrétaire N. O¹ 1036 n^o 329. 27 septembre 1789.

(2) A. N. O¹ 1036. n. 330. *Compte-rendu sans signature ni adresse paraissant destiné au Comte de Saint-Priest.*

(3) Ibid. O¹ 1036 n^o 337. *Le Chevalier Prioreau à M. de la Chapelle. 22 octobre 1789.*

Garches », savent la manière dont la forêt de Rambouillet les bois de Verrières, et tout ce qui avoisine Versailles, a été infesté par les brigands sans propriété, qui ont marché en bandes nombreuses, et tiré à plusieurs reprises sur les troupes qui ont voulu s'y opposer, dont il y a eu plusieurs blessés, sans qu'elles aient pris leur revanche, sachant que l'intention du Roi était de tout souffrir, plutôt que de voir verser du sang pour des choses qui ne pouvaient regarder que ses plaisirs. » (1)

Le 10 novembre 1789, le chevalier Prioreau prévient encore M. de la Fayette, que les habitants de Boulogne, de Bièvres et de Jouy, se répandent en force dans les bois voisins pour y chasser, et jusqu'à la fin de 1789, ces constatations sont renouvelées. Elles paraissent ne prendre fin qu'avec l'existence du gibier lui-même.

On peut juger du fâcheux état dans lequel se trouvaient les forêts et les chasses royales au printemps de 1790, par la lettre suivante, adressée probablement au comte de Laval, par l'un des chefs du personnel de l'ancienne capitainerie.

Compiègne, 5 avril 1790.

Monsieur le Comte,

« Je ne vous parlerai pas de tous les désordres et délits que le peuple, en confondant la licence avec la liberté, s'est permis d'exercer dans les forêts du Roi, si une circonstance particulière à votre administration ne m'y obligeait. On a détruit dans les forêts d'Hallatte et d'Hermonville, toutes les barrières des routes et des carrefours, enlevé les ferrures, les poteaux d'indication, les écriteaux, démoli les baraques qui avaient été construites pour les veillées des gardes chasses. On s'est permis le passage des voitures dans toutes les routes de chasses, tant pour l'exploitation des bois, que pour les transports de villages à villages, en sorte que toutes les routes de ces forêts sont dans l'état des plus mauvais chemins de terre. Vous savez, Monsieur le Comte, qu'on n'a pu que gémir sur tous ces désordres, sans pouvoir y apporter aucun remède. »

(1) *Réflexions d'un citoyen de Garches sur les décrets pour les chasses du Roy*, p. 12.

(2) A. N. O¹ 1036. n. 34, *Lettre d'un inconnu au Vicomte de Laval*. 5 avril 1790.

VII

Cependant, la Constituante n'avait pas perdu de vue la question des chasses royales, et elle chargea le comité des domaines et de féodalité de l'étudier.

Le 13 septembre, Barère déposa son rapport au nom du comité.

Ce rapport ne paraissait nullement empreint de malveillance à l'égard de Louis XVI, tout au contraire. Ecrit dans la forme élégante et soignée qui était particulière à son auteur, il débute par un historique assez complet du régime des chasses, dans lequel il assurait que St-Louis et Louis XII avaient précédemment fait enclore des forêts, en vue de préserver les cultures voisines des atteintes du gibier. Il rappelait les principales ordonnances sur le fait des chasses, et notamment, la suppression de la peine de mort, qui, disait-il, existait encore en Angleterre. Il reproduisait enfin une lettre récemment écrite par Louis XVI, dans laquelle le monarque avait inséré la phrase suivante : « Quant à mes chasses, sur lesquelles vous avez désiré que je fisse connaître mes déterminations, je tiens surtout à ne jouir d'aucuns plaisirs qui puissent être onéreux à quelques uns de mes sujets. Je m'en repose avec confiance sur les dispositions que vous croirez devoir adopter, et je vous prie de ne jamais perdre de vue que mes grands intérêts sont ceux de la nation et le soulagement des peuples; ce sont ceux-là qui me touchent plus essentiellement, et qui me sont vraiment personnels. »

La première disposition envisagée concernait, non pas les cultivateurs, mais bien les propriétaires de fonds enclavés dans les garennes royales, auxquels le droit de chasse était rendu.

Les parcs du roi devaient être clos de murs. Le roi devait être autorisé à faire « dans un délai déterminé, des échanges de fonds pour l'arrondissement de ses parcs clos », les dits échanges devant être faits de gré à gré et sans contrainte. « Le Roi, ajoutait le rapport, était à cet égard comme un particulier qui traite avec un particulier. »

(1. Il est regrettable, que Barère n'ait pas fait connaître les sources de sa documentation, à cet égard.

A la vérité, la condition imposée de faire ces échanges dans un délai déterminé paraissait exclure pour le Roi la possibilité d'y procéder à une époque ultérieure, et c'était là une restriction à laquelle les particuliers n'étaient pas assujettis.

Cependant... « les conseils avaient pensé qu'il serait convenable et respectueux pour le chef de la nation, que l'exercice de la chasse fût suspendu dans les fonds enclavés, le jour seulement où le Roi le prendrait en personne, et ferait avertir les municipalités. » Des peines d'amendes et de prison étaient prévues contre les auteurs de délits, « non du fait qu'ils sont commis contre la propriété du roi, mais contre la prospérité enclose de murs. »

Les tribunaux de droit commun recevaient compétence pour le jugement de ces délits, à la place des capitaineries supprimées.

Enfin, on prévoyait le cas où, dans une chasse, le Roi, entraîné « par la chaleur de la poursuite », pénétrerait dans des héritages voisins ou enclavés. « Il n'est pas de citoyen, disait Barère, qui proférât des plaintes, et qui ne fit des sacrifices, même les plus grands, pour un prince aussi respecté que chéri; mais des officiers de chasse, éloignés de la personne et de la demeure du Roi, qui ne respecteraient pas les propriétés, mériteraient ainsi des peines. »

Au rapport de Barère était jointe la note suivante.

« Il paraît, par un mémoire de pièces justificatives imprimés au nom de l'équipage de la vénerie du Roi, que le dommage causé le 4 septembre dans les terres de la municipalité de Dannemarie, a été payé le 6 par le commandant de la vénerie, conformément à l'usage pratiqué par l'équipage, qui paie les dégâts un tiers en sus de l'évaluation. »

Cette note faisait allusion à un incident qui est indiqué plus loin.

VIII

Le décret sur les chasses du roi parut le 14 septembre 1790.

Il confirmait l'ensemble des dispositions prévues par le rapport de Barère.

La clôture des parcs de chasse devait être faite aux frais du Roi, à compter du 1^{er} novembre.

Les échanges pouvaient être faits par le Roi d'accord avec les particuliers sans limitation de durée. L'Assemblée se réservait de rendre ces échanges irrévocables par des décisions spéciales.

Il était formellement défendu de chasser dans les domaines royaux, sous les peines prévues par le décret du 21 avril précédent, concernant l'usage du droit de chasse en général. Ceux qui seraient surpris en train de chasser les jours où le Roi chasserait lui-même, devaient encourir trois mois de prison.

Une disposition spéciale et caractéristique visait les individus qui chasseraient *masqués*, et ceux reconnus pour n'avoir pas de domicile. Ces délinquants devaient être appréhendés immédiatement. (1)

Enfin, les gardes-chasses, devaient être reçus et assermentés devant les tribunaux de district, après avoir été nommés par le Roi, et leurs procès-verbaux devaient, comme par le passé, servir de base aux poursuites exercées par le Commissaire du Roi.

Ce décret ne devait recevoir aucune application.

Louis XVI avait déjà fait enclore à ses frais les paroisses de Louveciennes, Bougival, la Celle, St-Cloud, Rueil et Garches (2).

Pendant son séjour à St-Cloud au cours de l'été de 1790, il envisageait la construction d'une clôture de la forêt de St-Germain au moyen d'une palissade, du côté d'Achères. Le sieur Antoine, auquel on s'était adressé pour exécuter ce travail, se proposait d'utiliser également des palis dont on avait entouré

1 Barère de Vieuzac. *Rapport à la Constituante sur les chasses du Roi.. suivi du décret du 14 septembre 1790 sur les dites chasses. Passim.*

(2) *Réflexions d'un citoyen de Garches*, p. 2.

l'étang de Saclay, pour enclore une partie du bois de Meudon. Le montant total des sommes destinées au paiement de ces travaux était estimé à 6.400 livres, et Antoine demandait « pour être en état de procéder à cette opération un à-compte de mille écus dont S. M. était suppliée d'approuver l'ordonnance. »

La note du sieur Antoine est apostillée du mot « bon » de la main du Roi, qui avait, on le sait, l'habitude d'approuver ainsi certaines propositions d'importance secondaire (1).

Ces travaux, pas plus que la construction des murs, ne furent jamais exécutés.

IX

Comme nous l'avons constaté plus haut à l'occasion de la manifestation qui se produisit au château de la Renommière, à la fin de juillet 1789, les émeutiers avaient réclamé une augmentation des distributions de biches qui leur avaient été faites précédemment.

Ce genre de libéralité, si contraire aux traditions établies, avait été pratiquée en effet à Fontainebleau pendant l'hiver de 1788-1789. Les terribles rigueurs de la saison avaient été pour le bureau d'aumônes de la ville, établi par l'intendant Bertier de Sauvigny, une occasion d'en soulager les victimes.

Les détails de ces opérations sont donnés par le comte de Montmorin, dans une lettre en date du 6 juin 1789, adressée de Douai au Ministre de la Maison du roi.

« Le Roi, dit-il, à qui je rendis compte de la misère des habitants de Fontainebleau, m'autorisa de faire donner les secours extraordinaires que je trouverais nécessaires. Pour remplir les vues bienfaisantes de Sa Majesté, je me transportai à Fontainebleau, je fis assembler le bureau d'aumône, qui est chargé de distribuer toutes les charités que nous pouvions rassembler pour les pauvres, et après avoir dit à tous les membres ce que je pouvais faire, je priais chacun de me dire son avis sur le projet que j'avais pour la distribution des secours. Je proposai de donner du bois pour soulager non-seulement les malheureux, mais encore pour leur ôter l'envie d'aller dans la forêt commettre des désordres aussi préjudi-

(1) A. N. O¹ 284. L'usage des *Bons du Roi* datait de Louis XV.

ciables aux intérêts du Roi qu'à la bonne police. La consommation en a été de 79 cordes $3/3$ lesquels ont coûté 1270. l. on a fait travailler diverses personnes, pour ne pas donner du pain sans qu'elles ne l'aient gagné; le nombre de journées est de 2449 $1/3$ et ont coûté 1638h 8s 3d. — Le pain qu'il a fallu donner aux femmes chargées d'enfants en bas âge, ou aux vieillards infirmes a coûté 831h 1s, la viande donnée aux malades et aux femmes en couches a été portée à 6001 valant 240h, somme totale: 3975h 9s 6d. »

.....
« La nourriture extraordinaire de l'hiver a été donnée sous l'inspection de MM. les officiers des chasses de Fontainebleau, lesquels ont certifié les mémoires véritables. » (1)

L'hiver avait été si rigoureux que les fauves mouraient de faim dans les bois.

Il avait fallu songer à les nourrir.

C'est ainsi qu'en décembre 1788 et janvier 1789, M. de la Renommière avait dû dépenser 205 livres 16 sols pour achat de luzerne et d'avoine en « bichets » pour les fauves du canton de Champagne. A la même époque, 832 livres avaient été destinées à la même date au paiement de dépenses analogues pour les plaines d'Ivry, le Châtelet, Chartrettes, le buisson de Massory et la plaine de la Ville St-Jacques (2).

Au mois de mai 1789, ces différentes dépenses n'avaient pas encore été réglées.

En octobre suivant, M. de Montmorin eût à répondre à la réclamation d'un particulier, auquel il avait loué un canton de chasse et qui, par suite des événements, se trouvant dépossédé de sa location, lui en demanda le remboursement.

Le 24 du mois, M. de Montmorin s'en expliquait ainsi dans une lettre au comte de St-Priest.

« D'après le décret de l'Assemblée nationale sanctionné par le Roi, toutes les capitaineries se trouvent supprimées; avant même que ce décret fut revêtu des formalités nécessaires, tous les particuliers quelconques se sont permis de ravager toutes les plaines, même avant que les grains soient coupés. Vous connaissez les usages établis dans toutes les capitai-

(1) A. N. O¹ 1034, n^o 200 et 201. Lettres de M. de Montmorin des 23 mai et 6 juin 1789 adressée de ministre du Roi.

(2) A. N. O¹ 1034 n^o 200 et 205. Etats de Dépenses.

neries, de concéder toutes les parties qui n'étaient pas nécessaires aux plaisirs de Sa Majesté, quand j'ai pris la capitainerie de Fontainebleau, j'ai trouvé plusieurs parties concédées de la même manière qu'elles le sont dans les autres capitaineries, je n'en ai point fait de nouvelles, mais au contraire j'en ai fait rentrer quelques parties, à mesure que les circonstances me l'ont permis, dans ce moment-ci, une des personnes qui jouissait d'un de ces cantons, me demande la jouissance du canton qu'elle avait, ou le remboursement de la somme qu'elle avait donnée. Il me paraît impossible que je sois dans le cas de faire ces remboursements, la non-jouissance ne venant point de mon fait. » (1)

Comme on le voit, au moment de la liquidation du système, et quand il s'agit d'apurer les comptes, le capitaine des chasses ne peut justifier du droit de location des cantons, que par « les usages établis dans toutes les capitaineries, » et non par un texte légal.

X

A la suite des incidents dont la *grande peur* avait été l'occasion à Fontainebleau, M. de Neuville, lieutenant-colonel d'infanterie pensionné, avait pris dans cette ville la présidence d'un « comité civil et de police » remplaçant le maire, M. Jamin.

Les troubles produits par les événements de la fin juillet conduisirent le comité à réunir tous les habitants de la ville dans la cour du Cheval Blanc, pour leur faire prêter publiquement un serment solennel.

La cérémonie eut lieu le 6 septembre. M. Dubois d'Arneville, ex-procureur du roi à la capitainerie, qui avait été élu vice-président du comité, démissionna et fût remplacé par le docteur Will, médecin de Fontainebleau.

Cependant l'ancien maire, M. Jamin, faisait de l'opposition au nouveau comité, et, à son instigation, de nombreux troubles se produisirent. Il fallut procéder à des arrestations.

(1) A. N. O¹336 n^o 315; M. de Mortmorin au Ministre de la Maison du Roi (s. d.).

Les jeunes filles de la ville, selon un antique usage, demandèrent et obtinrent leur libération, à laquelle le Comité acquiesça; après que les perturbateurs eurent publiquement exprimé leurs regrets.

Le 3 octobre, de nouveau, des manifestations tumultueuses se produisirent, à l'occasion de l'établissement de la garde nationale.

Les choses en étaient là quand, en exécution des nouvelles dispositions légales, il fallut élire un nouveau comité.

Celui-ci prit le nom de comité municipal permanent, et le comte de Montmorin, ancien capitaine des chasses et gouverneur de la ville et du château, en fut nommé président par 122 voix sur 200 votants. (1)

Le 9 février 1790, une troisième élection avait lieu, par suite du décret de l'Assemblée sur l'organisation définitive des municipalités, en date du 14 décembre 1789. M. de Montmorin fut élu maire de Fontainebleau, par 271 voix sur 533 électeurs inscrits.

Les premiers mois de la gestion municipale nouvelle furent troublés par les nombreux délits commis dans la forêt, et il fallut solliciter l'envoi d'un détachement du régiment des Chasseurs de Lorraine, qui arriva à Fontainebleau le 2 juillet. (2)

C'est au début du mois de septembre suivant, que se produisit l'incident auquel nous avons vu Barère faire allusion à l'occasion de son rapport sur les chasses du Roi.

(1) Domet, *Journal de Fontainebleau*. Passim.

(2) La place que cette étude nous a conduit à y donner à la famille de Montmorin, nous oblige, en terminant, à indiquer les événements auxquels elle devait être associée, après la suppression de la capitainerie de Fontainebleau.

Le 22 février 1790, Mesdames, tantes, de Louis XVI, étaient de passage à Fontainebleau, prenant le chemin de l'étranger et de l'exil.

Le comte de Montmorin ayant fait rassembler la garde nationale pour leur rendre les honneurs, l'incident souleva les réclamations de la troupe, et celles du Conseil municipal, qui se plaignit de n'avoir pas été consulté à ce sujet.

Le 5 mai, un club de Jacobins était fondé dans la ville.

Le 21 juillet, l'annonce de la fuite du Roi et de son voyage à Varennes fut le sujet d'une émotion considérable, et on prétendit qu'il avait été aperçu à la Croix de Toulouse.

Dès cette époque, M. de Montmorin habitait à peu près continuellement Paris. Il s'y occupait de ses affaires personnelles en même temps que de celles de la municipalité de Fontainebleau. Il obtint du Roi, pour la ville, la cession en toute propriété de l'ancien hôtel de la Venerie, situé rue de Montmorin et y fit installer la mairie. Le Conseil municipal décida qu'une plaque commémorative de ce don serait apposée sur la façade de l'édifice.

Le 13 novembre, M. de Montmorin était, pour la troisième fois, élu maire de Fontainebleau par 177 voix sur 322 votants.

XI

Vers cette époque, les journaux annoncèrent « que les équipages de la Vénérerie s'étaient répandus dans les champs couverts de fruits, et parmi les jeunes plants de vignes et avaient, au mépris des Décrets de l'Assemblée Nationale, violé les propriétés et la liberté des propriétaires. Il fallait « crier justice et vengeance contre ces scélérats qui dévastaient les campagnes ».

Au début de l'année 1792, les plus graves difficultés se produisirent à l'occasion de la famine qui sévissait dans la région. Des taxes incompatibles avec le prix du pain ayant été imposées au Conseil municipal, M. de Montmorin se démit de ses fonctions de maire, après avoir été forcé de les mettre en vigueur.

Le 13 mars, les habitants de Samois et de Bois-le-Roi, au nombre de 450, marchent sur Fontainebleau. Arrêtés par les dispositions prises par M. de Montmorin, qui avait été réintégré dans ses fonctions de maire, et avait pu disposer de la garde nationale, les manifestants sont dispersés sans incident grave.

Le 22 août 1792, un ordre d'arrestation envoyé de Paris, et concernant M. de Montmorin, arrive à Fontainebleau.

C'est la conséquence de son attitude lors du passage des tantes du roi Louis XVI dans la ville, dix-huit mois auparavant.

Mais, depuis les événements du 10, le maire avait disparu ; on ne put que mettre ses papiers sous scellés.

On sut qu'il était présent parmi les défenseurs du château des Tuileries au 10 août.

Arrêté à Paris quelques jours après, il fut transféré à l'Abbaye, et y périt lors des massacres de septembre, en même temps que son cousin, l'ancien ministre des affaires étrangères de Louis XVI.

Le comte de Montmorin a été diversement apprécié. L'auteur des « Nouvelles vues sur les capitaineries et en particulier sur celle de Fontainebleau », pamphlet anonyme du début de la révolution, assurait que : « Le capitaine est un de ces hommes durs, hautains et entreprenants dont parlait si énergiquement Fénelon ». Il ajoutait que « ses lieutenants, précieux à son caractère, partagent la surintendance en cette capitainerie, et en sont les véritables oppresseurs, enfin, jaloux de l'espace d'autorité que leur donne la cupidité de ces officiers, l'exercent avec tout l'abus qu'exige leur intérêt commun... et la capitainerie de Fontainebleau a le désavantage qu'elle fait la désolation de plus de cent mille sujets du roi.

D'autre part, en 1792, la municipalité de Fontainebleau appelée à donner son avis au sujet de l'absence de son maire, prenait la délibération suivante : « Considérant qu'il est impossible d'exiger de lui le sacrifice de sa fortune et celui de sa famille, pour la seule satisfaction de le posséder, plutôt que pour l'intérêt réel de la commune, que l'on espère ne plus devoir être compromis à l'avenir par le seul effet de son absence qu'il ne l'a été jusqu'ici : voulant et devant, en outre, lui donner tous les témoignages de satisfaction qu'il peut et doit désirer, et qui lui sont dus... » Et l'autorisation d'absence lui était accordée.

Enfin, nous avons recueilli cette dernière appréciation dans l'ouvrage de M. Bourges, sur l'ancien Fontainebleau : « Serviable et bon, respecté et aimé de tous, M. de Montmorin, à peine âgé de 27 ans, exerçait ici une salutaire influence, écrit-il, il était d'ailleurs animé d'une vive affection pour Fontainebleau, il y était né, il y avait presque constamment résidé. Son père, son aïeul, son bisayeul y avaient successivement occupé la charge de gouverneur dont il était titulaire depuis peu. En faisant le bien autour de lui, il suivait une tradition de famille. La confiance que lui accordait le Roi lui permettait d'attirer sur sa ville natale des faveurs exceptionnelles... »

Le lieutenant-général marquis de Montmorin, père du dernier gouverneur du château, se réfugia pendant la Terreur à Ingouville, près du Havre, et il y mourut en l'an VI, âgé d'environ quatre-vingt-quatorze ans.

Outre le comte de Montmorin, décédé en 1792, il laissait un second fils qui survécut à la Révolution et mourut en Auvergne, berceau de la famille, sans laisser de descendance mâle. Toutefois, la maison de Montmorin s'est continuée en ligne féminine dans celle d'Aurelle de Montmorin de Saint-Hérem, à laquelle appartenait le général d'Aurelle de Paladines, qui vainquit les Allemands à Coulmiers en 1870.

(D'après les indications fournies par la famille.)

Il était exact, en effet, que l'équipage du roi, qui, continuant ses déplacements ordinaires, comme si Louis XVI y eût pris part, chassait à Fontainebleau, avait, en forçant un cerf à Dannemarie, causé des dégâts dans les cultures.

Par une coïncidence trop singulière pour être l'effet du hasard, M. Boucher de la Richarderie, député du Tiers Etat et connu pour son hostilité contre le personnel du service des chasses, s'était trouvé à point nommé à l'endroit même où les dégâts avaient eu lieu et au moment précis où ils s'étaient produits. Il avait, paraît-il, traité de « vagabonds » MM. de Boubers, du Cambard et d'Yauville, officiers de la vénerie, ainsi que leur invité le lieutenant Lajat, du régiment de Bourgogne et avait même manifesté l'intention de « tirer sur le cerf, les chiens, les scène, ces violences de langage n'avaient trouvé parmi eux que chevaux *et sur tout*. » (1)

Bien que les habitants de Dannemarie fussent présents à la scène, ces violences de langage n'avaient trouvé parmi eux que peu d'approbations. Les gens de Boissette, village voisin, s'étaient conduits « avec la plus grande honnêteté », rapportant le cerf qui était allé mourir dans leur territoire.

Conformément à l'usage, les officiers payèrent le montant des dégâts, estimé à soixante douze livres, en y ajoutant la moitié de la somme en plus, au total cent huit livres.

D'autre part, se voyant l'objet des critiques de la presse, ils obtinrent de vingt deux paroisses limitrophes de la forêt de Fontainebleau des attestations certifiant qu'ils n'avaient jamais commis de dommages aux propriétés avec intention de nuire. Ces paroisses, dont les territoires avaient été constamment ravagés par le gibier, et qui n'avaient cessé de s'en plaindre, étaient peu suspectes de faiblesse à l'égard du régime des chasses. A la date du 16 septembre 1790, qui figure sur leurs certificats, elles étaient complètement dégagées des appréhensions qui les auraient empêchées quelques années auparavant, de se prononcer en toute liberté. On peut donc considérer ces documents comme décisifs, au point de vue de l'appréciation des contemporains à l'égard de la Venerie royale, appréciation très distincte de celle qu'ils pouvaient formuler quant au régime des capitaineries.

(1) Cette circonstance peut s'expliquer par le fait que dans un canton de chasse donné les refuites du cerf sont presque toujours les mêmes. Il suffit donc de savoir dans quel canton la chasse devait avoir lieu pour avoir des chances de la voir passer à tel ou tel endroit.

Les officiers municipaux de la Rochette certifient « n'avoir qu'à se louer des procédés des chasseurs de la Vénérerie du roi », et attestent « n'avoir jamais eu connaissance qu'ils aient commis des délits volontaires ». (1) Ceux de Samois « certifient n'avoir jamais eu à se plaindre ni de la conduite ni des dégâts » causés par l'équipage. (2)

Le maire de Samoreau déclare que « nonobstant qu'il se soit cru obligé de faire part au Département de l'incident, il ne peut s'empêcher de rendre à tous ceux qui composent la vénérerie le témoignage qui leur est dû à titre de justice, et qu'aucun d'eux n'a causé de dommage personnellement à des propriétés individuelles » (3).

A Thomery, les officiers municipaux déclarent que « la Vénérerie du Roi est venue chasser en cette paroisse sans y causer aucuns dégâts et même à la satisfaction des habitants » (4).

La municipalité d'Ury certifie à qui il appartiendra que l'équipage de la Vénérerie du Roi réside depuis environ six mois audit Fontainebleau « et que loin d'être nuisible audit lieu, et aux villages circonvoisins, elle s'est comportée avec toute l'honnêteté et toute l'attention qu'on pouvait désirer pour éviter les délits et les dégâts » (5).

Chailly en Bière fournit une attestation identique à celle d'Ury (6).

A Avon-les-Fontainebleau, la municipalité « ...informée des faux rapports de la Vénérerie du roi séjournant à Fontainebleau depuis cinq mois, s'est proposée de rendre à ces officiers les actes de justice qu'ils méritent; en conséquence, le maire, procureur de la commune, les officiers municipaux et le secrétaire de la municipalité reconnaissent que la vénérerie n'a jamais causé aucun dommage aux propriétés, et certifient avoir toujours vu les respectables officiers se comporter avec la plus grande sagesse due aux propriétés, que leur soumission à toutes choses n'a pu être que très louable et leur conduite irréprochable. » (7) A Fontainebleau, la municipalité certifie « que depuis près de

(1) Réfutation des calomnies hasardées contre l'équipage de la vénérerie du roi, p. 15.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Ibid. p. 15.

(5) Ibid. p. 18.

(6) Ibid. p. 18.

(7) Ibid. p. 18.

six mois que l'équipage de la vénerie séjourne dans cette ville, aucun citoyen n'a eu à s'en plaindre, et que, bien loin de là, toutes les personnes qui composent ledit équipage ont toujours fait de la meilleure grâce tout ce qui pouvait être agréable à notre commune, qu'elles ont toutes prêté avec zèle le serment patriotique du 14 juillet, et se sont montrées véritablement amies de la Constitution. (1) »

Les autres paroisses signataires des certificats étaient celles de Champagne, Arbonne, Moret, Grez, Villiers en Bière, Perthes, Recloses, Villiers-sous-Grez, Bourron, Achères, Fleury et enfin Dannemarie-les-Lys, où s'était produit l'incident et qui délivra une quittance notariée de la somme reçue à titre de dommages-intérêts.

Ces pièces furent publiées à la suite d'une protestation imprimée qui fut signée de MM. de Bongars, commandant de la vénerie, du Cambard, commandant de l'écurie, d'Yauville, commandant de l'équipage, de Boubers, d'Hybouville et de Cacqueray, officiers de la vénerie, et Lajat, lieutenant au régiment de Royal-Bourgogne.

Mais Louis XVI avait été profondément blessé par les attaques dont ses chasses avaient été l'objet, d'autre part, comme tous les chefs sans caractère, il ne soutenait jamais son personnel, et il supprima purement et simplement sa vénerie.

XII

Cette mesure radicale et peu adroite lésait gravement les intérêts de Fontainebleau et un mémoire imprimé fut adressé au Roi à ce sujet par la municipalité.

O n y lisait les lignes suivantes :

« Sire,

C'est par le choix de Votre Majesté que Votre vénerie est à Fontainebleau depuis six mois : les habitants de ce bourg puisaient dans son séjour le courage nécessaire à leurs malheurs, parce qu'il leur donnait l'espoir flatteur d'y revoir bientôt Votre Majesté et de mettre à ses pieds l'ex-

(1) Réfutation des calomnies hasardées contre l'équipage de la vénerie du roi, p. 19.

(2) Adresse au Roi par la municipalité de Fontainebleau sur les imputations faites à l'équipage de la vénerie de Sa Majesté, pp. 1 et suivantes.

pression de leur amour, avec l'hommage de leur soumission et de leur fidélité. L'ordre de supprimer cet équipage jette, Sire, les mêmes habitants et environ 30 paroisses voisines dans la consternation, et imprime le désespoir à une multitude de familles dévouées de tout temps et de père en fils à son service. »

« Vos peuples n'avaient pas sans doute besoin Sire, de ce nouveau sacrifice de Votre Majesté, pour se convaincre que, lorsqu'il s'agit d'ajouter à leur bonheur, Elle est toujours empressée de faire celui de ses plus chères jouissances. »

« Mais, Sire, daignez fixer Vos regards paternels sur l'infortune et les larmes des fidèles serviteurs que vous réformez, daignez les porter sur la misère infaillible d'un pays qui, de tout temps, offrit à nos souverains les délassements nécessaires au trône; daignez, Sire, daignez surtout les arrêter sur notre Bourg qui ne peut exister que par Vous et pour Vous. »

« Ce lieu, qu'habita une longue suite de nos Rois, se convertira bientôt en une vaste solitude si Vous l'abandonnez: les maisons considérables et d'une construction adaptée au service de Votre Majesté constituent toute la richesse de ses habitants, ils trouveront donc bientôt leur ruine absolue dans la seule espèce de ressources qu'ils s'étaient ménagés, et qu'ils avaient adoptée pour leur subsistance. »

« Non, Sire, si Vous daignez Vous pénétrer de ces considérations Vous ne pourrez confirmer l'arrêt de proscription échappé à la fois, soit à Votre sensibilité, soit à votre impérieuse passion de rendre Vos peuples heureux, contre notre Bourg et une longue étendue de pays dont le sort dépend essentiellement des voyages annuels de Votre Majesté. »

« Nous osons avec d'autant plus de confiance faire parvenir jusqu'à Votre Majesté les accents de la douleur profonde de tous nos concitoyens, que nous devons notre perte à un accident involontaire, qui n'aurait pas dû verser l'amertume dans le cœur de Votre Majesté, et qui, par son peu de gravité ne paraissait pas destiné à aller interrompre les travaux importants de l'Assemblée Nationale. »

« Permettez, Sire, qu'à la suite de ce témoignage naturel de notre détresse et de nos sollicitudes nous produisons les pièces justificatives du fait que nous croyons devoir exposer à Votre Majesté, pour remplir l'ordre des devoirs qui nous ont été imposés par nos concitoyens. Votre Majesté trouvera peut-être quelque satisfaction à s'y convaincre que Votre Vénérabilité a tenu une conduite irréprochable, qu'elle a scrupuleusement respecté les propriétés et que, dans toutes les circonstances, elle a donné les preuves de la plus grande sagesse et de la plus louable modération. »

« Heureux, Sire, si ému par nos prières, si touché de nos maux, le cœur de Votre Majesté, Lui faisait révoquer une disposition qui ajoute il est vrai, à Sa gloire, mais qui dévoue au malheur et au désespoir une foule de Vos fidèles serviteurs et sujets! plus heureux encore, si nous pouvons apprendre à nos concitoyens que cet acte de rigueur momentané de Votre Majesté ne suspendra point les bontés qu'Elle leur a toujours prodiguées et ne doit pas leur ôter l'espérance de Vous voir, Sire, reprendre le cours de Vos voyages qui sont leur seule ressource. » (1)

Cette démarche faite auprès du Roi, était inspirée par des motifs analogues à ceux pour lesquels la municipalité de Versailles avait tenté d'obtenir de l'Assemblée Nationale le retour de la Cour dans cette ville après les journées d'octobre 1789. Versailles devait perdre la moitié de sa population soit environ cinquante mille habitants, à la suite du départ de Louis XVI, et la suppression des « voyages » qui amenaient annuellement à Fontainebleau près de dix mille personnes, dont beaucoup étaient riches et dépensières, devait y être plus sensible encore. non seulement dans la ville, beaucoup moins importante que Versailles, mais encore dans les villages voisins, dont les cultivateurs trouvaient au marché de la résidence royale un fructueux écoulement de leurs produits.

Louis XVI ne voulut même pas recevoir les délégués de Fontainebleau chargés de lui présenter la requête de la ville. La Reine seule les accueillit, et les remercia gracieusement d'avoir eu soin du gibier et de la forêt, sachant, disait-elle, que la municipalité avait fait son possible pour cela.

Le Roi était encore à St Cloud quand il reçut la députation de l'Assemblée Constituante chargée de lui faire part des dispositions prises à l'égard de ses chasses. Il était à table quand les Députés se présentèrent. Voici comment le « citoyen de Garches » raconte et apprécie la scène :

« Dans la société la moins policée on fait demander à celui à qui on a affaire quand il pourra nous recevoir. Depuis notre régénération, nous n'en usons pas ainsi, même vis-à-vis de celui auquel naguère tout respect était porté; encore si c'était pour lui dire quelque chose d'agréable! Mais non, voici le sens de leur discours, sans faire mention d'une disposition qui était nécessaire pour le bon ordre: « Nous venons lui dire que nous

(1) Ont signé: Lisle, Notable; Bernard, avocat officier municipal; Rondeau, officier municipal; Auger, notable; Langlois, notable; L. Chevré, notable; Geoffroy le jeune, officier municipal; Byssé, notable; Tardif, notable; Fessard, notable; Aubineau, notable; Lebaigue, notable; Bernard, notable; Dassé, notable; Martinet, officier municipal; Marchand, officier municipal; Marquis, officier municipal.

voulons qu'il s'amuse, parce que cela est nécessaire à nos vues, quoique nous lui en ôtions journellement tous les moyens physiques et moraux,

A ce discours, LouisXVI répondit:

« Je vois avec beaucoup de satisfaction, Monsieur, que l'Assemblée Nationale a reconnu la nécessité d'arrêter les désordres qui se commettaient à Versailles. Je ne doute pas que, quand le peuple sera détrompé les désordres ne cessent.

« Quant à la réforme de mes équipages de chasse, c'est un arrangement qui ne regarde que moi. Il y a longtemps que je n'en ai fait usage, ni n'en ai eu envie. J'espère bien un jour, quand mon cœur sera content, pouvoir reprendre ce plaisir. » (1)

Mais, Louis XVI ne devait plus courir le cerf désormais, et l'ère des grandes chasses royales était close.

(1) Réflexions d'un citoyen de Garches sur les décrets pour les chasses du Roi. p. 12.

CONCLUSION

Le service de la vénerie royale dont nous avons décrit l'organisation et le fonctionnement au XVIII^e siècle présente trois aspect très différents.

A l'égard de la destruction des fauves dangereux, l'équipage du loup, formé et commandé par des spécialistes, appelé à se transporter en province à la demande des régions intéressées, possédait un incontestable caractère d'utilité publique. Il rendit d'appréciables services aux populations agricoles, et pour y parvenir, il sut tirer le parti le meilleur des moyens d'exécution dont on disposait alors.

La vénerie proprement dite, la fauconnerie et le vautrait faisaient, au contraire, partie des dépenses de luxe de la Maison du Roi.

Dépourvues, d'utilité apparente, elles n'en étaient pas moins considérées par les contemporains, comme entrant dans le cadre de magnificence, en dehors duquel ils n'auraient pu concevoir l'exercice du pouvoir royal traditionnel.

Sans doute, les rédacteurs des Cahiers de 1789 souhaitaient que l'ordre et l'économie présidassent désormais à l'administration des finances royales en général, et de la Maison du Roi en particulier.

Nulle part, cependant, on ne relève de doléances tendant à la suppression de la vénerie, et l'on peut déduire de l'incident à la suite duquel Louis XVI la supprima lui-même, que les populations voisines des résidences royales, en souhaitaient la conservation pour les avantages qu'en retirait leur commerce.

Les chasses royales avaient eu parfois des résultats heureux. Malgré les dégâts causés par les fauves dans certains bois, elles avaient garanti l'Ile de France contre des déboisements qui eussent été bien plus nuisibles aux intérêts vitaux de l'agriculture, que ne le furent les déprédations du gibier. Elles avaient, par la création des nombreuses routes forestières, permis d'accroître la sécurité de vastes régions boisées qui avaient été longtemps des repaires de brigands. Enfin, elles avaient déter-

miné la construction de rendez-vous de chasse, dont certains devinrent par la suite de vastes et célèbres monuments, qui enrichirent le patrimoine artistique de la France et de l'humanité.

Quant aux capitaineries au contraire, il n'est pas douteux que ce dernier aspect du régime de la vénerie royale, ne se présente sous la forme d'une lourde charge ayant pesé sur l'agriculture dans la région de Paris. Ces juridictions, primitivement consacrées à la défense des droits de chasse attachés à la couronne, étaient devenues, depuis la fin du règne de Louis XV, la sauvegarde des spéculateurs qui s'enrichissaient impunément par la vente du gibier du roi, dont ils favorisaient la multiplication au détriment des cultures. Les abus ainsi commis, qui étaient particuliers à l'Ile de France; furent pratiqués à l'époque où fermentaient dans la capitale toutes les revendications politiques et sociales destinées à éclore pendant la Révolution, et ils ont pu la préparer dans la mesure qu'indiquent les doléances exprimées par les cahiers des paroisses des environs de Paris.

« Pendant le XVIII^e siècle, écrivait M. le baron de Noirmont, la dureté des lois sur la chasse et le régime oppressif des capitaineries, avaient soulevé dans les populations rurales, des ressentiments exploités avec empressement, par ceux qui appelaient de leurs vœux le renversement de toutes les institutions existantes. »

« Ces novateurs ne manquèrent pas d'exciter les rancunes populaires, pour s'en faire une arme contre les classes privilégiées, et réussirent facilement à allumer une haine furieuse contre tout ce qui avait rapport à la chasse. »

Dans le même ordre d'idées, Lazare Carnot a pu dire que « les peuples voient surtout dans les révolutions le moyen de se délivrer des impôts qu'ils ont pris en haine. »

Or, les déprédations commises par le gibier dans les cultures équivalaient à un impôt permanent, et le fléchissement du pouvoir qui précéda les événements de l'été de 1789, devait suffire pour en amener la suppression, avant même les décisions qui furent prises à cet égard par l'Assemblée Constituante.

Les inconvénients des capitaineries ont été exploités contre la monarchie en 1789, comme la logique des événements vou-

lait qu'ils le fussent. Il semble même, qu'étant donné le grand nombre des réclamations auxquelles ces juridictions avaient donné lieu, les protestataires auraient dû trouver plus d'écho dans l'opinion, et l'on peut sans doute expliquer cette modération par le loyalisme général qui existait encore en 1789 à l'égard de Louis XVI, dont on voulait respecter les plaisirs personnels.

Mais il convient d'observer que les classes élevées, auxquelles M. le baron de Noirmont faisait allusion, étaient précisément déchues de tout privilège relativement à l'exercice du droit de chasse dans les capitaineries royales, et elles y faisaient cause commune avec les cultivateurs contre ces privilégiés d'un genre nouveau, qu'étaient les clients des officiers des chasses.

Grâce à l'immorale institution de la vénalité des charges, qui fut l'une des erreurs principales de l'Ancien Régime, et qui devint l'une des causes profondes de sa ruine, il suffisait déjà d'être riche pour obtenir la noblesse avec les immunités fiscales qu'elle conférait.

Désormais, les abus introduits dans l'administration des chasses, permettaient d'acheter à prix d'argent l'exercice d'un droit qui était, en définitive, un démembrement de ceux que l'on accordait à la seule personne du Monarque.

A la fin du règne de Louis XVI, le paysan qui a encore la « religion du roi » légitime et traditionnel, veut bien supporter les inconvénients qui résultent pour lui de ses plaisirs. Mais à aucun prix, il n'entend être vexé davantage par les usurpations intolérables dont bénéficient les spéculateurs et les nouveaux riches, et à cet égard, curés, seigneurs et paysans sont tous d'accord.

Le vote unanime de l'Assemblée Constituante qui, dès les premières séances consécutives à la nuit du 4 août, consacra la suppression des capitaineries, fut donc, sans aucun doute, la véridique expression des vœux du pays.



APPENDICE I

Liste des Capitaineries supprimées par Déclaration Royale du 10 Octobre 1699.

Long-Jumeau, Long-Boyau, Séquigny, Monthléry, Becoiseau et Crecy, Carnelle, Pierrelaye et Pontoise, Clermont en Beauvaisis, Chevreuse, Montfort, Dourdan, Dreux, Beaumont, Soissons, Fère en Tardenois, Chauny, Sens, Nogent sur Seine, Provins, Château-Thierry, Sézanne, Vitry, Bar sur Seine, Chaumont en Bassigny, Vassy, Langres, Amboise, Montrichard, Touraine, Le Plessis les Tours, Loches, Angoumois, La Basse Marche, Chinon, Plaine d'Ablevois, Comté du Maine, Baronnie de Château du Loir, Forêt de Beaufort, Forêts d'Anjou, Province de Berry, Niort, Fontenay, Auxerre, Joigny, St Florentin, Chalon sur Saone, Chatillon sur Seine, Bresse, Garennes de Beaune et Dijon, Forêt de la Grolle, Lyonnais et Bresse, Forêt de Crecy et Ponthieu, Montreuil, Pays Conquis, Comté d'Ardres, Forêt de Lyon, Bacqueville, Buissons de Bleu, Lamboëlle et Bois de Charleval, Forêt de Bord, Vicomté du Pont ou l'Arche, Garenne de Léry, Forêt de Bertonne, Bellesme, Argentan, Cotentin, Besançon, Dolle, Bailliage d'Amont, Bailliage d'Aval, Alençon, Falaise et Domfront, Vernon et les Andelys, Bois et Buissons des Vicomtés de Rouen, Arques et Neufchatel, Rouvray, Lessart et la Londe, Roumart et la Verte Forêt.

APPENDICE II

Dépenses des Capitaineries à la fin du XVII^e siècle.

Extrait des comptes de Louis XIV pour l'année 1684.

La Varenne du Louvre: capitaine; M. de Catelan:	14.820 l.
Bois de Boulogne :capitaine; M. le baron de Gentilly:	6140 l.
St Germain en Laye: capitaine; M. le duc du Lude:	15.130 l.
Longboyau: capitaine; M. le marquis d'Effiat;	5.520 l.

Seuigny: capitaine; M. le duc de Noailles;	3.600 l.
Sénart : capitaine; M. le duc de Villeroy;	4.550. l.
Livry et Bondy; capitaine: M. le marquis de Livry:	3.010 l.
Guise et Compiègne; capitaine; M. le duc d'Humières:	6.020 l.
Forêt de Carnelle; capitaine: M. Nicolay (de Nicolaï)	2.660 l.
Montfort l'Amaury; Capitaine; N.....	330 l.
Dourdan: capitaine; M. Nicolas Boutron;	1.320 l.
Nogent-sur-Seine: capitaine; M. Bouthilier:	1.440 l.
Amboise: capitaine; M. de Lussault;	1.500 l.
Halatte: capitaine; M. le marquis de St Simon:	2.040 l.
Montceaux: capitaine; M. le duc de Gesvres;	8.970 l.
St Maur des Fossés: capitaine; N.....	540 l.
Crecy en Brie: capitaine; M. Nicolas Jeannin;	3.290 l.
Beaugency: capitaine; N.....	4.200 l.
Brie-Comte-Robert: capitaine; M. de Bonnelle;	2.700 l.
Meaux: capitaine; M. de l'Hopital;	1.200 l.
Fontainebleau: capitaine; M. le marquis de Montmorin;	13.450 l.
Melun: capitaine; N.....	1.060 l.
Garenne de Reims: capitaine; N.....	480 l.
(1) Montargis: capitaine; N.....	1.040 l.
(1) Villers-Cotterêts; capitaine; M. de Longueil;	480 l.
(1) Plaine de Nemours: capitaine; M. Pierre Quillien;	220 l.
Blois: capitaine; M. le marquis de Menards;	1.500 l.
Chambord : capitaine; M. de Saumery;	7.232. l.
Dreux: capitaine; M. Desroches;	660 l.
Ferrières et dépendances: cap; M. François de l'Hopital;	1.350 l.
Lions: capitaine; M. de Limoges;	900 l.
St Dizier et Vitry: capitaine; M. le Begue;	600 l.
Chaumont: capitaine; M. de Boulogne;	3.600 l.
Sézanne: capitaine; M. Legrand;	360 l.
Bar sur Seine: capitaine; M. le marquis de Praslin;	1.860 l.
Château-Thierry: (mémoire). (1) Forêt d'Orléans. (mémoire)	
Chinon, (mémoire). Buissons du Pays d'Anjou, cap. N...;	560 l.

(1) Au duc d'Orléans.

APPENDICE III

EXTRAIT DU REGISTRE D'ECROU DE LA CAPITAINEE
DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

(Années 1781-1782-1783)

DATES	Individus écroués	DATES	Individus écroués	DATES	Individus écroués
1781		1781		1782	
5 Janvier	1	11 Octobre	1	6 Décembre	1
12 »	1	19 Novembre	2	29 »	4
23 »	1	27 Décembre	2	1783	
2 Mars	1	28 »	1		
16 Avril	1	1782		2 Janvier	1
29 »	1			3 »	3
30 »	1	14 Janvier	1	19 »	1
7 Mai	1	1 ^{er} Juillet	1	21 »	1
21 »	1	11 »	2	23 Février	1
25 »	1	30 »	1	17 Mars	1
26 »	3	2 Septembre	1	3 Mai	1
14 Juillet	1	21 »	2	10 Juin	1
16 »	1	23 »	1	1 ^{er} Août	1
20 Août	1	28 »	1	6 Septembre	1
27 »	1	24 Novembre.	2	6 Octobre	1
9 Septembre	1	1 ^{er} Décembre.	1	13 »	4
13 »	1	3 »	1	16 Décembre	1
24 »	1	4 »	1	18 »	1

BIBLIOGRAPHIE

DES SOURCES ET OUVRAGES CONSULTÉS

MANUSCRITS

ARCHIVES NATIONALES

Série C¹ Maison du Roi

Papiers du Grand Veneur

- n° 284 Bons du Roi (autographes) pour toutes demandes de places, pensions logemens, etc. — Domaine (Versailles seulement) achats et dépenses, 1743-1792. — Bois et chasses 1747-1790. — Etats spéciaux des coupes de bois. — Domaine. — Voyages de la cour 1750-1792.
- n° 977 1 à 134. — Administration, personnel, états divers, (1706 à 1790), pensions et gratifications. — 135 à 165. Grande Fauconnerie de France: personnel des divers vols avec gages. — (1748 à 1793) — 166 à 262. Louveterie. Affaire du Lieutenant de louveterie de Moncel à Verdun. Etat du personnel lors de la suppression de 1787. (1775 à 1789) — 263 à 266. Vautrait: Etat du personnel. (1777). — Capitaines des Lévriers (1760 à 1786). — Gardes des aires. (1760 à 1779). — 267 à 345. Grande Venerie: Etat du personnel. —
- n° 978. 1 à 85. — Ordonnances de paiement adressées au trésorier de la liste civile au profit du personnel du service des chasses. (1790 à 1792). — 86 à 146. Pièces diverses de dépenses: appointements et ordonnancements. (1779 à 1789). — 147 à 170. Etats de gages. (1786 à 1792). — 171 à 182. Etats de dépenses (1786).
- n° 979 Registre. — « Etat des Gages et appointements des officiers de la vennerie, fauconerie, oiseaux du cabinet, toilles de chasse, capitaineries royales et autres dépenses mentionnées. » (1760 à 1781).

n° 980 Registre. — Mêmes états que ci-dessus. (1783 à 1792). Ce registre contient le dernier état des dépenses ordinaires des capitaineries arrêtées au 1er janvier 1789 et signé de la main de Louis XVI.

n° 982 à 992 Registres de la chasse au loup. (1775 à 1786).

Ces registres contiennent le compte-rendu résumé de chacune des chasses exécutées par l'équipage du loup à raison d'un par année. Les comptes-rendus rédigés en douze ou quinze lignes indiquent la date de la chasse, les personnalités présentes, le lieu de l'assemblée, les incidents survenus en cours de chasse, l'itinéraire parcouru et le nombre de fauves tués ou manqués.

n° 993 à 1030 Registres de la chasse au sanglier. — (1729-1786)

Ces registres sont composés de la même manière que les précédents. Ils sont, comme ceux-ci, calligraphiés avec le plus grand soin et reliés en maroquin rouge aux armes de France. Un titre doré et gravé sur la couverture indique la date à laquelle ils ont été présentés au Roi.

n° 1031 et 1032 Registres des chasses au sanglier exécutées par les équipages de la Reine Marie-Antoinette et du Comte d'Artois en 1784 et 1785. Ces deux registres artistiquement reliés figurent au musée des archives nationales.

n° 1033 *Capitaineries, chasses, personnel, brevets, provisions* (1749-1789).

1 à 21. Etats des officiers et gardes chasses de la capitainerie de la Varenne du Louvre pour le paiement de leurs gages en 1725. Brevets et provisions de toutes charges. 122 à 148. — Observations sur les deux cartes imprimées méridionale et septentrionale des chasses du Roi. maitrise des Eaux et forêts du bailliage de Melun, par Paul

(Il est question dans ce mémoire d'un instrument permettant au Roi de marquer lui-même sur les cartes le lieu des rendez-vous et des points d'attaque, — 1784). Brevets de conservation des chasses donnés par le Roi à des gentils-hommes en province. Personnel des parcs de Versailles, Marly et Meudon. Réclamations des gardes chasses. Or-

donnances de Louis XVI au sujet de la dispersion d'atroupements séditieux datée du 11 mai 1789 et signée de la main du Roi. — 149 à 190. Octroi de permis de chasse. Contestations diverses. Réclamation des habitants de Chauny à propos du droit de chasse des ducs d'Aumont et de Villequier sur le territoire de leur paroisse. — Réponse de ces seigneurs, 25 avril 1789. Lettre de M. Necker à M. de Villedeuil, Ministre de la Maison du Roi au sujet d'un particulier qui demande le remboursement de 170 pieds d'arbres qui ont été enclavés dans deux remises des chasses du Roi en 1768 et qui n'ont pas encore été payés. (23 septembre 1778). Lettre de M. de Montmorin, capitaine des chasses de Fontainebleau au sujet de permis de chasse donnés à M. le vicomte de Castellane et Mme la princesse de Berghes.

- n° 103:4 1 à 4 *Capitainerie de Blois*. Etats de paiement (1677). — 5 à 45. *Capitainerie de Chambord*. Etats de paiement. Etats comparatifs de 1689 et de 1677. Etats des officiers et des gardes. Dossier complet concernant la suppression de la capitainerie. Ordonnance de suppression. Liquidation. 46 à 63. *Capitainerie de Compiègne*. Etats des officiers. Dossier de l'affaire du garde Edme Caron. Affaire du Comte de Janson. Lettre du vicomte de Laval, capitaine, au sujet des premiers troubles en 1789. — 64 à 68. — *Capitainerie de Corbeil*. Lettre et comptes du duc de Ville-roi, capitaine. — 69 à 206. — *Capitainerie de Fontainebleau*. Règlement de Louis XIV relatif aux chasses de Fontainebleau. Déclaration du Roi au sujet du nombre des gardes. Etats divers relatifs au personnel sous Louis XIV et Louis XV. Lettres et mémoires divers de M. de Montmorin, capitaine. Edit de 1687 fixant les limites de la Capitainerie. Contestation survenue avec l'abbaye de St-Germain-des-Prés. — Affaire Dubois. — 207 à 314. Affaires Moreau de la Rochette, comte d'Allemand, Héron, Châteauvillard, Dupré de St-Maur. — 315 à 322. *Capitainerie d'Halatte*. Etats de paiement. (1099 à 1780). — 323 à 326. — *Capitaineries de Livry et Bondy*. Etats de paiement. (1717 à 1745). —

- n° 1035 1 à 44. *Varenne du Louvre*. (1677-1716-1782). Affaires particulières; permis de construire (Meudon, Montceaux, St-Germain-en-Laye, Sénart, La Varenne des Tuileries et Grue-rie du Bois de Boulogne, Vincennes). Nominations à divers emplois. 45 à 55. Sentences pour délits. 56 à 274. *Varenne du Louvre*. Requêtes présentées pour l'obtention de permis de construire sur les terrains de chasse du Roi. (1736 à 1767). — 275 à 281. — *Capitainerie de Meudon*. Etat des officiers. — 282 à 293. *Capitainerie de Montceaux*. — Etat des officiers 294 à 324. *Capitainerie de St-Germain-en-Laye*. Etats des officiers et états de paiement. 325 à 339. *Capitainerie de Sénart*. Etat des officiers, Ordonnance royale relative à l'érection de Sénart en capitainerie. — 340 à 430. *Capitainerie de la Varenne des Tuileries et du Bois de Boulogne*. — Ordonnances et états divers. Contrats d'achats de terres pour plantation de remises. —
- n° 1037 Trésorerie générale de la Vénérie. Etats de paiement divers. (1785).
- n° 1038 Liste civile. Journal des dépenses. (1789 à 1792).
- n° 1039 Etats de gages et de paiement. (1760 à 1766).
- n° 1040 Etats de gages et de paiement. (1767 à 1779).
- n° 1041 Registre. Recettes et dépenses de la capitation pour l'Argenterie, les Menus plaisirs, la fauconnerie et les écuries. (1784).

Papiers du grand Ecuyer de France

- n° 855 Administration du Grand Ecuyer, 1715.
- n° 976 Juge d'armes et généalogiste. Honneurs de la Cour. 1706-1789.

Direction générale des Bâtiments

- n° 1319 *Capitainerie de St-Germain*, 1 à 42. Procès-verbaux d'estimation et d'arpentage des remises. (1634-1715). — 43 à 53. (année 1751) 54 à 79 — (1753 à 1778) — 80 à 90 (1753 à 1756). — 91 à 117 (1755 à 1788).
- n° 1321 *Capitainerie de la Varenne du Louvre*. 1 à 179. Plaines de Grenelle, Vanves et Issy; mêmes procès-verbaux. (1677-1789) — 180 à 200 — (1747 à 1706). —

- n° 1322 *Capitainerie de la Varenne des Tuileries*. 1 à 4. Plaine St-Denis. (1703 à 1706). Quittances. — 5 à 18. Etat des acquisitions (1746 à 1770). 19 à 100. Remboursements et liquidations (1750 à 1788). 101 à 160. Procès-Verbaux divers. (1679 à 1781). —
- n° 1323 1 à 13. *Capitaineries de Corbeil*. (1747 à 1752). (1770 à 1790.) — 14 à 24. *Capitainerie de Vincennes* (1753 à 1764). — 25 à 34. *Capitainerie d'Halatte*. Remboursements et procès-verbaux d'arpentage. (1734-1739-1790). — 35 à 38 St-Denis (1701). — 39 à 54. Varennes du Louvre et des Tuileries. Procès-verbaux d'estimation. (1747 à 1785). — 55 à 60 Varennes du Louvre et des Tuileries, Vincennes St-Germain-en-Laye, procès-verbaux d'arpentage. 61 à 63. Etats généraux des remises. (1705 à 1783). —
- n° 1416 n° 27. *Remises à gibier et routes de chasse*, Arrêts du Conseil des 24 avril et 5 juin 1703 enlevant aux officiers des Maîtrises les attributions qui y correspondent et les conférant au surintendant des bâtiments. Plans divers concernant les jardins, remises, routes de chasse, embellissement des jardins du roi à Compiègne. (1749 à 1772). —
- n° 1438 Fontainebleau. Forêt, routes, travaux, correspondance et plans (1678-1733).
- n° 1709 Capitainerie de Montceaux. Château. Correspondance générale. personnel. (1621-1783).

Prevôté de l'Hôtel

- n° 3704 Liassé n° 1. Contestations survenues entre M. Desjardins, seigneur haut justicier, riverain de la capitainerie de Compiègne, avec le vicomte de Laval. Affaire Croux-Foucauld. Affaire Louise Garnier (1781-1787).

Administration Générale

SÉRIE A D¹³

- n° 3 Collection de 204 pièces imprimées sous les cinq derniers règnes ayant précédé la Révolution et reproduisant une série d'actes de toute nature concernant les chasses promulguées de 1299 à 1789, les actes sont d'origine et de nature très diverses: Ordonnances royales, édits, déclarations et

Lettres patentes sur le fait des chasses; provisions d'offices; ordonnances des capitaines des chasses; arrêts et jugements du Conseil du Roi, de la Table de Marbre de Paris, des maîtrises des Eaux et Forêts; règlements concernant les chasses, sentences diverses prononcées par les tribunaux de diverses juridictions.

Archives du Greffe du Bailliage de la Varenne du Louvre.

SERIE Z I Q

- n° 1 à 57 Registre d'audience. Enregistrement de provisions d'offices. Réceptions d'officiers et de gardes chasses. Permis de chasse. Sentences diverses. (1613 à 1780).
- n°s 50 à 66 Registre de recettes d'amendes et pièces justificatives. — (1735-1784).
- n° 67 Enregistrement de Lettres patentes avec provisions d'offices. — (Liasse). (1782-1788).
- n°s 68 à 91 Minutes de jugements. — (Liasse). Permis de chasse délivrés par le grand veneur. Routes de chasse. Désaffectation de la salle d'audience en 1789. — (1673-1789).
- n°s 92 à 95 Procédures pour braconnage et délits de chasse. — (Liasse). — (1673-1789).
- n°s 96 et 97 Provisions d'offices et informations de vie et mœurs. — (Liasse). — (1635-1780).
- n° 98 Inventaire des lettres et papiers de la Varenne du Louvre. Etat des officiers (xviii^e siècle). Plaintes et rapports de gardes-Comptabilité du greffier et du capitaine. Exploits originaux et copies. Contrats de vente et autres actes concernant un échange de terre à Choisy pour l'établissement de chasse. Sentences diverses. (1613 à 1780).
-

Musée des Archives

Journal de Louis XVI. AE, II. 1281.

Premier portefeuille. Journal des incidents de la vie quotidienne du Roi de 1766 à 1792. Cahiers et feuillets contenus en 6 chemises. 1 chemise de pièces diverses contenant des noms de personnes et des renseignements géographique. 1 chemise pour l'inventaire.

Second portefeuille. Deux chemises de comptes du Roi. Deux chemises contenant le texte de ses dépenses personnelles. Une chemise concernant les pensions et gratifications accordées. Un inventaire.

Troisième portefeuille. n° 2 Douze chemises contenant les comptes-rendus détaillés des chasses du Roi de 1771 à 1789.

n° 2. Chasses du Roi de 1768 à 1788.

n° 3. Chasses du Roi de 1768 à 1791 avec tableaux récapitulatifs.

n° 4. Rambouillet. Notes sur les différentes parties de la forêt.

n° 5. Listes de chevaux avec appréciation sur quelques uns.

n° 6. Chasses du Roi, du duc de Bourbon et du Prince de Condé. Un inventaire.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Manuscrits français

n° 7847 Compte des frais de chasse de la bête du Gévaudan 1765 et d'un loup qui désolait les diocèses de Grasse et de Fréjus (1788-89). Pièces originales.
remises à gibier. (XVIII^e). (Liasse). — (1687-1789).

7848-51 Etat des chasses du cerf, du chevreuil et du daim. Registre. (1743-1767).

14123 Légende relative à la carte méridionale des chasses du Roi aux environs de Versailles, levée par ordre de M. le duc de Choiseul, sous la direction du Sr. Berthier par les ingénieurs géographes des camps et armées de S. M. en 1767-68.

Répertoire de l'ancien Cabinet des Titres

Article Montmorin. Pièces originales, n° 2035. — Dossiers bleus, n° 740. — Nouveau d'Hozier, n° 245. — Chérin, n° 141.

Article Noailles. Dossiers bleus n°s 491-494. Cabinet d'Hozier, n° 255.

Cabinet des Estampes

SÉRIE K. — GRAVURES DE CHASSE

ARCHIVES DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

- B. 61. Registre. 1773-1777. — Causes du Roi en la Capitainerie royale des chasses de Fontainebleau jugées par Christophe Bernard de Marsanges, **premier** lieutenant de ladite capitainerie. — Installation de M. Gillet de la Renommière en la charge de sous-lieutenant des chasses.
- B. 62. Liasse. 1777-1780. — Causes du Roi en la Capitainerie royale des Chasses de Fontainebleau. Condamnations contre un grand nombre de délinquants, notamment contre M. F. T. Moreau, seigneur de la Rochette, civilement responsable des dommages causés par les enfants trouvés confiés à sa garde par le gouvernement pour la mise en culture de ses terres de la Rochette. Décharges d'amendes accordées par M. de Montmorin.
- B. 64. Liasse. 1782-1785. — Causes du Roi en la Capitainerie royale des chasses de Fontainebleau. Sentences prononcées contre M. Moreau, seigneur de la Rochette, le marquis des Roches, seigneur de Bois Boudran, etc. — Installation de M. Louis Victoire, Hippolyte, Luce, comte de Montmorin, comme capitaine des chasses et maître particulier des eaux et forêts au même siège.
- B. 65 bis. 1664-1665. — Maîtrise des eaux et forêts de Fontainebleau. Livre vert contenant ordonnances de réformation générale de la forêt de Bière et des autres bois dépendant de la maîtrise des eaux et forêts au même siège, par Paul Barillon d'Amoncourt, conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes en son hôtel, départi en la généralité de Paris et commissaire député par S.M. pour la réformation générale des Eaux et forêts au département de l'Île-de-France, Brie, Perche, Picardie et Pays reconquis.

- A. 87. 1779. Capitainerie royale des chasses de Montceaux plaine et varenne de Meaux. Ordonnance du capitaine renouvelant l'ordonnance du roi de 1669.
-

ARCHIVES DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE

- B. 296. 1745-1788. — Recrutement des gardes et inspecteurs de la capitainerie de St-Germain-en-Laye.
1781-1783. Registre d'écrou de la capitainerie de St-Germain-en-Laye.
- 204 1774-1789. Liasses. Greffe de la capitainerie de St-Germain-en-Laye. Procès de chasse et pièces diverses.
- E. 2974. Liasse. 17888-1789. — Lettres écrites à M. Prioreau par MM. de Villedeuil, de St-Périer, etc., Ordres donnés à M. Prioreau de se transporter dans toutes les paroisses que comprennent l'arrondissement de Houdan, Montfort, Pontchartrain, St-Hubert, Rambouillet, à l'effet d'y faire enlever en sa présence toutes les armes à feu et autres qui se trouvent chez les habitants.
- E. 2976. Liasse. 1778-1789. — Composition de la Compagnie de Maréchaussée des voyages et chasses du roi.
-

ARCHIVES DE LA GRANDE-BRETAGNE

Record Office.

Inquisitions. Fœderaparlament writs. Règne d'Edouard III.

Calendar of close Rolls. Règne d'Edouard I^{er}.

CARTES
BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Carte topographique des Environs de Versailles dite des chasses impériales levée et dressée de 1764 à 1773 par les ingénieurs des camps et armées, commandée par feu M. Bertier, terminée en 1807 par ordre de Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie et protecteur de la Confédération du Rhin, pendant le ministère de S. A. S. M. le maréchal Alexandre Berthier, prince de Neufchâtel, Grand Veneur, Grand aigle de la Légion d'honneur, sous la direction du général Sanson au dépôt général de la Guerre, (12 feuilles gravées). — P. f. 1756.

Atlas de la capitainerie de la Varenne du Louvre en 12 cartes représentant chacune un des cantons de cette capitainerie. (sans date ni lieu d'impression). Pf. 14, 21.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

IMPRIMÉS

SERIE ANCIENNE

Advis, Remontrances et Requestes aux Etats-Généraux tenus à Paris en 1614 par six paysans. brochure in-12. — (s. l.) 1614.

Almanachs Royaux (série 1725-1789). — (L. b. 36-353).

Anselme (le Père). *Histoire Généalogique et Chronologique de la Maison Royale de France et des Grands Officiers de la Couronne*. — Paris 1726-1733, 9 vol. in-folio. — (L. m. 3-398-A).

Arcussia (Charles d'). *La fauconnerie de Charles d'Arcussia de Capre, seigneur d'Esparron, Palières, etc, divisée en 3 livres avec une briefve instruction pour traiter les autours sur la fin de l'œuvre par l'auteur*. — Paris, 1599, 1 vol. in-8. (S. 12-317).

Argenson (Le marquis d') *Journal et Mémoires*. Paris, 1859-1867, 9 vol. in-8° (L. b. 38-1362).

Barbier. Journal historique et anecdotique de la Régence et du règne de Louis XV, de 1718 à 1762. — Paris, 1847-1856, 4 vol. in-8° (L. b. 38-27).

Bocquet de Chanterenne. Plaisirs, varennes et capitaineries. Paris. 1744, 1 vol. in-12. — (F. 26-140).

Mémoires des Intendants sur l'état des Généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne. Paris, 1881, 1 vol. in-4° (45-30).

Brézé (J. de). Le Livre de la chasse du Grand Sénéchal de Normandie et les Ditz du bon chien Souillard qui feust au Roy Loys x^r du nom. (Réédité par M. le baron Pichon). Paris, 1858. 1 vol. in-8° (Rés. Ye.4334).

Charles IX. Roi de France. La Chasse Royale, Paris, 1857, 1 vol. in-8° (S. 12271).

Code des Chasses, ou nouveau traité du droit des chasses, suivant la jurisprudence de l'Ordonnance de Louis XIV du mois d'août 1669. Paris, 1764, 2 vol. in-18 (F. 4.400).

Croy (le duc de). Mémoires sur les cours de Louis XV et de Louis XVI. Paris, 1897. 1 vol. in-12 (L. a 30-67).

Dangeau (Philippe de Courcillon, marquis de). Journal. Paris, 1860, 19 vol. in-8° (8° Lb. 37-149).

Des Graviers. (MM.) Capitaines de Dragons, gentilshommes de Monseigneur le Prince de Conty et commandants de ses véneries. *L'Art du Valet de Limier* avec la manière la plus simple de dresser un chien de plaine et diverses recettes pour guérir les chiens des maladies les plus dangereuses, auquel on a joint un Etat des différents rendez-vous de chasse du Roy et des Princes du Sang, avec la distribution des quêtes et le placement des relais. Dédié à Mgr le Prince de Conty. Paris, 1771, 1 vol. in-12. (S. 12-349).

Du Cange. Glossarium ad scriptores mediæ et infimæ litinitatis. Paris, 1840, 2 vol. in-fol. (X. 206-207).

Estoile (P. de). Mémoires et journal de Collections Michaud et Poujoulat. I. I. Paris, 1837. (O. 138).

Estat de la France où l'on voit tous les Princes et Pairs, Ducs, Maréchaux de France et autres officiers de la couronne, les Evêques les Cours qui jugent en dernier ressort, les Gouverneurs de provinces, les Chevaliers des 3 ordres du Roy etc... 3 vol. in-18, Paris, 1698, (Lc. 25-14).

Estat Particulier des officiers des toiles des chasses, tentes et pavillons du Roy, fait et arrêté à Fontainebleau le 16 février 1598. Paris, 1598, pièce. (S. I. n. d.). (Lf. 12-2).

Foix. (Gaston de). La chasse de Gaston Phœbus, comte de Foix, envoyée par luy à Messire Philippe de France, duc de Bourgogne. Paris, 1897, 1 vol. in-18. (8° S. 14752).

Fouilloux. (Jacques du). La Vénérerie de Jacques du Fouilloux escuyer, seigneur du dit lieu, pays de Gastine en Poitou, dédié au Roy très chrétien Charles neufiesme. Niort. 1864, 1 vol. in-4°. (S. 2945).

Frédéric II. (Empereur d'Allemagne). Reliquia librorum Frederici imperatoris, de arte venandi cum avibus, cum regis Manfredi additionibus, ex membranis vetustis, nunc primum edita. Paris. 1867. 1 vol. in 8° (S. 12262)

Guyot et Merlin. Traité des Droits fonctions franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office et à chaque état, soit civil soit militaire, soit ecclésiastique. Paris. 1786 4 vol. in 4° (4° Lf. 3. 14).

Guyot. Répertoire universel de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiaire. Paris. 1777. 64 vol. in 8° (F. 25753. 25816)

Henri IV. Roi de France et de Navarre. Lettres. Paris. 1843-1876. 9 vol. in 4° (4° L. 45.-30).

Hézecques. (Le comte d'). Souvenirs d'un page de Louis XVI. Paris. 1843. 1 vol. in. 16 (8°. 16. 39. 11016).

Isambert, Decrusy et Armêt. Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à l'année 1789. Paris. 1828. (C. 26.54).

Labruyère. Histoire d'un braconnier (1771).- Paris. 1861. 1 brochure in 8°. (Ln. 27-10744).

Lacurne de St-Palaye. Mémoires sur l'ancienne chevalerie considérée comme établissement politique et militaire. Paris, 1789, 3 vol. in-12. (Ll. 2-9).

Le Verrier de la Conterrie, Ecuyer, seigneur d'Amigny, les Aulnets, etc. Vénérerie Normande ou l'Ecole de la Chasse aux chiens courans pour le lièvre, le chevreuil, le cerf, le daim, le sanglier, le loup, le renard et la loultre avec les tons de chasse, accompagnés de chacun une explication sur l'occasion et les circonstances où ils doivent être sonnés, etc..... Rouen, 1778, 1 vol. in-8°, (S. 2010).

Louis XIV, Roi de France et de Navarre. Mémoires pour l'instruction du Dauphin. Paris, 1860, 2 vol. in-8° (8° Lb. 4533).

Luynes (duc de). Mémoires sur la Cour de Louis XV, de 1735 à 1758 (LB. 38-1367-1380) .

Mercure de France (Le). Année 1686. (LC. 2-33).

Miroir des Louys (Le) ou instruction politique de ce que les trois ordres pourront légitimement demander au Roy en l'Assemblée des Etats. Paris. 1614, 1 vol. in-12. (Lb. 36-355).

Moncel. (De l'Isle du) Méthodes et projets pour parvenir à la destruction des loups dans le royaume. Paris 1768, 2 vol. in-12 (Lk. 7-16478).

Montpensier. (Mademoiselle de), fillé de Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII Roi de France. *Mémoires*. Maestricht 1776, 8 vol. in-12. (Lb. 37. 192. L.)

Mouret. Chasses du Roy et la quantité de lieues que le Roy a fait tant à cheval qu'en carosse pendant l'année 1725. Paris 1725, 1 broch. in-12, (Lb. 38-281).

Pontis (Le sieur de). *Mémoires*. Collection Michaud et Poujoulat. Paris 1837, (O. 143).

Saint-Simon (Duc de). *Mémoires*. Edition de Boislisle, (B. D. 97).

Sales (De l'Isle de). Dictionnaire théorique et pratique de toute espèce de chasse. Paris, 1769, 2 vol. in-8°, (S. 12280-12281).

Salnové (de). La Vénérerie Royale. Niort, 1872, 1 vol. in-4°, (S. 952).

Selincourt (Espée de). Le Parfait Chasseur pour l'instruction des personnes de qualité et autres qui aiment la chasse pour se rendre capables de cet exercice, apprendre aux veneurs, picqueurs, faulconniers, et valets de chiens à servir dans les grands équipages. Paris, 1683, 1 vol. in-18, (S. 12284).

Serres (Olivier de). Le Théâtre d'agriculture et mesnage des champs. Paris, 1519, 1 vol. in-8°, (S. 4451).

Spanheim (E.). Relation de la Cour de France. Paris, 1882, 1 vol. in-8°, (O. 457).

Tiltres des Bailliage et Capitainerie de la Varenne et Chasteau du Louvre, parc et bois de Boulogne et des six lieues à la ronde ès environs de Paris, 1789, 2 vol. in-18, (8° L 25. C. 15).

Yauville (d'). Premier écuyer et ancien commandant de la Vénérerie du Roi. Traité de Vénérerie. Paris, 1788, 1 vol. in-8° (S. 2930).

PERIODE REVOLUTIONNAIRE

Adresse au Roi par la Municipalité de Fontainebleau sur les imputations faites à la Vénérerie de Sa Majesté. Paris, broch. in-12, (s. l. n. d.), (Lf. 12-3).

Auteur de l'Impôt Volontaire (L'), Dialogue sur les Capitaineries. Paris, 1789, broch. in-12, (Lb. 39-6749).

Barère de Vieuzac. Rapport à la Constituante sur les Chasses du Roi, au nom du Comité des Domaines et de la Féodalité, suivi du Décret du 14 septembre 1790 sur les Chasses du Roi. 1 broch., Paris (sans date). (Le 29-933).

Bloch (Camille). Cahiers des Doléances du Bailliage d'Orléans pour les Etats-Généraux de 1789. Paris, 1907, 2 vol. in-8°, (N. 281-282).

Boucher de la Richarderie. Essai sur les capitaineries royales et autres, 1788. (Lb. 39-1477).

Capitaineries (Des) et en particulier de celle de Fontainebleau, (s. l. n. d.) pièce, (Lb. 39-1476).

Crestel. Observations sur un imprimé ayant pour titre: « Vœu patriotique pour la suppression des Capitaineries ». (S. l. n. d.), (Lb. 39-7117).

Defresne et Evrard. Les Subsistances dans le District de Versailles. (Collection des Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française. Rennes, 1921, 2 vol. in-8°, (8° La. 32-791).

Délibérations et Remontrances arrêtées par les notables hôtes des bois, bipèdes, quadrupèdes et volailles, adressées aux Etats-Généraux. En plaine, 1789, (s. l. n. d.), (Lb. 39-1473).

La Maison du Roi Justifiée avec des observations sur chacun des départements qui la composent, par un soldat citoyen. Versailles, 1789. 1 vol. in-12, (Lf. 7-2).

Mémoires servant de doléances pour les seigneurs et propriétaires de terres enclavées dans les capitaineries royales, où l'on prouve que la chasse n'est point un droit royal, qu'elle n'appartient au souverain que dans ses domaines; que l'établissement des capitaineries est un attentat au droit sacré de la propriété, qu'il est de la justice et de la sagesse du Roi de les supprimer ou de les restreindre du moins aux terrains nécessaires à ses plaisirs et de rendre aux seigneurs de fiefs les parties connues sous le nom de Lieutenances, qui ne sont entre les mains des Capitaines qu'un objet honteux de lucre et de commerce au détriment de la propriété. 1 vol. in-18, (s. l. n. d.) (Lb. 39-1475).

Mémoires sur les Capitaineries, et principalement sur celle de Fontainebleau, présentés à l'Assemblée des trois ordres du bailliage de Melun. (s. l.) 1789. in-8° pièce (Lb. 39-1476).

Merlin (de Douai), Rapport fait à l'Assemblée Nationale concernant la chasse et la pêche, (s. l. n. d.), (Le. 29-605).

Réflexions d'un Citoyen de Garches sur les Décrets pour les chasses du Roi, rendus dans les séances des 13 et 14 septembre, sur les antécédents et sur leurs suites. 1 brochure in-12, (s. l. n. d.), (Lf. 9-15).

Réfutation des Calomnies hasardées contre l'équipage de chasse de la Vénérie du Roi. 1790, 1 broch. in-8°, (s. l.), (Lf. 12-4).

Sagnac (Ph.) et Caron (P.). Les Comités des Droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial. (1789-1793). Paris, 1907. 1 vol. in-8°, (8° La. 791).

Vœux et Demandes des bons citoyens pour la suppression des capitaineries (s. l. n. d.), pièce. (Lb. 39-1476).

Young (Arthur). Voyage en France. Paris, 1793. 2 vol. in-18. (5-35740).

PERIODE MODERNE

Ardascheff. Les Intendants de province sous Louis XVI. Paris, 1909. 1 vol. in-8°.

Armaillé (Le marquis d'). Chasse à courre du chevreuil. Segré 1882. 1 broch. in-18.

Aumale (le duc d'). Histoire des princes de Condé pendant les xvi^e et xvii^e siècles. Paris, 1896, 8 vol. in-8°.

Baudrillart. Dictionnaire des Chasses. Paris, 1834. 2 vol. in-fol.

————— Recueil chronologique des ordonnances lois et règlements sur les Eaux et Forêts. (1515-1838). Paris. 1840. 4 vol. in-4°.

Bourges (Ernest). Recherches sur Fontainebleau. Fontainebleau 1890. 1 vol. in-8°.

Chabot (le comte de). La chasse du chevreuil avec l'historique des races les plus célèbres de chiens courants existant ou ayant existé en France. Paris, 1879. in-4°.

————— La chasse à travers les âges. Paris. 1898. 1 vol. in-fol.

Chapus (E.). Les chasses princières de France. (1589-1841). Paris, 1853. 1 vol. in-18.

Chassin. Les Elections et les Cahiers de Paris aux Etats-Généraux de 1789. Paris, 1889. 4 vol. in-8°.

Châteaubriand (le vicomte de). Mémoires d'Outre Tombe. Paris, 1849. 12 vol. in-8°.

Chatin. La chasse à Courre. Thèse pour le doctorat en droit. Paris, 1906. 1 vol. in-18.

Chesnaye des Bois et Badier. (La) Dictionnaire de la Noblesse. Paris 1863. 19 vol. in-8°.

Clouzot. Article sur la forêt d'Halatte publié par le Bulletin de la Société de Géographie. Paris, 1901.

Cossé-Brissac (Le comte Jean de). Fontainebleau cynégétique sous Louis XIV et sous Louis XV. Fontainebleau, 1913. 1 vol. in-18.

Créteineau-Joly. Histoire de Louis-Philippe d'Orléans et de l'Orléanisme. Paris, 1862. 2 vol. in-8°.

Desjardins (Arthur). Etats-Généraux, 1355-1614. Paris, 1881. 1 vol. in-13.

Domet (P). Histoire de la Forêt de Fontainebleau. Paris 1881. 1 vol in 18

— — — — Histoire de la Forêt d'Orléans. Orléans. 1893. 1 vol. in 18.

— — — — Journal de Fontainebleau (1789-1794). Récit chronologique des événements qui se sont passé à Fontainebleau pendant la Révolution. Fontainebleau,, 1894. 1 vol. in-18.

Dulon (J.). St-Germain-en-Laye. Capitaines et Gouverneurs. Maîtrise et Gruerie. Paris, 1885. 1 vol. in-18.

Fautrat (L.) La forêt d'Halatte et sa Capitainerie. Senlis 1887. 1 broch. in-18.

Fortaire. Mémoires pour servir à la vie de M. de Penthievre. Paris, 1808. 1 vol. in-12.

Fougeron. Condition juridique de l'Orléanais dans l'Ancien Droit. Thèse pour le doctorat en droit. Orléans, 1912. 1 vol. in-8°.

Garçon. Code pénal annoté. Paris, 1901. 1 vol. in-8°.

Glasson. Précis de l'histoire du droit français. Paris, 1904. 1 vol. in-8°.

Guénard (Mme). Vie du Duc de Penthievre. Paris, 1903. 2 vol. in-12.

Guillemot (E.). Les forêts de Senlis. Paris, 1905. 1 vol. in-8°.

Herbet (F.). Fontainebleau révolutionnaire, (1793-1794). Fontainebleau, 1896. 1 broch. in-18.

— — — — Dictionnaire de la forêt de Fontainebleau, 1912. 1 vol. in-8°.

Lavissee. Histoire de France. Paris, 1910, 9 vol. n-4°.

Legrand et Marquis, 1789. Le bailliage d'Etampes aux Etats-Généraux. Paris, 1907, 2 vol. in-8°.

- Lhéritier (M.). L'Intendant Tourny. Paris, 1920. 2 vol. in-8°.
- Lhuillier. L'ancien château royal de Montceaux en Brie. Paris, 1885. 1 broch. in-8°.
- Loménie (de). Beaumarchais et son temps. Etudes sur la société en France au XVIII^e siècle. Paris, 1856. 2 vol. in-8°.
- Macon (G.). Historique du domaine forestier de Chantilly. Senlis, 1905. 1 vol. in-8°.
- Maillard (J.). Le château royal de St-Hubert. Versailles, 1905. 1 vol. in-8°.
- Maurý (A.). Recherches historiques et topographiques sur les grandes forêts de la Gaule et de l'Ancienne France. Paris, 1848. 1 vol. in-8°.
- . Les forêts de la Gaule et de l'Ancienne France, leur histoire, leur topographie, leur législation. Paris. 1867. 1 vol. in-8°.
- Mavidal et Laurent Archives parlementaires Paris, 1870. 40 vol. in-fol.
- Michel (E.). La forêt de Fontainebleau dans la nature, dans l'histoire et dans l'art. Paris, 1909. 1 vol. in-18°.
- Nicolardot. Journal de Louis XVI. Paris, 1902. 1 vol. in-18.
- Noirmont (Baron Dunoyer de). Histoire de la chasse en France. Paris. 1867. 3 vol. in-8°.
- Passy (L.). Histoire de la société nationale d'agriculture. Paris. 1893. 1 vol. in-18.
- Pichon (le baron). Publications cynégétiques parues dans le Bulletin du Bibliophile. Paris, 1847-1860.
- Saint-Allais (A. de.) Nobiliaire universel de France. Paris, 1814. 20 vol.
- Sémainville (comte de). Code de la Noblesse française. Paris, 1860. 1 vol. in-18.
- Taine (H.). Les origines de la France contemporaine. Paris, 1906. 12 vol. in-18.
- Thénard, 1789-1889. Centenaire. Bailliages de Versailles et de Meudon. Les cahiers des paroisses avec commentaires accompagnés de quelques cahiers de curés. Paris, 1889. 1 vol. in-18.
- Uzès née Mortemart (La duchesse d'). La chasse à courre. Paris, 1912. 1 vol. illustré in-18.
- Vautibault (Gazeau de). Les d'Orléans au tribunal de l'histoire. Paris, 1888. 6 vol. in-18.
- Villefosse (de). Les Lévriers du Roi à Fontainebleau. (Revue nobiliaire. T. XI. année 1878.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	page 7
--------------------	--------

CHAPITRE PREMIER.

<i>Les Chasses Royales.</i>	page 17
-----------------------------------	---------

I. La Chasse et le luxe des Cours. — II. Les traditions de la Vénérie. Un souvenir de Châteaubriand. La tenue des équipages. — III. Les Rois de France à la chasse. — IV. Les accidents. — V. La curée et le protocole. — VI. Le vautrait et la chasse aux toiles. — VII. Les déplacements de chasse de la Cour et les étapes des équipages. — VIII. La chasse à tir. — IX. La chasse au vol. — X. Les meutes royales. Le vautrait de la Reine Marie-Antoinette et du Comte d'Artois. — XI. Les races de chiens de meute et les chevaux. — XII. Les dépenses des chasses

CHAPITRE II.

Le Personnel du Service des Chasses.	page 52
---	---------

I. Les Grands Veneurs de France. Les Princes de Lorraine. Les ducs de Rohan et de La Rochefoucauld. Le Comte de Toulouse et le duc de Penthièvre. — II. Les fonctions de Grand Veneur. — III. Les Grands Fauconniers de France; leurs fonctions. — IV. L'Équipage du Loup. Le Grand Dauphin et ses chasses. — V. Les déplacements de l'équipage du loup en province. M. de Moncel lieutenant de louveterie. — VI. Les Grands Louvetiers de France. — VII. Le Vautrait. — VIII. Les charges de la Vénérie à la Maison du roi. — IX. Les variations de la législation relative aux privilèges des officiers de la Vénérie. — X Vénalité des charges de la Vénérie. — XI. M. d'Yauville, premier veneur de Louis XV.

CHAPITRE III.

L'Etablissement des Capitaineries. page 86

I. L'administration forestière au Moyen-Age. — II. Institution des Capitaineries du xvii^e siècle. — III. Les Maitrises des Eaux et Forêts et les Tables de Marbre. — IV. Historique de la police des chasses royales au Moyen-Age. — V. Sa transformation sous le régime des capitaineries. VI. La Déclaration royale de 1699. — VII. Les capitaineries de l'apanage des ducs d'Orléans. Différences existant entre les capitaineries royales et les capitaineries non royales. — VIII. Les capitaineries de Sologne et de Beauce. — IX. Les capitaineries du Duché de Lorraine. — X. Les conservations forestières de l'apanage du comte de Provence.

CHAPITRE IV.

Le Code des Chasses et la Procédure. page 115

I. Installation des capitaines des chasses; leur compétence. — II. Une contestation entre officiers du service des chasses à Fontainebleau. en 1777, et 1778. — III. Autres difficultés survenues entre les officiers de la capitainerie de Fontainebleau. — IV. Principales dispositions du Code des chasses. — V Règlement du duc d'Orléans. — VI. Arrêt du 21 janvier 1776 sur la destruction des lapins. — VII. L'appel des jugements rendus par les capitaineries. — VIII. Procédure ordinaire en matière criminelle. — IX. Affaire des frères Le Merle. — X. Affaires Vaucher, Allevin, Sioville et Oudin, Foucauld et Rosset. — XI. Coup d'œil sur les registres d'audience et d'écrou des capitaineries de Fontainebleau et de St Germain-en-Laye. — XII. La Législation moderne et ses rapports avec l'ancienne.

CHAPITRE V.

Les Capitaineries Royales des Environs de Paris. page 151

I. Importance particulière de la limitation du territoire des capitaineries. — II. La capitainerie de la Varenne du Louvre. — III. Les capitaineries de la Varenne des Tuileries et du Bois de Boulogne. — IV. La capitainerie de Livry. — V. La capitainerie de Vincennes. — VI. La capitainerie de Montceaux. — VII Les capitaineries de Corbeil et Sénart. — VIII. La capitainerie de St Germain-en-Laye. — IX. Les chasses de Rambouillet et de St Hubert. — X. La capitainerie de Meudon. — XI Les capitaineries de Chantilly et d'Halatte. XII. La capitainerie de Compiègne. —

CHAPITRE VI.

Les Capitaineries de Fontainebleau, Chambord et Blois, 194

I. La Forêt de Fontainebleau, ses limites et ses clôtures. — II Les deux juridictions de la capitainerie. — III Les capitaines des chasses de Fontainebleau: la famille de Montmorin. — IV Le marquis Jean de Montmorin. — V. Ses démêlés avec l'Intendant Bertier de Sauvigny et les seigneurs de la région. — VI Affaire du conseiller Héron. — VII Affaire de M. Moreau de la Rochette. — VIII Affaire du comte d'Allemand. — IX Affaire de M. Dupré de St Maur. — X Situation générale de la capitainerie de Fontainebleau. — XI Les capitaineries de Blois et de Chambord.

CHAPITRE VII.

Les Officiers Subalternes et les Gardes-Chasses page 225

I. Le personnel des gardes chasses. — II. Leurs relations avec les cultivateurs. — III. La paroisse d'Achères est ravagée par les lapins. Le curé et le seigneur d'Achères contre la capitainerie. — IV. L'enquête de M. Dubois, lieutenant de robe longue. — V. Affaire du garde Edme Caron, marchand de gibier. — VI. Louise Garnier, victime des violences du lieutenant de Livry. Intervention de la justice seigneuriale et du Conseil du Roi. — VII. Le duc de Noailles, capitaine des chasses de St-Germain-en-Laye, et le marquis de Grouchy, député de la Noblesse à l'Assemblée provinciale de l'Île de France.

CHAPITRE VIII.

Le Résultat Economique du Régime des Chasses dans les Domaines de la Couronne. page 263

I. Une appréciation de St-Simon sur les capitaineries au temps de Louis XIV. — II. Affaires du duc de Luynes et du prince de Montmorency. — III. L'intendant Bertier de Sauvigny et les cultivateurs de la capitainerie de Fontainebleau. — IV. Affaire de la paroisse de Montigny. — V. Les « entreillagements » et M. de Châteauvillars, seigneur de Villiers-en-Bière. — VI. Réclamations des seigneurs hauts justiciers et des propriétaires de fiefs. — VII. L'indemnisation des dégâts. — VIII. Comment se défendaient les cultivateurs contre le gibier. — IX. Les remises. — X Les routes de Chasse. — XI Les désarmements de paroisses.

CHAPITRE IX.

<i>La fin du Régime des Capitaineries.</i>	page 294
--	----------

I. Les Capitaineries et les Cahiers des Paroisses en 1789. — II. Les pamphlets et l'opinion. — III. Les braconniers et le brigandage. — IV. Les vœux des Assemblées. — V. Les Capitaineries sont supprimées par décret de l'Assemblée Constituante. Attitude du duc d'Orléans dans cette circonstance. — VI. Emeutes et désordres dans les capitaineries. — VII. Rapport de Barère sur les Chasses du Roi. — VIII. Décret sur les Chasses. — IX. La fin des locations de cantons de chasse. — X. La Révolution à Fontainebleau. — XI. Un incident de chasse se produit à Dannemarie-les-Lys. — XII. Suppression de la Venerie par Louis XVI.

<i>Conclusion</i>	page 334
-----------------------------	----------

<i>Appendices</i>	page 337
-----------------------------	----------

<i>Bibliographie</i>	page 340
--------------------------------	----------



